

Washington se donne désormais pour objectif l'élimination du régime de Bagdad et de son armée

Le « front » turc

DEPUIS le début du conflit du Golfe, la Turquie a choisi de se ranger résolument dans le camp de la coalition anti-irakienne et de suivre à la lettre les résolutions du Conseil de sécurité des Nations unies. C'est une décision à la fois courageuse et coûteuse, car l'application de l'embargo a entraîné l'arrêt total d'un commerce non négligeable avec son voisin.

Les compensations économiques promises par les Occidentaux, notamment les États-Unis, semblent se faire attendre. Sur le plan politique, l'engagement des dirigeants turcs présentait également quelques risques : il était susceptible de favoriser, par réaction, l'essor des mouvements islamistes, de menacer la position personnelle du chef de l'État et de provoquer une vague d'attentats terroristes.

ANKARA vient de franchir un pas de plus dans son engagement. Après de nombreux entretiens avec le secrétaire d'État américain, M. James Baker, la Turquie a consenti à ce que les forces aériennes alliées puissent utiliser la base de l'OTAN d'Incirlik, près d'Adana, pour des opérations visant notamment les rampes de lancement de missiles Scud situées à l'ouest de l'Irak. Sans doute pour ménager une opinion publique qui redoute une extension du conflit, ce n'est qu'avec un certain retard, mercredi 23 janvier, que le ministère turc des affaires étrangères a confirmé au bout des lèvres les premiers raids aériens et cette « assistance élargie » aux alliés.

L'ouverture d'un « deuxième front » (selon les irakiens) ne signifie pas, officiellement, que la Turquie, qui dispose de la deuxième armée de l'OTAN, s'engage militairement dans la force multinationale. Elle continue d'affirmer qu'elle se tiendra à l'écart de la guerre tant qu'elle ne sera pas l'objet d'une attaque de l'Irak. Cette éventualité ne doit pas être exclue. Environ 150 000 soldats turcs sont déployés dans le Sud-Est, le long d'une frontière fu de civils, et ils ont en face d'eux huit divisions irakiennes.

BAGDAD n'a d'ailleurs pas tenté à réagir. Mercredi, le ministre des affaires étrangères, M. Tarek Aziz, a dénoncé le « suicide » du président turc, qui s'aligne sur l'administration américaine et qui « devra assumer l'entière responsabilité de l'agression injustifiée » contre l'Irak. En d'autres termes : des représailles sont tout à fait possibles. A ces menaces, l'OTAN se borne à répondre que les alliés sont déterminés à défendre la Turquie, et M. Ozal clame qu'il n'a pas peur des missiles.

Le comportement d'Ankara ravive aussi certaines vieilles rivalités régionales. L'Irak et la Syrie s'emploient depuis quelques jours à dire qu'il faudra, après la guerre, préserver l'intégrité territoriale de l'Irak. Ces deux pays redoutent en fait la force militaire grandissante de la Turquie, son ambition de redevenir une grande puissance régionale et soupçonnent Ankara de vouloir récupérer, à la suite du conflit, les provinces riches en pétrole de Mossoul et de Kirkouk, perdues en 1928, et où vivent des minorités turcophones.

Lire page 4
l'article de NICOLE POPE

Les avions français ont, pour la première fois, bombardé l'Irak

Dans la soirée de mercredi 23 janvier, les irakiens ont tiré de nouveaux missiles Scud sur Israël et sur l'Arabie saoudite, mais sans succès. Le gouvernement israélien a confirmé qu'il ripostera à ces attaques, mais a laissé entendre qu'il ne le fera pas sans tenir compte du point de vue américain.

Se voulant rassurant, le président américain George Bush a déclaré que l'opération « Tempête du désert » se déroulait « comme prévu ». Washington se donne désormais pour objectif l'élimination du régime de Bagdad et de son armée.

Judi 24 janvier au matin, des Jaguar français ont effectué leur premier raid en territoire irakien contre des unités mécanisées de la garde républicaine.

WASHINGTON

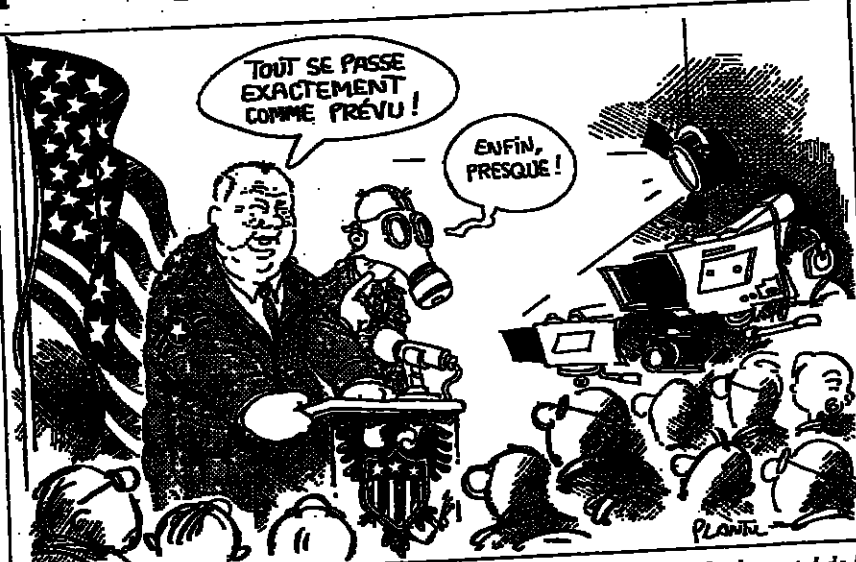
de notre correspondant

Au terme d'une semaine de guerre, l'opinion américaine avait besoin d'être rassurée, confortée dans sa certitude que le combat contre l'Irak est juste, mené avec un maximum d'efficacité et que la victoire est inéluctable, sinon imminente. Comme il se doit, c'est le président Bush lui-même qui s'est chargé de produire ces assurances : l'opération « Tempête

Lire également

- Le film des événements par JACQUES DE BARRIN
- Les israéliens se sentent moins vulnérables par ALAIN FRACHON et YVES HELLER
- Le sentiment anti-irakien des Saoudiens augmente par FRANÇOISE CHIPPAUX
- Le roi Hussein réagit aux pressions de la rue par JEAN GUEYRAS
- Les tensions au Maghreb par GEORGES MARION et MICHEL DEURÉ
- Les ventes d'armes de la France : l'arroseur arrosé par JACQUES ISNARD
- Le général Roquejoffre, expert diplomate par PIERRE SERVANT
- La position de M. Chevenement par LAURENT GRELLSAMER
- Le vivier terroriste de Bagdad par ROBERT SOLÉ
- Les chrétiens de Saddam par ALAIN FAUJAS
- La moralité des agents de voyage par FEDERICO MAYOR
- Débats : les points de vue et de JEAN-YVES LE GALLOU

pages 2 à 11, page 29, et page 40



changer le cours fondamental de la guerre et il sera défait. « Les opérations de bombardement se passent bien », a ajouté le secrétaire à la défense, tandis que le général Powell précisait que les installations nucléaires de l'Irak avaient été détruites, que ses capacités de produire des armes chimiques ou biologiques quasiment annihilées, ses centrales électriques anéanties.

JAN KRAUZE

Lire la suite page 5

Pour comprendre l'après-guerre

La guerre du Golfe n'a pas commencé le 17 janvier 1991 quand les premiers bombardements de la coalition formée autour des États-Unis ont atteint Bagdad, mais le 2 août 1990 quand l'Irak a envahi le Koweït. Et la crise couvait depuis longtemps, mais les adversaires de Saddam Hussein se sont imprudemment vus la face ou ont fermé les yeux pour mieux l'abattre ensuite. Mise en cause des frontières héritées du colonialisme britannique, volonté d'avoir un accès à la mer, revendications sur des territoires gorgés de pétrole, refus de payer une dette contractée alors que l'Irak se battait contre l'Iran - avec l'appui des Occidentaux - sous prétexte de défendre les Arabes contre de l'ennemi héréditaire perse, le dictateur de Bagdad n'avait pas fait mystère de ses intentions.

DANIEL VERNET

Lire la suite page 9

Panique sur le rouble

Les Soviétiques pleurent leurs économies réduites à néant par le décret supprimant les grosses coupures

MOSCOU

de notre envoyé spécial

« La banque est fermée. » Des milliers de Soviétiques qui, à Moscou et dans tout le pays, avaient changé mercredi 23 janvier leurs billets de 50 et 100 roubles soudain devenus sans valeur (le Monde du 24 janvier) se sont heurtés à cette inscription. Les plus matinaux, certes, avaient trouvé les portes ouvertes mais, à l'intérieur, un personnel au courant de rien, qui n'avait pas reçu d'instructions et encore moins les nouvelles coupures. On s'est contenté de renvoyer les clients chez eux, puis de fermer boutique devant l'afflux.

Quelques heures plus tôt, des violences avaient éclaté à la poste centrale de Moscou, seule institution ouverte la nuit. Dès la lecture du décret présidentiel à la télévision, on s'y était rendu en masse pour écouler avant l'heure fatidique de minuit les fameuses coupures en envoyant soit des mandats, soit des télégrammes payés en gros billets. Il n'y eut

bientôt plus de monnaie à rendre, la milice dut intervenir pour mettre fin aux bagarres et aux bris de vitres. A Odessa on avait fait mieux : ce sont les collaborateurs d'une caisse d'épargne qui sont venus eux-mêmes de nuit, avec leurs familles, échanger leurs propres économies : 8 000 roubles au total.

Bref, pour la première journée c'était raté, et l'on parle déjà de prolonger le délai beaucoup trop bref (trois jours) pendant lequel les Soviétiques doivent déposer leurs économies. Ainsi les guichetiers de l'Aéroflot se sont trouvés devant des situations impossibles, parce qu'ils devaient refuser les billets de banque qu'on leur présentait en paiement, mais plus encore parce que de très nombreux passagers, soucieux de rester chez eux pour régler leur situation financière, avaient annulé leur voyage. Quant aux militaires, ils ont fait valoir que de nombreuses garnisons se trouvaient loin d'une caisse d'épargne ou d'un soviet, à commencer par ceux qui stationnent

en Allemagne. Les plus durement frappés sont les retraités. D'abord parce que pour eux le change automatique ne dépassera pas 200 roubles, ensuite parce que le montant maximal des retraits en liquide des caisses d'épargne est fixé pour tout le monde à cinq cents roubles par mois. Et ce sont surtout des personnes âgées qui se pressaient devant les guichets fermés mercredi, pestant et souvent pleurant devant ce qu'elles percevaient comme la perte irrémédiable de leurs économies.

En revanche, les dirigeants d'un restaurant coopératif que nous avons interrogés n'étaient pas inquiets : « Tout se règlera avec notre banque », disaient-ils. Les autorités n'ont pas caché que la mesure se veut disciplinaire, qu'il s'agit de traquer les « revenus non laborieux », comme on dit ici, bref d'obliger chacun à justifier la provenance de ses ressources.

MICHEL TATU

Lire la suite page 12

JEAN-PIERRE GIRAUD

LA VEUVE ANTEE

nrf

GALLIMARD

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,80 DA; Maroc, 7 DH; Tunisie, 850 M; Allemagne, 2,90 DM; Autriche, 22 SCH; Belgique, 33 FB; Canada, 2,25 \$ CAN; Espagne, 175 PTA; Grèce, 70 P; Italie, 180 Lit; Japon, 200 Y; Luxembourg, 33 FL; Norvège, 13 KRW; Pays-Bas, 2,50 FL; Portugal, 150 ESC; Suède, 375 F CFA; Suisse, 14 KRS; Thaïlande, 1,70 THB; USA (NY), 2 \$; USA (autres), 2,50 \$.

LA GUERRE DU GOLFE

Le film des événements Satisfecit américain

Au terme d'une semaine de guerre, les autorités américaines se déclarent un satisfecit. « Je suis heureux de vous faire savoir que l'opération *Tempête du désert* se déroule comme prévu », a déclaré, mercredi 23 janvier, le président Bush devant un parterre d'officiers de réserve. « Il ne peut y avoir de pause. Nous maintiendrons le cap et nous l'emporterons ».

Le secrétaire à la défense, M. Dick Cheney, et le chef d'état-major interarmes, le général Colin Powell, ont, de leur côté, quelque peu détaillé, sans atténuer leur optimisme, les propos présidentiels. Ils ont, toutefois, reconnu qu'ils avaient à faire à un ennemi « ingénieux », que les mauvaises conditions météorologiques et le repérage des rampes de lancement mobiles de missiles Scud avaient un peu compliqué leur tâche.

Le général Powell a estimé que les forces de la coalition avaient désormais la supériorité aérienne au-dessus de l'Irak, ce qui allait permettre de « se concentrer davantage sur le Koweït ». Il a précisé que deux réacteurs nucléaires avaient été détruits et que les usines d'armement chimique

avaient été « considérablement » endommagées. « Notre stratégie est très simple », a ajouté M. Cheney. Nous allons, d'abord, la couper de ses arrières. Puis, nous allons la détruire ».

Israël a, pour sa part, confirmé que les attaques de missiles irakiens ne resteront pas sans réplique. L'Etat hébreu réagira « avec intelligence » et en « tenant compte » du point de vue américain, « même s'il n'y a pas une seule autre victime », a affirmé M. Moshe Arens, le ministre de la défense, à l'issue d'une réunion de cabinet qui a étudié cette riposte « dans les détails ».

L'Allemagne vient d'accorder une aide humanitaire de 165 millions de dollars à Israël, où le ministre des affaires étrangères, M. Genscher, devait se rendre, jeudi, à la tête d'une délégation de toute la classe politique, afin de témoigner sa solidarité à l'Etat hébreu. Quant au Japon, autre non-belligérant de poids, il a décidé, malgré les réserves de l'opposition, d'augmenter de 9 milliards de dollars sa participation à l'effort de guerre, la portant ainsi à 13 milliards. Afin de ne pas

être surpris par une décision gouvernementale de renforcer le dispositif « Daguet », les états-majors français ont décidé de prendre les devants et de placer en état d'alerte certains régiments. Mais, de source militaire, on se refuse à préciser la nature des unités impliquées — des éléments de la 9^e division d'infanterie de marine ? — et le nombre d'hommes concernés par cette « montée en puissance ». Jeudi matin, des Jaguar français ont effectué leur premier raid en Irak, contre des unités mécanisées de la garde républicaine.

Danger, censure

Alors que Bagdad a tiré sans succès, mercredi soir, des missiles Scud sur Israël et sur l'Arabie saoudite, des troupes terrestres irakiennes et américaines s'étaient affrontées, la veille, en territoire saoudien, près de la frontière koweïtienne. Au cours de cet accrochage — le premier de ce genre depuis le début des hostilités — deux soldats américains avaient été blessés et six irakiens capturés. Un autre front du côté de la Turquie, membre de l'OTAN ? Le chef de la diplomatie irakienne a protesté

contre l'« agression » dont se rendait coupable le gouvernement d'Ankara et dont il porte « l'entière responsabilité » en autorisant les Etats-Unis à utiliser la base d'Incirlik pour lancer des raids aériens contre son pays.

A en croire des sources militaires britanniques, la moitié de la capacité de raffinage de l'Irak aurait été détruite. Ce qui expliquerait la décision prise par les autorités locales de suspendre provisoirement la vente de carburant au public. D'après le témoignage de Peter Arnett, envoyé spécial de la chaîne américaine CNN — le seul journaliste occidental autorisé à rester à Bagdad, — le manque d'eau et d'électricité semble être la préoccupation majeure des habitants de la capitale irakienne, qui paraissent avoir surmonté le choc des premiers bombardements.

A cet égard, la Maison Blanche a mis en garde les téléspectateurs contre la propagande irakienne répandue par le canal de la CNN, dont les reportages de l'envoyé spécial à Bagdad sont soumis à la censure. Ainsi une usine d'aliments pour nourrissons dont Peter Arnett avait fait état de la destruction, serait,

d'après les officiels américains, une usine de fabrication d'armes biologiques... La guerre du Golfe a jeté sur les routes des milliers de gens qui fuient l'Irak et le Koweït. Depuis le début du conflit, 12 000 personnes sont arrivées en Jordanie et un millier en Iran. L'ONU estime que les camps de réfugiés, au Proche-Orient, vont en accueillir 1,5 million, pour la plupart des travailleurs émigrés qui veulent regagner leur pays.

« Trop tard ou trop tôt »

Loin du théâtre des opérations, singulièrement au Maghreb, le ton continu de monter, notamment sous la pression des islamistes qui, comme en Algérie, prôchent pour l'enrôlement de volontaires. Les pouvoirs en place, tout en essayant de calmer le jeu, reprochent ouvertement aux alliés d'avoir dépassé les limites de la résolution du Conseil de sécurité et de faire « une guerre totale » à l'Irak. D'initiative diplomatique, il n'est toujours pas question. Elle n'est pas à l'ordre du jour, du moins dans le camp des belligérants. Le porte-parole du Quai d'Orsay l'a confirmé, mercredi : « C'est trop tard ou c'est trop tôt... » JACQUES DE BARRIN

Une semaine de « Tempête du désert »

MERCREDI 16 JANVIER

23 h 40 GMT : des envoyés américains rapportent, depuis Bagdad, que des tirs antiaériens et de violentes explosions sont entendus.

JEUDI 17 JANVIER

Peu après 0 heure GMT : la Maison-Blanche annonce que l'opération *Tempête du désert* pour la « libération du Koweït » a commencé.

2 heures GMT : le président George Bush affirme vouloir éliminer le potentiel nucléaire de l'Irak et ses armes chimiques.

Les avions alliés, dont les Jaguar français, effectuent plus de mille sorties dans les quatorze

premières heures. Selon les premières estimations militaires, les forces alliées ont atteint leurs objectifs « à 80 % » et ont détruit « de l'ordre de 50 % » de l'aviation irakienne, ainsi qu'une grande partie de la garde présidentielle.

Selon des journalistes occidentaux à Bagdad, le ministre de la défense, le terminat militaire de l'aéroport, un centre de communications, une raffinerie et le palais de M. Saddam Hussein sont touchés.

VENREDI 18 JANVIER

Peu après 0 heure GMT : sept missiles Scud à tête conventionnelle sont tirés par les irakiens sur Israël. Deux tombent sur

Tel-Aviv et un sur Haïfa : douze blessés légers. Alors que Washington, Moscou, Paris et Londres adjurent Jérusalem de ne pas riposter, le ministre israélien de la défense affirme que l'Etat hébreu le fera « au moment opportun ».

SAMEDI 19 JANVIER

Peu après 5 heures GMT : Israël est, de nouveau, la cible de missiles Scud : dix blessés légers dans la région de Tel-Aviv. « Nous allons riposter, et nous déciderons comment, où et quand », déclare le porte-parole du premier ministre, invité par M. Bush à faire preuve de « retenue ».

DIMANCHE 20 JANVIER

Les raids aériens alliés continuent, sans relâche, sur les positions irakiennes. Venus de Turquie et d'Arabie saoudite, les appareils de la coalition attaquent les rampes de lancement de Scud et la garde présidentielle.

Des batteries de missiles anti-missiles Patriot sont fournies et déployées par les Etats-Unis afin de protéger l'Etat hébreu. Elles seront servies, dans un premier temps, par des militaires américains.

La télévision irakienne montre sept aviateurs alliés capturés (trois Américains, deux Britanniques, un Italien et un Koweïtien)

qui sont placés, comme « boucliers humains », sur des sites stratégiques, tandis que Saddam Hussein affirme que son pays « n'a pas encore utilisé toutes ses forces et ses armes ».

Dix missiles Scud sont lancés sur Ryad et Dhahran et détruits par des Patriot.

LUNDI 21 JANVIER

Malgré l'intensité des raids, les principaux objectifs militaires irakiens, notamment les sites de lancement de missiles Scud, restent opérationnels, reconnaissent les alliés.

MARDI 22 JANVIER

Bagdad utilise des leurreurs pour tromper l'aviation alliée, affir-

ment des responsables américains et britanniques.

Une dizaine de Scud sont lancés sur l'Arabie saoudite et interceptés par des Patriot. Dans la soirée, un Scud touche de plein fouet un immeuble de Tel-Aviv, provoquant la mort de trois personnes et faisant quatre-vingt-seize blessés.

MERCREDI 23 JANVIER

Une cinquième et une sixième attaque de Jaguar français sont lancées avec succès sur le Koweït, contre des sites d'artillerie irakienne.

Plusieurs missiles Scud, tirés sur l'Arabie saoudite et Israël, sont détruits en vol par des Patriot.

« Le Golfe et le Vietnam ? Autant comparer des citrons et des pommes ! » estime le général Westmoreland

Le général William Westmoreland, ancien chef des forces américaines au Vietnam, a déclaré, mercredi 23 janvier, que dresser un parallèle entre la guerre du Golfe et celle qu'il a vécue revenait à « comparer des citrons et des pommes ».

« L'attitude de notre gouvernement est entièrement différente. Les enjeux économiques sont entièrement différents », a expliqué le général, lors d'une conférence à Dallas (Texas). Le fait que l'Irak n'ait pas d'alliés constitue également un facteur déterminant du conflit actuel, a-t-il ajouté : « Il n'y a ni la Russie ni la Chine, qui nous inquiétaient tant au Vietnam. »

Le conflit du Vietnam était, d'après lui, une guerre limitée faite avec des moyens limités, tandis que les forces américaines réunies au Moyen-Orient sont au sommet de leur capacité et disposent d'une puissance de feu dont on n'a jamais connu l'équivalent. — (Reuters.)

CHAMP FREUDIEN

La collection fondée par JACQUES LACAN, relancée par Jacques-Alain et Judith MILLER

SERGE LECLAIRE
LE PAYS DE L'AUTRE

DOMINIQUE ET GÉRARD MILLER
PSYCHANALYSE
6 HEURES 1/4

Editions du Seuil

LA GUERRE DU GOLFE

Une semaine après le déclenchement

L'Irak adresse
une mise en garde à la Turquie

Le ministre des affaires étrangères irakien, M. Tariq Aziz, a averti la Turquie des conséquences possibles de son assistance logistique aux États-Unis dans le conflit du Golfe. « La Turquie a commis une agression contre l'Irak en autorisant les avions américains à utiliser la base d'Incirlik. Le gouvernement turc est entièrement responsable de cette agression », a-t-il déclaré mercredi 23 janvier, en ajoutant que les autorités turques « s'agitaient » devant les États-Unis. Le ministre des affaires étrangères turc a annoncé qu'il avait bien reçu le message et qu'il en « évaluait » le contenu.

ISTANBUL

de notre correspondant

La politique pro-américaine du gouvernement d'Ankara depuis le début du conflit vient d'avoir des répercussions inquiétantes. Trois bombes, visant des établissements américains, ont explosé ces derniers jours, causant des dégâts matériels importants. Un groupe révolutionnaire de gauche a revendiqué l'attentat commis lundi contre un hangar appartenant à l'armée américaine pour protester contre l'action de son pays dans le Golfe. A Adana, près de la base aérienne d'Incirlik, un vent de panique a soufflé mardi lorsque les sirènes ont retenti à la suite de la première alerte civile dans le pays. Quelques heures auparavant, un missile Patriot avait été lancé par erreur, blessant grièvement un enfant de huit ans.

Lundi, la société d'assurances Lloyd de Londres a annoncé qu'elle allait prélever des primes de risques supplémentaires pour tous les vols à destination de la Turquie, ainsi que les compagnies aériennes à augmenter leurs tarifs. Malgré les commentaires rassurants du premier ministre et la discrétion observée par les autorités sur l'usage fait par les Américains des bases aériennes turques, l'ouverture par l'aviation américaine d'un front contre l'Irak à partir d'Incirlik est désormais de notoriété publique, et les vagues aériennes se succèdent quotidiennement.

L'OTAN
attentive

La population turque, celle du sud du pays en particulier, qui ne dispose ni de masques à gaz ni d'abris adéquats, craint que la Turquie ne devienne la cible de représailles irakiennes, ce qui se voit sous forme de missiles ou d'actes terroristes. Les menaces de M. Tariq Aziz ne sont pas de nature à le rassurer. Selon de récents sondages, 67,4 % des Turcs estiment que leur pays ne devrait pas participer à la guerre du Golfe, mais 83,3 % pensent que l'usage des bases aériennes par l'aviation américaine entraînerait inévitablement la Turquie dans le conflit. Derrière les protestations de moins en moins vigoureuses parce qu'une certaine résignation face à l'inévitable.

Les Turcs ne sont pas les seuls à s'inquiéter d'un possible élargissement du conflit. Lundi, M. Ali Reza Musayev, envoyé spécial du président iranien, M. Hachemi Rastadani, a effectué une visite éclair à New-York dans le but « d'empêcher que la guerre ne s'étende et de trouver une solution pacifique ». Derrière le langage diplomatique se cache l'inquiétude des Iraniens, qui craignent que la Turquie ne profite de sa position privilégiée auprès des Américains pour s'emparer des provinces de Mossoul et de Kirkouk après une défaite irakienne.

Après le coup au but d'un missile Patriot
les Israéliens se sentent un peu moins vulnérables

Soulagement en Israël. Pour la première fois depuis le début de la guerre du Golfe, le système antimissiles Patriot, fourni par les États-Unis, a bien fonctionné, et les Israéliens ont l'impression de ne plus être aussi vulnérables face aux fusées Al Hussein du président irakien.

JÉRUSALEM

de nos envoyés spéciaux

Ce premier test satisfaisant - qui aura bien évidemment des répercussions politiques - a été accueilli dans la joie par la population. Il a eu lieu peu après 22 heures mercredi 23 janvier, alors que les sirènes d'alarme venaient une fois de plus de retentir dans tout le pays. La radio annonçait une attaque de missiles, les Israéliens installaient dans les pièces isolées contre les dangers de la guerre chimique. Un quart d'heure plus tard, l'alerte était levée et les commentaires de la radio avaient un ton plus léger qu'à l'habitude pour annoncer la nouvelle : deux missiles antimissiles Patriot avaient intercepté et détruit une fusée Al Hussein (Scud modifié) qui allait s'écraser dans le nord d'Israël.

Il y eut une formidable détonation à l'impact des trois engins, puis encore une explosion lorsque les débris du missile irakien sont tombés au sol : débris de vitres, portes enfoncées et autres dégâts légers. De nombreuses personnes sont allées voir les sites de tir des Patriot pour féliciter les servants américains et israéliens. Au quatorzième missile irakien tiré contre Israël, la parade du week-end dernier par les Américains a donc fonctionné. Les autorités n'en ont pas moins éprouvé le besoin d'appeler l'opinion à la prudence. Le système Patriot, ont-elles dit, ne saurait assurer une protection complète.

A vrai dire, on avait été à deux doigts, la veille au soir, d'un premier succès. Un Patriot avait bien été tiré - et non trois, comme indiqué par erreur dans le monde - contre l'engin irakien, qui allait s'abattre sur un quartier populaire de la région de Tel-Aviv. Mais par suite d'une erreur de tir, le Patriot n'a pas touché la tête explosive et a glissé le long du fuselage du missile irakien, le déséquilibrant sans changer fondamentalement sa trajectoire.

Le succès de mercredi soir est intervenu alors qu'Israël est en proie à un débat politico-militaire complexe. La répétition des attaques irakiennes a commencé à ébranler le consensus qui s'était dégagé dans l'opinion en faveur de

la « position de réserve » maintenue par le gouvernement de M. Itzhak Shamir depuis le début de la guerre du Golfe. Le débat tourne autour d'une question à laquelle le premier tir au but des Patriot ne donne pas de réponse définitive : Israël doit-il intervenir directement ?

En termes voilés, à demi-mots, de la manière la plus courtoise possible, on a commencé mercredi à entendre quelques réserves sur la façon dont les États-Unis conduisent la guerre. « On ne va pas longtemps supporter ça (ces tirs de missiles), les États-Unis protègent des bombardements trop imprécis, à 10 000 mètres d'altitude (...), ils jouent les héros trop gentils, ils ne veulent pas toucher les routes et les centres vitaux de l'Irak (...), ils bombardent de trop haut, un appareil d'Etat israélien perdrait la vie (...). Contre un pirate, il faut prendre plus de risques », a dit un député travailliste, M. Michael Bar-Zor.

Dans les rues, les critiques entendues se font plus directes encore sur le mode : « On ferait mieux et plus vite », mais c'était mieux et plus vite le coup de l'émotion, et cela ne prenait pas en compte l'autre donnée du débat intérieur, que l'on note chez beaucoup d'Israéliens : une forte réticence à voir leur pays entrer activement dans cette guerre, et activement ainsi les risques encourus.

Le chroniqueur militaire le plus respecté du pays, M. Zeev Schiff, a mis en garde contre toute manifestation d'ingratitude à l'égard des États-Unis. Après tout, expliquait-il, « il serait injuste de les critiquer, étant donné les efforts qu'ils font pour empêcher que les missiles irakiens ne nous atteignent, alors qu'ils préfèrent nous laisser nous occuper de leur force de frappe sur le gros de l'appareil de guerre irakien, c'est-à-dire dans le centre et le sud de l'Irak ».

Nouvelle aide
financière

Le gouvernement est conscient des tensions dans le public, de la menace qui pèse sur son moral, des doutes qui s'insinuent dans les esprits quant à la sagesse de sa « politique de retenue ». Sa première réaction a été de « visser » la politique d'information, sans doute pour empêcher un flot de commentaires contradictoires de la part de ministres qui sont régulièrement en compétition pour se placer devant les caméras de télévision américaine. La première et l'unique décision qui fut annoncée à l'issue de la réunion extraordinaire du gouvernement, mercredi, a été d'expliquer que sous le premier ministre, M. Itzhak Shamir, ainsi

que ses collègues de la défense et des affaires étrangères, MM. Moshe Arens et David Levy, étaient dorénavant habilités à commenter la conduite de la guerre.

Pour rassurer et tenir compte de l'honneur du public, M. Arens s'est borné à répéter la ligne défensive depuis la première agression irakienne : « Nous répondrons aux attaques de missiles, même si l'on ne nous en compte pas. C'est clair : il doit y avoir une réplique israélienne, elle sera coordonnée avec les États-Unis. Le numéro deux du département d'Etat, M. Lawrence Eagleburger, est là pour cela. Certaines sources américaines laissent entendre que derrière la pression diplomatique que je suis la pour qu'on travaille ensemble, pas de coup en solitaire... »

Les seuls impératifs techniques imposent déjà une telle coopération. Il y a tellement d'appareils alliés - surtout américains - au-dessus de l'Irak que la coordination est impérative. Sans avoir été démenti mercredi en Israël, le Los Angeles Times rapportait cette semaine que les États-Unis, pour empêcher toute action isolée de l'Etat hébreu, n'avaient toujours pas donné aux Israéliens les codes d'identification devant permettre à leurs pilotes de déterminer s'ils ont en face d'eux un appareil ennemi - irakien - ou allié.

Aux contraintes techniques, s'ajoutent nombre de paramètres politiques. Le gouvernement sait pertinemment qu'on lui pardonnerait mal d'avoir pris le risque de fragiliser la coalition en se lançant dans une opération « hors cadre ». Il faut qu'il soit capable de prouver un coup d'arrêt décisif. Saddam Hussein a certains aspects sur un air d'effacement - ou bien de bombardement plus efficace - que la coalition, ce qui n'est pas évident. Le gouvernement n'ignore pas, en outre, tous les bénéfices politiques et autres que peut lui apporter la politique de retenue. M. Eagleburger discutait ces jours-ci d'une assistance américaine à Israël - prêts, garanties bancaires, dons et autres facilités - pouvant se monter à plus de 10 milliards de dollars pour les cinq ans à venir.

Tout cela compte sans doute face au sentiment, tout aussi fort, que « cela ne peut pas durer ». Quant on aura ajouté à l'émotion le fait que cette posture défensive, cette manière de se remettre à la pro-

tection d'un dispositif américain, sont parfaitement étrangers aux traditions militaires d'Israël, on aura une idée de la difficulté de la décision du gouvernement.

Quand l'arrière
est exposé

En toile de fond de ce débat, il y a dans l'opinion israélienne un sentiment de surprise et d'étonnement devant la vulnérabilité du pays face aux missiles sol-sol. On savait les régions frontalières exposées. Les kibboutzim du nord-est du pays se souvenaient des bombardements de l'artillerie syrienne dans les années ayant précédé la guerre de 1967. Nombre de familles ont payé un lourd tribut à la guerre d'usure menée par les armées égyptiennes le long du canal de Suez dans les années 70. Les habitants d'une ville en développement comme Kiriat-Shmone, à la frontière avec le Liban, n'ont pas oublié le début des années 80 lorsqu'il fallait descendre aux abris sous la pluie des roquettes de katiouchas.

Mais la région côtière, Tel-Aviv, Haifa, était réputée sûre. C'était l'arrière, la vitrine du pays où l'on avait depuis longtemps, on dirait depuis la fin de la guerre d'indépendance, abandonné toute mentalité d'assaut, de pionniers, là où les amateurs de tee-shirts et de jeans avaient depuis belle lurette défilé les porteurs de parkas et autres vestes d'aspect militaire qu'arborait toujours les frontalières... D'où, encore une fois, le choc, le traumatisme, en éprouvant, en découvrant, cette vulnérabilité.

Les militaires, eux, n'ont pas été surpris. Il y a deux ans que la question des missiles sol-sol hante l'état-major, très exactement depuis la fin du conflit Iran-Irak, où ces armes furent largement employées. Les militaires israéliens optèrent pour un engin antimissile sophistiqué, le missile Arrow, en coopération avec les États-Unis dans le cadre de l'initiative de défense stratégique du président Ronald Reagan (la « guerre des étoiles »). Le système Arrow en est encore aux premiers essais, et ne sera pas opérationnel avant quelques années. Le choix des militaires israéliens était ambitieux. Ils pouvaient se monter à plus de 10 milliards de dollars pour les cinq ans à venir.

ALAIN FRACHON
et YVES HELLERM. Hans-Dietrich Genscher fait
une « visite de solidarité » en Israël

BONN

de notre correspondant

En butte à de vives critiques à l'étranger et dans une partie de la presse allemande, le chancelier Kohl est intervenu, mercredi 23 janvier, pour réaffirmer solennellement la solidarité de Bonn avec ses alliés engagés dans la guerre du Golfe. Cette solidarité devait se manifester dès jeudi 24 janvier par un voyage éclair en Israël d'une délégation de haut niveau conduite par M. Hans-Dietrich Genscher, le ministre des affaires étrangères, qui sera accompagné de M. Carl-Dietrich Spranger (CSU), ministre de la coopération, et de M. Volker Röhre, secrétaire général du Parti chrétien-démocrate. Le chancelier avait invité le chef de l'opposition sociale-démocrate, M. Hans-Jochen Vogel à se joindre à cette délégation, mais ce dernier a préféré voler le même jour vers Tel-Aviv dans un appareil d'El Al.

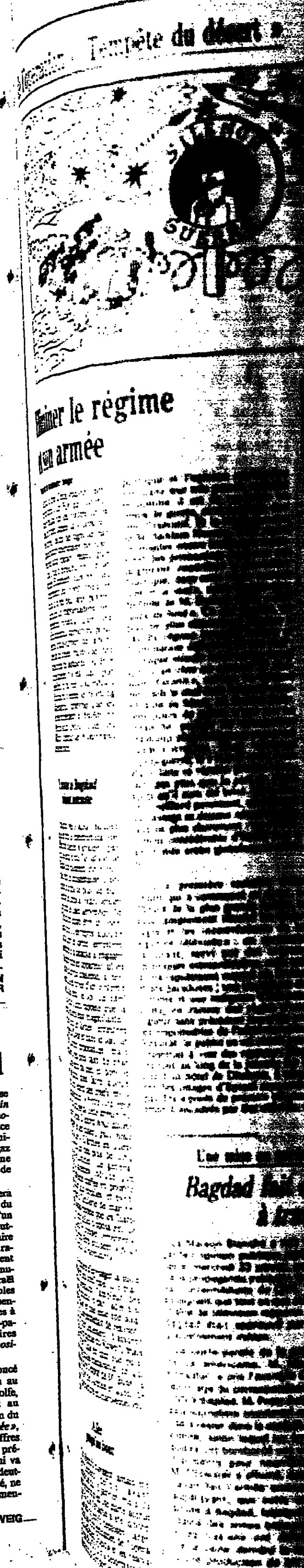
Ce pèlerinage de la classe politique allemande en Terre sainte avait un caractère d'urgence : il vise à prendre les devants d'une nouvelle dégradation de l'image de l'Allemagne dans l'Etat juif et aux États-Unis. L'ambassadeur des États-Unis à Bonn, M. Vernon Walters, a vivement critiqué le mouvement pacifiste allemand en

affirmant à la télévision bavaroise que « la gorbiniade était en train d'être remplacée par la saddamoniade ». Les images en provenance de Jérusalem montrant des manifestants portant des masques à gaz et protestant contre l'Allemagne pourvoyeuse d'armes chimiques de l'Irak ont fait forte impression.

M. Hans-Dietrich Genscher sera porteur d'un message personnel du chancelier pour M. Shamir, et d'un chèque de 250 millions de Deutschmarks pour l'aide humanitaire aux victimes de l'agression irakienne. Le chancelier a également promis de demander à la Communauté européenne d'inclure Israël dans la liste des pays susceptibles de recevoir une aide pour compenser les pertes économiques liées à la guerre. A Jérusalem, le porte-parole du ministère des affaires étrangères a jugé « très, très positive » cette initiative.

M. Kohl a par ailleurs annoncé que la contribution de Bonn au financement de la guerre du Golfe, demandée à l'Allemagne et au Japon lors de la récente réunion du G-7 à New-York, serait « élevée », sans toutefois indiquer de chiffres précis. Le chancelier a enfin précisé que cette contribution, qui va s'ajouter aux 3,3 milliards de Deutschmarks déjà accordés cet été, ne pourra être dérogée sans augmentation d'impôt.

LUC ROSENZWEIG



LA GUERRE DU GOLFE

La situation militaire

● L'Irak a poursuivi ses tirs de missiles Scud sur Israël et l'Arabie saoudite ● Premier raid des Jaguar français en Irak

Les Jaguar français sont de nouveau intervenus jeudi matin 24 janvier au Koweït mais aussi en Irak, pour la première fois depuis le déclenchement des hostilités, il y a une semaine. Selon le ministère français de la Défense, tous les appareils qui ont participé au double raid sont rentrés sans encombre à leur base saoudienne. Un des deux raids visait des unités mécanisées de la garde républicaine du président Saddam Hussein sur le territoire irakien, non loin de la frontière koweïtienne. L'autre était dirigé contre des sites d'artillerie au Koweït occupé.

Les forces alliées ont effectué plus de douze mille sorties depuis le début de la guerre. Outre les multiples raids opérés par les bombardiers américains mercredi - qui se poursuivaient jeudi matin - contre le sud-est de l'Irak - et les deux missions effectuées mercredi matin par les chasseurs français, on signale l'entrée en action de six Tornado italiens, d'un nombre indéterminé de Jaguar britanniques ainsi que d'appareils koweïtiens. Toutes ces missions sont présentées comme réussies, qu'elles aient eu lieu en territoire irakien ou sur le Koweït occupé. De source irakienne, on signale de nouveaux bombardements, mercredi, contre Bassorah ainsi que - pour la pre-

mière fois depuis le début des hostilités - contre le port de Fao, à l'entrée du Chatt-el-Arab.

L'aviation américaine a d'autre part de nouveau lancé deux raids importants mercredi contre l'Irak à partir de sa base d'Incirlik, en territoire turc. On ignore quels objectifs étaient visés. Selon des témoins, quarante-cinq chasseurs et bombardiers ont regagné la base à l'issue de leurs missions.

D'autre part, des affrontements se sont produits à terre, à la frontière koweïto-saoudienne, entre militaires américains et irakiens, dans le même secteur où des duels d'artillerie avaient

déjà été signalés. Citant des informations en provenance de Bagdad, l'agence irakienne IRNA rapporte que l'Irak affirmait avoir lancé une offensive contre les positions des forces alliées en Arabie saoudite. Les autorités militaires américaines ont confirmé un peu plus tard qu'un accrochage avait effectivement eu lieu mardi en territoire saoudien.

Elles ont cependant démenti qu'il se soit agi d'une attaque irakienne majeure, parlant seulement d'une escarmouche au cours de laquelle deux militaires américains ont été blessés et six Irakiens faits prisonniers. Les troupes britanniques déployées dans la région ont pour leur part annoncé qu'elles creusaient des tranchées et prenaient des précautions contre une éventuelle offensive irakienne.

Selon la BBC enfin, l'aviation américaine a attaqué et coulé mercredi à l'aube un pétrolier irakien qui aurait été utilisé comme poste d'observation des mouvements aériens alliés. Un aéroglisseur militaire irakien a été coulé au cours de la même opération.

(AFP, Reuters, AP)

Le bilan des pertes depuis le début des hostilités

Radio-Bagdad a annoncé mercredi 23 janvier dans la soirée que l'Irak avait abattu mercredi huit « avions ennemis » et que les membres de leur équipage faits prisonniers avaient été envoyés comme boucliers humains sur des sites stratégiques. Selon l'Irak, les pertes des alliés depuis le début de la guerre s'élevaient à 228 avions et missiles.

Le dernier bilan des alliés faisait état de son côté de pertes comportant 20 appareils, réparties comme suit :

- ETATS-UNIS : 11 avions et 1 hélicoptère perdus, dont 9 au combat ; 2 avions et 1 hélicoptère perdus pour raisons techniques ou à l'entraînement (un mort) ; 13 militaires portés disparus ; 2 soldats tués accidentellement par l'effondrement d'un bunker ; 14 autres ont été blessés par l'explosion accidentelle d'un missile anti-char.
- GRANDE-BRETAGNE : 5 avions perdus, dont 4 au combat ; 8 aviateurs portés disparus.
- ITALIE : 1 avion et son pilote portés disparus.
- KOWEÏT : 1 avion et son pilote portés disparus.
- ARABIE SAOUDITE : 1 avion perdu « pour raisons mécaniques » (pilote indemne).
- IRAK : 41 avions irakiens abattus par l'aviation alliée ; 3 vedettes irakiennes détruites ou mises hors de combat et 1 navire poseur de mines irakien apparemment coulé dans le Golfe ; 5 soldats irakiens tués lors d'un raid contre des plates-formes pétrolières au large du Koweït.

Bagdad a reconnu la mort de 31 militaires.

Prisonniers

■ ALLIÉS : une vingtaine de pilotes alliés prisonniers sont placés depuis dimanche sur des sites stratégiques ; 9 pilotes alliés ont été montrés à la télévision irakienne (5 Américains, 2 Britanniques, 1 Italien et 1 Koweïtien).

Washington a indiqué que l'Irak pourrait détenir « au moins 3 Américains », alors que Londres a confirmé que 2 des pilotes montrés par la télévision irakienne étaient bien des hommes de la RAF. L'Italien montré est le navigateur de l'avion italien abattu.

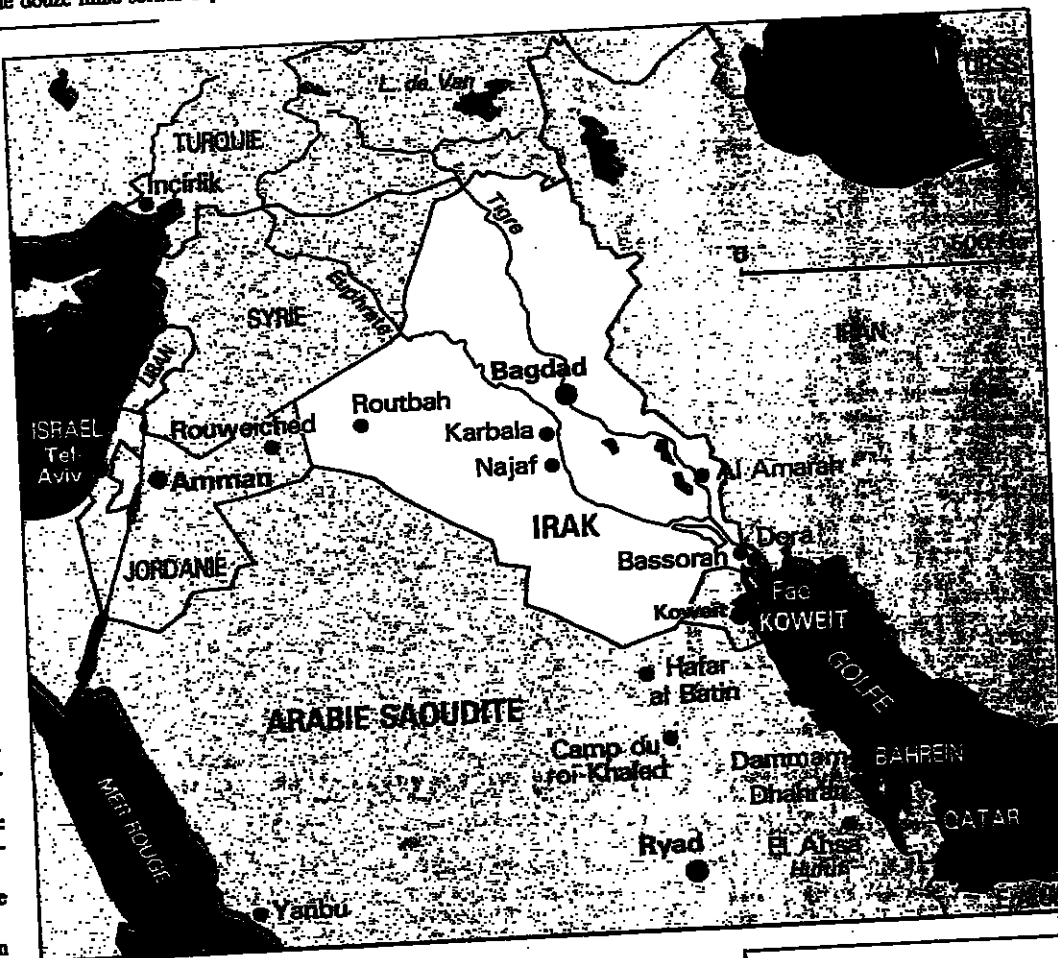
■ IRAK : 29 soldats irakiens faits prisonniers, dont 23 sur des plates-formes pétrolières au nord du Golfe et 6 lors d'un accrochage en territoire saoudien.

Victimes civiles

■ ARABIE SAOUDITE : 12 personnes « légèrement blessées » à Ryad, à la suite de l'interception de missiles Scud par des antimissiles Patriot.

■ IRAK : environ 250 civils ont été tués ou blessés lors des bombardements alliés, selon l'ambassadeur d'Irak à l'ONU. Bagdad avait indiqué auparavant que 95 personnes (dont 31 militaires) avaient été tuées et 257 blessées.

■ ISRAËL : 6 morts (1 écrasé sous les décombres, 2 par arrêt cardiaque et 3 asphyxiés à la suite d'une mauvaise utilisation de leur masque à gaz), et 143 blessés, tous civils, dans les trois attaques de missiles irakiens sur Tel-Aviv et Haïfa. (AFP, Reuters, AP)



Changement de tactique de la Royal Air Force

Les Tornado britanniques n'attaqueront plus à basse altitude

Les pilotes des bombardiers Tornado ont abandonné leurs attaques à très basse altitude en raison des pertes subies ces derniers jours, a indiqué mercredi 23 janvier le général Alex Harley, chef d'état-major adjoint. Cinq appareils Tornado GR 1 de la Royal Air Force ont été détruits, dont quatre par des tirs de DCA classique. Les Britanniques ont proportionnellement perdu beaucoup plus d'avions que les Américains.

LONDRES

La tactique utilisée jusqu'ici par la RAF est responsable de ces pertes. Les Tornado étaient en effet chargés en priorité de la destruction des aéroports irakiens. Leur mission consistait à lancer sur les pistes ennemies, à quelques dizaines de mètres du sol seulement, une bombe spécialement mise au point par les Britanniques. Celle-ci, dite JP 233, creuse des cratères dans les pistes et laisse enfouies des mines de petite dimension destinées à retarder les éventuels travaux de réparations.

L'état-major de la RAF affirme que ces raids étaient nécessaires pour mettre hors d'usage les aéroports irakiens, mais qu'il ne s'agissait plus dès lors que la plupart d'entre eux ne sont plus opérationnels. Il semble surtout que les irakiens aient recourus désormais à une méthode relativement efficace, qui consiste non pas à viser les appareils eux-mêmes, mais à dresser un tir systématique de DCA, comme un mur de plomb, dès qu'une attaque est engagée.

Les pilotes britanniques se sont vu confier, depuis mercredi, des missions plus diversifiées, qui impliquent des attaques à plus haute altitude. Selon des sources militaires américaines, citées par *The Independent*, certains aéroports bombardés par les Tornado ont été réparés dans les vingt-quatre heures par les Ira-

kiens, mais les Britanniques sont cependant sceptiques à ce sujet. Les Irakiens doivent d'abord inspecter les dégâts à l'aide d'hélicoptères, puis envoyer des véhicules blindés qui font sauter les mines par des tirs de mitrailleuses. Le travail est achevé par des bulldozers blindés. Les plus gros cratères sont recouverts de plaques d'aluminium, les plus petits comblés par du ciment à prise rapide.

Il paraît en tout cas exclu de revenir aux missions de destruction des pistes accomplies par les seuls Tornado GR 1. Une solution consiste à faire intervenir ceux-ci après que le terrain a été « préparé » par plusieurs vagues d'autres bombardiers volant à plus haute altitude. Le général Harley a indiqué mercredi que les aéroports s'attaquent de toute façon plus une priorité pour les Britanniques.

« Nous prenons notre temps »

« Nous nous tournons maintenant de plus en plus vers les centres de production militaires où sont fabriquées les bombes et les pièces détachées. Nous ne sommes nullement pressés. Nous prenons notre temps pour choisir nos cibles », a-t-il affirmé. « Si cela est nécessaire, nous avons rassemblé une force terrestre de dimension considérable pour finir le travail », a-t-il ajouté. Cette dernière remarque est peut-être destinée à semer le doute chez l'adversaire. Il s'agit de laisser planer une incertitude sur la date et même l'éventualité d'un assaut au sol.

Radio-Bagdad a annoncé mercredi soir qu'un troisième aviateur britannique avait été capturé. Il s'agit du lieutenant Robert Stewart, un navigateur, qui était porté disparu depuis le 19 janvier. Son Tornado a été abattu entre Al-Amarah et Bassorah, dans le sud de l'Irak. Le sort du pilote du même appareil n'est pas connu.

DOMINIQUE DHOMBRES

Des renforts français proviendraient de la 9^e division d'infanterie de marine

Ne voulant pas être pris au dépourvu par une décision gouvernementale de renforcement du dispositif « Daguet » en Arabie saoudite, les états-majors ont en condition certaines unités professionnelles en cas de besoin.

« Nous prenons des précautions », a expliqué, mercredi 23 janvier à Paris, le général Raymond Germanos, qui dirige le Service d'information et de relations publiques des armées (SIRPA). Nous sommes prêts à faire face à une situation nouvelle. Cette mise en alerte de certains régiments est du même ordre que la mise en alerte des hôpitaux militaires » (nos dernières éditions du 24 janvier).

Le général Germanos, qui confirmait des informations de source militaire publiées dans le *Monde* du 23 janvier, a cependant refusé de préciser la nature des unités impliquées et le nombre d'hommes concernés par ce qu'il a appelé « cette montée en puissance » au sein de l'opération « Tempête du désert ». Il n'a pas davantage expliqué la situation nouvelle qui justifierait l'envoi de troupes supplémentaires dans le Golfe.

En réalité, les initiatives des états-majors sont, pour l'instant, des mesures de prévention au cas où le gouvernement français donnerait un ordre de renforcement « Daguet ». Ce qui n'a pas été fait actuellement et qui ne peut venir que du chef de l'Etat. Dans ces circonstances, il s'agit, pour les autorités militaires, de placer les unités en condition de pouvoir mettre à niveau leurs effectifs disponibles et renouveler certains matériels en vue de les expédier en Arabie saoudite.

D'où, dans les unités mises en alerte, la préparation des équipements (repas en couleur sable) et la constitution de détachements avec des personnels de métier et des volontaires.

Le choix pourrait se porter sur certains éléments de la 9^e division d'infanterie de marine (DIM), qui est organisée sur le modèle de la 6^e division légère blindée (DLB), déjà sur place dans le désert saoudien. La 9^e DIM, dont le PC est à Nantes (Loire-Atlantique), est, comme la 6^e DLB, une unité de la Force d'action rapide (FAR), dont les régiments sont surtout cantonnés dans le quart nord-ouest de la France.

Le patron du dispositif « Daguet »

Michel Roquejeoffre, sapeur diplomate

Depuis que le chanteur Eddy Mitchell a dû renoncer à ses galas de fin d'année en plein désert saoudien, le jeu de mots est sur toutes les lèvres : le « patron » du dispositif « Daguet » est appelé « Rock-Joffre » par ses troupes. Associant le nom de ce maréchal de France, commandant en chef les troupes françaises pendant la première guerre mondiale, à un anglicisme, fabriqué pour qualifier une musique populaire issue du jazz, la plaisanterie lancée à l'origine par le *Canard enchaîné* suit, désormais, partout le général Michel Roquejeoffre, qui, à vrai dire, ne l'apprécie pas du tout.



Et pourtant, le général Roquejeoffre sait rire. Mais sans doute pas à ses dépens. Avec son accent qui rappelle la montagne arégoise d'où vient sa famille, ce natif de Paris - il a cinquante-huit ans - a de la répartie. Petit, plutôt râblé et vif, il est toujours souriant derrière ses lunettes, courtois, mais légèrement agressif avec les journalistes qu'il cherche à piéger, en leur posant des questions, quand il ne veut pas répondre aux leurs. C'est un sapeur d'origine : après Saint-Cyr, il a fréquenté l'école d'application du génie.

Michel Roquejeoffre n'est pas peu fier d'avoir passé une large partie de sa vie militaire - à des postes et à des grades divers - au 17^e régiment du génie parachutiste, qu'il a même commandé entre 1978 et 1980. Cette unité, qui a été de toutes les aventures exotiques de la France, n'est pas comme les autres. Elle ressemble à ces régiments de professionnels, du type de ceux de Sa Très Gracieuse Majesté, où l'on fait de nombreux séjours, dans diffé-

rents emplois, durant sa carrière militaire et qui deviennent un véritable « club » d'initiés.

L'homme de la planification

Le 8 juin 1990, en même temps qu'il repart sa quatrième étoile, le général Roquejeoffre hérite de l'un des plus beaux commandements de l'armée française, celui de la Force d'action rapide (FAR), qui est spécialisée dans les actions extérieures avec ses quarante-sept mille hommes. Trois mois après, exactement le 17 septembre, le voilà propulsé à Ryad pour prendre la tête de ce qui allait devenir progressivement le dispositif « Daguet » en Arabie saoudite (onze mille hommes) à partir de détachements de professionnels venus de la FAR.

Michel Roquejeoffre aura donc préparé les missions d'aujourd'hui, celles-là mêmes qui sont exécutées par deux de ses principaux adjoints opérationnels : le général de brigade Jean-Charles Mouscardas, un Landais qui a su préserver son accent et qui fuit les journalistes, et le général de brigade aérienne Claude Solanet, un pilote de chasse du Cantal.

L'Irak a été parsemé de bunkers souterrains

Les forces alliées ont découvert, dans le sud-est de l'Irak, un réseau de bunkers souterrains. Ces bunkers sont situés à une profondeur de 10 à 20 mètres sous le sol. Ils sont construits en béton armé et sont équipés de tout le matériel nécessaire à la défense. Les alliés ont également découvert des tunnels qui relient ces bunkers entre eux. Ces tunnels sont également construits en béton armé et sont équipés de tout le matériel nécessaire à la défense. Les alliés ont également découvert des dépôts d'armes et de munitions. Ces dépôts sont également situés dans le sud-est de l'Irak. Les alliés ont également découvert des dépôts de nourriture et de vêtements. Ces dépôts sont également situés dans le sud-est de l'Irak. Les alliés ont également découvert des dépôts de médicaments et de matériel médical. Ces dépôts sont également situés dans le sud-est de l'Irak. Les alliés ont également découvert des dépôts de carburant et de matériel de transport. Ces dépôts sont également situés dans le sud-est de l'Irak. Les alliés ont également découvert des dépôts de matériel de communication et de matériel de renseignement. Ces dépôts sont également situés dans le sud-est de l'Irak. Les alliés ont également découvert des dépôts de matériel de génie et de matériel de construction. Ces dépôts sont également situés dans le sud-est de l'Irak. Les alliés ont également découvert des dépôts de matériel de maintenance et de matériel de réparation. Ces dépôts sont également situés dans le sud-est de l'Irak. Les alliés ont également découvert des dépôts de matériel de transport et de matériel de logistique. Ces dépôts sont également situés dans le sud-est de l'Irak. Les alliés ont également découvert des dépôts de matériel de communication et de matériel de renseignement. Ces dépôts sont également situés dans le sud-est de l'Irak. Les alliés ont également découvert des dépôts de matériel de génie et de matériel de construction. Ces dépôts sont également situés dans le sud-est de l'Irak. Les alliés ont également découvert des dépôts de matériel de maintenance et de matériel de réparation. Ces dépôts sont également situés dans le sud-est de l'Irak. Les alliés ont également découvert des dépôts de matériel de transport et de matériel de logistique. Ces dépôts sont également situés dans le sud-est de l'Irak. Les alliés ont également découvert des dépôts de matériel de communication et de matériel de renseignement. Ces dépôts sont également situés dans le sud-est de l'Irak. Les alliés ont également découvert des dépôts de matériel de génie et de matériel de construction. Ces dépôts sont également situés dans le sud-est de l'Irak. Les alliés ont également découvert des dépôts de matériel de maintenance et de matériel de réparation. Ces dépôts sont également situés dans le sud-est de l'Irak. Les alliés ont également découvert des dépôts de matériel de transport et de matériel de logistique. Ces dépôts sont également situés dans le sud-est de l'Irak. Les alliés ont également découvert des dépôts de matériel de communication et de matériel de renseignement. Ces dépôts sont également situés dans le sud-est de l'Irak. Les alliés ont également découvert des dépôts de matériel de génie et de matériel de construction. Ces dépôts sont également situés dans le sud-est de l'Irak. Les alliés ont également découvert des dépôts de matériel de maintenance et de matériel de réparation. Ces dépôts sont également situés dans le sud-est de l'Irak. Les alliés ont également découvert des dépôts de matériel de transport et de matériel de logistique. Ces dépôts sont également situés dans le sud-est de l'Irak. Les alliés ont également découvert des dépôts de matériel de communication et de matériel de renseignement. Ces dépôts sont également situés dans le sud-est de l'Irak. Les alliés ont également découvert des dépôts de matériel de génie et de matériel de construction. Ces dépôts sont également situés dans le sud-est de l'Irak. Les alliés ont également découvert des dépôts de matériel de maintenance et de matériel de réparation. Ces dépôts sont également situés dans le sud-est de l'Irak. Les alliés ont également découvert des dépôts de matériel de transport et de matériel de logistique. Ces dépôts sont également situés dans le sud-est de l'Irak. Les alliés ont également découvert des dépôts de matériel de communication et de matériel de renseignement. Ces dépôts sont également situés dans le sud-est de l'Irak. Les alliés ont également découvert des dépôts de matériel de génie et de matériel de construction. Ces dépôts sont également situés dans le sud-est de l'Irak. Les alliés ont également découvert des dépôts de matériel de maintenance et de matériel de réparation. Ces dépôts sont également situés dans le sud-est de l'Irak. Les alliés ont également découvert des dépôts de matériel de transport et de matériel de logistique. Ces dépôts sont également situés dans le sud-est de l'Irak. Les alliés ont également découvert des dépôts de matériel de communication et de matériel de renseignement. Ces dépôts sont également situés dans le sud-est de l'Irak. Les alliés ont également découvert des dépôts de matériel de génie et de matériel de construction. Ces dépôts sont également situés dans le sud-est de l'Irak. Les alliés ont également découvert des dépôts de matériel de maintenance et de matériel de réparation. Ces dépôts sont également situés dans le sud-est de l'Irak. Les alliés ont également découvert des dépôts de matériel de transport et de matériel de logistique. Ces dépôts sont également situés dans le sud-est de l'Irak. Les alliés ont également découvert des dépôts de matériel de communication et de matériel de renseignement. Ces dépôts sont également situés dans le sud-est de l'Irak. Les alliés ont également découvert des dépôts de matériel de génie et de matériel de construction. Ces dépôts sont également situés dans le sud-est de l'Irak. Les alliés ont également découvert des dépôts de matériel de maintenance et de matériel de réparation. Ces dépôts sont également situés dans le sud-est de l'Irak. Les alliés ont également découvert des dépôts de matériel de transport et de matériel de logistique. Ces dépôts sont également situés dans le sud-est de l'Irak. Les alliés ont également découvert des dépôts de matériel de communication et de matériel de renseignement. Ces dépôts sont également situés dans le sud-est de l'Irak. Les alliés ont également découvert des dépôts de matériel de génie et de matériel de construction. Ces dépôts sont également situés dans le sud-est de l'Irak. Les alliés ont également découvert des dépôts de matériel de maintenance et de matériel de réparation. Ces dépôts sont également situés dans le sud-est de l'Irak. Les alliés ont également découvert des dépôts de matériel de transport et de matériel de logistique. Ces dépôts sont également situés dans le sud-est de l'Irak. Les alliés ont également découvert des dépôts de matériel de communication et de matériel de renseignement. Ces dépôts sont également situés dans le sud-est de l'Irak. Les alliés ont également découvert des dépôts de matériel de génie et de matériel de construction. Ces dépôts sont également situés dans le sud-est de l'Irak. Les alliés ont également découvert des dépôts de matériel de maintenance et de matériel de réparation. Ces dépôts sont également situés dans le sud-est de l'Irak. Les alliés ont également découvert des dépôts de matériel de transport et de matériel de logistique. Ces dépôts sont également situés dans le sud-est de l'Irak. Les alliés ont également découvert des dépôts de matériel de communication et de matériel de renseignement. Ces dépôts sont également situés dans le sud-est de l'Irak. Les alliés ont également découvert des dépôts de matériel de génie et de matériel de construction. Ces dépôts sont également situés dans le sud-est de l'Irak. Les alliés ont également découvert des dépôts de matériel de maintenance et de matériel de réparation. Ces dépôts sont également situés dans le sud-est de l'Irak. Les alliés ont également découvert des dépôts de matériel de transport et de matériel de logistique. Ces dépôts sont également situés dans le sud-est de l'Irak. Les alliés ont également découvert des dépôts de matériel de communication et de matériel de renseignement. Ces dépôts sont également situés dans le sud-est de l'Irak. Les alliés ont également découvert des dépôts de matériel de génie et de matériel de construction. Ces dépôts sont également situés dans le sud-est de l'Irak. Les alliés ont également découvert des dépôts de matériel de maintenance et de matériel de réparation. Ces dépôts sont également situés dans le sud-est de l'Irak. Les alliés ont également découvert des dépôts de matériel de transport et de matériel de logistique. Ces dépôts sont également situés dans le sud-est de l'Irak. Les alliés ont également découvert des dépôts de matériel de communication et de matériel de renseignement. Ces dépôts sont également situés dans le sud-est de l'Irak. Les alliés ont également découvert des dépôts de matériel de génie et de matériel de construction. Ces dépôts sont également situés dans le sud-est de l'Irak. Les alliés ont également découvert des dépôts de matériel de maintenance et de matériel de réparation. Ces dépôts sont également situés dans le sud-est de l'Irak. Les alliés ont également découvert des dépôts de matériel de transport et de matériel de logistique. Ces dépôts sont également situés dans le sud-est de l'Irak. Les alliés ont également découvert des dépôts de matériel de communication et de matériel de renseignement. Ces dépôts sont également situés dans le sud-est de l'Irak. Les alliés ont également découvert des dépôts de matériel de génie et de matériel de construction. Ces dépôts sont également situés dans le sud-est de l'Irak. Les alliés ont également découvert des dépôts de matériel de maintenance et de matériel de réparation. Ces dépôts sont également situés dans le sud-est de l'Irak. Les alliés ont également découvert des dépôts de matériel de transport et de matériel de logistique. Ces dépôts sont également situés dans le sud-est de l'Irak. Les alliés ont également découvert des dépôts de matériel de communication et de matériel de renseignement. Ces dépôts sont également situés dans le sud-est de l'Irak. Les alliés ont également découvert des dépôts de matériel de génie et de matériel de construction. Ces dépôts sont également situés dans le sud-est de l'Irak. Les alliés ont également découvert des dépôts de matériel de maintenance et de matériel de réparation. Ces dépôts sont également situés dans le sud-est de l'Irak. Les alliés ont également découvert des dépôts de matériel de transport et de matériel de logistique. Ces dépôts sont également situés dans le sud-est de l'Irak. Les alliés ont également découvert des dépôts de matériel de communication et de matériel de renseignement. Ces dépôts sont également situés dans le sud-est de l'Irak. Les alliés ont également découvert des dépôts de matériel de génie et de matériel de construction. Ces dépôts sont également situés dans le sud-est de l'Irak. Les alliés ont également découvert des dépôts de matériel de maintenance et de matériel de réparation. Ces dépôts sont également situés dans le sud-est de l'Irak. Les alliés ont également découvert des dépôts de matériel de transport et de matériel de logistique. Ces dépôts sont également situés dans le sud-est de l'Irak. Les alliés ont également découvert des dépôts de matériel de communication et de matériel de renseignement. Ces dépôts sont également situés dans le sud-est de l'Irak. Les alliés ont également découvert des dépôts de matériel de génie et de matériel de construction. Ces dépôts sont également situés dans le sud-est de l'Irak. Les alliés ont également découvert des dépôts de matériel de maintenance et de matériel de réparation. Ces dépôts sont également situés dans le sud-est de l'Irak. Les alliés ont également découvert des dépôts de matériel de transport et de matériel de logistique. Ces dépôts sont également situés dans le sud-est de l'Irak. Les alliés ont également découvert des dépôts de matériel de communication et de matériel de renseignement. Ces dépôts sont également situés dans le sud-est de l'Irak. Les alliés ont également découvert des dépôts de matériel de génie et de matériel de construction. Ces dépôts sont également situés dans le sud-est de l'Irak. Les alliés ont également découvert des dépôts de matériel de maintenance et de matériel de réparation. Ces dépôts sont également situés dans le sud-est de l'Irak. Les alliés ont également découvert des dépôts de matériel de transport et de matériel de logistique. Ces dépôts sont également situés dans le sud-est de l'Irak. Les alliés ont également découvert des dépôts de matériel de communication et de matériel de renseignement. Ces dépôts sont également situés dans le sud-est de l'Irak. Les alliés ont également découvert des dépôts de matériel de génie et de matériel de construction. Ces dépôts sont également situés dans le sud-est de l'Irak. Les alliés ont également découvert des dépôts de matériel de maintenance et de matériel de réparation. Ces dépôts sont également situés dans le sud-est de l'Irak. Les alliés ont également découvert des dépôts de matériel de transport et de matériel de logistique. Ces dépôts sont également situés dans le sud-est de l'Irak. Les alliés ont également découvert des dépôts de matériel de communication et de matériel de renseignement. Ces dépôts sont également situés dans le sud-est de l'Irak. Les alliés ont également découvert des dépôts de matériel de génie et de matériel de construction. Ces dépôts sont également situés dans le sud-est de l'Irak. Les alliés ont également découvert des dépôts de matériel de maintenance et de matériel de réparation. Ces dépôts sont également situés dans le sud-est de l'Irak. Les alliés ont également découvert des dépôts de matériel de transport et de matériel de logistique. Ces dépôts sont également situés dans le sud-est de l'Irak. Les alliés ont également découvert des dépôts de matériel de communication et de matériel de renseignement. Ces dépôts sont également situés dans le sud-est de l'Irak. Les alliés ont également découvert des dépôts de matériel de génie et de matériel de construction. Ces dépôts sont également situés dans le sud-est de l'Irak. Les alliés ont également découvert des dépôts de matériel de maintenance et de matériel de réparation. Ces dépôts sont également situés dans le sud-est de l'Irak. Les alliés ont également découvert des dépôts de matériel de transport et de matériel de logistique. Ces dépôts sont également situés dans le sud-est de l'Irak. Les alliés ont également découvert des dépôts de matériel de communication et de matériel de renseignement. Ces dépôts sont également situés dans le sud-est de l'Irak. Les alliés ont également découvert des dépôts de matériel de génie et de matériel de construction. Ces dépôts sont également situés dans le sud-est de l'Irak. Les alliés ont également découvert des dépôts de matériel de maintenance et de matériel de réparation. Ces dépôts sont également situés dans le sud-est de l'Irak. Les alliés ont également découvert des dépôts de matériel de transport et de matériel de logistique. Ces dépôts sont également situés dans le sud-est de l'Irak. Les alliés ont également découvert des dépôts de matériel de communication et de matériel de renseignement. Ces dépôts sont également situés dans le sud-est de l'Irak. Les alliés ont également découvert des dépôts de matériel de génie et de matériel de construction. Ces dépôts sont également situés dans le sud-est de l'Irak. Les alliés ont également découvert des dépôts de matériel de maintenance et de matériel de réparation. Ces dépôts sont également situés dans le sud-est de l'Irak. Les alliés ont également découvert des dépôts de matériel de transport et de matériel de logistique. Ces dépôts sont également situés dans le sud-est de l'Irak. Les alliés ont également découvert des dépôts de matériel de communication et de matériel de renseignement. Ces dépôts sont également situés dans le sud-est de l'Irak. Les alliés ont également découvert des dépôts de matériel de génie et de matériel de construction. Ces dépôts sont également situés dans le sud-est de l'Irak. Les alliés ont également découvert des dépôts de matériel de maintenance et de matériel de réparation. Ces dépôts sont également situés dans le sud-est de l'Irak. Les alliés ont également découvert des dépôts de matériel de transport et de matériel de logistique. Ces dépôts sont également situés dans le sud-est de l'Irak. Les alliés ont également découvert des dépôts de matériel de communication et de matériel de renseignement. Ces dépôts sont également situés dans le sud-est de l'Irak. Les alliés ont également découvert des dépôts de matériel de génie et de matériel de construction. Ces dépôts sont également situés dans le sud-est de l'Irak. Les alliés ont également découvert des dépôts de matériel de maintenance et de matériel de réparation. Ces dépôts sont également situés dans le sud-est de l'Irak. Les alliés ont également découvert des dépôts de matériel de transport et de matériel de logistique. Ces dépôts sont également situés dans le sud-est de l'Irak. Les alliés ont également découvert des dépôts de matériel de communication et de matériel de renseignement. Ces dépôts sont également situés dans le sud-est de l'Irak. Les alliés ont également découvert des dépôts de matériel de génie et de matériel de construction. Ces dépôts sont également situés dans le sud-est de l'Irak. Les alliés ont également découvert des dépôts de matériel de maintenance et de matériel de réparation. Ces dépôts sont également situés dans le sud-est de l'Irak. Les alliés ont également découvert des dépôts de matériel de transport et de matériel de logistique. Ces dépôts sont également situés dans le sud-est de l'Irak. Les alliés ont également découvert des dépôts de matériel de communication et de matériel de renseignement. Ces dépôts sont également situés dans le sud-est de l'Irak. Les alliés ont également découvert des dépôts de matériel de génie et de matériel de construction. Ces dépôts sont également situés dans le sud-est de l'Irak. Les alliés ont également découvert des dépôts de matériel de maintenance et de matériel de réparation. Ces dépôts sont également situés dans le sud-est de l'Irak. Les alliés ont également découvert des dépôts de matériel de transport et de matériel de logistique. Ces dépôts sont également situés dans le sud-est de l'Irak. Les alliés ont également découvert des dépôts de matériel de communication et de matériel de renseignement. Ces dépôts sont également situés dans le sud-est de l'Irak. Les alliés ont également découvert des dépôts de matériel de génie et de matériel de construction. Ces dépôts sont également situés dans le sud-est de l'Irak. Les alliés ont également découvert des dépôts de matériel de maintenance et de matériel de réparation. Ces dépôts sont également situés dans le sud-est de l'Irak. Les alliés ont également découvert des dépôts de matériel de transport et de matériel de logistique. Ces dépôts sont également situés dans le sud-est de l'Irak. Les alliés ont également découvert des dépôts de matériel de communication et de matériel de renseignement. Ces dépôts sont également situés dans le sud-est de l'Irak. Les alliés ont également découvert des dépôts de matériel de génie et de matériel de construction. Ces dépôts sont également situés dans le sud-est de l'Irak. Les alliés ont également découvert des dépôts de matériel de maintenance et de matériel de réparation. Ces dépôts sont également situés dans le sud-est de l'Irak. Les alliés ont également découvert des dépôts de matériel de transport et de matériel de logistique. Ces dépôts sont également situés dans le sud-est de l'Irak. Les alliés ont également découvert des dépôts de matériel de communication et de matériel de renseignement. Ces dépôts sont également situés dans le sud-est de l'Irak. Les alliés ont également découvert des dépôts de matériel de génie et de matériel de construction. Ces dépôts sont également situés dans le sud-est de l'Irak. Les alliés ont également découvert des dépôts de matériel de maintenance et de matériel de réparation. Ces dépôts sont également situés dans le sud-est de l'Irak. Les alliés ont également découvert des dépôts de matériel de transport et de matériel de logistique. Ces dépôts sont également situés dans le sud-est de l'Irak. Les alliés ont également découvert des dépôts de matériel de communication et de matériel de renseignement. Ces dépôts sont également situés dans le sud-est de l'Irak. Les alliés ont également découvert des dépôts de matériel de génie et de matériel de construction. Ces dépôts sont également situés dans le sud-est de l'Irak. Les alliés ont également découvert des dépôts de matériel de maintenance et de matériel de réparation. Ces dépôts sont également situés dans le sud-est de l'Irak. Les alliés ont également découvert des dépôts de matériel de transport et de matériel de logistique. Ces dépôts sont également situés dans le sud-est de l'Irak. Les alliés ont également découvert des dépôts de matériel de communication et de matériel de renseignement. Ces dépôts sont également situés dans le sud-est de l'Irak. Les alliés ont également découvert des dépôts de matériel de génie et de matériel de construction. Ces dépôts sont également situés dans le sud-est de l'Irak. Les alliés ont également découvert des dépôts de matériel de maintenance et de matériel de réparation. Ces dépôts sont également situés dans le sud-est de l'Irak. Les alliés ont également découvert des dépôts de matériel de transport et de matériel de logistique. Ces dépôts sont également situés dans le sud-est de l'Irak. Les alliés ont également découvert des dépôts de matériel de communication et de matériel de renseignement. Ces dépôts sont également situés dans le sud-est de l'Irak. Les alliés ont également découvert des dépôts de matériel de génie et de matériel de construction. Ces dépôts sont également situés dans le sud-est de l'Irak. Les alliés ont également découvert des dépôts de matériel de maintenance et de matériel de réparation. Ces dépôts sont également situés dans le sud-est de l'Irak. Les alliés ont également découvert des dépôts de matériel de transport et de matériel de logistique. Ces dépôts sont également situés dans le sud-est de l'Irak. Les alliés ont également découvert des dépôts de matériel de communication et de matériel de renseignement. Ces dépôts sont également situés dans le sud-est de l'Irak. Les alliés ont également découvert des dépôts de matériel de génie et de matériel de construction. Ces dépôts sont également situés dans le sud-est de l'Irak. Les alliés ont également découvert des dépôts de matériel de maintenance et de matériel de réparation. Ces dépôts sont également situés dans le sud-est de l'Irak. Les alliés ont également découvert des dépôts de matériel de transport et de matériel de logistique. Ces dépôts sont également situés dans le sud-est de l'Irak. Les alliés ont également découvert des dépôts de matériel de communication et de matériel de renseignement. Ces dépôts sont également situés dans le sud-est de l'Irak. Les alliés ont également découvert des dépôts de matériel de génie et de matériel de construction. Ces dépôts sont également situés dans le sud-est de l'Irak. Les alliés ont également découvert des dépôts de matériel de maintenance et de matériel de réparation. Ces dépôts sont également situés dans le sud-est de l'Irak. Les alliés ont également découvert des dépôts de matériel de transport et de matériel de logistique. Ces dépôts sont également situés dans le sud-est de l'Irak. Les alliés ont également découvert des dépôts de matériel de communication et de matériel de renseignement. Ces dépôts sont également situés dans le sud-est de l'Irak. Les alliés ont également découvert des dépôts de matériel de génie et de matériel de construction. Ces dépôts sont également situés dans le sud-est de l'Irak. Les alliés ont également découvert des dépôts de matériel de maintenance et de matériel de réparation. Ces dépôts sont également situés dans le sud-est de l'Irak. Les alliés ont également découvert des dépôts de matériel de transport et de matériel de logistique. Ces dépôts sont également situés dans le sud-est de l'Irak. Les alliés ont également découvert des dépôts de matériel de communication et de matériel de renseignement. Ces dépôts sont également situés dans le sud-est de l'Irak. Les alliés ont également découvert des dépôts de matériel de génie et de matériel de construction. Ces dépôts sont également situés dans le sud-est de l'Irak. Les alliés ont également découvert des dépôts de matériel de maintenance et de matériel de réparation. Ces dépôts sont également situés dans le sud-est de l'Irak. Les alliés ont également découvert des dépôts de matériel de transport et de matériel de logistique. Ces dépôts sont également situés dans le sud-est de l'Irak. Les alliés ont également découvert des dépôts de matériel de communication et de matériel de renseignement. Ces dépôts sont également situés dans le sud-est de l'Irak. Les alliés ont également découvert des dépôts de matériel de génie et de matériel de construction. Ces dépôts sont également situés dans le sud-est de l'Irak. Les alliés ont également découvert des dépôts de matériel de maintenance et de matériel de réparation. Ces dépôts sont également situés dans le sud-est de l'Irak. Les alliés ont également découvert des dépôts de matériel de transport et de matériel de logistique. Ces dépôts sont également situés dans le sud-est de l'Irak. Les alliés ont également découvert des dépôts de matériel de communication et de matériel de renseignement. Ces dépôts sont également situés dans le sud-est de l'Irak. Les alliés ont également découvert des dépôts de matériel de génie et de matériel de construction. Ces dépôts sont également situés dans le sud-est de l'Irak. Les alliés ont également découvert des dépôts de matériel de maintenance et de matériel de réparation. Ces dépôts sont également situés dans le sud-est de l'Irak. Les alliés ont également découvert des dépôts de matériel de transport et de matériel de logistique. Ces dépôts sont également situés dans le sud-est de l'Irak. Les alliés ont également découvert des dépôts de matériel de communication et de matériel de renseignement. Ces dépôts sont également situés dans le sud-est de l'Irak. Les alliés ont également découvert des dépôts de matériel de génie et de matériel de construction. Ces dépôts sont également situés dans le sud-est de l'Irak. Les alliés ont également découvert des dépôts de matériel de maintenance et de matériel de réparation. Ces dépôts sont également situés dans le sud-est de l'Irak. Les alliés ont également découvert des dépôts de matériel de transport et de matériel de logistique. Ces dépôts sont également situés dans le sud-est de l'Irak. Les alliés ont également découvert des dépôts de matériel de communication et de matériel de renseignement. Ces dépôts sont également situés dans le sud-est de l'Irak. Les alliés ont également découvert des dépôts de matériel de génie et de matériel de construction. Ces dépôts sont également situés dans le sud-est de l'Irak. Les alliés ont également découvert des dépôts de matériel de maintenance et de matériel de réparation. Ces dépôts sont également situés dans le sud-est de l'Irak. Les alliés ont également découvert des dépôts de matériel de transport et de matériel de logistique. Ces dépôts sont également situés dans le sud-est de l'Irak. Les alliés ont également découvert des dépôts de matériel de communication et de matériel de renseignement. Ces dépôts sont également situés dans le sud-est de l'Irak. Les alliés ont également découvert des dépôts de matériel de génie et de matériel de construction. Ces dépôts sont également situés dans le sud-est de l'Irak. Les alliés ont également découvert des dépôts de matériel de maintenance et de matériel de réparation. Ces dépôts sont également situés dans le sud-est de l'Irak. Les alliés ont également découvert des dépôts de matériel de transport et de matériel de logistique. Ces dépôts sont également situés dans le sud-est de l'Irak. Les alliés ont également découvert des dépôts de matériel de communication et de matériel de renseignement. Ces dépôts sont également situés dans le sud-est de l'Irak. Les alliés ont également découvert des dépôts de matériel de génie et de matériel de construction. Ces dépôts sont également situés dans le sud-est de l'Irak. Les alliés ont également découvert des dépôts de matériel de maintenance et de matériel de réparation. Ces dépôts sont également situés dans le sud-est de l'Irak. Les alliés ont également découvert des dépôts de matériel de transport et de matériel de logistique. Ces dépôts sont également situés dans le sud-est de l'Irak. Les alliés ont également découvert des dépôts de matériel de communication et de matériel de renseignement. Ces dépôts sont également situés dans le sud-est de l'Irak. Les alliés ont également découvert des dépôts de matériel de génie et de matériel de construction. Ces dépôts sont également situés dans le sud-est de l'Irak. Les alliés ont également découvert des dépôts de matériel de maintenance et de matériel de réparation. Ces dépôts sont également situés dans le sud-est de l'Irak. Les alliés ont également découvert des dépôts de matériel de transport et de matériel de logistique. Ces dépôts sont également situés dans le sud-est de l'Irak. Les alliés ont également découvert des dépôts

LA GUERRE DU GOLFE

La situation militaire

Les ventes d'armes de la France

L'arroseur arrosé

Étrange situation que celle d'un pays, producteur d'armements, contraint d'aller détruire, par des raids de son aviation, ses propres armements militaires aux mains de son ancien client entré en rébellion. C'est la situation que celle, en fin de compte, de l'arroseur arrosé : c'est pourtant celle de la France aujourd'hui dans son combat contre l'Irak.

L'un des raids d'avions Jaguar du dispositif « Daguet », en effet, consistait à neutraliser au Koweït un dépôt protégé de munitions où les Irakiens avaient stocké des missiles Exocet. Ces Exocet étaient, selon l'armée de l'air française, de la version surface-surface, c'est-à-dire des armes anti-navires. Les missiles en question, conçus par le groupe Aérospatiale, avaient été vendus au Koweït. Il y en avait eu, croit-on, une quarantaine d'exemplaires dont les Irakiens sont entrés en possession lors de leur attaque, le 2 août 1990, sur Koweït.

Que ces Exocet aient appartenu à l'origine au Koweït et qu'ils soient devenus des prises de guerre des Irakiens, peu importe. D'autant que l'Irak a acheté, pour son compte, à la France, de nombreux missiles (dans la version air-surface) qui arment ses avions Mirage-F1 et ses hélicoptères Super-Frelon.

Le fait demeure : aujourd'hui, les Français s'emploient à détruire une partie de l'arsenal qu'ils ont vendu à Bagdad. C'est sans doute la pénitence que la coalition leur a imposée lorsque le protocole de planification de l'opération « Tempête du désert », qui confie à la France le soin de détruire pour l'instant des cibles irakiennes au Koweït, est intervenu entre les différentes forces armées alliées en Arabie saoudite. Aussi curieusement, encore, les Français se sont lancés dans cette entreprise avec des armes qui sont aussi, de leur fait, dans les mains des Irakiens.

Une « armée du 14 juillet »

Les Jaguar français ont, en effet, tiré contre ce dépôt de missiles Exocet au Koweït des missiles air-sol AS30 guidés par un faisceau laser. Cette arme a été choisie en raison de sa grosse charge (l'explosif représente à lui seul la moitié de la masse du missile), de sa capacité à s'en prendre à des cibles « dures » (ou protégées), de l'extrême précision de son impact (moins de 50 centimètres) et en raison, aussi, du fait qu'elle est dite « stand off » ou encore lancée à distance de sécurité des défenses adverses. Selon un rapport parlementaire, cent

quatre-vingts de ces systèmes d'armes laser ont été commandés (et livrés) à l'armée de l'air française. Il y a, bien sûr, le missile proprement dit et, aussi, les équipements (une nacelle Aïds d'illumination laser ou un détecteur Elias laser placés sous l'avion) qui sont indispensables à sa mise en œuvre à des fins opérationnelles. Le programme tout compris a représenté une dépense supérieure à 1 830 millions de francs (valeur 1990).

Ce « gadget » bien utile aujourd'hui est si cher qu'un autre rapport parlementaire a fait état d'une « pause » des commandes, en 1991, de ses munitions air-sol par l'armée de l'air. Aucune bombe lance-granades, aucune bombe anti-pistes, aucune bombe guidée laser, aucune bombe d'appui tactique ne sera achetée dans le cadre d'un budget « munitions » 1991 en diminution de 28 %, note ce rapport parlementaire qui se demande si « l'armée de l'air française ne deviendra pas une armée du 14 juillet capable de survoler, dans un magnifique ensemble, les Champs-Élysées, mais pas vraiment de se battre faute de munitions ».

En revanche, l'Irak a, en son temps, passé commande d'une kyrielle de ces mêmes missiles AS30 laser à Aérospa-

tiale. Selon les mêmes sources parlementaires, le contrat irakien a porté, à l'origine, sur cinq cent quatre-vingt-six missiles avec, naturellement, leur environnement. Ni plus, ni moins. Lesdits AS30 laser armant indistinctement, en Irak, des Mirage-F1 français et des avions de construction soviétique.

L'histoire de ce contrat avec Paris mérite une petite explication. A son arrivée au ministère de la défense, en juin 1988, M. Jean-Pierre Chevènement, qui passe à tort — pour avoir favorisé un commerce des armes avec M. Saddam Hussein, qui a commencé en 1974, suspend les livraisons. Il va même plus loin. Il décide d'interrompre les discussions avec l'Irak, qui sollicitait de la France la possibilité d'assembler, dans un premier temps, puis de produire complètement sur place les missiles AS30 laser. On imagine aujourd'hui les effets de ces conversations si elles avaient abouti à rendre les Irakiens autonomes pour la fabrication industrielle de ces engins.

Il n'en demeure pas moins que les Irakiens ont reçu, avant juin 1988, deux cent quarante des cinq cent quatre-vingt-six AS30 laser commandés. C'est-à-dire 33 % de plus que la France.

JACQUES ISNARD

Le marché des leurres

Du caméléon à la baudruche grandeur nature

LANGAIS

de notre envoyé spécial

« Je ne suis nullement honteux de mes activités. A-t-on, avec le sida, reproché aux industriels spécialisés de se lancer dans la fabrication intensive de préservatifs ? » A quarante-quatre ans, M. Georges Lancelin tient énergiquement les commandes de plusieurs sociétés spécialisées dans la fabrication et la commercialisation de tous les types de filets de camouflage et de gros armements factices. Georges Lancelin, on pourrait dire, l'édifiant parcoureur qui mène du cordage artisanal aux caméléons synthétiques pour champs de bataille internationaux.

Tout commence ainsi au sortir de la seconde guerre mondiale, lorsque M. Lancelin père, de retour de captivité, ouvre, sur les bords de la Loire, à La Chapelle-aux-Navires (Indre-et-Loire), un atelier où il travaille le chanvre et le sisal. Trente ans plus tard, son fils reprend l'affaire. Il passe rapidement pour des raisons économiques du végétal à la fibre synthétique, et il saisit, d'emblée, l'importance à venir des filets de protection, compte tenu de l'attention croissante des armées à la prévention des accidents du travail sur les chantiers des bâtiments publics.

Comme de vraies cibles

Soucieux d'un développement ultra-rapide, les établissements Lancelin entreprennent avec succès, dès 1975, de livrer et de poser les filets qu'ils fabriquent. Quelque temps plus tard, ils reprennent à Etaples (Nord) une firme spécialisée dans la fabrication des filets de pêche. La voie de la véritable expansion internationale s'ouvre enfin en 1987, avec l'acquisition à Saint-Omer (Pas-de-Calais) de la société Barracuda. « Cette société avait été fondée en 1962, à l'initiative du général de Gaulle, qui souhaitait alors que la France puisse disposer d'une firme spécialisée dans la fabrication de filets de camouflage », explique M. Lancelin. Elle avait réussi à faire de son nom un « label de qualité reconnu à l'échelon international. Avec cette acquisition, nous sommes entrés sur le marché militaire et para-militaire. Les filets de camouflage, fabriqués à partir de filets de pêche, pouvaient en effet servir à dissimuler des chars, mais aussi des avions, des bâtiments, des navires... rien du tout, le camouflage rejoignant fort économiquement ainsi le leurre ».

Cette nouvelle activité imposa rapidement à l'entreprise le développement de travaux sophistiqués permettant de fabriquer des filets



caméléons capables de reproduire les caractéristiques géologiques et végétales des régions concernées.

Ce développement devait très vite permettre aux établissements Lancelin d'entrer en contact avec les quelques leaders mondiaux du leurre militaire. « Nous avons ainsi été amenés à travailler sous licence avec la société britannique Airborn Industrie, confie M. Lancelin. Celle-ci, créée dans les années 50, développe avec un grand succès des chars factices modèles T72 (soviétiques) ou AMX (français), dont le poids ne dépasse pas quelques dizaines de kilogrammes et dont le prix est de l'ordre de 200 000 francs. Il ne s'agit nullement de simples baudruches, mais de systèmes dotés d'un écho-radar et de « signaux thermiques », pour que les appareils de détection les identifient généralement comme des cibles véritables. Bien évidemment, on peut aussi recourir ces leurres de filets de camouflage, qui sont, eux, bien réels... »

La société Lancelin-Barracuda développe par ailleurs depuis quelques mois, et avec un franc succès, un procédé original, fort prisé dans le désert, permettant de réduire de 15 degrés centigrades la température de l'atmosphère située sous le filet de camouflage. « Pour notre part, nous avons cessé de travailler avec l'Irak, qui constituait — et de loin — notre premier client, dès le 3 août, explique M. Lancelin. Aujourd'hui, nous travaillons avec de nombreux pays du Moyen-Orient et de l'Afrique noire, ainsi qu'avec l'Italie et le Canada ».

Pour M. Lancelin, qui ne cache pas que ses carnets de commandes (125 millions de chiffre d'affaires pour 135 salariés), destinés aux troupes et au matériel actuellement

basés en Arabie saoudite, se remplissent à un rythme très soutenu, il convient de ne pas raconter d'importants succès au nombre de chars-leurres sur le sol irakien.

son partenaire britannique n'ayant pas commercialisé, selon toute vraisemblance, plus d'une centaine de leurres par an.

JEAN-YVES NAU

Une tactique à la soviétique

Les forces armées irakiennes ont été instruites — et majoritairement équipées — par les Soviétiques qui ont, de longue date, développé des techniques élaborées de camouflage, d'enfouissement et de dissimulation de leurs matériels ou de leurs PC et, surtout, qui ont mis au point des tactiques de « leurrage ». Il n'est pas étonnant, dans ces conditions, que les Irakiens soient, à leur tour, passés maîtres dans cet art militaire qui consiste à tromper la vigilance adverse en lui présentant de faux objectifs s'apparentant à de vraies cibles.

M. Dick Cheney, le secrétaire américain à la défense, a indiqué, mercredi 23 janvier à Washington, que l'Irak pouvait encore réserver quelques « surprises » à la coalition en Arabie saoudite. En réalité, cet art militaire du faux-semblant n'est pas une nouveauté, comme les Américains l'avaient déjà observé au Vietnam ou comme les Français, eux-mêmes, l'ont découvert au Tchad face à des ruses grossières de l'armée libyenne.

Dans les airs, pendant leurs attaques, les avions usent de leurres (il peut s'agir de simples pellicettes métalliques ou de

sources de chaleur artificielles) qui volent autour d'eux et qui ont pour effet d'être pris en compte par les radars adverses — au même titre que l'appareil lui-même — dans le but de déjouer la détection et ses capacités de riposte.

Au sol, il peut être mis en œuvre, indistinctement, des leurres gonflables (qui ont l'aspect physique d'un véritable matériel grâce à leurs structures métalliques internes), des leurres grandeur nature (en bois ou en tout autre matériau plus ou moins léger) et jusqu'à des leurres de dimensions réduites (qui ressembleraient à des équipements miniaturisés).

Pour confondre une offensive, le problème est de procurer à ces leurres défensifs, outre l'aspect extérieur d'un armement authentique, une « signature » infrarouge qui puisse être prise pour celle que dégageait le vrai matériel et qui induirait en erreur les moyens d'identification de sa cible par l'agresseur. Les leurres comportent souvent, à cette fin, des systèmes de réchauffe thermique aussi simples, par exemple, qu'un groupe électrogène mis en marche avant une attaque.

J. I.

L'Irak a été parsemé d'abris et de bunkers souterrains

De nombreuses révélations ont été faites, ces derniers jours, sur les bunkers et abris souterrains dont dispose l'Irak. Outre les six bases enterrées où Saddam Hussein tient en réserve sa centaine de Mirage-F1, le dictateur irakien a fait construire dans les années 80 environ trois cents abris souterrains, disséminés dans l'ensemble du pays, et trois bunkers géants dans le sous-sol de Bagdad.

Selon la revue spécialisée britannique *Jane's Defence Weekly*, un seul de ces abris peut recevoir onze cents hommes et est doté d'un poste de commandement, de cuisines et de services médicaux. Des firmes britanniques, belges, françaises ont confirmé avoir participé à leur construction, en appliquant des normes bien supérieures à celles de l'OTAN pour les protéger contre des attaques nucléaires ou chimiques.

Selon la BBC, qui a interrogé des ingénieurs britanniques responsables de leur conception, les abris sont couverts d'une épaisse couche de sable capable d'absorber l'impact des explosions. Leur toiture est faite d'une plaque d'acier renforcée par une couche de béton. Leurs portes blindées à déplacement latéral ont une épaisseur de 60 centimètres et pèsent environ 40 tonnes.

Des murs antibombes ont été construits à une quarantaine de mètres de leur entrée pour prévenir des attaques frontales. Les structures internes sont courbes, ce qui renforce leur résistance. Les seuls points pouvant donner prise à une attaque sont les portes d'entrée et les conduits de ventilation. Selon les experts, les alliés devraient utiliser des charges composites pour faire un trou dans les blindages. Quant aux bases souterraines d'aviation, c'est la partie de leurs pistes à ciel ouvert qui les expose aux attaques des missiles.

Un immeuble de seize étages en sous-sol

A Bagdad, trois bunkers géants auraient été construits pour permettre au haut commandement de l'armée irakienne de résister pendant six mois. L'un de ces bunkers est situé sous le palais présidentiel, sur la rive gauche du Tigre, à 90 mètres sous terre. C'est une firme allemande de travaux publics, Boswan und Knauer, absorbée depuis par la Walter-Thost-Boswan, basée à Angsborg, qui l'a construit au début des années 80. M. Georg Niedermaier, dirigeant de la Walter-Thost-Boswan, a confirmé que cet abri sou-

terrain avait été bâti pour permettre à Saddam Hussein d'y « vivre très confortablement ».

Un ingénieur électrotechnicien français, Jean-Yves Leberre, interrogé par *France-soir*, a raconté avoir conçu et supervisé, de 1980 à 1985, les installations électriques, les réseaux informatiques et télématique du bunker présidentiel. Il affirme que celui-ci a la taille d'un immeuble de seize étages, et serait relié à une nappe phréatique située à 400 mètres de profondeur.

On y accède par un ascenseur, après avoir franchi une double porte très épaisse cachée derrière les lambris du palais détruit en partie par les bombardements alliés. Les entrées des chambres fortifiées, en sous-sol, sont protégées par plusieurs sas qui s'ouvrent grâce à des codes chiffrés, et sont sous la surveillance de caméras vidéo.

Les précisions données par les spécialistes font état d'une construction à trois niveaux, avec des murs de béton renforcé de 2 mètres d'épaisseur, surmontés d'une dalle de protection, en grès dur imperméable, chargée d'absorber les effets d'éventuels bombardements nucléaires. Toutes les salles disposeraient d'un système de climatisation et de filtrage pour les mettre à l'abri d'une contamination chimique ou nucléaire.

Au premier niveau se trouverait la salle des gardes, qui disposerait de dortoirs, de douches et de réfectoires. Au deuxième niveau, une salle de commandement, avec liaisons téléphoniques et informatiques. Selon l'ingénieur français, c'est là que Saddam Hussein aurait été filmé récemment par la télévision irakienne. A côté se situerait l'appartement, décrit comme luxueux, du président. Selon le dernier numéro du magazine allemand *Bunte*, le mur attenant au lit de Saddam Hussein est fait d'un béton si exceptionnel que « si une explosion atomique se produisait derrière, le président ne sentirait qu'une petite secousse ».

Le dernier niveau abriterait les générateurs électriques, ainsi que les réserves d'aliments et de boissons, suffisantes pour permettre au dictateur et à son état-major de tenir pendant un an. Selon M. Jean-Yves Leberre, les seules voies pour attaquer le bunker seraient le système de climatisation et la cheminée qui sert à évacuer la fumée du groupe électrogène. Mais les bouches d'aération, en surface, sont bien camouflées.

Après une session tumultueuse au Congrès

L'Argentine est entrée officiellement dans la guerre

L'Argentine est officiellement entrée dans la guerre contre l'Irak. Après des débats tumultueux, la Chambre des députés a en effet approuvé, jeudi 24 janvier à l'aube, le maintien dans les eaux du Golfe des deux navires qui y ont été envoyés en octobre, avec trois cents soldats à leur bord.

BUENOS-AIRES

correspondance

Les parlementaires ont voté sur un projet de loi présenté par le gouvernement, et déjà approuvé par le Sénat la semaine dernière. Le texte s'est heurté à de nombreux obstacles : les principaux partis d'opposition, dont le Parti radical, ainsi que certains membres du parti péroniste au pouvoir, exigeaient en effet le retour immédiat des troupes argentines, estimant que le pays n'avait rien à faire dans un tel conflit.

Samedi dernier, après une session houleuse, des députés en étaient arrivés aux mains. Il avait fallu interrompre la séance. Selon les sondages, 76 % des Argentins sont hostiles au soutien d'une coalition dont les deux principaux partenaires, les Etats-Unis et la Grande-Bretagne, ont été les ennemis d'hier pendant la guerre des Malouines.

Alors que les députés délibéraient mercredi soir, huit mille personnes ont manifesté devant le Congrès à l'appel des partis de gauche, des associations de défense des droits de l'homme et des organisations sociales et syndicales. Scandant des slogans contre l'im-

périalisme américain », les manifestants, dont certains portaient des masques à gaz, ont lancé un appel à la « solidarité avec le peuple irakien ». Selon le gouvernement argentin, les bateaux ne participent pas directement à la guerre et se trouvent dans une zone en dehors du conflit immédiat, au large du golfe d'Oman.

Le président Carlos Menem, qui est d'origine syrienne et était de religion musulmane avant de se convertir il y a quelques années au catholicisme, a proposé au président George Bush d'intercéder auprès de Damas pour que la Syrie ne se retire pas de la coalition au cas où Israël répondrait aux attaques irakiennes. Pour mettre du baume au cœur des Argentins, le chef de l'Etat a souligné que l'Argentine, qui est autosuffisante en pétrole, pourrait tirer profit de la guerre en augmentant ses exportations d'or noir vers les pays voisins.

A Buenos-Aires, par crainte d'attentats terroristes, des mesures de sécurité ont été prises autour des ambassades et dans les aéroports. L'Argentine est le seul pays d'Amérique latine à avoir envoyé des troupes dans le Golfe. C'est sans consulter le Congrès que le président Menem avait pris la décision, le 25 septembre dernier, d'envoyer le destroyer *Amiral Brown* et la corvette *Spiro* avec quelque trois cents hommes à bord (et non sept cents, comme précédemment annoncé) pour participer à l'embargo commercial contre l'Irak.

CHRISTINE LEGRAND



Les tensions dans les pays du Maghreb

Cette démarche des pays de l'UMA constitue la première initiative diplomatique à l'ONU depuis le déclenchement des hostilités. Plusieurs pays — dont l'Iran, l'Inde et la Yougoslavie — ont fait part de leur intention de participer à toute initiative destinée à mettre fin aux combats. Cependant, souligne-t-on de sources diplomatiques non arabes, toute tentative d'appel à un cessez-le-feu se verrait contrer par trois, voire quatre vetos, de la part des Etats-Unis, de la France, de la Grande-Bretagne et, probablement, de l'URSS.

MARCEL SCOTTO:

[illegible]

LA GUERRE DU GOLFE

Les menaces d'une vague terroriste palestinienne Le vivier de Bagdad

Si les mois qui ont précédé l'offensive aérienne des coalisés ont fait figure de chronique d'une guerre annoncée, les jours que nous vivons ont l'arrière-goût d'une vague terroriste promise et redoutée. Les pays occidentaux, en multipliant les précautions contre d'éventuels attentats sur leurs territoires, le reconnaissent explicitement. Ainsi les Soud propulsés par les Irakiens, notamment vers les populations civiles de Tel-Aviv et de Riyad, ne sont-ils probablement que le premier volet d'une guerre, en partie psychologique, appelée à s'amplifier.

Le ministre irakien des affaires étrangères, M. Tarek Aziz, avait lui-même sous-entendu, au mois d'août dernier, que Bagdad ne découragerait pas les projets terroristes en cas de guerre : « Pourquoi devrions-nous nous préoccuper des intérêts américains dans la région ? Pourquoi devrions-nous nous soucier de la stabilité de la France ? », demandait-il. Et dès le mois de septembre, comme en écho, Aboul Abbas, l'un des principaux responsables palestiniens, annonçait que « toute agression terroriste, lancée par l'Amérique et ses alliés contre des avions irakiens, ou que ce soit, entraînera une réaction similaire dans le monde entier et à plus grande échelle ».

Qu'importe que l'éventualité d'une guerre menée par la coalition sous le pavillon des Nations unies soit qualifiée d'« agression terroriste » et que le chef du Front de libération de la Palestine (FLP) use, en revanche, de l'expression d'

« opérations militaires » pour désigner les attentats qu'il commande. L'important réside dans la personnalité de l'auteur de cette menace. Or Aboul Abbas, quarante-deux ans, représentatif d'une nouvelle génération de Palestiniens déterminés à utiliser toutes les armes à sa disposition, est l'un de ces terroristes que Saddam Hussein a regroupés autour de lui, à l'instar d'Abou Nidal ou d'Ahmed Jibril.

Une armée irrégulière

L'Irak dispose ainsi, de même qu'il possède des armes chimiques et bactériologiques, d'un vivier de forces terroristes. Une armée irrégulière dont on sait que le but n'est pas de mener une guerre « propre » mais de créer des chocs psychologiques sur les opinions publiques sans comparaison avec leurs effets physiques, comme l'avaient analysé Raymond Aron et Gérard Chaliand (1).

Que l'alliance de ces groupes terroristes palestiniens avec Bagdad soit durable ou pas, qu'ils disposent d'une plus ou moins grande marge d'autonomie par rapport aux services spéciaux irakiens, voilà qui compte assez peu aujourd'hui. L'unicité de leurs points de vue — « frapper les intérêts américains et occidentaux » — assure en revanche à Saddam Hussein un incontestable imperium en matière terroriste. L'énumération des groupes ralliés à sa cause suffit à démontrer l'ampleur de la menace.

Le Front de libération de la Palestine (FLP), d'Aboul Abbas. Ce dernier condamné déjà, en 1974, les dirigeants palestiniens tentés d'accepter un « règlement

définitif et la création d'un Etat palestinien en carton-pâte ». Alors porte-parole du FPLP-commandement général, Abbas avait revendiqué le raid de Kyriath-Shmoneh, à l'intérieur des frontières israéliennes de 1948, reprochant à Yasser Arafat la « liquidation de la cause palestinienne ».

Aboul Abbas, depuis, a été élu membre du comité exécutif de l'OLP aux côtés de Yasser Arafat. Et son point de vue est devenu célèbre à l'occasion du détournement en 1987 au large de l'Égypte, d'un paquebot de croisière, l'*Achille Lauro*, par un commando du FLP. Cet acte de piraterie devait s'achever par l'assassinat d'un juif américain paralysé, Leon Klinghoffer, tué de plusieurs balles dans la tête et jeté par-dessus bord.

Parvenu à conserver sa place au comité exécutif de l'OLP en dépit des pressions des Palestiniens modérés, Aboul Abbas a pris l'initiative du raid du 30 mai 1990 sur les côtes israéliennes. Cette fois, l'OLP refusait de l'exclure en dépit de l'insistance des États-Unis. La rupture du dialogue américano-palestinien était, du coup, consommée. Le FLP quittait alors progressivement la Tunisie pour la Libye, puis la Libye pour l'Irak, où il est rangé derrière Saddam Hussein.

Le Front populaire de libération de la Palestine (FPLP)-commandement général. Cette organisation, fondée depuis plus de vingt ans, est toujours dirigée par Ahmed Jibril. Ce nationaliste palestinien, formé par l'Académie militaire du Caire puis entré dans les cadres de l'armée syrienne, affirme avec constance son credo : « Les Israéliens, tous les Israéliens doivent payer le prix du sang pour leur présence sur le sol de la patrie ». Mais lui aussi range l'impérialisme et les occidentaux dans le champ de ses cibles et considère durement les positions « capitulaires » de Yasser Arafat ou toute tentative de négociations avec

Israël. Son groupe, qui comprendrait un nombre restreint de combattants, est pourtant généralement considéré comme redoutable. Les États-Unis lui imputent en particulier l'attentat de Lockerbie, en 1988, contre un Boeing de la Pan Am au-dessus de l'Ecosse, qui provoqua la mort de deux cent soixante-dix passagers. Hébergé et protégé par Damas il y a encore quelques mois, le FPLP-commandement général s'est à présent placé sous la bannière irakienne.

Cette liste — sans prétendre être exhaustive — doit aussi comprendre le FPLP de Georges Habache, qui s'est rapproché de Saddam Hussein, et l'Organisation du 15 mai, dirigée par Abou Ibrahim. Voici donc une étrange légion composée des « jusqu'au-boutistes » de la cause palestinienne et rompue à ce qu'on appelle le terrorisme publicitaire, celui-là même qui compte sur l'écho des médias pour démultiplier l'impact de ses coups.

Si tant est qu'il puisse exister des guerres « propres », ces groupes se sont déjà chargés de rappeler, comme mercredi 21 janvier à Beyrouth et à Baalbek, qu'il est toujours possible d'opposer à la technologie la plus fine une technique de harcèlement. Car le terrorisme ne se confronte pas à des ennemis mais choisit des cibles qui n'en peuvent mais. Il ne s'agit pas là d'une guerre des pauvres contre les riches, mais d'une querelle sans frontières aux champs de bataille toujours mobiles, qui se moque des vieilles règles de la guerre.

LAURENT GRELSAMER

(1) Terrorismes et guerillas, Gérard Chaliand, 1985, Flammarion.

Pour comprendre l'après-guerre

Suite de la première page

C'est l'histoire d'un double engrenage qu'éclaire le dossier spécial que le Monde consacre à la crise du Golfe : la marche vers l'annexion brutale du Koweït et les prémices du conflit, par la mise en place dans la péninsule Arabique d'une machine de guerre capable de faire plier la quatrième armée du monde.

Cinq mois de manœuvres diplomatiques pour tenter de sauver la paix ; cinq mois de décisions militaires pour avoir des chances de gagner la guerre ; l'affaire des otages dont Saddam Hussein veut se servir comme monnaie d'échange ou comme « boucliers humains », avant de les relâcher pour essayer de s'assurer les bonnes grâces des opinions occidentales, pour rejouer le même jeu sinistre quelques semaines plus tard, cette fois avec les prisonniers de guerre ; l'impuissance de la Ligue arabe, minée par les querelles de famille ; les vaines diplomatie où les protagonistes agissent plus par acquis de conscience que par conviction ; les vaines tentatives de Saddam Hussein pour se poser en rempart de tous les Arabes et de tous les musulmans contre les infidèles...

Le maître de Bagdad a commis deux erreurs : il a sous-estimé la détermination des Américains, et accessoirement de leurs alliés, et il n'a pas compris que, les rapports de force ayant basculé en 1989-1990, il ne pouvait pas compter sur le soutien de l'URSS. Son ambition ne pouvait pas s'inscrire, comme cela aurait été le cas quelques années auparavant, dans la rivalité entre les Deux Grands. L'Union soviétique est hors du jeu, provisoirement au moins ; elle n'est plus en mesure d'avoir une politique extérieure autonome, et ne peut exister sur la scène internationale qu'en collant au plus près à la diplomatie américaine.

L'issue militaire de la guerre ne fait guère de doute, mais il restera à la coalition internationale, qui se bat explicitement, avec la bénédiction des Nations unies, pour la défense du droit, à gagner la paix. Car aucun des problèmes fondamentaux de la région n'aura été réglé. Si Saddam Hussein survit aux hostilités, il risque, même vaincu, d'apparaître comme un héros aux yeux des peuples arabes, parce qu'il aura été le premier Arabe à résister aussi longtemps à la plus puissante armée du monde et parce qu'il aura été aussi le premier à envoyer des missiles sur Jérusalem et Tel-Aviv.

Ses voisins arabes le savent bien qui se sont engagés dans la coalition anti-irakienne plus par intérêt que par idéalisme. Comme le savent encore les dirigeants israéliens, qui risquent de se trouver confrontés à une pression de plus en plus vive de la communauté mondiale pour qu'une conférence internationale se réunisse sur le problème palestinien ; et ce, quels que soient les apaisements que le président George Bush aura pu leur prodiguer.

Le numéro hors série du Monde aide à connaître l'aventure pour comprendre l'après-guerre.

DANIEL VERNET

► « Golfe : la guerre ». Numéro hors-série, 36 pages, 32 F. En vente chez les marchands de journaux.

ROBERT SOLÉ

Les chrétiens de Saddam

« Il faut arrêter la guerre », nous déclare à Paris, le patriarche irakien de l'Eglise chaldéenne

Les appels à la guerre sainte, lancés de Bagdad, ne devraient pas faire oublier que l'Irak compte aussi des chrétiens, depuis l'aube des temps. Leur nombre est loin d'être négligeable : 1 200 000 personnes, c'est-à-dire près de 8 % de la population, selon le recensement de 1987. La communauté chrétienne la plus importante — il y en a quatre au total — est l'Eglise chaldéenne (750 000 fidèles), née à Rome depuis le sixième siècle mais jouissant d'une grande autonomie. Son patriarche, Raphaël I^{er} Bidawid, est arrivé à Paris mercredi 23 janvier, en compagnie de Mgr Ghawarhin Silwa, métropolitain de l'Eglise assyrienne et de Mgr Ayvak Assadourian, archevêque arménien orthodoxe.

Ces trois évêques se trouvaient à Rome quand la guerre a éclaté. Ils étaient chargés de promouvoir une solution pacifique, par une « conférence chrétienne pour la paix », tenue à Bagdad cinq semaines plus tôt en présence du ministre irakien des affaires religieuses. « Nous ne pensions vraiment pas que les hostilités auraient été déclenchées le 16 janvier », affirme le patriarche chaldéen. Pourquoi n'a-t-on pas donné plus de temps à la paix ? Je préfère cinq ans de pourparlers à un seul jour de guerre. Cette guerre est sans proportion avec le but annoncé. Pour libérer le Koweït, fallait-il détruire l'Irak ?

Mgr Bidawid défend le principe

d'une conférence internationale immédiate, sous le prétexte qu'il serait l'évacuation du Koweït. « La guerre, dit-il, ne résout jamais rien. Il faut l'arrêter et entamer des négociations. Nous voulons que justice soit faite pour tous, notamment pour les Palestiniens et les Libanais. Les Occidentaux ne veulent pas faire de lien entre toutes ces questions. Pourquoi ? Quel mal y a-t-il à entamer une négociation générale ? Les Libanais ne seraient-ils pas des frères humains comme les Koweïtiens ? » Mgr Bidawid, qui a été pendant une vingtaine d'années évêque chaldéen de Beyrouth avant de devenir patriarche, ajoute avec vivacité : « Qu'est-ce que les Occidentaux ont fait pour les chrétiens du Liban ? On est prêt à sacrifier tous les chrétiens d'Orient pour quelques barils de pétrole. »

C'est une allusion très claire aux conséquences négatives que pourrait avoir la guerre sur les Églises locales. Une allusion, seulement, car le patriarche chaldéen ne dit pas un seul mot qui le mettrait en contradiction avec M. Saddam Hussein. A l'entendre, les chrétiens d'Irak sont des Irakiens à part entière, et non des citoyens de seconde zone comme les chrétiens l'ont été depuis des siècles dans la quasi-totalité des pays de la région.

Les appels à la guerre sainte (dijhad) ne le gênent-ils pas ? Sourire et haussement d'épaule : « Voyez-vous, il

y a deux sortes de djihad. L'un est islamique et se rapporte à la croyance des musulmans. L'autre est un djihad patriotique, un devoir pour tous les citoyens. La patrie est un devoir sacré. » Le patriarche ajoute que ces appels ne sont pas dirigés contre les chrétiens mais contre les puissances occidentales considérées comme ennemies : « J'ai pris la parole à la télévision irakienne en août dernier pour qu'on se souvienne des chrétiens et des Occidentaux. Ce discours est très bien passé. Mais si la guerre devait se prolonger, nos relations avec le petit peuple musulman pourraient se détériorer. »

En liberté religieuse surveillée

Les Églises d'Irak « ne font pas de politique ». C'est dire qu'elles se gardent de toute critique à l'égard du régime. En échange, elles jouissent d'une liberté religieuse réelle et d'une reconnaissance de leurs cultures et de leurs langues araméennes-syriaques qui s'expriment à la télévision, dans de nombreuses revues, dans des clubs et des associations.

Comme chacun sait, le ministre des affaires étrangères, M. Tarek Aziz, appartient à une famille chaldéenne.

Le patriarche a participé récemment à la première communion de son fils. C'est le seul membre non musulman du gouvernement, mais un certain nombre d'autres chrétiens — comme le gouverneur de la banque centrale — occupent des fonctions importantes dans le secteur économique ou dans l'administration. L'armée aussi compte un certain nombre d'officiers chrétiens qui avaient participé en première ligne à la guerre contre l'Iran. Apparemment, M. Saddam Hussein leur faisait plus confiance qu'à leurs collègues chiites.

Les Églises d'Irak sont exemptées d'impôts et jouissent d'autres petits privilèges. « Nous ne payons ni l'eau ni l'électricité », affirme Mgr Assadourian. Mais elles sont censées s'autofinancer. S'il ne leur verse pas de subventions, le régime est souvent généreux avec elles. On lui doit la restauration de nombreuses églises et couvents, au titre de la défense du patrimoine national. Récemment, le président irakien a même offert aux chaldéens un terrain de 25 000 mètres carrés à Bagdad pour leur permettre d'y construire un nouveau patriarcat et une cathédrale. « Les plans étaient prêts », dit le patriarche. Mais maintenant, avec la guerre...

Leurs bonnes relations avec les pouvoirs publics autorisent les Églises à formuler un certain nombre de revendications, voire des protesta-

tions. Elles se sont ainsi opposées, avec succès, en 1981, à l'enseignement du Coran aux élèves chrétiens. Et elles demandent aujourd'hui que les enfants ne deviennent pas automatiquement musulmans si l'un de leurs parents se convertit à l'islam. De même réclament-elles la privatisation de leurs écoles qui avaient été nationalisées. « Cette nationalisation a fait faillite », affirme le patriarche chaldéen.

Avec ses deux collègues, il a pu rencontrer à Rome le pape et le président du conseil italien, M. Andreotti. Il espérait avoir aussi quelques rendez-vous à Paris, et pas seulement avec des autorités ecclésiastiques. Les trois évêques irakiens doivent aller ensuite à Londres, à Washington, au siège des Nations unies à New-York, et dans plusieurs villes des États-Unis, comme Chicago et Detroit, où la diaspora irakienne est nombreuse.

« En attendant, on bombarde des églises », affirme le patriarche chaldéen. C'est, du moins, la télévision qui le dit. Ne pouvant avoir aucun contact téléphonique avec Bagdad, le patriarche en est réduit, comme tout le monde, à regarder CNN dans la chambre de son grand hôtel parisien, où il est arrivé en tenue de clergyman, avec un passeport du Vatican. Ses deux collègues, en revanche, se sont présentés à Roissy avec des papiers irakiens, ce qui a provoqué quelque émotion...

EUROPE 1 SUR TOUS LES FRONTS

A PARIS 104.7 FM

AMIENS 104.7 FM	BEZIERS 96 FM	COURCHEVEL 104.7 FM	LE MANS 104.7 FM	MONTPELLIER 88.8 FM	PAU 104.7 FM	RENNES 104.7 FM	TOULOUSE 96.1 FM
ANGERS 104.7 FM	BIARRITZ 105.1 FM	DUON 104.7 FM	LILLE 92 FM	MORLAIX 104.7 FM	PERPIGNAN 90.5 FM	ST-BRIEUC 104.7 FM	TOURS 104.7 FM
ARCACHON 104.7 FM	BORDEAUX 104.7 FM	GRENOBLE 104.6 FM	LIMOGES 104.7 FM	NANCY 105.5 FM	POITIERS 104.7 FM	ST-ETIENNE 104.7 FM	TROYES 104.7 FM
AUXERRE 104.4 FM	BREST 104.7 FM	GURET 88.7 FM	LORIENT 104.7 FM	NANTES 104.7 FM	QUIMPER 104.7 FM	ST-MALO 104.7 FM	VALENCE 105.9 FM
AVIGNON 104.7 FM	CHALON S/S 106.7 FM	LA ROCHELLE 104.7 FM	LYON 104.6 FM	NEVERS 104.6 FM	REIMS 104.7 FM	ST-NAZAIRE 104.7 FM	VANNES 104.7 FM
BAYONNE 105.1 FM	CHAMBERY 97.6 FM	LAVAL 104.7 FM	MARSILLE 104.7 FM	NIMES 104.7 FM		TOULON 104.7 FM	
BESANCON 104.9 FM	CLERMONT-FD 104.7 FM	LE HAVRE 104.7 FM	METZ 105.3 FM	ORLEANS 104.7 FM			

et G.O. 183 KHZ

EUROPE 1
L'information en continu

LA GUERRE DU GOLFE

Manifestations et attentats dans le monde

Cent soixante ressortissants irakiens arrêtés depuis septembre en Grande-Bretagne

Plusieurs pays ont pris de nouvelles mesures à l'encontre des ressortissants irakiens du Moyen-Orient. De nouveaux attentats ont eu lieu en Jordanie et en Turquie.

Invitant des « menaces » sur la sécurité nationale, la Grande-Bretagne a poursuivi mercredi 23 janvier sa politique d'expulsion de ressortissants irakiens : quatorze irakiens – la plupart étudiants – ont été arrêtés dans la matinée à bord d'un avion de ligne jordanien en direction d'Amman (Jordanie).

Placés en détention la semaine dernière, ils sont partis de l'aéroport de Londres-Heathrow sous bonne escorte policière. Depuis le mois de septembre, cent soixante irakiens et douze ressortissants du Moyen-Orient ont été arrêtés par la police ou les services d'immigration britanniques. Soixante-seize d'entre eux ont été expulsés, les autres étant soumis à des restrictions de mouvement.

La Tchecoslovaquie a elle aussi

pris de sévères mesures à l'encontre des plusieurs ressortissants de pays arabes : le vice-ministre de l'intérieur, M. Jan Ruml, a annoncé mercredi 23 janvier que quarante personnes issues de ces pays seraient prochainement expulsées dans le cadre du renforcement des mesures de sécurité liées à la guerre du Golfe. Ces ressortissants ont été placés en garde à vue.

Quatre irakiens, dont deux diplomates, ont également quitté mercredi 23 janvier la Thaïlande à la demande des autorités, sans toutefois faire l'objet de mesures d'expulsion. Ni les autorités ni l'ambassade d'Irak n'ont fait de commentaire sur ces départs, qui ne seraient pas justifiés par des « preuves concrètes », selon des responsables cités par le journal *The Nation*.

Quant aux autorités canadiennes, elles ont décidé mercredi d'expulser un diplomate irakien en poste à Ottawa. Depuis le début du conflit du Golfe, trois diplomates irakiens dont la présence avait été

jugée « inacceptable » par le secrétaire d'Etat aux Affaires extérieures, M. Joe Clark, ont déjà été expulsés. Le gouvernement canadien, qui a annoncé qu'il n'accorderait plus de visas aux irakiens et aux Palestiniens, a demandé à ceux qui séjourneraient actuellement au Canada grâce à un visa de tourisme de se présenter aux bureaux d'immigration.

Marins espagnols déserteurs

Un nouvel attentat a eu lieu mercredi 23 janvier contre des cibles occidentales : l'ambassade du Canada à Amman (Jordanie) a été l'objet d'une tentative d'incendie criminel. Muni d'un bidon d'essence, un homme a aspergé la salle de réception avant d'être interpellé par deux gardes de l'ambassade. Quant aux deux attentats à la bombe perpétrés, toujours mercredi, à l'ambassade d'Irak à Bagdad, les deux représentants américains, ils ont été revendiqués dans la soi-

rée par le mouvement clandestin Dev-Sol (Gauche révolutionnaire), qui a indiqué avoir agi « en raison du déclenchement de la guerre du Golfe par les puissances impérialistes ». Ces explosions avaient fait un blessé. La France, elle, a démenti tout attentat contre l'ambassade de France au Liban, malgré des informations contraires, dans la journée de mercredi, de source diplomatique à Paris.

Les manifestations contre la guerre du Golfe se sont poursuivies, mercredi, dans les pays de la coalition anti-irakienne. Cinq mille personnes ont défilé à Madrid (Espagne) et six mille à Barcelone afin de protester contre la « guerre du pétrole ». Certains manifestants souhaitent également apporter leur soutien aux trois marins espagnols qui seraient, selon des organisations antiracistes, abandonnés par leur poste sur les trois navires de guerre partis relever les bâtiments espagnols croisant en mer Rouge. De petits défilés ont semblé quant à eux se dérouler dans des villes allemandes où il y a eu également un lieu en

Après la découverte d'un trafic de faux papiers

Plusieurs milliers de Marocains sont menacés d'expulsion de Belgique

BRUXELLES

Est-ce une coïncidence ou la volonté de certains responsables de soulever le problème de l'immigration arabe clandestine au moment où la guerre du Golfe peut inciter à la fermeture du gouvernement qu'on dit divisé sur ce délicat problème ? Toujours est-il que quelque cinq mille Marocains sont menacés d'expulsion après la découverte, lundi 21 janvier, d'une filière spécialisée dans la fourniture de faux papiers aux Maghrébins en situation irrégulière. Au ministère de la justice, on indiquait mercredi 23 janvier que les personnes concernées ne sont pas suspectées, a priori, d'activités ou de sympathies terroristes, mais qu'il est « possible que la découverte de ce réseau soit liée aux mesures visant à renforcer le contrôle de la communauté immigrée » en raison des appels irakiens à la guerre sainte. L'enquête se poursuit « en accord avec l'ambassade du Maroc et avec sa coopération ».

Spéculation immobilière

Organisateurs du réseau, huit Marocains ont déjà été arrêtés. Ils opèrent à partir d'un magasin de vidéo du quartier de la gare du Nord, zone de Bruxelles où vivent de nombreux immigrés. Le dossier des bénéficiaires de ce trafic va être examiné cas par cas par l'Office fédéral des étrangers. Cela prendra évidemment plusieurs semaines, mais les premières expulsions interviendront dès les prochains jours. Elles ne seront pas automatiques, car il sera tenu compte des situations familiales et de l'éventuelle bonne foi des intéressés, peut-être bernés par des agents aux « prestations de services » – allant du faux en écriture à l'organisation de mariages blancs –

auraient rapporté 1 milliard de francs belges (170 millions de francs français) en six ans.

En raison d'accords passés avec Rabat dans les années 70, les Marocains sont les plus nombreux parmi les immigrés maghrébins en Belgique. Selon les chiffres officiels, ils étaient 135 000 fin 1988. Mais, bien avant la découverte de la filière, les autorités parlaient de plusieurs dizaines de milliers de clandestins. A l'inverse de ce qui se passe dans les grandes villes françaises, les immigrés ne vivent pas en banlieue mais au cœur de Bruxelles et d'Anvers, dans des quartiers laissés à l'abandon par la spéculation immobilière, ce qui est vécu encore plus difficilement par ceux de Belges qui n'ont pas les moyens de changer de domicile. Certains ministres s'inquiètent de plus en plus d'un récent sondage faisant apparaître un regain de l'extrême droite en raison de ces problèmes, sur lesquels des responsables socialistes ont cessé de tenir un discours apaisant.

Il est certain qu'une vague d'attentats – à laquelle tout le monde pense, comme l'a montré une vive agitation dans les minutes qui suivirent une explosion provoquée par un Belge déséquilibré mercredi matin dans le centre de Bruxelles – aurait des effets désastreux pour une communauté généralement paisible, peu encline à suivre quelques activistes, parmi lesquels les admirateurs – et les obligés – de l'Arabie saoudite paraissent, jusqu'à présent, plus nombreux que ceux de l'Irak. Néanmoins, des propos exaltant Saddam Hussein, sur les ondes de certaines radios libres arabes, après l'invasion du Koweït avaient suscité des protestations, notamment celle de M. Charles Picqué, un élu socialiste, responsable de la région bruxelloise.

JEAN DE LA GUÉRIÈRE

Les cotes de M. Mitterrand et de M. Rocard sont en forte hausse

La politique française dans la crise du Golfe suscite toujours l'adhésion massive de l'opinion publique. Selon un sondage CSA pour le Parisien daté du 24 janvier, la participation française à l'intervention militaire est approuvée par 71 % des Français (1), au lieu de 62 % au lendemain du déclenchement des opérations, le 18 janvier. Un autre sondage, réalisé les 18 et 19 janvier auprès de mille six personnes par Louis Harris pour l'Express, montre que 68 % des Français approuvent l'action du président de la République.

Les cotes de popularité de MM. Mitterrand et Rocard témoignent également de cette adhésion. Selon un sondage BVA (2) publié par Paris-Match, elles enregistrent une hausse de cinq points en janvier. Le président de la République

recueille 54 % (au lieu 49 % en décembre) d'opinions favorables et le premier ministre 45 % (au lieu de 40 %). Cette hausse est particulièrement nette chez les électeurs de droite (+8 points) et d'extrême droite. M. Mitterrand gagne dix-sept points chez les sympathisants du Front national. Dans le sondage Louis Harris l'Express, M. Mitterrand gagne dix-sept points (68 % d'opinions favorables) et M. Rocard quinze points (58 %).

(1) Sondage effectué les 21 et 22 janvier auprès de huit cent dix-sept personnes.

(2) Enquête réalisée du 12 au 19 janvier auprès de neuf cent soixante-sept personnes.

Pour risquer de troubles à l'ordre public

Dix-huit étrangers ont été expulsés de France

Aux neuf irakiens, trois Marocains, trois Algériens et un Libanais déjà expulsés de la France vers le Yémen, mardi 22 janvier au soir (le Monde du 24 janvier), se sont ajoutés un irakien qui a été expulsé vers la Tunisie et un Marocain, dirigé, à sa demande vers le Maroc, mercredi 23 janvier (1).

Autant de mesures qui ont été prises en application de la « procédure d'urgence absolue », sur décision du ministre de l'intérieur, selon M. Pierre Joxe, la présence de ces ressortissants en France « constitue, dans les circonstances actuelles, un péril grave pour l'ordre public et la sécurité intérieure ».

Considérés comme « des propagandistes et des prosélytes du régime irakien », selon un responsable français de la lutte anti-terroriste, « voire des supports potentiels pour des groupes terroristes », ces ressortissants ont été interpellés mardi matin par les services de police.

Parmi les expulsés figure notamment le dirigeant de la revue irakienne *Koll al Arab*, publiée en France, M. Samir Tawfik Khairi, ainsi qu'un responsable marseillais du Front islamique du salut (le FIS algérien), M. Kourde Abdelmalek. Si les personnes interpellées faisaient l'objet d'une surveillance de la DST, aucun élément donnant lieu à des poursuites judiciaires.

Un comité juéo-arabe pour la « paix civile » créé à Toulouse. – Une œuvre de personnalités de la communauté arabe de Toulouse et du Conseil représentatif des institutions juives de France (CRIF) ont décidé, mardi 22 janvier, de créer un comité juéo-arabe pour la paix civile en France. M. Kader Jellali, pour le collectif arabe, a lancé un appel à sa communauté lui demandant d'éviter de faire de la France « un second champ de bataille ».

Des associations beur se regroupent pour « préserver la dialogue ». – Pour la première fois depuis les « Marches pour l'égalité » des années 1983 et 1984, des associations de jeunes issues de l'immigration se regroupent pour tenter de définir une attitude commune face aux conséquences de la guerre du Golfe dans l'Hexagone. Une quinzaine d'entre elles, implantées en région parisienne, viennent de créer le Regroupement des associations issues de l'immigration (RAII). « Nous voulons créer un réseau de solidarité pour traverser cette sale période », explique l'un des promoteurs du RAI, qui lance une campagne « afin de préserver les acquis du dialogue intercommunautaire (...) et pour que cette guerre ne soit pas le prétexte à une recrudescence de l'intolérance, de la xénophobie et de l'islamisme ». Les associations estiment que la communauté maghrébine « fait déjà (...) les frais d'une tension » et que « dans deux publics, l'islamisation est accentuée par les contrôles au faciès ». Elles appellent « les différentes communautés au dialogue, à la sérénité et au respect de tous dans la diversité des positions de chacun ».

(armes, explosifs, par exemple) n'a pu être retenu à leur encontre.

Les familles de deux des irakiens expulsés ont aussitôt déposé un recours en annulation devant le tribunal administratif de Paris, ainsi qu'une requête à fin de sursis à exécution. Elles déclarent que MM. Faraj Abdulqadir et Adil Khayir Alshamma travaillent « dans un cadre strictement contractuel » à l'ambassade d'Irak à Paris, le premier en tant qu'interprète depuis 1980, le second comme chauffeur, sur le territoire national depuis près de trente ans. Tous deux ont des enfants nés dans l'Hexagone, donc de nationalité française, soulignent leurs familles. Celles-ci s'en prennent à ce qu'elles considèrent comme une « autorité administrative ». Enfin, les familles assurent que les deux résidents « se sont toujours et depuis de nombreuses années comportés de façon paisible et n'ont jamais porté atteinte à l'ordre public ».

E. In.

(1) L'un des irakiens expulsé mardi vers le Yémen a été refilé à l'entrée du territoire yéménite ; il a été renvoyé vers la France. Un autre irakien, interpellé sous le couvert d'un permis de conduire, n'est pas expulsé à la demande d'asile et son dossier est en cours d'instruction.

Arrestation de quatre lycéens qui fabriquent des engins explosifs artisanaux. – Quatre élèves d'un lycée d'enseignement professionnel de Lyon, âgés de dix-neuf et dix-huit ans, ont été interpellés, mardi 22 janvier, par des policiers de la sûreté urbaine, alors qu'ils achetaient de confectionner des engins explosifs artisanaux. Ces adolescents d'origine maghrébine ont, selon les autorités judiciaires, indiqué qu'ils se préparaient à « soutenir Saddam Hussein ». Placés en garde à vue, les quatre lycéens devaient être présentés au parquet jeudi 24 janvier. – (Buc. rég.)

Renforcement des moyens de communication avec le Golfe

Le ministère des postes, des télécommunications et de l'espace vient d'annoncer plusieurs mesures pour améliorer les communications avec le Golfe, tant pour les médias que pour les militaires sur place. Ces derniers pourront téléphoner à tarif réduit grâce à la mise en place de cartes « pastel », les communications étant débitées sur leur compte bancaire. Lettres et colis de leurs familles seront désormais acheminés gratuitement, comme l'étaient déjà les lettres des militaires à leurs familles en France.

Enfin, les transmissions par satellite des reportages télévisés à partir de Ryad, qui souffraient d'un certain engorgement (le Monde des 16 et 19 janvier), bénéficieront d'une station satellite de France Telecom installée dans la capitale saoudienne, pouvant transmettre vingt-quatre heures sur vingt-quatre.

Devant la commission

M. Chevènement

Devant la commission de la défense de l'Assemblée nationale, le ministre de la défense, M. Jean-Pierre Chevènement, a expliqué, mercredi 23 janvier, qu'il fallait, pour tenter d'apprécier les résultats des raids aériens des alliés en Irak et au Koweït, se tenir à égale distance de deux tentations extrêmes qui ont consisté à annoncer prématurément une destruction quasi complète des forces irakiennes pour expliquer ensuite que, seuls, ou presque, des lourres (fausses rampes de lancement, chars en bois, etc.) avaient été détruits.

M. Chevènement s'est dit assuré que toutes les installations électriques de Bagdad avaient été

détruites. Il a également confirmé que les pistes étaient régulièrement « traitées » de façon à éviter les réactions. L'audition du ministre s'est faite, aux dires de plusieurs participants, dans un climat « grave et assez sévère ». Le ton des commissaires, comme du ministre, était calme, chacun cherchant, semble-t-il, à éviter que des polémiques naissent au sein de cette commission « sensible ». Interrogé sur ses propos du 17 janvier selon lesquels la France n'avait pas vocation à être engagée en Irak, M. Chevènement a mis en cause l'AfP, en expliquant que sa pensée avait été « déformée » (1). Le député UDF du Maine-et-Loire, M. Hervé de Charette, lui a reproché, sur un ton contenu, ses déclarations du matin même sur Europe 1 (le Monde du 24 janvier) mettant en cause « le patriotisme » de MM. Giscard d'Estaing et Chi-

L'opposition reproche

Les propos de M. Chevènement sur Europe 1, mercredi matin 23 janvier, mettant en cause le « patriotisme » de MM. Jacques Chirac et Valéry Giscard d'Estaing (le Monde du 24 janvier), à propos du contrat nucléaire passé avec l'Irak en 1975, ont été évoqués par deux sénateurs, MM. Charles Pasqua, président du groupe RPR, et Roger Chénard (Républicains et Indépendants), lors de la rencontre hebdomadaire des représentants des groupes parlementaires avec le premier ministre au sujet de la situation dans le Golfe.

M. Pasqua a jugé les propos de

M. Chevènement « excessifs et regrettables », et M. Chénard les a qualifiés d'« indécents » et « plus marqués par la maladresse que par le sens de la maîtrise ». Selon M. Marcel Lucotte, président du groupe des Républicains et Indépendants du Sénat, M. Michel Rocard a répondu qu'il « ne pouvait pas aller sur le terrain de la polémique » et qu'il « transmettrait ces observations à M. Chevènement ».

M. Alain Juppé, secrétaire général du RPR, avait déclaré, plus tôt dans la journée, devant un groupe de journalistes, que M. Chevènement, « incapable de contrôler ses nerfs, n'est pas digne d'être ministre de la défense » et que ses propos « ternissent l'image de la France ». Selon M. Juppé, le ministre de la défense « est en mauvaise posture ».

Les réactions

M. Le Pen considère que la guerre est une « péripétie historique »

Devant près de quatre mille personnes réunies au Palais des congrès à Paris, mercredi soir 23 janvier, M. Jean-Marie Le Pen a déclaré, pour la première fois depuis le début de la guerre, un message de solidarité aux soldats français. « Nous détestons la guerre qu'ils sont forcés de faire mais nous les aimons car ils sont l'élite de la nation et du peuple français », a dit M. Le Pen, en espérant qu'ils se sentent que nos valeurs battent au rythme des leurs ». Ces soldats sont de la race de ceux qui n'ont pas besoin de salir et de haïr ceux qu'ils vont affronter, a-t-il poursuivi, avant de les féliciter pour la « mission de chevaliers » confiée aux aviateurs français chargés de faire des bombardements de jour à basse altitude. Sous les applaudissements, M. Le Pen a achevé cette longue adresse en déclarant : « Soldats français du Golfe, nous pensons ce soir à vous fraternellement ».

Dénouant « les généraux à la retraite, plus brillants à l'écran qu'ils ne le furent sur le terrain », le président du Front national a réaffirmé que « cette guerre n'est pas celle de la France », et il a souhaité qu'un terme soit mis le plus rapidement possible à cet affrontement, car « l'avenir du peuple français n'est pas sur les bords du Golfe, il se joue ici ». Il s'agit, a affirmé le dirigeant d'extrême droite, d'une opération de police

internationale exécutée avec la complicité de nos autorités politiques au bénéfice des intérêts, camouflés sous le manteau du droit international, de puissances étrangères, qui restent des puissances amies tant que nous avons les mêmes intérêts ».

« J'accuse le gouvernement et M. François Mitterrand, et ceux qui par complaisance, complicité ou aveuglement ont appuyé sa démarche, d'avoir essentiellement pensé à détourner l'attention du peuple français des problèmes graves de son avenir et de son présent », a ajouté M. Le Pen, qui estime avoir « le droit et le devoir de ne pas répondre à l'appel soudain à l'unité nationale lancé par le président de la République, qui en d'autres circonstances n'en a jamais donné l'exemple ». Le ministre de la défense est, selon lui, « l'archétype du politicien moderne qui n'a pas l'attitude de son opinion. Si M. Chevènement pense que cette guerre est une mauvaise issue, il est dit, il peut encore démissionner. Les choses seraient claires. Il ne l'a pas fait ».

Dans une entree à l'AfP, quelques heures auparavant, M. Le Pen avait affirmé que ce conflit est « déjà devenu une guerre mondiale », mais que ce n'est qu'une « péripétie historique ». Il considère que les envois de missiles irakiens sur Israël constituent une « agression évidente ».

Des policiers refusent l'accès au commissariat de Vaulx-en-Verin

M. Jean-Marie Le Pen s'est vu refuser, jeudi matin 24 janvier, l'entrée du commissariat de police de Vaulx-en-Verin (Rhône), où il voulait « témoigner sa sympathie aux policiers » après les violences d'octobre dernier dans cette banlieue populaire de Lyon. Le commissaire de police de Vaulx-en-Verin et son homologue de Villeurbanne, qui attendaient devant la porte du commissariat, ont fait barrage à M. Le Pen et à son entourage.

Une légère bousculade a eu lieu avec les deux commissaires, suivie d'une discussion au cours de

laquelle M. Le Pen a argué, à la fois, de sa qualité de « simple citoyen » et de celle de député européen pour pouvoir pénétrer dans le bâtiment. Les policiers ont rétorqué leur refus de le laisser passer, expliquant que la porte restait ouverte pour les « victimes » et les personnes qui veulent porter plainte. M. Le Pen, qui visitait l'agglomération lyonnaise pour soutenir les candidats de son parti aux élections législatives partielles du 27 janvier, a fustigé les ordres de la préfecture de police et, à travers eux, ceux du ministre de l'intérieur.

la défense de l'Assemblée

appelle au « courage »

Le ministre de la défense, M. Jean-Pierre Chevènement, a appelé au « courage » des Français face à la guerre du Golfe. Il a souligné que la France était engagée dans une lutte pour la paix et la sécurité internationale. Il a également mentionné les sacrifices des soldats français et des civils irakiens et koweïtiens. Le ministre a insisté sur l'importance de la coopération internationale et de la solidarité entre les peuples.

Le ministre de man

Le ministre de la manœuvre, M. Jean-Pierre Chevènement, a déclaré que la France était prête à faire tous les sacrifices nécessaires pour la victoire. Il a souligné que la France était engagée dans une lutte pour la paix et la sécurité internationale. Il a également mentionné les sacrifices des soldats français et des civils irakiens et koweïtiens. Le ministre a insisté sur l'importance de la coopération internationale et de la solidarité entre les peuples.

Les réactions

M. Le Pen considère que la guerre est une « péripétie historique »

Devant près de quatre mille personnes réunies au Palais des congrès à Paris, mercredi soir 23 janvier, M. Jean-Marie Le Pen a déclaré, pour la première fois depuis le début de la guerre, un message de solidarité aux soldats français. « Nous détestons la guerre qu'ils sont forcés de faire mais nous les aimons car ils sont l'élite de la nation et du peuple français », a dit M. Le Pen, en espérant qu'ils se sentent que nos valeurs battent au rythme des leurs ». Ces soldats sont de la race de ceux qui n'ont pas besoin de salir et de haïr ceux qu'ils vont affronter, a-t-il poursuivi, avant de les féliciter pour la « mission de chevaliers » confiée aux aviateurs français chargés de faire des bombardements de jour à basse altitude. Sous les applaudissements, M. Le Pen a achevé cette longue adresse en déclarant : « Soldats français du Golfe, nous pensons ce soir à vous fraternellement ».

Dénouant « les généraux à la retraite, plus brillants à l'écran qu'ils ne le furent sur le terrain », le président du Front national a réaffirmé que « cette guerre n'est pas celle de la France », et il a souhaité qu'un terme soit mis le plus rapidement possible à cet affrontement, car « l'avenir du peuple français n'est pas sur les bords du Golfe, il se joue ici ». Il s'agit, a affirmé le dirigeant d'extrême droite, d'une opération de police internationale exécutée avec la complicité de nos autorités politiques au bénéfice des intérêts, camouflés sous le manteau du droit international, de puissances étrangères, qui restent des puissances amies tant que nous avons les mêmes intérêts ».

Des policiers refusent l'accès au commissariat de Vaulx-en-Verin

M. Jean-Marie Le Pen s'est vu refuser, jeudi matin 24 janvier, l'entrée du commissariat de police de Vaulx-en-Verin (Rhône), où il voulait « témoigner sa sympathie aux policiers » après les violences d'octobre dernier dans cette banlieue populaire de Lyon. Le commissaire de police de Vaulx-en-Verin et son homologue de Villeurbanne, qui attendaient devant la porte du commissariat, ont fait barrage à M. Le Pen et à son entourage.

Une légère bousculade a eu lieu avec les deux commissaires, suivie d'une discussion au cours de

La CGT dénonce

La CGT dénonce la guerre du Golfe. Elle considère que la France est engagée dans une lutte pour la paix et la sécurité internationale. Elle a souligné que la France était engagée dans une lutte pour la paix et la sécurité internationale. Elle a également mentionné les sacrifices des soldats français et des civils irakiens et koweïtiens. La CGT a insisté sur l'importance de la coopération internationale et de la solidarité entre les peuples.

LA GUERRE DU GOLFE

de la défense de l'Assemblée nationale

appelle au « courage » et à la « lucidité » face au conflit

rac compte tenu de la façon dont certains grands contrats avaient été conduits vers l'Irak de 1975 à 1980. M. Chevènement avait suggéré que l'on soit « moins complaisant » à l'égard de l'ancien président de la République et de son ancien premier ministre, qui « ont donné tout son élan à la coopération franco-irakienne ».

Le ministre a expliqué devant les commissaires qu'il répliquait aux attaques dont il était l'objet et qu'il n'acceptait pas certains discours le mettant en cause dans son rôle de ministre de la défense. L'opposition avait jugé « ambiguë » sa position. Il a précisé que les archives de son ministère pourraient éventuellement fournir des compléments d'information si la polémique se poursuivait. « Depuis le début, je mène deux guerres à la fois », a-t-il affirmé en faisant allu-

sion aux critiques dont il est l'objet. Député RPR de l'Aveyron, M. Jacques Godfrain a estimé, à la sortie, que les propos du ministre étaient « mal venus » : « L'heure n'est pas à la polémique. Nous réglerons nos comptes politiques après cette affaire du Golfe ».

Le ministre a également été questionné sur les performances des Jaguar français. Avant de répondre sur le matériel, il a jugé « remarquable » le travail des pilotes français qui effectuent leurs raids aériens dans des conditions très dangereuses. A propos des Jaguar, il a estimé qu'ils étaient parfaitement adaptés à leurs missions. Mais il a reconnu que la priorité donnée au nucléaire dans les budgets de défense avait eu des conséquences évidentes sur les performances des matériels convention-

M. Jean-Pierre Chevènement s'est rendu ensuite devant le groupe socialiste réuni spécialement pour cette rencontre. Les députés socialistes ont d'ailleurs pris la décision de se retrouver tous les mardis « afin d'être régulièrement informés de l'évolution du conflit par les membres du gouvernement ». M. Chevènement a affirmé que « le déroulement des opérations correspondait au rythme initialement prévu ». Il a expliqué que le conflit pouvait « être long » et qu'il faudrait y faire face avec « courage et lucidité ». Il n'a pas caché que les forces françaises s'en tiraient pour l'instant très bien, mais qu'il ne fallait pas exclure d'avoir, par la suite, des pertes qui pourraient être « substantielles » et que, dans un esprit de responsabilité, il fallait y préparer l'opinion publique.

M. Charles Josselin (Côte d'Armor) a regretté qu'une fois encore, à l'occasion d'un conflit, « la vérité ait été la première victime ». Il a souhaité qu'un dispositif spécial soit pris pour fournir une information de qualité. Les députés craignent les effets dévastateurs d'une information, notamment télévisuelle, non maîtrisée quand le conflit sera entré dans sa phase terrestre. M. François Hollande (Corrèze), membre de la commission des finances, a souhaité que sa commission puisse se réunir pour examiner les questions relatives au coût des opérations. D'une façon générale, les députés ont exprimé le souhait que le Parlement soit plus étroitement associé. Certains ont regretté que le Parlement ne soit pas réuni en session extraordinaire.

Le groupe a réaffirmé son sou-

tien au ministre. « Le climat de polémique autour de Jean-Pierre Chevènement est non seulement dénué de fondement mais inacceptable dans le contexte actuel », a affirmé le porte-parole du groupe socialiste, M. Jean Le Garrec (Nord). L'atmosphère ne fut pas, toutefois, parfaitement sereine. Député PS du Pas-de-Calais, M. Noël Joseph a pris à partie le ministre en début de réunion, en regrettant en termes vifs, presque agressifs, que certains députés, appartenant notamment au courant de M. Chevènement, n'aient pas pris leurs responsabilités lors du vote de l'Assemblée nationale le 16 janvier. Le ministre a rappelé que la grande majorité de ses amis avait voté la déclaration gouvernementale.

Aucune autre attaque frontale n'a eu lieu, mais, selon un député,

« on sentait, à certain moment, une certaine gêne ». Une gêne provoquée, notamment, par le sentiment diffus que le ministre jouait un peu trop du très classique appel à la solidarité et à l'unité derrière les armées françaises engagées au feu, pour écarter les questions gênantes ou les mises en cause.

PIERRE SERVANT

(1) Le 17 janvier, lors de sa conférence de presse commune avec M. Roland Dumas, M. Chevènement, rendant compte de la première mission des Jaguar qui avait eu lieu dans l'après-midi, avait indiqué que d'autres missions françaises seraient lancées « sur des objectifs strictement militaires sur le territoire du Koweït », conformément aux accords passés pour la mise sous contrôle opérationnelle.

au ministre de manquer de sang-froid

et, « pour s'en sortir, il a choisi le terrain de la « chichaya » politique ». M. Mitterrand, a-t-il rappelé, l'a dit à plusieurs reprises : la politique de la France vis-à-vis de l'Irak depuis 1981 se situe dans la ligne de ce qui avait été fait avant. (...) Laisser croire que la France est responsable du surarmement irakien, c'est (...) porter atteinte au crédit de la France au moment même où elle est engagée dans la guerre ».

« Attaques misérables »

Pour le Parti républicain, son porte-parole, M. Ladislas Poniatowski, s'est demandé si M. Chevènement avait été « mandaté par le président de la République pour briser l'union nationale ». Et s'il ne

ferait pas mieux de « mener la guerre à la tête de nos soldats et aux côtés de nos alliés, plutôt que de faire la guerre aux leaders de l'opposition ». M. Poniatowski estime que le ministre « voudrait se mettre en situation d'invulnérabilité et se réserver le droit de critiquer qui bon lui semble », alors qu'il a exprimé des « positions ambiguës et démolissantes depuis le début du conflit ». M. Hervé de Charette, député général des Clubs Perspectives et Réalités, s'est déclaré « stupéfait et scandalisé » par les « attaques misérables » de M. Chevènement contre MM. Giscard d'Estaing et Chirac. Selon M. de Charette, « mettre en doute le patriotisme d'un ancien président de la République et d'un ancien premier ministre est indigne d'un membre du gouvernement ». Il estime que dans les années 70,

« quand le régime irakien n'était pas ce qu'il est devenu », la politique de la France à l'égard de l'Irak était « légitime », mais que, ces dernières années, « alors qu'on connaissait les ambitions territoriales de Saddam Hussein et les risques qu'il faisait courir à la paix, M. Chevènement est allé en Irak et a continué à lui vendre des armes ».

Le bureau exécutif du Parti socialiste a exprimé sa « solidarité » et son « amitié » à M. Jean-Pierre Chevènement, « injustement attaqué par la droite », a indiqué le porte-parole du PS, M. Jean-Jack Queyranne. Celui-ci a souligné que M. Chevènement « remplit sa mission de ministre de la défense dans le cadre des orientations définies par le président de la République, approuvées par le Parlement ».

des milieux politiques français

M. Marchais durcit la position du PCF

Le Parti communiste mobilise ses militants dans la perspective de la Journée internationale contre la guerre, qui donnera lieu à de nouvelles manifestations pacifistes, samedi 26 janvier, en particulier à Paris, à 14 h 30, place de la République. M. Marchais insiste de plus en plus sur la responsabilité des Etats-Unis dans le déclenchement et la poursuite des hostilités. Parallèlement, le secrétaire général du PCF dénonce, à propos des pays baltes, le jeu des « forces de droite » en URSS.

A quelques heures du débat du mercredi 16 janvier sur la participation de la France à la guerre du Golfe, le président du groupe communiste de l'Assemblée nationale avait présenté à ses collègues parlementaires les grandes lignes du discours qu'il s'apprêtait à prononcer en leur nom pour justifier le « non » du PCF à M. François Mitterrand. M. André Lajoinie se proposait notamment de souligner qu'avant de décider de partir en guerre contre l'Irak les Etats-Unis et leurs alliés auraient pu attendre au moins que l'embargo décidé par l'ONU au début de la crise ait produit tous ses effets sur le régime de Bagdad. M. Lajoinie ne doutait pas de rester dans la ligne de son parti, puisque, lors de sa précédente intervention à ce sujet, le 27 août, au Palais-Bourbon, il avait souligné la nécessité de « donner aux décisions prises par la communauté internationale pour isoler l'agresseur toutes leurs chances d'avoir un effet ». M. Lajoinie se trompait.

A la surprise de la plupart des députés communistes, M. Georges Marchais est intervenu, ce jour-là, pour réaffirmer cette approche : plus question, pour l'état-major du parti, de paraître approuver la décision d'embargo. Désormais, il doit être clair, au contraire, que cette décision d'embargo « est le premier acte de la guerre voulue par M. George Bush. Dans son discours du 16 janvier M. Lajoinie ne fera aucune allusion à l'embargo ».

Cette anecdote est révélatrice parce qu'elle montre que, depuis sa réélection triomphale au secrétariat général du PCF, au terme du vingt-septième congrès, M. Marchais pèse de tout son poids sur les prises de position de son parti en

faisant peut-être prévaloir ses vues personnelles. Il en résulte un net durcissement des positions du PCF contre les Etats-Unis, illustré par la tonalité du discours que le secrétaire général du PCF a prononcé, mardi soir 22 janvier, à Paris, dans le contexte de la campagne des élections législatives partielles.

Un gage aux contestataires

L'argumentation de M. Marchais est la suivante : la guerre « pouvait être évitée ». Certes, c'est le dictateur Saddam Hussein qui en a fourni la prétexte en annexant le Koweït, et le PCF ne saurait être soupçonné de la moindre complaisance à son égard, car ses dirigeants « ont été les seuls à dénoncer l'agression du peuple koweïtien ». Mais, après l'invasion du Koweït, dont les Etats-Unis avaient été « prévenus » et qu'ils ont « laissé faire », c'est George Bush, ajoute M. Marchais, « qui, dès le départ, a manifesté sa volonté d'en découdre », puis « a systématiquement torpillé toute possibilité de solution pacifique ».

Une telle explication donne évidemment au secrétaire général du PCF la possibilité de s'inscrire aujourd'hui dans la tradition anti-américaine du mouvement communiste dans le but de rassembler contre la guerre du Golfe tous les

partisans de toutes les luttes anti-impérialistes et, par la même occasion, de préparer la phase suivante, qui consistera, inéluctablement, à souligner chaque jour davantage, si les hostilités durent autant que les communistes l'annoncent, l'« aveuglement » des socialistes en général et de M. Mitterrand en particulier.

Par contraste, l'analyse de M. Marchais sur l'évolution de la situation en URSS et dans les pays baltes apparaît plus subtile. Tout en reprochant à l'Union soviétique d'avoir « cautionné » l'« ONU le déclenchement de la guerre du Golfe et tout en condamnant « la répression policière et militaire en Lituanie et en Lettonie », le secrétaire général du PCF prend pour cible « les forces de droite, qui se sont trouvées avec Boris Eltsine un chef unique et se fixent désormais comme objectif immédiat le départ de Mikhaïl Gorbatchev et, avec celui-ci, la liquidation du rôle des communistes soviétiques dans le pays, de la perestroïka et du socialisme lui-même ». Ce faisant, M. Marchais réussit l'exploit politique de donner un gage aux militants contestataires qui lui ont souvent reproché de ne soutenir que mollement M. Gorbatchev tout en renouant, là encore, avec les vieilles lunes manichéennes.

ALAIN ROLLAT

La CGT dénonce les « mesures d'exception »

Le comité confédéral national de la CGT, réuni les 22 et 23 janvier, s'est élevé contre « les mesures d'exception » qui seraient mises en place par le gouvernement et certaines entreprises qui « exploitent de façon indécente la guerre dans le Golfe ». Selon la CGT, « des réquisitions, atteintes au droit de grève et de manifestation » frappent certains syndicalistes « dans des entreprises de métallurgie, des transports et dans les armements ».

La CGT considère que « la France doit se désengager et rapatrier ses troupes » actuellement engagées dans le Golfe et assure « qu'il y a d'autres moyens pour faire céder l'Irak que le massacre de populations, d'innocents

et de destructions massives ». Mercredi 23 janvier, lors d'une conférence de presse, M. Henri Krasucki, secrétaire général de la CGT, a, comme prévu, indiqué que le 45^e Congrès de la confédération a été avancé au début de l'année prochaine, du 26 au 31 janvier 1992. En revanche, il a refusé de confirmer que son départ interviendrait à cette occasion. Il paraît néanmoins acquis que M. Krasucki, soixante-six ans, abandonnera, lors du prochain congrès, le poste de secrétaire général qu'il occupe depuis juin 1982. M. Louis Viannet, actuel numéro deux de la CGT, pourrait lui succéder.

Les accords nucléaires franco-irakiens de 1975

Attaqué par l'opposition sur son attitude dans le conflit du Golfe, M. Jean-Pierre Chevènement a répliqué en rappelant les accords de coopération nucléaire signés en 1975 par MM. Jacques Chirac et Valéry Giscard d'Estaing entre Paris et Bagdad, qui, a-t-il souligné, « ont donné tout son élan à la coopération franco-irakienne » (le Monde du 24 janvier).

C'était l'époque où M. Jacques Chirac, alors premier ministre, qualifiait d'« ami personnel » le chef de l'Etat irakien. Début décembre 1974, il se rend à Bagdad pour une visite officielle de trois jours, la première d'un chef de gouvernement français en Irak. En septembre 1975, M. Saddam Hussein visita le centre nucléaire de Cadarache

(Bouches-du-Rhône), à l'issue d'un week-end passé en Provence avec M. Jacques Chirac. Le 18 novembre, M. Michel d'Ornano, ministre de l'Industrie et de la recherche, signe à Bagdad trois « protocoles d'intention », dont l'un fixe un « cadre de coopération privilégiée entre les deux pays » dans le domaine nucléaire. M. Valéry Giscard d'Estaing était alors président de la République.

Il s'agissait évidemment d'accords de coopération civile, auxquels participait la Commissariat à l'énergie atomique, dirigé à l'époque par M. André Giraud. Le matériel livré par la France, deux réacteurs de recherche, Tammuz-2, « maquette critique » d'une puissance de 500 à 600 kilowatts, et Tammuz-1, de

40 mégawatts, furent placés sous la surveillance de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) dans le cadre du traité de non-prolifération des armes nucléaires.

Estimant, avec de nombreux spécialistes, qu'il pouvait cependant être détourné pour la fabrication de plutonium destiné aux armes nucléaires, les Israéliens ont bombardé, à Tuwaitha près de Bagdad, Tammuz-1 - surnommé « Osirak » par les opposants au projet - le 7 juin 1981, peu de temps avant sa mise en route. Il n'a pas été reconstruit.

J.-P. D.

Le PS s'élève contre la « prise en otage » de la population d'Israël

Le bureau exécutif du PS a adopté, mercredi 23 janvier, une déclaration dénonçant « le caractère inhumain, inacceptable, d'un certain nombre d'actions conduites par Saddam Hussein : tirs de missiles sur un Etat, Israël, qui n'est pas partie prenante au conflit, en tenant en otage une population civile tout entière ; utilisation de prisonniers de guerre dans une honteuse mascarade télévisée contraire aux conventions de Genève ». Le PS « réaffirme son attachement à la sécurité d'Israël et salue le sang-froid de son gouverne-

ment et sa population », et indique qu'il « poursuivra ses efforts pour préparer une paix juste et durable pour tous au Proche-Orient, en multipliant ses contacts avec les partis de l'Internationale socialiste des pays concernés par les événements en cours ».

Le bureau exécutif a approuvé la proposition de M. Pierre Mauroy de conduire une délégation en Israël la semaine prochaine, certains intervenants soulignant, toutefois, la nécessité - vis-à-vis des pays arabes et des différentes communautés en France - d'un rigoureux parallélisme entre

les démarches dirigées vers l'Etat juif et vers ses voisins.

Le premier secrétaire avait reçu, mercredi matin, les représentants de plusieurs associations juives et leurs, nationales ou locales, désireuses de prévenir les réactions racistes et les affrontements entre communautés. Les responsables socialistes et ceux de ces associations ont décidé de se revoir chaque jeudi au siège du PS pour faire le point de la situation, notamment dans les quartiers « à risque ».

EN BREF

□ M. Deniau rassuré par M. Mitterrand. - Interrogé, jeudi 24 janvier par Europe 1, M. Jean-François Deniau, député UDF du Cher, ancien ministre, qui redoutait, samedi 19 janvier, que la France ne devienne un allié « à temps partiel » (le Monde du 22 janvier) s'est dit « rassuré » par les déclarations du président de la République, le dimanche 30 janvier. L'ancien ministre a également apprécié le changement de comportement de M. Jean-Pierre Chevènement, « qui a compris qu'il faut qu'il soit clair et qu'il soit net ». M. Deniau a souhaité que, d'une façon générale, « dans la mesure où chacun fait son travail et dit ce qu'il doit dire », on en finisse avec « les polémiques personnelles » éloquentes « des réelles préoccupations des Français ».

□ M. Léotard : le droit d'Israël. - Interrogé, jeudi 24 janvier, en

direct de Jérusalem sur Radio J, M. François Léotard a souhaité que les Français prennent conscience « qu'un peuple à qui l'on propose en permanence tous les quarante ans des masques à gaz, c'est peut-être un peuple qui a le droit de dire son mot sur son territoire et sur son avenir ».

□ M. Poperen : une session extraordinaire soumise aux « aléas de la conjoncture ». - M. Jean Poperen, ministre des relations avec le Parlement, a confirmé, mardi 22 janvier, au cours de la présentation des vœux à la presse, que la session extraordinaire du Parlement, prévue initialement le 28 janvier, aurait lieu dans « environ un mois » : « La date est encore soumise aux aléas de la conjoncture », a-t-il ajouté. Il a rappelé que « des

textes lourds, politiquement et techniquement » devraient y être examinés : projets de statut de la Corse, d'administration territoriale de la République et de dotation globale de fonctionnement (DGF) pour les communes. Il a indiqué enfin que d'autres textes importants, dont le projet de statut des élus, étaient « quasiment prêts » pour le début de la session de printemps, le 2 avril.

□ M. Valéry Giscard d'Estaing déclare, dans un entretien publié par Paris-Match (daté 24 janvier), que la victoire des alliés dans le Golfe passe par « la destruction du potentiel militaire de l'Irak », mais qu'il ne faut pas « rechercher l'écrasement de l'Irak, c'est-à-dire la destruction de sa population et de son économie ». Selon lui, « l'Irak devra conserver ses frontières » et « c'est un Etat nécessaire à l'équilibre de la région ».

□ M. Michel Vauzelle, président de la commission des affaires étrangères de l'Assemblée nationale, a déclaré, mercredi 23 janvier, sur la Cinq, qu'il faut « faire un effort d'imagination et de générosité pour essayer de trouver les voies diplomatiques vers la paix, le plus tôt possible » et que la coalition doit éviter d'« entrer dans le jeu de Saddam Hussein », qui souhaite que la guerre « dure le plus longtemps possible ».

Le Monde ÉDITIONS

GOLFE

clefs pour une guerre annoncée

Alain Gresh, Dominique Vidal

Très prochainement en vente chez votre libraire

EUROPE

URSS : les tensions dans les Républiques baltes

L'armée soviétique occupe un nouveau bâtiment à Vilnius

Le dirigeant lettone a proposé au Parlement d'accepter, « pour sauver la Lettonie du totalitarisme », d'entamer des négociations avec Moscou, mais uniquement avec des interlocuteurs qui reconnaissent le gouvernement nationaliste de Riga. Il a également proposé l'organisation d'un référendum sur l'avenir de la Lettonie, sans préciser toutefois si cette consultation se tiendrait avant ou dans le cadre du référendum prévu à l'échelle de toute l'URSS le 17 mars.

C'est le neuvième bâtiment occupé de force en Lituanie par les troupes soviétiques depuis le début de l'année. Parallèlement, le Parlement lituanien a voté à l'unanimité un message demandant au président soviétique de donner l'ordre à l'armée d'évacuer tous les bâtiments qu'elle occupe. La réponse de M. Gorbatchev à ce message « sera le meilleur moyen de vérifier la sincérité de ses paroles », a déclaré le président lituanien, M. Vytautas Landsbergis.

A Washington, la Chambre des représentants a condamné mercredi à l'unanimité la répression dans les pays baltes et demandé au président Bush d'envoyer des sanctions économiques si cette politique se poursuivait. Le porte-parole de la Maison Blanche, M. Martin Fitzwater, a déclaré que la tenue du sommet Bush-Gorbatchev, prévue du 11 au 13 février, était toujours « une question ouverte » et dépendait notamment de la situation dans les pays baltes. — (AFP, AP, Reuters).

Trois jeunes Estoniens pris entre la Suède et le Danemark

COPENHAGUE
de notre correspondante

Sachant, sans doute, que le

une plus grande liberté», a déclaré M. Bush à l'issue de deux heures d'entretiens avec M. Otchirbat. «L'approche positive de votre parti envers les réformes a suscité des changements pacifiques», a-t-il ajouté, avant de souligner que la Mongolie avait été l'un des premiers pays à condamner l'invasion du Koweït le 2 août dernier. - (AFP.)

« J'ai clairement exprimé le ferme soutien que les États-Unis sont prêts à offrir au fur et à mesure que la Mongolie avance vers

15 La Chine proteste contre la visite à Taïwan de M. Fauroux. — Pékin a officiellement protesté contre le caractère « absolument inacceptable » de la visite à Taïwan au début de l'année de M. Roger Fauroux, ministre français de l'Industrie, a annoncé mercredi 23 janvier l'agence Chine nouvelle. Cette protestation a été remise le 10 janvier dernier à l'ambassadeur de France en Chine, mais Pékin aura attendu la fin de la visite à Paris de son ministre du plan pour la rendre publique. — (A.P.P. A.P.)

EN BREF

RWANDA

Les rebelles prennent le contrôle de la ville de Ruhengeri

Les rebelles du Front patriotique rwandais (FPFR) ont annoncé s'être emparés de Ruhengeri, une des principales villes situées au nord-ouest du pays, à la suite d'une attaque-surprise lancée à l'aube du mercredi 23 janvier. La nouvelle a été donnée le même jour, de Paris, par le ministre français des affaires étrangères. Les quelque cent cinquante soldats français, basés à Kigali, ont évacué, mais sans souffrir, les quelques milliers d'étrangers - dont quarante-trois Français et dix Belges - a-t-on appris à Nairobi (Kenya) de sources diplomatiques.

Selon un officier rebelle, plus de cinq cents combattants du FPFR ont participé à l'attaque menée par le commandant Aggrey Kayitare, ancien aide de camp du chef rebelle Fred Rwigyema, tué en novembre dernier. Cet essai a-t-il souligné, est le plus important lancé contre les forces gouvernementales depuis cette date. Le FPFR contrôlerait ainsi désormais une large section de la frontière tanzanienne. Les rebelles du FPFR, pour la plupart des exilés de l'ethnie tutsi, minoritaire au Rwanda, ont envahi le nord-est du pays la 1^{re} octobre. Ils ont été repoussés au-delà de la frontière ougandaise, mais ont continué depuis leurs opérations de harcèlement. — (AFP, Reuters.)

- **BIRMANIE** : le prix Sakharov à une dissidente... Le Parlement européen a décerné mercredi 23 janvier le Prix Sakharov 1990 à M^{me} Aung San Suu Kyi, chef du principal parti politique birman, emprisonnée depuis dix-huit mois par le régime militaire. Il est peu probable que la dissidente birmane puisse se rendre à Strasbourg pour recevoir son prix. Rangoon a annoncé de réclamer de la maintenance en détention.
- **EL SALVADOR** : la guérilla accuse l'armée de massacre de... Le Front Farabundo-Marti de libération nationale a accusé l'armée salvadorienne du massacre, mardi 22 janvier, de quinze personnes dans le village d'El Zapote,

□ **MALI** : deux morts et des dizaines de blessés, selon les autorités. — Les émeutes du lundi 21 janvier à Bamako ont fait deux morts et trente-cinq blessés, dont cinq grièvement atteints, a affirmé, mardi, le ministre de la défense. Aucun bilan n'a été donné pour la journée de mardi, qui aurait fait quatre morts « au moins », selon d'autres témoins (le Monde du 24 janvier). Des chars ont été déployés dans la capitale et toutes les écoles du pays sont fermées.

□ **PAPOUASIE-NOUVELLE-GUINÉE** : accord de paix avec les séparatistes de Bougainville. — Le gouvernement papou a conclu un accord de paix avec les séparatistes de Bougainville, qui ont déclaré à une rébellion qui durait depuis deux ans et avait fait plus d'une centaine de morts, a annoncé jeudi 24 janvier le ministre des affaires étrangères, Sir Michael Somare. — (Reuters).

taient plus les grosses coupures depuis quelques semaines. Pour eux comme pour bien d'autres, la principale leçon à tirer sera une nouvelle perte de confiance dans les caisses d'épargne et dans le rouble en général, un nouveau repli vers les valeurs refuges (or et bijoux) et surtout vers les devises étrangères, qui deviennent de plus en plus la seule vraie monnaie soviétique.

Suite de la première page

Le KGB, déjà érigé en dispensaire de l'aide internationale, est une fois de plus mis à contribution : il pourra aller jusqu'à « prendre directement le contrôle des établissements bancaires » dans les cas difficiles, précise le décret d'application.

M. Anatoli Sobtchak, le maire progressiste de Leningrad, a soutenu le décret présidentiel, de même que le gouvernement de Russie, qui n'a malgré tout « reproché » aucune différence au nouveau chef, M. Ivan Silaev, estime que le délai de trois jours est trop court et que le plafond de 200 roubles fixe aux retraités est trop bas. Il s'en élève à 500.

Repêl sur les valeurs-refuge

Cela dit, de nombreux économistes s'interrogent non seulement sur la justice mais aussi sur l'efficacité de cette réforme. L'argent qui circulait sous la forme de billets de 50 et 100 roubles est estimé à 47 milliards, selon les estimations. Ces roubles de liquidités en circulation, l'équivalent des salaires et retraites payés dans tout le pays en un mois, et une somme importante au regard des 200 milliards de roubles qui, jusqu'alors, selon les estimations, la demande non satisfaite. Mais le montant de ce que l'on appelle *l'économie de l'ombre*, autrement dit les avoirs des trafiquants et mafieux de tout poil, s'élevaient, lui, à 400 milliards de roubles, et près de dix fois ce qui a été retiré de la circulation.

Au surplus, pas mal de ces trafiquants avaient en fait de rumeurs d'une telle réforme et ils n'accep-

Le marché noir de la place Rouge

Aussi, le vrai reproche que l'on peut faire à cette mesure est qu'elle reste dans le cadre administratif et policier, familial, et ne s'accompagne d'aucune réforme économique, d'aucune définition de nouvelles règles du jeu qui offriraient la perspective d'un nouveau départ et limiteraient beaucoup plus sûrement la vasse zone lésée à l'économie de Téhéran. Il est donc tout à fait abusif de comparer cette action, comme l'a fait mercredi soir le journal révisité, à la réforme monétaire allemande de 1948, point de départ de nouveaux deutschmark. Tout avait été mis alors en place en Allemagne pour le démarrage de l'économie, la nouvelle monnaie avait été immédiatement convertible, il, rien n'est fait dans ce sens et le rouble, moins convertible que jamais, est tombé mercredi sur le « marché noir de la place Rouge » à quarante roubles pour un dollar, contre vingt-trois la veille.

MICHEL TATU
(Lire également page 29)

Le défi lancé à M. Chirac

L'élection législative partielle de Paris

Le défi lancé à M. Chirac

Treize candidats sont en lice pour le premier tour, dimanche 27 janvier, de l'élection législative partielle provoquée par la démission de M. Michèle Barzach de son mandat de député de la treizième circonscription de Paris, qui correspond à la moitié sud du quinzième arrondissement. La campagne est dominée par la compétition entre M. Barzach et le candidat RPR René Galy-Dejean, maire du quinzième arrondissement.

Par son initiative, M. Barzach a lancé un défi à M. Chirac. Au travers de sa candidature sauvage, c'est en effet le leadership du maire de Paris sur sa ville qu'elle tente d'ébranler. L'ancien premier ministre ne s'y est pas trompé. Il a pesé de tout son poids dans la campagne coordonnée par son premier adjoint, M. Jean Tiberi, donnant par là-même crédit à la thèse selon laquelle une victoire de la candidate dissidente serait pour lui un grave revers.

Contre M. Barzach, la « machine » RPR fait fi de tout. A la « candidate de la division », à « l'égérie des médias », elle oppose M. Galy-Dejean, maire du quinzième arrondissement, ancien chef de cabinet de Georges Pompidou, soutenu à Paris par le CNI et l'UDF (1).

« En apesanteur »

Ces atouts (sans compter le « sésame » que constitue la présence de M. Chirac) sembleraient suffisants ? Sénateur de Paris, M. Jean Chérioux, qui « laboure » la circonscription pour le compte de M. Galy-Dejean, ne sous-estime pas le climat particulier de cette élection partielle. « Si Chirac est perçu comme le maire de Paris, c'est tout bénéfice pour Galy-Dejean. Si, à l'inverse, les gens considèrent plutôt que c'est le président du RPR qui s'exprime, ça peut jouer en faveur de Barzach », estime-t-il.

Pourtant inhabituelle à Paris, cette bagarre à droite rend les pronostics aléatoires, dans une circonscription où M. Chirac avait recueilli un peu plus de 58 % des voix au second tour de l'élection présidentielle de 1988. Les événements internationaux, qui se sont précipités depuis la démission contrainte de M. Barzach, et à Lyon, de MM. Michel Noir et Jean-Michel Duhamel, ajoutent encore à l'incertitude.

Dans cette affaire, le Parti socialiste présente un profil bas. Le candidat PS, M. Alain Hubert, qui doit tenir compte, contrairement à ce qui s'était passé lors de l'élection de 1988, de la présence de deux candidates se réclamant de l'écologie, assure que le scrutin du 27 janvier n'aura pas d'enjeu national et réfute les accusations du RPR, qui estime que « les socialistes feront tout pour empêcher Chirac » et qu'ils sont donc prêts à voter pour l'ancien ministre de la santé. « C'est une analyse à court terme. Barzach est en apesanteur, on ne sait pas où elle va retomber, mais elle est fonctionnellement à droite. Si nous voulons un jour prendre la mairie, il n'est pas de notre intérêt que se constitue un centre droit », indique-t-il. Il n'empêche, la défaite d'un candidat du maire serait, pour eux, bien tentante.

GILLES PARIS

(1) Outre M. Barzach et M. Galy-Dejean, sont également candidats M. Alain Hubert pour le PS, M. Roger Gaurit pour le PCF, M. Laure Schneider pour les Verts et M. Serge Martinez pour le Front national. M. Agnès Caradeu porte les couleurs de Génération écologie. M. Marc Taponier (Organisation pour la paix), M. Simone Caillot (« Union civique »), M. Louis Girard (« Trop d'immigrés, la France aux Français »), M. Gérard Danche (sans étiquette) sont également sur les rangs, au même titre que M. André Dupont, alias Momo Agnès (« pacifiste, humaniste, citoyen du monde »), et que M. Alain Kruger, rédacteur en chef du magazine 7 à Paris, qui avait déjà présenté des candidats à Paris aux élections municipales de 1989.

La croisade de Mme Caillot

M. Simone Caillot, candidate de l'Union civique, ne sera pas élue députée de Paris mais elle s'en moque. Si elle est venue faire campagne, comme les « grands », mercredi matin 23 janvier, sur le marché de la rue Lecourbe, en compagnie de son suppléant, M. Jean-Claude Delarue, membre du Conseil économique et social, c'est uniquement pour crier son désarroi.

Cela fait six mois que cette femme de caractère vit calfeutrée dans sa voiture, dans l'indifférence générale, devant la mairie de Saint-Léon, pour s'opposer pacifiquement à un remembrement agricole « autoritaire » qui menace de la priver d'une partie de sa propriété d'Angerville-sur-Ay (Manche). Comme, sur place, personne ne veut l'écouter, elle est « montée » à Paris, pour une brève croisade contre « toutes les combines politico-financières qui déshonorent notre pays et transforment notre Etat de droit en Etat de passe-droit » et contre la « loi de Vichy » régissant les opérations de remembrement en milieu rural.

Dans l'arène électorale du quinzième arrondissement, M. Caillot remplace un compagnon d'infortune administrative, M. René Espanol, est entrepreneur de Fréjus qui poursuit de sa colère M. François Léotard dans

une autre « bataille », celle de Port-Fréjus. Sous le coup d'un mandat d'amener, M. Espanol est « passé à la clandestinité ». M. Caillot a donc pris le relais, avec le soutien de l'Association des usagers et de l'administration et des services publics (ADUA), qui prêche la désobéissance civile à tous les citoyens écartés par l'Etat.

Et elle s'en prend à M. Barzach, coupable à ses yeux de s'être « accouplée » avec M. Léotard — « le baron de Fréjus » — au sein de la Force unie. « Êtes-vous solidaires des manipulations immobilières de Port-Fréjus ? », demande-t-elle publiquement à M. Barzach. Elle n'espère pas pour autant le candidat du RPR, M. René Galy-Dejean, disqualifié par « la politique agricole productiviste et polluante » incarnée à ses yeux par M. Jacques Chirac. Et encore moins le candidat du PS, M. Alain Hubert, cloué au pilori pour soutenir « un gouvernement qui encourage, à l'opposé des belles paroles de M. Mitterrand, le sacage de l'environnement à la tronçonneuse... »

Au soir du scrutin, de toute façon, M. Caillot s'enfermera de nouveau dans sa voiture en attendant désespérément de donner un jour mauvaise conscience à quelqu'un...

A. R.

Le journal mensuel de documentation politique après-demain

Fondé par la Ligue des droits de l'homme (non vendu dans les kiosques)

offre un dossier complet sur :

LES INTÉGRISMES ET LES FEMMES

Envoyer 60 F (timbres à 2,30 F ou chèque) à APRES-DEMAIN, 27, rue Jean-Dolot, 75014 Paris, en spécifiant le dossier demandé ou 150 F pour l'abonnement annuel (60 % d'économie), qui donne droit à l'envoi gratuit de ce numéro

Mme Barzach à la recherche d'une carte d'identité

M. Michèle Barzach est lasse de lire des appréciations sur la couleur de son tailleur, la marque de son parfum, ou encore le charme de son sourire. Fatiguée d'entendre parler de son « divorce » avec le RPR et de ses relations conflictuelles avec M. Jacques Chirac ou M. Alain Juppé. Elle ne souhaite pas non plus que l'on s'attarde sur les mauvais coups que multiplie la machine RPR. Dont acte. Mais alors, de quoi souhaite-t-elle parler ? D'elle. De ses idées. De son combat. De la « justesse » des uns et du bien-fondé de l'autre.

M. Michèle Barzach, femme politique, est donc « née » le samedi 17 février 1930. Née orpheline et dans les larmes. Ce jour-là, face à des cadres indécrottes, elle a appris qu'elle était « née » du bureau politique du RPR. Ses « compagnons » venaient de lui signifier son congé. Celle dont M. Chirac disait, avec une infinie délicatesse, « elle me doit sa carrière. J'en ai fait mon ministre de la santé, mon adjoint à la mairie, et je l'ai imposée dans le quinzième arrondissement aux législatives et aux municipales », était donc désormais prise de se « faire » toute seule.

L'occasion lui en sera donnée moins d'un an plus tard. Le jeudi 6 décembre 1990, M. Michel Noir annonce avec fracas, depuis sa mairie de Lyon, sa démission du RPR et de son mandat de député. Quelques heures plus tard,

M. Barzach prend la même décision. « Il faut savoir quitter un chemin lorsqu'il conduit à l'impasse », déclare-t-elle alors pour expliquer son geste. De cette démission, M. Barzach est fière et ne le cache pas : « Oui, je trouve ça pas mal, courageux. C'est un vrai retour aux sources du gaullisme. » Car, contrairement au maire de Lyon, l'ancien ministre de la santé sait qu'elle prend de gros risques en revenant, dans ces conditions, devant les électeurs de sa circonscription.

Inlassablement, depuis trois semaines, sur les marchés, dans les réunions électorales, elle vient leur parler du renouveau de la politique, de la nécessité de l'union de l'opposition, des bienfaits de l'Europe, du refus des thèses du Front national. Inlassablement, on lui répond RPR, rupture, trahison, compromissions avec la gauche.

Dans un hôtel du quinzième arrondissement, une cinquantaine de femmes sont venues écouter la candidate. Elle se présente : « Gaulliste de cœur et de conviction. » Elle s'explique : « Aujourd'hui, la confiance est rompue entre la politique et les citoyens. Si je reviens devant vous, c'est pour retrouver ce contrat de confiance. » Elle se justifie : « J'ai quitté le RPR, parce que tout y est figé, parce que toute l'énergie est consacrée à la querelle des chefs. »

Quelques femmes prennent consciencieusement des notes, ou

lisent leurs questions « spontanées » : « Pourquoi provoquez-vous une nouvelle division ? Si François Mitterrand vous propose un poste de ministre, l'accepterez-vous ? Cherchez-vous à être élue avec les voix socialistes ? » Face à ces militantes orthodoxes en service commandé, M. Barzach ne parvient pas toujours à cacher son agacement. Non, elle ne sera pas ministre d'un gouvernement de gauche, parce qu'elle ne pourrait « jamais cautionner une politique qui n'est pas la sienne » ; oui, elle est ancrée dans l'opposition et, affirme-t-elle, « on peut sur ce sujet, regarder à la loupe tous mes votes, tout ce que j'ai écrit, tout ce que j'ai dit, je suis claire ».

Le « vieux mégot » du RPR

Cherche-t-elle à s'extraire de ces polémiques, en évoquant la question de la protection sociale, de la construction européenne ou des retraites ? Une voix s'élève pour la ramener sans ménagement à des considérations plus prosaïques : « Pensez-vous que le RPR n'a pas de réponses à tous ces problèmes-là ? Pourquoi ne les avez-vous pas proposées lorsque vous en étiez membre ? » Et M. Barzach était prise, une fois de plus, de s'expliquer, de se justifier.

Depuis son apparition sur la scène politique, en 1986, elle ne fait d'ailleurs que cela. Lorsqu'elle égarait de son sourire le moindre

document électoral du RPR, on s'étonnait des choix militants de cette femme, médecin-gynécologue, analyste, volontiers frondeuse, farouchement anti-La Pen à une époque où le mouvement gaulliste n'était pas insensé à ces sirènes d'extrême droite.

A ceux qui doutaient de l'authenticité de son engagement aux côtés de M. Chirac, elle répondait avec enthousiasme : « Une foule RPR, c'est formidable, parce qu'elle applaudit à la fois lorsqu'on dit non au racisme et quand Pasqua propose une politique musclée. » Pour prouver sa sincérité, M. Barzach ne ménageait ni ses efforts ni son temps, entretenant alors trop volontiers, pour son malheur d'aujourd'hui, l'image de la femme politique née dans le sillage de M. Chirac.

Lorsqu'elle a pris ses distances avec le RPR, on l'a sommée, à nouveau, de rendre compte de ce pécché et de justifier cet Edipe, forcément ingrat, à l'égard de ce parti qui lui avait tout donné. Après avoir existé « par » le RPR, M. Barzach n'existe que « contre » lui. Pour reprendre une expression qu'elle affectionne, combien de temps encore la part gaulliste va-t-elle lui « coller à la peau comme un vieux mégot » ? En sollicitant le vote de ses électeurs le 27 janvier, Mme Barzach leur demande beaucoup plus qu'une victoire électorale : une carte d'identité.

PASCALE ROBERT-DIARD

Salem. La seule chose que l'on sait d'eux.

SOCIÉTÉ

MÉDECINE

Quatre ans après sa découverte

Des chercheurs américains sont parvenus à « fabriquer » le gène de la myopathie de Duchenne

Décidément, tout va très vite dans la recherche sur les myopathies. Un peu plus de quatre ans après la découverte, par Anthony P. Monaco (Boston), du gène de la myopathie de Duchenne, une équipe de chercheurs du Baylor College of Medicine et du Hughes Medical Institute de Houston annonce, dans le prochain numéro de la revue scientifique britannique *Nature*, qu'elle est parvenue à « fabriquer » expérimentalement la partie de ce gène responsable de la production de dystrophine (une protéine dont l'absence est en partie à l'origine de l'apparition de la maladie). Cette découverte, qui ne concerne pour l'instant que l'animal, pourrait permettre, dans quelques années, chez l'homme, la mise en œuvre de véritables thérapies géniques.

Pour bien comprendre son importance, un rapide retour en arrière s'impose. 1986 : Anthony Monaco annonce la découverte imminente du gène de la myopathie de Duchenne. Deux ans plus tard, on apprend que ce gène est situé sur l'un des bras du chromosome X et

qu'il est d'une taille considérable (plus de deux millions de bases). Dès cette époque, il apparaît que seule une partie de ce gène a une activité de synthèse protéique. Peu après, la molécule dont ce gène assure la fabrication est isolée. Il s'agit d'une protéine, la dystrophine, dont l'absence – ou sa mauvaise transcription – serait en grande partie à l'origine des symptômes dont souffrent les enfants myopathes.

L'un des obstacles auxquels se heurtaient les chercheurs était l'extrême complexité du gène de la dystrophine. Une complexité telle qu'elle semblait empêcher tout espoir de clonage. En travaillant sur la souris, l'équipe du docteur Cheng Chi-lee vient, semble-t-il, de trouver le moyen de contourner la difficulté. Elle vient en effet de réussir à fabriquer un « mini-gène » de la dystrophine contenant « seulement » 14 000 bases. Selon des expériences faites *in vitro*, ce fragment de gène suffit à assurer la production de dystrophine.

Une étape importante

Les chercheurs américains sont même allés plus loin en insérant ce mini-gène de souris dans des cellules rénales de singe connues pour n'avoir qu'une très faible capacité

productive en dystrophine. Preuve de la faisabilité – chez l'animal et sur des cellules somatiques – de thérapie génique, la production de dystrophine s'est mise très vite à augmenter.

L'équipe de Houston n'a pour l'instant pas encore réussi à fabriquer un mini-gène de la dystrophine humaine, mais cela, pense-t-elle, ne devrait pas poser trop de problèmes dans la mesure où il existe une grande similitude entre le gène de l'homme et celui de la souris. Toujours est-il qu'une étape importante permettant d'envisager – pas avant cinq ans selon les spécialistes – la mise en œuvre d'une thérapie génique chez les enfants atteints de myopathie de Duchenne vient d'être franchie. Peut-être ce traitement pourrait-il être utilisé en complément d'un autre, lui aussi expérimental, consistant à injecter, au niveau des muscles atteints, des cellules musculaires saines, des myoblastes, de manière à régénérer le tissu musculaire (le *Monde* du 11 juillet 1990). A moins que les médecins ne préfèrent, dans un premier temps, pratiquer des thérapies géniques « classiques », consistant à insérer dans le génome des cellules musculaires des enfants atteints le gène – ou plutôt le fragment de gène – codant pour la synthèse de la dystrophine.

FRANCK NOUCHI

JUSTICE

Le procès d'Iparretarrak

Le pays perdu de Philippe Bidart

Le procès des seize militants de l'organisation indépendantiste basque Iparretarrak, s'est poursuivi, mercredi 23 janvier, devant la seizième chambre correctionnelle du tribunal de Paris. Philippe Bidart, le chef présumé du groupe, a été au centre d'une journée émaillée d'incidents.

Lentement, les mots sont sortis de la bouche de Philippe Bidart. Quelques mots bien articulés, scandés haut et fort : « Jeun president !... » (monsieur le président !). La réplique du président Jean-Louis Mazères est immédiate, sans appel : « En français ! Je vous sors si vous ne déposez pas en français ! ». Silence, hésitation, puis murmures dans la salle. Me Yann Choquet se lève et demande à déposer des conclusions permettant à ses clients de s'exprimer en basque. Une fois encore, la réponse n'offre aucune discussion possible : « Vous les déposerez après. Je vous apporte la réponse. Elle est simple, elle est claire. Ou il parle français, ou il sort ! ».

Les avocats se consultent, s'approchant du box, échangeant quelques mots avec le chef présumé d'Iparretarrak, puis retournent s'asseoir. Le président lui propose « une dernière fois la parole, en français ». Les regards se fixent dans le public. On hésite, on attend la décision, on se prépare à l'incident que ne manquera pas de provoquer un trop long silence. Un mot tombe : « Bien ! » – et la tension se relâche. Puis le voir repart, tou-

jours aussi grave, toujours aussi sèche. La tête est droite, les mains immobiles. « Le fait que nous nous interdisiez de nous exprimer en basque apporte la preuve que, dans l'Etat français, il est impossible d'être basque. Pour trouver notre place, nous devons renier notre langue, renier notre histoire. Nous devons récrire tous en français « Nos ancêtres les Gaulois »... Si j'accepte de parler votre langue, c'est pour vous expliquer les raisons et les racines de la lutte du peuple basque. »

La langue basque seule

Pendant vingt minutes, Philippe Bidart revient sur le passé de « ce peuple qui a résisté à toutes les invasions », sur l'organisation de l'ancien royaume de Navarre en sept provinces, trois au nord, quatre au sud – dont chacune disposait de sa liberté –, sur la formation des royaumes de France et d'Espagne. A nouveau, il accuse : « Notre liberté a succombé au centralisme monarchique. La révolution apportera le coup de grâce pendant la nuit du 4 août. (...) Voilà deux cents ans que le Pays Basque n'existe plus, que l'Etat français centralisateur et jacobin assaille d'illuminer toute spécificité basque. Cette politique va en partie réussir grâce à l'école française obligatoire, grâce à la radio et télévision françaises, et grâce à la politique de touristification. Mais les Basques ont su préserver leur personnalité grâce à notre langue, l'euskara ».

Enfin, il condamne la « parole non tenue » de François Mitterrand : « En 1981, il avait promis de créer un département basque, cette proposition est passée aux oubliettes. Pour nous, les véritables malfaiteurs sont ceux qui manquent à leur parole. »

Philippe Bidart se rassoit. Mais Joseph Etchebest, le prévenu suivant, ne se lève pas. Touché par une balle lors de son arrestation, le 20 février 1988 au Boucau, il se déplace désormais en chaise roulante. Pas plus que son ami, il ne reviendra sur les faits, les armes trouvées en leur possession, le gilet pare-balles, les fortes sommes d'argent. Du reste, les questions ne lui seront même pas posées. Les réponses sont invariables : « Je suis goudary (combattant), je ne suis pas membre d'un groupe terroriste, je suis membre de la résistance basque. »

Juste avant d'en terminer, Joseph Etchebest lance un dernier slogan : « Gora Euskadi Askatuta ! Gora Iparretarrak ! (Vive le Pays Basque libre ! Vive Iparretarrak). » Gora ! reprend la centaine de sympathisants qui assistent à l'audience. Immédiatement, la salle est évacuée sous les cris : « Les prisonniers à la maison ! Amnistie complète ! ». Une dernière fois, Philippe Bidart se lève pour protester contre « ce dictat ». Dehors retentissent dix-huit hymnes basques puis le chant des combattants. La troisième journée de procès s'achève. Elle n'a pas duré une heure et demi.

NATHANIEL HERZBERG

SCIENCES

Les cosmonautes soviétiques montent une grue dans l'espace

Les deux cosmonautes soviétiques Victor Afanassiev et Moussa Manarov, qui séjournent actuellement à bord de la station orbitale Mir, ont effectué, mercredi 23 janvier, une nouvelle sortie dans l'espace. Un séjour de 5 heures 33 minutes, qui a permis aux deux hommes de fixer, sur la paroi extérieure de Mir, une véritable « grue spatiale ».

Pouvant se déployer jusqu'à près de 14 mètres de long, cette structure en forme de bélier télescopique facilitera désormais les remaniements architecturaux du complexe orbital, en transportant d'un endroit à l'autre des constructions de grandes dimensions et de masses importantes. Au cours d'une des prochaines sorties inscrites au programme des cosmonautes, elle devra notamment transférer vers le module astrophysique Kvant des panneaux solaires actuellement fixés sur le module Kreslav. Une fois le montage de la grue terminé, Victor Afanassiev et Moussa Manarov ont eu le temps de récupérer, sur la surface extérieure de leur station, une installation Ferrite contenant des échantillons de matériaux ferro-magnétiques. Ces derniers ont été exposés au vide cosmique pendant plusieurs semaines, et leur comportement à l'environnement spatial va maintenant pouvoir être étudié. Les cosmonautes ont remplacé ces échantillons par un spectromètre Sprout-5, destiné à l'enregistrement et à la mesure des flux de particules élémentaires de haute énergie.

C'est la deuxième sortie d'Afanassiev et Manarov depuis le début du mois. La première, effectuée lundi 7 janvier et presque aussi longue que celle d'aujourd'hui (5 heures 18 minutes), leur avait permis de réparer l'écoulement du sas principal de sortie de la station, dont l'une des chambres avait été endommagée par l'équipage précédent. (AFP)

« Succès total » de la mise en orbite géostationnaire d'Estelut II-F2. Le déploiement des panneaux solaires et des antennes d'Estelut II-F2, ainsi que les trois mises à feu successives du moteur d'apogée de ce satellite lancé dans la nuit du 15 au 16 janvier par une fusée Ariane-4, se sont déroulés « de manière parfaite », a annoncé, mercredi 23 janvier, l'organisation européenne des télécommunications par satellite Eutelsat. Placé depuis le 21 janvier sur son orbite géostationnaire, à 36 000 kilomètres d'altitude, le deuxième exemplaire de cette nouvelle génération de satellites de télécommunications « est maintenant orienté vers la Terre dans son attitude définitive pour l'exploitation ». Estelut II-F2 devait prendre, à la mi-avril, la relève du tout premier satellite Estelut I-F1, placé en orbite en 1983.

SPORTS

SKI : troisième du super-G aux championnats du monde

Franck Piccard libéré de ses angoisses

Honneur au pays hôte : la deuxième journée des championnats du monde de ski alpin, mercredi 23 janvier à Saalbach, a été celle du ski autrichien. Stefan Eberharter, le plus jeune membre de l'équipe nationale, s'est montré le plus rapide lors de l'épreuve du super-G. Il devancait d'une seconde et cinquante-quatre centièmes le Norvégien Kjetil André Aamodt. Champion olympique de la discipline, le Français Franck Piccard obtient la médaille de bronze (nos dernières éditions du 24 janvier).

de notre envoyé spécial

Le soleil a bien tenté de réchauffer l'atmosphère, mais la mission s'est révélée difficile après le gel de la nuit. Sous les sapins recouverts de glace les skieurs se préparaient à affronter le froid et les pièges de la piste.

Franck Piccard fait partie de ce petit groupe de coureurs qui s'échauffent avant l'effort. Le visage fermé, le champion est soucieux. Au terme d'une mauvaise nuit, il n'a pas réussi à échapper au doute. Il a peur de ne pas être à la hauteur des espoirs que son titre olympique, obtenu à Calgary en 1988, a fait naître. Skieur vedette de l'équipe de France, homme-phare d'un sport perpétuellement à la recherche d'idole, l'enfant timide des Saïstes a du mal à vivre la célébrité.

La première bosse

« J'aimerais beaucoup que Luc Alphand ou Jean-Luc Crétier, qui ont autant de qualités que moi, montent sur le podium. Ainsi je ne serais plus le seul à être guetté par toutes les caméras, à être poursuivi par les porteurs de micros », aime-t-il répéter. Mais la situation tarde à se modifier. Il doit toujours assurer, seul, son rôle de champion. Et là, au départ de ce super-G, il sait qu'il lui faut réussir une perfor-

mance. Il a déjà participé à trois championnats du monde sans succès. L'erreur ne lui est plus permise.

Mais Franck est inquiet. Tracé par un entraîneur norvégien, le parcours lui a semblé très difficile lors de la séance de reconnaissance. Il craint particulièrement la première bosse, située cinq secondes après le départ, qui lui paraît « monstrueuse ». Alors, il choisit de profiter du peu de temps qu'il lui reste avant de s'élancer pour regarder sur un écran de télévision comment ses prédécesseurs négocient l'obstacle. Il voit Marc Girardelli rater son saut, il constate que le Suisse Franz Heinzer ne réussit pas très bien sa réception.

Il part donc avec une légère appréhension. « Je n'ai pas fait un bon rythme au départ », dit-il. Deuxième saut a été mauvais et, après, je n'ai retrouvé la trace idéale que dix portes plus loin. Amères constatations de fin de course. Les regrets ne changent rien au résultat. Franck a bien dit qu'il lui reste avant de s'élancer pour regarder sur un écran de télévision comment ses prédécesseurs négocient l'obstacle. Il voit Marc Girardelli rater son saut, il constate que le Suisse Franz Heinzer ne réussit pas très bien sa réception.

Un Norvégien d'abord puis l'Autrichien Stefan Eberharter viennent lui ravir cette première place qu'il a espérée, pendant quelques minutes, conserver. Mais que pouvait-il face à un jeune Autrichien qui avait effectué un premier saut parfait ? Comment révisait-il après la course ? « L'avantage, c'était que je connaissais déjà la pente grâce aux entraînements pratiqués ici depuis longtemps. »

Franck Piccard est pourtant heureux. « Gagner une médaille, même de bronze, c'est déjà un beau cadeau », lance-t-il aux donneurs de leçons. Il estime qu'il a rempli son contrat : « Je devais obtenir une médaille, aujourd'hui je la porte. » Il parle de premier succès et semble avoir effacé très loin ses angoisses d'avant-course.

SERGE BOLLOCH

« TENNIS : championnats internationaux d'Australie. – La Yougoslave Monica Seles et la Tchèque Slovaque Jana Novotna s'affrontent, samedi 26 janvier à Melbourne, en finale des championnats internationaux d'Australie. La championne de Roland-Garros s'est qualifiée, jeudi 24, en battant difficilement l'Américaine Mary-Joe Fernandez 6-3, 0-6, 9-7. Jana Novotna qui, à vingt-deux ans, disputera sa première finale d'un tournoi du Grand Chelem, a battu plus facilement l'Espagnole

Aranza Sanchez 6-2, 6-4. Mercredi, Guy Forget avait été battu en quarts de finale par Boris Becker (6-2, 7-6, 6-3) (nos dernières éditions du 24 janvier).

« FOOTBALL : championnat de France. – Quatre matches en retard de championnat de France ont été disputés mercredi 23 janvier. Metz et Saint-Etienne se sont imposés sur leur terrain, respectivement face à Nantes (2-0) et Toulouse (3-0). Brest et Sochaux ont été tenus en échec (0-0) par Paris SG et Montpellier.

CATASTROPHE

Léger séisme en mer Egée

Un léger séisme de magnitude 4,2 s'est produit le 23 janvier dans la mer Egée à 114 kilomètres au sud-est de Salonique, ville dans laquelle il n'a pas été ressenti. Seule la péninsule de Chalcidique, en effet, a été légèrement secouée.

M. Haroun Taziefi avait annoncé le 4 janvier dernier, en se fondant sur la méthode « ABC », très controversée par la très grande majorité des sismologues du monde – qu'un séisme avait toute chance de survenir entre le 8 et le 22 janvier dans la région de Salonique « soit dans un rayon de quelques kilomètres autour de la station (à Assiros), à une vingtaine de kilomètres du nord-ouest de Salonique (NDR), avec une magnitude d'environ 5,5 degrés Richter, soit dans un rayon d'une cinquantaine de kilomètres avec une magnitude de l'ordre de 6,0. Une magnitude plus élevée encore à l'épave est plus éloignée d'Assiros encore. »

D'autre part, il ne faut pas oublier que la Grèce est un des pays d'Europe les plus sismiques. De 1904 à 1984, on y a dénombré 32 735 secousses, dont 409 en moyenne par an) dont 4 080 de magnitude égale ou supérieure à 4 (soit 31 en moyenne par an). Plus près de nous, de 1981 à 1987 par exemple, il s'y est produit 916 secousses de magnitude égale ou supérieure à 4 (soit 152 en moyenne par an). De plus, toute la région qui s'étend de la Bulgarie à la Chalcidique, en passant par Salonique, est particulièrement connue pour sa sismicité. On y a ressenti de violents tremblements de terre, notamment en 1902, 1904, 1932, 1978. La secousse principale de 1978 tua une cinquantaine de personnes et en blessa environ 150.

EN BREF

« Interpellations de plusieurs collaborateurs d'une revue d'extrême gauche. – Plusieurs collaborateurs de *Mondos*, une revue de soutien aux délégués, ont été interpellés, mercredi 23 janvier, par les policiers du service régional de police judiciaire (SRPJ) de Versailles (Yvelines). Selon les enquêteurs, ces personnes, dont le nombre n'a pas été précisé, seraient « dans la mouvance d'Action directe ». Un communiqué de la Commission pour l'organisation des prisonniers en lutte (proche de l'extrême gauche), indique que la police serait intervenue dans le cadre des investigations sur la diffusion, en novembre 1990, de documents concernant la construction de nouveaux établissements pénitentiaires.

« Deux à deux ans de prison pour les Sarmates. – La cour d'assises des

L'universitaire Patrick Griotlet débouté par le tribunal de Paris

Jean Vautrin n'est pas un plagiaire

La première chambre de tribunal de grande instance de Paris, présidée par M. Dietz a rendu mercredi 16 janvier un jugement déboutant entièrement M. Patrick Griotlet qui accusait l'écrivain Jean Vautrin d'avoir plagié dans son roman *Un grand pas vers le Bon Dieu*.

M. Patrick Griotlet est un universitaire. Il a consacré ses recherches à la présence francophone en Louisiane. Il a publié ses travaux dans deux livres, *Cadix et Crêoles en Louisiane* et *Mots de Louisiane, étude lexicale d'une francophonie*, publiés respectivement en 1986 et 1987. Le 6 mars 1990, il avait assigné Jean Vautrin en contrefaçon, estimant que l'écrivain s'était entièrement nourri de son travail pour écrire *Un grand pas vers le Bon Dieu* qui venait d'être publié par le prix Goncourt en novembre 1989.

Peut-on « plagier » un dictionnaire ? Un chercheur qui recueille la littérature orale et le langage d'une population peut-il avoir des droits d'auteur sur le matériel folklorique qu'il a collecté ? Telles étaient les questions auxquelles devait répondre le tribunal, saisi par un chercheur qui ne réclamait rien moins que la saisie du prix Goncourt et la moitié des droits d'auteur déjà touchés par Jean Vautrin.

Sa réponse est sans ambiguïté et insiste sur la frontière qui sépare l'acte historique de la création romanesque : « L'auteur d'un dictionnaire ou d'un lexique (...) ne dispose de droits essentiellement que sur les textes explicatifs et les définitions qui y sont introduits (...), alors que les mots, de même que les expressions issues de leurs

associations, faisant partie du domaine public, sont inaliénables d'appropriation. »

Même chose pour les contes et les chansons qui, « extraits du patrimoine culturel d'un peuple, relèvent du domaine public, de sorte que celui qui en réalise la publication, n'ayant pas plus de droit qu'un autre à l'effectuer, ne peut en retirer le principe d'un droit privé. »

Le tribunal met enfin en évidence le caractère original de la création littéraire de Jean Vautrin : « Les termes, les locutions, voire les chansons qu'il ne s'est pas avisés d'utiliser dans son roman, mais qu'il a puisés parmi d'autres ouvrages, dans ceux de Patrick Griotlet, Jean Vautrin les a utilisés en les mêlant à des mots d'ancien français, ou tirés de l'argot, ou à des néologismes de son cru pour aboutir à une langue particulière qui n'a pas la prétention d'être du cadifin, et créer ainsi une œuvre romanesque originale, reflet de sa personnalité, où le style, comme l'action, les personnages et l'enchaînement des scènes doivent tout au talent de cet écrivain. »

Les romanciers peuvent donc se fier sans crainte : les lexico-graphes du Larousse, du Robert ou du Littré ne pourront pas se prétendre les co-auteurs des mots qu'ils utilisent. En revanche, Patrick Griotlet n'a pas été condamné pour diffamation comme le demandait le défendeur de Jean Vautrin, M. Bénazeraf. Déposé en dehors des délais prescrits, sa demande n'a pas été jugée recevable. M. Griotlet supportera néanmoins la charge des dépens. P.L.

Une vitrine pour la

LA DAME CHEZ MAXIM
Feydeau-Françon
19 janvier-22 février 1991
18 81 ou 3 FMA

ARTS

Une vitrine pour le Sud

Le Musée des arts d'Afrique et d'Océanie fait peau neuve. Son ambition : faire comprendre aux Occidentaux les cultures de l'hémisphère Sud

La grande bâtisse néo-classique qui déploie sa colonnade et ses bas-reliefs à l'entrée du bois de Vincennes est signée Albert Laprade. Ce collaborateur du maréchal Lyautey participa à la construction des quartiers européens de Casablanca et de Rabat. Il dessina cet édifice pour l'Exposition coloniale de 1931, dont il fut l'un des commissaires. Le bâtiment fut, ensuite, affecté au nouveau Musée des colonies, baptisé, en 1946, Musée de la France d'Outre-mer puis Musée des arts africains et océaniques avant de recevoir l'appellation, il y a quelques mois, de Musée des arts d'Afrique et d'Océanie (MAAO).

Presques kilométriques

Cette vaste des étiquettes résume le malaise d'un établissement à la vocation bousculée par la marche de l'histoire et du goût. Ses collections, dont il n'existe aucun inventaire complet, étant évacuées, au fur et à mesure de ses mutations, dans des réserves où elles s'entassent en strates significatives.

Des circonstances de sa naissance, il garde un bel aquarium tropical, des salons signés Ruhlmann et Pritz, aux meubles de bois précieux, des fresques kilométriques où sont évoquées pêle-mêle la République et la Justice, la Force de l'Afrique et la Civilisation en marche. Le hall est immense, la salle des fêtes, récemment restaurée, vaste comme un porte-avion. Si ses volumes ne manquent pas d'une certaine allure, ils s'accroissent mal avec les exigences d'un musée. Aussi, rejeté à la périphérie de Paris, à l'écart des circuits touristiques, le musée d'administration centrale qui le tenait pour négligeable, le MAAO, jusqu'à une date récente, végétait avec de maigres crédits. Les conservateurs, de bonne volonté, mais peu formés à cette tâche, finissaient par baisser les bras.

Pourtant, l'intérêt manifesté par les grands musées étrangers pour les arts « premiers » et le succès d'initiatives privées, comme celle de la Fondation Dapper, révélèrent quelques penes la Direction des musées de France (DMF). D'autant qu'une coterie particulièrement active, animée par Jacques Kerchache, demandait instamment l'ouverture, au sein du Grand Louvre, d'un espace dédié à ces civilisations. Le nouveau directeur de la DMF, Jacques Sallois, décidait de

tirer de sa torpeur le musée du bois de Vincennes, qui devenait, par ailleurs, la 12^e section des Musées de France, c'est-à-dire une base d'études ouverte en direction de l'Afrique et de l'Océanie.

Son conservateur, Henri Marchal, et ses deux adjoints, Jean Pollet et Roger Boulay, sont épaulés par un comité scientifique chargé de réfléchir à sa nouvelle stratégie. À sa tête, un universitaire, grand connaisseur de l'archéologie africaine, le professeur Jean Devise. « Cet établissement doit être la vitrine des cultures de l'hémisphère sud », explique-t-il. Celles-ci ont leur propre logique, leur propre évolution, leur propre chronologie historique. Il s'agit de faire connaître ces valeurs à l'Europe, de faire comprendre aux visiteurs pourquoi ces civilisations ont produit de tels objets. L'esthétique ne sera pas dissociée de son substrat culturel. Dans vingt ans, le MAAO devrait être l'endroit par excellence destiné aux Occidentaux désireux de comprendre l'Afrique et l'Océanie. »

Des collections encore trop minces

Mais pour mener à bien cette ambition, dont Jean Devise est aujourd'hui le pivot, il faut former, pour le musée de la porte Dorée, une véritable équipe et ne pas se contenter de compétences mises bout à bout. Un énorme travail sur les collections est également nécessaire. En dépit de quelques acquisitions, celles-ci sont encore trop minces. Surtout si on les compare aux richesses du récent Musée des arts africains de Washington. Elles peuvent heureusement s'enrichir

par le reversement de fonds qui dorment dans les réserves de certains établissements comme l'ensemble polynésien du musée de Saint-Germain-en-Laye. Mais il faut aussi dresser l'inventaire systématique de toutes les pièces dispersées ici ou là. Un travail qui a pu être fait par Roger Boulay pour l'art kanak. « Je n'exclus pas que l'on retrouve des objets apparus très tôt dans notre pays, du le dix-septième », affirme Jean Devise, qui ajoute : « Le MAAO doit être un établissement dynamique, aux parcours modulables en fonction des nouvelles découvertes (archéologiques en particulier), qui font évoluer très rapidement notre connaissance de ces civilisations. Cette dynamique, il faudra la faire admettre aux conservateurs. Cela met en cause la distribution d'un bâtiment très beau mais aussi peu fonctionnel que possible, et dont l'aménagement intérieur pose des problèmes quasiment insolubles. A terme, une nouvelle construction est indispensable. »

Car, pour devenir le pôle que Jean Devise appelle de ses vœux, il faut aménager au MAAO une grande salle d'exposition temporaire, un centre de documentation, une bibliothèque et un auditorium, sans parler des espaces d'accueil. Ces déclarations d'intention doivent être étayées par un soutien sans faille de la Direction des musées de France et une nouvelle ligne de crédit. Si le premier est acquis, la seconde est toujours beaucoup plus problématique. A moins que le secrétariat aux grands travaux ne s'en mêle.

EMMANUEL DE ROUX

THEATRE



L'ombre de Kantor à Beaubourg

Sous des couvertures informes dorment des individus anonymes, sur un chœur est étendu un clochard, dans un cadre vide pose une infante en bas noir. Sur une chaise est assis, accablé, un homme en noir, le visage à demi caché par un foulard : il représente l'autoportrait de l'auteur, son double. On le sait, l'auteur n'est pas là. Il avait dit : Je ne reviendrai jamais, c'était le titre de son précédent spectacle au Centre Georges-Pompidou. Kantor, juif polonais, est mort pendant les répétitions de celui-ci, qui s'appelle *Aujourd'hui*, c'est mon anniversaire. Mais sa troupe, le Cricot 2, a décidé de le présenter en l'état, c'est-à-dire sans la dernière main du maître, sans son habituelle présence.

Et cette confusion organisée dans laquelle Kantor trouve son expression prend ici une étrange violence, comme affolée par cette

absence. On retrouve les personnages connus : la curé, les hommes en noir aux costumes défilés, les putains et les mères, les soldats, les fossoyeurs, la Mort. La Mort est une infirmière en longue blouse blanche, une vieille femme aux cheveux défilés qui entraîne en procession les larves cachées sous les couvertures, transformées en infirmes à béquilles blanches. Elle danse avec un porteur d'eau juif. Lazare retourne dans son cercueil, une boîte de magicien. Sur un air de tango qui revient, lancinant, le curé esquisse quelques pas avec l'infante. Un artillerie poussant un petit canon chante l'hymne allemand, des êtres coiffés d'une sorte de cagoule à étoile rouge tabassent un vieil homme sur l'air de *Plains, ma plains*. Rarement, Kantor a évoqué aussi directement les déchirures de son pays. Le spectacle se termine sur la fureur de sol-

dats enragés qui se débattaient et orient. Il ne se termine pas d'ailleurs, il reste en suspens, comme une phrase essentielle ininterrompue. Il n'y a plus que des souvenirs, des images qui retracent les épisodes d'un désespoir torturant, zébré d'ironie, d'agressivité. L'ordre et le silence n'attendent jamais Kantor.

COLETTE GODARD

► Centre Georges-Pompidou, 20 h 30, le dimanche à 16h, relâche le mardi, jusqu'au 4 février. Tél : 42-74-42-19

► Le Centre Georges-Pompidou et le CNRS organisent des Journées Tadeusz Kantor, avec un programme vidéo, les 25, 26, 28 janvier, de 14 h à 20 h dans la petite salle du 1^{er} sous-sol. Deux rencontres avec les comédiens, animées par Denis Babelot, ont lieu les 30 janvier et 1^{er} février, à 17 h, dans la grande salle du 1^{er} sous-sol.

CINÉMA

A l'américaine

Avec « Netchaïev », Jacques Deray est de retour

Un attentat à lieu à Paris, boulevard des Italiens. Immédiatement, la nouvelle circule : « Netchaïev est de retour. » Avec un groupe de terroristes venus du Proche-Orient – le film de Jacques Deray a été tourné l'an dernier, avant même le début de la « crise. Sous ce nom de révolutionnaire russe, se cache – à peine – un certain Daniel Laurendon, gauchiste que l'on croyait mort à Gibraltar quelques années plus tôt, dans des circonstances assez louches. Ses anciens amis, soixante-huitards devenus notables, sont inquiets. Marroux, le grand patron de la DST, est préoccupé. Daniel est traqué dans Paris par les terroristes qu'il décide de lâcher.

L'histoire d'abord semble très compliquée, mais elle s'éclaircit assez vite. Dan Franck et Jacques Deray ont tiré d'un roman de Jorge Semprun un scénario qui privilégie l'action, le suspense et les motifs psychologiques. Quand la politique apparaît, dans les images ou les dialogues, on s'ennuie parce que le mécanisme raison d'être – terrorisme – trahison nous fait penser à un cinéma des années 70 complètement dépassé aujourd'hui.

Heureusement, la mise en scène est précise, dynamique, « à l'améri-

caine », ce qui fait passer les invraisemblances. Elle est envoiante, parfois, dans l'errance de Daniel, sa course contre la montre. Le vrai retour est celui de Jacques Deray, qui s'était égaré dans *Maladie d'amour* et *Les Bois noirs*.

Un bon polar psychologique

Pourquoi se refuser le plaisir d'un bon polar psychologique, dans lequel on attend, avec une impatience soigneusement entretenue, la rencontre décisive Marroux-Daniel, c'est à dire Yves Montand-Vincent Lindon ? Montand assume son âge, son personnage est fatigué, désemparé. Un bon rôle, mais l'acteur tient à son mythe et le ramène sur le tapis en prouvant qu'il peut encore jouer du revolver. La vraie vedette, c'est Vincent Lindon, métamorphosé, féroce, débarrassé de son romantisme d'adolescent prolongé. Si Patrick Chesnais, Maxime Leroux, Jean-Claude Dauphin en restent à des archétypes, Miou-Miou a deux ou trois scènes remarquables et Mireille Perrier, en servante de bistrot, rayonne de vitalité et de séduction.

JACQUES SICLIER

DANSE

Le tango des diplomates

Le Ballet du Rhin remonte la célèbre « Table verte » de Kurt Joos

MULHOUSE

de notre envoyée spéciale

Des diplomates palabrant et gesticulant autour d'une table, l'échec de négociations, la déclaration de guerre, le Mort attendant son butin... Une chose est certaine, qui vient d'assurer à Mulhouse l'impact de la sixième et célèbre *Table verte* de Kurt Joos, et devrait lui garantir encore une heureuse longévité, c'est son ténace parfum d'actualité.

En 1932, Kurt Joos n'est guère connu hors des frontières de son Allemagne natale, où il dirige la Folkwangschule d'Essen – il aura pour élève, beaucoup plus tard, Pina Bausch, – lorsqu'il décide de participer au concours organisé à Paris par Rolf de Maré et les Archives internationales de la danse. Il compose la *Table verte* et la présente au Théâtre des Champs-Élysées le 3 juillet, avec son groupe Folkwangtanzbühne, rattaché à l'Opéra d'Essen. Il remporte haut la main le premier prix (25 000 francs). Sa réputation démarre aussitôt comme une traînée de poudre, c'est le cas de le dire. Sa troupe prend son indépendance et devient les Ballets Joos.

Chronique d'une guerre ordinaire

L'année suivante, la montée du nazisme le contraint à fuir avec ses danseurs. Ils s'installent en Angleterre. En 1940, le ministre anglais de la guerre leur demande d'organiser une tournée dans tout le pays avec la *Table verte*. Après la guerre, ce ballet-culte – comme on ne dit pas encore – est réclamé à Kurt Joos par diverses compagnies à travers le monde. Depuis sa mort, en 1979, c'est sa fille, Anna Markard, qui se voue à cette tâche. A Mulhouse, elle confie qu'elle remettrait là sur pied, à l'invitation

des Ballets du Rhin, sa cinquantaine *Table verte*. Ce sont surtout les masques grotesques des diplomates – crânes hypertrophiés et bosselés, fronts plissés, maquillages charbonneux – qui ont collé à la Table l'étiquette « expressionnisme ».

Pour le reste, cette « Danse de mort en huit tableaux », c'est son sous-titre, frappe par son extrême économie de moyens. Simplicité de la chorégraphie – une modernité dans l'Allemagne, héritée de Laban et de Wigman, – de la musique pour deux pianos de Fritz Cohen, des costumes hors temps et hors espace de Hein Heckroth. Des rideaux noirs pour tout décor. Force et sobriété des images racontant cette chronique d'une guerre ordinaire : le départ des soldats, les femmes, mères et fiancées essayant en vain de les retenir, la bataille, le massacre, et de nouveau à la fin, comme en boucle, les diplomates préparant sans doute la prochaine guerre, sur un air de tango.

Sous la férule que l'on dit fort exigeante d'Anna Markard, le Ballet du Rhin donne de l'œuvre une interprétation concentrée et fervente. En première partie, il propose – outre un *Tatra* de Dale Brannon que l'on oubliera vite – une attachante version des *Dark Elegies* d'Antony Tudor : la douleur, cette fois, d'une population de pêcheurs ayant perdu leurs enfants en mer, sur les déchirants *Kindertotenlieder* de Mahler. On accordera à Jean-Paul Gravier, nouveau directeur du Ballet du Rhin, un certain souci de cohérence dans ses programmes.

SYLVIE DE NUSSAC

► Après Mulhouse, le Ballet du Rhin donne le même programme au Théâtre municipal de Colmar, tél : 89-41-29-82 (26 janvier) et à celui de Strasbourg, tél : 88-75-48-23 (les 8, 9, 10, 12 et 16 février).

MUSIQUE DU MONDE



SAM. 26 JANV. 18H
DIMI MINT ABBA
MAURITANIE

Une grande voix au carrefour des civilisations noire et islamique

PRX 65 F

LOC. 42 74 22 77
2 PL DU CHATELET PARIS 6^e

THEATRE

NANTERRE

LA DAME DE CHEZ MAXIM

Feydeau-Françon

19 janvier-22 février 1991

Tél. 47 21 18 81 ou 3 FNAC

AMANDIERS

THEATRE OUVERT

JARDIN D'HIVER 42 62 59 49

Les ENCRE

NAMIAND - WENZEL

AVEC FRANÇOISE BETTE, MARIEF GUITTIER ET THOMAS AUFORT

18 JAN. - 13 FEV.

LE NEVEU DE WITTGENSTEIN

de Thomas Bernhard

avec Jean-Marc Bory, Huguette Paget

Mise en scène Patrick Guinand

Création

49 80 18 88

LA RESSERRE

Théâtre de la Cité Internationale

Le Seuil du Roi de W.B. YEATS

traduction Yves de BAYSER

COMPAGNIE JEAN BOLLERY

Adaptation superbe, la représentation est d'une beauté rare. M. Goumail LE MONDE

LOCATION 45 89 38 69

جريدة الصباح

COMMUNICATE

M. Hersant...
de « l'Est républicain »

... Le Monde • Vendredi 25 janvier 1991 17

VOICI LA PAGE LA PLUS BRILLANTE DE LA DECENNIE.



1981, coup de tonnerre dans l'univers du son: Philips invente le Compact Disc et amorce les années laser.

Dans le sillage de cette révolution, plus personne n'écouterait la musique comme avant.

Installant de nouvelles références, mondialement adoptées, Philips ne cesse alors de prolonger les applications de sa découverte.

Viennent successivement:

Le Laser Disc (Compact Disc Vidéo), qui ajoute l'image au son laser.

Le CD ROM et sa fabuleuse capacité de stockage d'informations.

Le "Bitstream" nouveau perfectionnement technologique qui accroît l'excellence du CD Audio.

Mais derrière ces innovations, d'autres se profilent, par exemple:

Le Compact Disc Interactif (CD Audio + Vidéo + Interactivité) et, enfin, la dernière innovation de Philips: la Digital Compact Cassette (DCC).

Aujourd'hui en décernant à Jan Timmer, président de Philips le titre d'"Homme de la décennie", le Midem 91 consacre certes une success story, mais surtout, il récompense l'action ininterrompue d'une marque attachée à promouvoir les mutations technologiques, pour porter à leur plus haut niveau les standards audiovisuels.

PHILIPS C'EST DÉJÀ DEMAIN

JAN TIMMER PRÉSIDENT DE PHILIPS, ELU "HOMME DE LA DÉCENNIE"



PHILIPS

AGENDA

JEUDI 24 JANVIER

EXPOSITIONS

CENTRE GEORGES POMPIDOU

Place Georges-Pompidou (42-77-12-33). T.J. et mar. de 12 h à 22 h, sam., dim. et jours fériés de 10 h à 22 h.

ART ET PUBLICITÉ

Grande galerie
5 étages. Entrée : 16 F. Jusqu'au 25 février 1991.

AU BONHEUR DU TEMPS : AGENDAS, ALMANACHS ET CALENDRIERS. Salle d'accueil de la BPI, rez-de-chaussée. Jusqu'au 25 février 1991.

JOSEPH MARIA JUOL. Architecte 1879-1949. Galeries contemporaines. Jusqu'au 25 février 1991.

TADDEUSZ KANTOR. Galerie du forum. Jusqu'au 4 février 1991.

JEAN PROUVE. Galerie du Ccl. Entrée : 16 F. Jusqu'au 28 janvier 1991.

ALBERTO SCHOMMER. Portraits (1869-1989). Galerie de la BPI 2 étages. Jusqu'au 11 mars 1991.

TELEVISIONS D'EUROPE. Galerie du forum. Jusqu'au 4 février 1991.

NANCY WILSON-PAJIC. Galerie du forum. Jusqu'au 17 février 1991.

Musée d'Orsay

1, rue de la Bibliothèque (40-49-42-14). Mer., ven., sam., mar. de 10 h à 18 h, dim. de 10 h à 17 h 45, dim. de 9 h à 18 h. Fermé le lundi.

DE MANET A MATISSE. SEPT ANS D'ENRICHISSEMENTS AU MUSÉE D'ORSAY. Entrée : 27 F. (billet d'accès au musée). Jusqu'au 10 mars 1991.

Palais du Louvre

Porte Jauffroy - côté jardin des Tuileries (40-20-51-51). T.J. et mar. de 9 h à 17 h 15.

LA ROMAN BAROQUE DE MARATI PIRANESI (1650-1760). Pavillon de la Flore. Entrée : 30 F. (prix d'entrée du musée). Jusqu'au 18 février 1991.

SCULPTURES FRANÇAISES NÉO-CLASSIQUES DU MUSÉE DU LOUVRE (1780-1830). Galerie et salle Musée. Entrée : 30 F. (prix d'entrée du musée). Jusqu'au 30 juin 1991.

Musée d'Art moderne de la Ville de Paris

11, av. du Président-Wilson (47-23-61-27). T.J. et lun. et jours fériés de 10 h à 17 h 30, mar. jusqu'à 20 h 30.

L'ART EN BELGIQUE - FLANDRE ET WALLONIE AU XIX^e SIÈCLE. Un point de vue. Entrée : 15 F. Jusqu'au 10 mars 1991.

IMAGES INVENTÉES. La photographie créative dans les années cinquante. Entrée : 28 F. Jusqu'au 3 février 1991.

Grand Palais

Av. W. Churchill, pl. Clemenceau, av. Gai-Eaenhorv.

JACQUES-HENRI LARTIGUE. Rivages. (42-89-54-10). T.J. et mar. et mer. de 12 h à 18 h. Entrée : 12 F. Jusqu'au 19 août 1991.

LE MAROC DU XIX^e SIÈCLE. 12 GRANDS ARTISTES. Galeries nationales (42-80-54-10). T.J. et lun. et jours fériés de 10 h à 18 h, mer. jusqu'à 22 h. Entrée : 33 F. Jusqu'au 25 février 1991.

SIMON VOÛET. Galeries nationales (42-80-54-10). T.J. et mar. de 10 h à 20 h, mer. jusqu'à 22 h. Entrée : 33 F. Jusqu'au 11 février 1991.

Musée d'Art moderne de la Ville de Paris

1401. LE DERNIER VOYAGE DE NAPOLEON. 150^e anniversaire du retour des cendres. Hôtel national des Invalides, place de la Concorde, place Vauvray (45-55-82-30). T.J. et lun. de 10 h à 17 h. Entrée : 25 F. Jusqu'au 17 mars 1991.

L'ARABIE ET LES NAUFRAGES. Musée d'Art et d'Histoire - salle Saint-Pierre, 2, rue de la Harpe (47-39-12-12). T.J. et lun. de 10 h à 18 h. Entrée : 22 F. Jusqu'au 11 mars 1991.

ART ÉROTIQUE DE L'HIMALAYA. La donation d'Armand Fournier. Musée national des Arts asiatiques - Guimet, 6, pl. d'Iéna (47-23-61-65). T.J. et mar. de 9 h 45 à 17 h 15. Entrée : 23 F. Jusqu'au 28 janvier 1991.

ARTISTES TCHÉQUES ET SLOVAQUES. Musée du Luxembourg, 16, rue de Valenciennes (42-34-25-95). T.J. et lun. de 11 h à 19 h. Jusqu'au 27 janvier 1991.

JANE EVELYN ATWOOD. Grande Halle de la Villette, 211, av. Jean-Jaurès (42-45-30-93). T.J. et lun. de 12 h à 19 h. Entrée : 20 F. Billet couplé avec Photos de famille : 40 F. Jusqu'au 17 février 1991.

NIKI DE SAINT-PHALLE. Musée des Arts décoratifs, 107, rue de Rivoli (42-60-32-14). T.J. et mar. de 10 h à 18 h. Jusqu'au 28 janvier 1991.

LES DESSINS DE LA VILLE. Paris souterrain. Pavillon de l'Arsenal, 21, boulevard Morand (42-76-33-97). T.J. et lun. de 10 h 30 à 18 h 30, dim. de 11 h à 19 h. Jusqu'au 31 mars 1991.

JAN DIBBETS. Centre national de la photographie, Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson (47-23-61-65). T.J. et lun. de 10 h à 17 h, dim. et lun. de 10 h à 19 h. Fermé le dimanche et lundi de Pâques ainsi que le 1^{er} mai. Entrée : 25 F. (entrée du musée). Du 24 janvier 1991 au 20 mai 1991.

LE FAUBOURG SAINT-GERMAIN : LE QUAI VOLTAIRE. Musée de la Légion d'honneur, 2, rue de la Harpe. T.J. et jours fériés de 14 h à 17 h.

Entrée : 10 F. Jusqu'au 24 février 1991.

MARK FELDSTEIN. Bibliothèque Nationale, galerie Colbert, 6, rue des Petits-Champs, 2, rue Vivienne (47-03-81-26). T.J. et dim. de 12 h à 18 h 30. Jusqu'au 9 février 1991.

L'HOMME AU TRAVAIL : LE GESTE ET L'IMAGE. Argot, Sauterger, Aulard, Gagne, Falher, Feuille. Caisse nationale des monuments historiques, hôtel de Sully, 62, rue Saint-Antoine (42-74-22-22). T.J. et mar. de 10 h à 18 h. Entrée : 16 F. Jusqu'au 27 janvier 1991.

HYMNE AU PARFUM. Musée des Arts de la mode, 109, rue de Rivoli (42-60-32-14). T.J. et mar. de 12 h 30 à 18 h, dim. de 11 h à 18 h. Entrée : 20 F. Jusqu'au 3 février 1991.

LE MEUBLE RÉGIONAL EN FRANCE. Musée national des arts et traditions populaires, 6, rue du Maître-marchand (40-67-00-00). T.J. et mar. de 9 h 45 à 17 h 15. Entrée : 16 F. (prix d'entrée du musée). 10 F. le dim. Jusqu'au 26 février 1991.

LE MOBILIER SORT DE SA RÉSERVE. Musée des Arts décoratifs, 107, rue de Rivoli (42-60-32-14). T.J. et mar. de 10 h à 18 h. Entrée : 20 F. Jusqu'au 7 février 1991.

LES MYSTÈRES DE L'ARCHÉOLOGIE. Les sciences à la recherche du passé. Caisse nationale des monuments historiques, orangerie de l'hôtel de Sully, 52, rue Saint-Antoine (42-74-22-22). T.J. et mar. de 10 h à 18 h. Entrée : 28 F. Jusqu'au 27 janvier 1991.

MYTHOLOGIE ET RELIGION POPULAIRES CHINOISES. Musée Kwok On, 41, rue des Francs-Bourgeois (42-72-99-42). T.J. et mar. et mer. de 10 h à 18 h. Entrée : 15 F. Jusqu'au 17 février 1991.

LA NUIT DES TEMPS. Musée de l'Homme, palais de Chaillot, place du Trocadéro (45-53-70-50). T.J. et mar. et jours fériés de 9 h 45 à 17 h 15. Entrée : 25 F. Jusqu'au 21 décembre 1992.

L'ORIENT D'UN DIPLOMATE. Musée de l'Homme, palais de Chaillot, place du Trocadéro (45-53-70-50). T.J. et mar. et jours fériés de 9 h 45 à 17 h 15. Entrée : 25 F. Jusqu'au 21 décembre 1992.

LA PHOTOGRAPHIE JAPONAISE DE L'ÉPIQUE À LA MODERNITÉ. Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson (47-23-61-65). T.J. et mar. de 9 h 45 à 17 h 15. Entrée : 25 F. Jusqu'au 31 janvier 1991.

LES PEINTURES AU FEUTRE DE CLAUDE AVELINE. Musée Bourdelle, 18, rue Antoine-Bourdelle (45-48-67-27). T.J. et lun. et jours fériés de 10 h à 17 h 40. Entrée : 15 F. Du 29 janvier 1991 au 10 mars 1991.

LA PHOTOGRAPHIE JAPONAISE DE L'ÉPIQUE À LA MODERNITÉ. Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson (47-23-61-65). T.J. et mar. de 9 h 45 à 17 h 15. Entrée : 25 F. (comportant l'ensemble des expositions). Jusqu'au 4 février 1991.

PHOTOS DE FAMILLE. Grande Halle de la Villette, 211, av. Jean-Jaurès (42-45-30-93). T.J. et lun. de 12 h à 19 h. Entrée : 30 F. Jusqu'au 17 février 1991.

BALON DE LA MARINE 1990. Musée de la Marine, palais de Chaillot, place du Trocadéro (45-53-71-70). T.J. et mar. de 10 h à 18 h. Entrée : 22 F. Jusqu'au 25 février 1991.

ART ÉROTIQUE DE L'HIMALAYA. La donation d'Armand Fournier. Musée national des Arts asiatiques - Guimet, 6, pl. d'Iéna (47-23-61-65). T.J. et mar. de 9 h 45 à 17 h 15. Entrée : 23 F. Jusqu'au 28 janvier 1991.

ARTISTES TCHÉQUES ET SLOVAQUES. Musée du Luxembourg, 16, rue de Valenciennes (42-34-25-95). T.J. et lun. de 11 h à 19 h. Jusqu'au 27 janvier 1991.

JANE EVELYN ATWOOD. Grande Halle de la Villette, 211, av. Jean-Jaurès (42-45-30-93). T.J. et lun. de 12 h à 19 h. Entrée : 20 F. Billet couplé avec Photos de famille : 40 F. Jusqu'au 17 février 1991.

NIKI DE SAINT-PHALLE. Musée des Arts décoratifs, 107, rue de Rivoli (42-60-32-14). T.J. et mar. de 10 h à 18 h. Jusqu'au 28 janvier 1991.

LES DESSINS DE LA VILLE. Paris souterrain. Pavillon de l'Arsenal, 21, boulevard Morand (42-76-33-97). T.J. et lun. de 10 h 30 à 18 h 30, dim. de 11 h à 19 h. Jusqu'au 31 mars 1991.

JAN DIBBETS. Centre national de la photographie, Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson (47-23-61-65). T.J. et lun. de 10 h à 17 h, dim. et lun. de 10 h à 19 h. Fermé le dimanche et lundi de Pâques ainsi que le 1^{er} mai. Entrée : 25 F. (entrée du musée). Du 24 janvier 1991 au 20 mai 1991.

LE FAUBOURG SAINT-GERMAIN : LE QUAI VOLTAIRE. Musée de la Légion d'honneur, 2, rue de la Harpe. T.J. et jours fériés de 14 h à 17 h.

JOSE BALMES ET SES ÉLÈVES. Nelson de l'Amérique latine, 217, bd Saint-Germain (42-22-87-60). T.J. et sam., dim. et dim. de 10 h à 22 h. Jusqu'au 31 janvier 1991.

BILL BRANDT. L'Angleterre des années 1930 à 1945. Espace photographique de Paris, nouveaux foras des Halles, place Carpeaux - 4 à 8, grande galerie (40-26-87-12). T.J. et lun. de 13 h à 18 h, sam., dim. jusqu'à 19 h. Entrée : 10 F. Jusqu'au 3 février 1991.

MARK BRUSSE. Long distance - œuvres récentes de France, de Corée et du Japon. Institut néerlandais, 121, rue de Lille (47-05-86-99). T.J. et lun. de 13 h à 19 h. Jusqu'au 3 février 1991.

KRONAN - UNE MERVEILLE D'ARCHÉOLOGIE. Centre culturel suédois, hôtel de la Merie 11, rue Payenne (42-71-82-20). T.J. et lun. de 12 h à 18 h. Jusqu'au 17 février 1991.

ARTURO MARTINI. Hôtel de Ville, salle Saint-Jean, rue Lobau, porche côté Seine. T.J. et lun. de 11 h à 19 h. Jusqu'au 7 avril 1991.

JEAN-PIERRE MOREAU. Centre d'animation et de loisirs Valéry, 24, rue Rochecouart (48-78-20-12). T.J. et dim. de 14 h à 20 h. Du 25 janvier 1991 au 9 février 1991.

REFLECTS. Centre culturel espagnol, 7, rue Quentin-Bauchart (40-70-92-92). T.J. et dim. et lun. de 14 h 30 à 19 h 30. Jusqu'au 16 mars 1991.

SAINT BERNARD ET LE MONDE CISTERCIEN. Conception, palais de Saint-Louis, 1, quai de l'Horloge (43-54-30-06). T.J. et lun. de 10 h à 17 h. Visites-conf. le 23 janvier, 8 et 22 février. Rendez-vous à 14 h 30, quai de l'Horloge. Entrée : 30 F. Jusqu'au 28 février 1991.

TRAVAUX DES ÉLÈVES DIPLOMÉS AVEC LES ÉLÉGANCES DU JURY. Ecole nationale supérieure des Beaux-Arts, 11, quai de la Seine (42-60-34-57). Du 13 h à 19 h. Jusqu'au 27 janvier 1991.

DANIEL TREMBLAY. Fondation nationale des arts graphiques et plastiques, hôtel Salomon de Rothschild - 11, rue Berryer (45-62-00-53). T.J. et lun. de 11 h à 19 h. Jusqu'au 28 janvier 1991.

JEAN VILAR A CHAILLOT. Théâtre national de Chaillot, 1, place du Trocadéro (45-53-70-50). T.J. et dim. de 18 h 30 à 20 h, sam. et dim. de 14 h à 18 h. Du 24 janvier 1991 au 9 mars 1991.

VLADIMIR YANKILEVSKY. Paris Art Center, 36, rue Falguère (43-22-39-47). T.J. et dim. et lun. et jours fériés de 14 h à 19 h. Jusqu'au 2 mars 1991.

GALERIES

JOHANNA AALTO. Galerie J. Mousion, 110, rue de la Vierge (42-78-57-51). Jusqu'au 20 février 1991.

ROGER ACKLING. Galerie Laga-Salomon, 57, rue du Temple (42-78-11-71). Jusqu'au 9 février 1991.

HENRI-GEORGES ADAM. Galerie Inter, 179, boulevard Saint-Germain (45-66-68). Jusqu'au 23 février 1991.

GREGORY AMENOFF. Galerie Vidal - Saint-Philippe, 10, rue du Tréport (42-78-06-05). Jusqu'au 20 février 1991.

IDA APPLEBROOK. Galerie Laga-Salomon, 57, rue du Temple (42-78-11-71). Jusqu'au 9 février 1991.

ALAIN VIDAL. Galerie Laga-Salomon, 57, rue du Temple (42-78-11-71). Jusqu'au 9 février 1991.

BERNARD CALET. Galerie Zabritsky, 37, rue Quincampoix (42-72-35-47). Du 26 janvier 1991 au 28 février 1991.

CHARLEMAINE-PALESTINE. Galerie de la Gole, 11, rue Keller (48-06-02-83). Jusqu'au 31 janvier 1991.

ALAN CHARLTON. GERRARD RICHTER. MICHEL VERLUX. Galerie Durand-Dessert, 3, rue des Hautefeuilles (42-77-83-60). Jusqu'au 2 février 1991.

CHASSIS SÉRIographiques. Galerie Isabelle Bongard, 4, rue de Rivoli (42-78-13-44). Jusqu'au 9 février 1991.

DOMINIQUE COFFIGNIER ET FRANCIS WILSON. Galerie Keller, 16, rue Keller (47-00-41-47). Jusqu'au 30 janvier 1991.

LA COULEUR DES MOTS. Galerie Lucette Herzog, passage Mollière - 157, rue Saint-Martin (48-87-39-84). Jusqu'au 2 février 1991.

TONY CRAGG. Galerie Crouzet-Robin, 40, rue Quincampoix (42-72-22-04). Jusqu'au 9 février 1991.

HÉLÈNE DELPRAT. Galerie Mouton, hôtel de la Robour, 12, rue Saint-Merri (42-78-43-44). Jusqu'au 9 février 1991.

RICHARD ET HÉLVÉ DI ROSA. Galerie Intersection 11-20, 38, rue des Américains (43-88-84-91). Jusqu'au 30 mars 1991.

SARI DIENES. Galerie J. et J. Dougou, 57, rue de la Roquette (47-00-10-34). Jusqu'au 9 février 1991.

ERIK DIETMAN. PAUL-ARMAND GETTE. RAYMOND HAINS. SIGMAR POLKE. Galerie Claudine Papillon, 59, rue de Turenne (40-29-98-80). Du 24 janvier 1991 au 23 février 1991.

DIX ARTISTES ROUAINS. A PARIS. Galerie le Pont neuf, 31, rue du Pont-Neuf (43-72-38-71). Jusqu'au 28 février 1991.

WILLIE DORRITY. Galerie Giovanni Minelli, 17, rue des Trois-Bornes (40-21-88-58). Jusqu'au 2 février 1991.

NOËL DOLLA. Galerie Montaigne, 36, avenue Montaigne (47-32-32-35). Jusqu'au 2 mars 1991.

MARCEL DUCHAMP. Multiples et éditions. Galerie Thorigny, 13, rue de Thorigny (48-87-80-85). Du 25 janvier 1991 au 24 février 1991.

LA DÉCADE PRODIGEUSE. Galerie de l'Écluse, 11, rue de l'Écluse (43-25-20-21). Jusqu'au 8 mars 1991.

ADRIENNE FARR. Galerie Bernard et Gwéolme Zurcher, 18, rue de l'Abbé-Grégoire (45-48-10-22). Jusqu'au 22 février 1991.

PHILIPPE FAVIER. Galerie Yvon Lambert, 108, rue Vieille-du-Temple (42-71-08-33). Jusqu'au 15 février 1991.

LUIS FEITO. Galerie Louis Carré, 10, av. de Messine (45-82-57-07). Du 24 janvier 1991 au 23 février 1991.

JUAN GENOVÉS. Galerie Patricia Trigo, 4 bis, rue des Beaux-Arts (46-34-16-01). Du 26 janvier 1991 au 9 mars 1991.

SONIA GERBER. KIMIE YUGE. Galerie Daniel Pons, Jeanne Debort, 9, rue de l'Éperon (43-58-31-90). Du 25 janvier 1991 au 16 février 1991.

PIERRE-YVES GERRAIS. Galerie Vieille du Temple, 23, rue Vieille-du-Temple (40-29-97-52). Du 24 janvier 1991 au 23 février 1991.

DAVIDO GHANSA. Galerie Elvira Diet, 30, rue de Labrousse (42-66-22-26). Jusqu'au 9 mars 1991.

FRANÇOIS GIOVANNIGLI. Galerie Hédier Thomas, 3, rue du Pâtre (42-77-03-10). Jusqu'au 28 février 1991.

GTZ. Galerie Harin-Nogara, 8, rue Bonaparte (43-26-16-49). Jusqu'au 9 février 1991.

CONTRAD. Galerie Enval, 18, rue de Seine (43-54-73-49). Du 24 janvier 1991 au 23 février 1991.

GOTSCHO. Galerie des Archives, 46, rue des Archives (42-78-06-77). Du 26 janvier 1991 au 28 février 1991.

ROSELINE GRANET. Galerie Darthez Speyer, 6, rue Quincampoix (43-54-78-10-13). Jusqu'au 9 février 1991.

DIDIER HAGÈGE. Galerie Michèle Brouta, 31, rue des Berges (45-77-83-78). Jusqu'au 18 février 1991.

KOSAI HORI. Galerie Naze Stern, 26, rue de Charente (48-06-78-84). Jusqu'au 9 février 1991.

JOHN HUNTER. Galerie Naze Stern, 26, rue de Charente (48-06-78-84). Jusqu'au 9 février 1991.

JEAN-PAUL HUFFTER. Galerie Sidiar, 51, rue de Seine (43-26-81-10). Du 24 janvier 1991 au 2 mars 1991.

GEORGES JOUSSAUME. Galerie du Centre, 5, rue Pierre-et-Marcel, angle 22, rue de la Harpe (47-07-57-92). Jusqu'au 9 février 1991.

TOMEK KAWIAK. Galerie Artzel, 31, rue Godefroy (43-26-82-43). Du 24 janvier 1991 au 18 février 1991.

MICHAEL KENNA. Galerie Michèle Chomette, 24, rue Beaubourg (42-78-06-82). Jusqu'au 8 février 1991.

MARTIN KIPPENBERGER. Galerie Saint-Sauveur, 16, rue des Courtoises-Saint-Gervais (43-78-40-44). Jusqu'au 16 février 1991.

SEBASTIEN KITO. Paraventité. Galerie Pli et Cie, 85, rue de Seine (43-25-12). Jusqu'au 23 février 1991.

TADASHI KUNAWA. Galerie Gilbert Brownstone et Cie, 9, rue Saint-Gilles (42-78-43-21). Jusqu'au 6 février 1991.

KEVIN LARMON. Galerie Montanay, 31, rue Mazurine (43-54-85-30). Jusqu'au 16 février 1991.

DOMINIQUE LARRIVAZ. Les emmigrés. Galerie Jacques Barthelemy, 7, rue de la Harpe (40-27-84-14). Jusqu'au 16 février 1991.

MICHA LAURY. Galerie de France, 50-52, rue de la Verrerie (42-74-38-00). Jusqu'au 9 février 1991.

LEVEDAG. Dessins 1930-1960. Galerie Franke Bernat Bastille, 4, rue Saint-Sauveur (43-58-31-83). Du 24 janvier 1991 au 2 mars 1991.

KEITH LONG. RENATO CRUZ. NASSER SOUMI. Galerie Lette Moroch - Jean-Claude Richard, 17, rue des Grands-Augustins (46-32-28-30). Du 25 janvier 1991 au 23 février 1991.

HAROLD LYTH. Galerie Di Meo, 9, rue des Beaux-Arts (43-54-10-88). Jusqu'au 2 mars 1991.

JORGE MARTINS. Galerie Lina David, 210, boulevard Saint-Germain (45-48-88-87). Jusqu'au 9 février 1991.

ANDRÉ MASSON. Galerie Odean-Cazeau, 85 bis, rue du Faubourg-Saint-Honoré (42-88-82-88). Jusqu'au 2 février 1991.

RALPH-EUGÈNE MEATYARD. Comptoir de la photographie, cour du Bel-Air - 56, rue du Faubourg-Saint-Antoine (43-44-11-36). Jusqu'au 23 mars 1991.

MOKÉ. Galerie Jean-Marc Patras, 9, rue Saint-Anastase (42-72-22-04). Jusqu'au 23 février 1991.

REGUË. ANGÈLE BAJUNA. Galerie l'Aire de vernissage, 119, rue Vieille-du-Temple (48-04-86-40). Jusqu'au 9 février 1991.

DANIEL NADAUD. Galerie Fanny Gallon-Laffaille, 133, bd Haussmann (45-63-52-00). Du 24 janvier 1991 au 15 février 1991.

MICHEL NEDJAR. Galerie Le Gés-Peyroulet, 18, rue Keller (48-07-04-11

AGENDA

Le communiqué du conseil des ministres

Le conseil des ministres s'est réuni, mercredi 23 janvier, sous la présidence de M. François Mitterrand, au palais de l'Élysée. Au terme de ses travaux, un communiqué a été publié. En voici les principaux extraits :

● **Réforme des caisses d'épargne et de prévoyance** (lire page 38.)

● **Sociétés anonymes de crédit immobilier**
Le ministre de l'équipement, du logement, des transports et de la mer a présenté un projet de loi relatif aux sociétés anonymes de crédit immobilier (lire page 30).

● **La situation des approvisionnements pétroliers**
Le ministre de l'industrie et de l'aménagement du territoire a présenté une communication sur la situation des approvisionnements pétroliers (lire page 29).

● **La recherche dans le domaine de l'environnement**
Le ministre de la recherche et de la technologie et le ministre délégué à l'environnement et à la prévention des risques technologiques et naturels majeurs ont présenté une communication sur la recherche dans le domaine de l'environnement (le Monde du 24 janvier).

BULLETIN D'ENNEIGEMENT

Voici les hauteurs d'enneigement au mardi 23 janvier. Elles sont toutes communiquées par SSI France, l'Association des maîtres des stations françaises de sports d'hiver (61, boulevard Haussmann, 75008 Paris), qui diffuse aussi ces renseignements sur répondeur téléphonique au (1) 42-64-24 ou par Mini-tél : 36-15 code CORUS.

Les chiffres indiquent, en centimètres, la hauteur de neige en bas, puis en haut des pistes.

HAUTE-SAVOIE

Avoriaz : 30-200 ; Les Carroz-d'Arches : 40-80 ; Chamonix : 45-250 ; La Chapelle-d'Audoubert : 25-60 ; Châtel : 25-140 ; La Clusaz : n.c. ; Combloux : 15-120 ; Les Contamines-Montjoie : 40-125 ; Flaine : 45-180 ; Les Gets : 10-90 ; Le Grand-Bornand : 20-90 ; Les Houches : 20-115 ; Megève : 38-120 ; Morillon : 5-80 ; Morzine : 15-100 ; Pralognan-la-Vanoie : 60-100 ; Pres-en-Arly : 35-100 ; Saint-Gervais : 0-100 ; Samoëns : 5-70 ; Thonon-les-Bains : 5-90.

SAVOIE

Les Arcs : n.c. ; Arches-Beaufort : 20-170 ; Aussois : 50-100 ; Bonneval-sur-Arc : n.c. ; Bessans : 65-75 ; Le Corbier : n.c. ; Courchevel : 80-120 ; Crest-Voland/Courchevel : 45-100 ; Flumet : n.c. ; Les Menuires : 40-135 ; Méribel : 40-115 ; La Norma : n.c. ; Notre-Dame-de-Bellecombe : 40-120 ; Peisey-Nancroix-Vallandry : 75-175 ; La Plagne (altitude) : 100-200 ; La Plagne (village) : 20-200 ; Palenque-la-Vanoie : n.c. ; La Rosière : 1850 : 85-210 ; Saint-François-Longchamp : 40-110 ; Les Saisies : 35-110 ; Tignes : 122-220 ; La Toussuire : n.c. ; Val-Cenis : 50-140 ; Valfréjus : 40-145 ; Val d'Isère : 100-150 ; Valloire : 40-115 ; Valmeinier : n.c. ; Valmorel : 38-170 ; Val-Thorens : 110-240.

ISÈRE

Alpe d'Huez : 90-280 ; Alpe du Grand-Serre : 40-75 ; Auris-Grésivaudan : 35-100 ; Autrans : 50-80 ; Chamrousse : 60-140 ; La Clotte-d'Allevard : 35-75 ; Les Deux-Alpes : 35-220 ; Grasse-en-Vercors : n.c. ; Lais-en-Vercors : n.c. ; Méaudre :

40-90 ; Saint-Pierre-de-Chartreuse : 15-40 ; Les Sept-Laux : 30-80 ; Villard-de-Lans : 50-100.

ALPES DU SUD

Auron : 20-100 ; Beuil-Les-Lanès : n.c. ; Briançon : 30-155 ; Isola-2000 : 100-140 ; Montgenèvre : n.c. ; Orcières-Merlette : 60-200 ; Les Orres : n.c. ; Fra-Loup : n.c. ; Fay-Saint-Vincent : 70-120 ; Risoul : 1850 : 80-110 ; Le Saizieu-Super-Sauze : 30-105 ; Serre-Chevalier : 60-150 ; Superdévoluy : 60-120 ; Valberg : 70-85 ; Val d'Allos-le-Sigaux : 45-70 ; Val d'Allos-le-Foux : 45-90 ; Vars : 50-120.

PYRÉNÉES

Ax-les-Thermes : 60-90 ; Barèges : 55-130 ; Cauterets-Lys : 90-230 ; Font-Romeu : 45-75 ; Gourette : 20-140 ; Luz-Ardiden : 50-70 ; La Mongie : 50-70 ; Peyragudes : 110-140 ; Pin-Engaly : 50-80 ; Saint-Lary-Soulan : 40-80 ; Super-Bagnères : 70-120.

MASSIF CENTRAL

Le Mont-Dore : 0-65 ; Besse/Super-Besse : 20-45 ; Super-Lioran : 35-50.

JURA

Métabief : n.c. ; Mijoux-Lexel-Facelle : 30-50 ; Les Rousses : 10-60.

VOSGES

Le Bonhomme : 0-20 ; La Bresse-Hobrecht : 0-30 ; Gérardmer : 15-30 ; Saint-Maurice-sur-Moselle : n.c. ; Ventrone : 0-15.

LES STATIONS ÉTRANGÈRES.

Pour les stations étrangères, on peut s'adresser à l'Office national de tourisme de chaque pays : Allemagne : 4, place de l'Opéra, 75002 Paris, tél. : 47-42-04-38 ; Autriche : 26, avenue de l'Opéra, 75001 Paris, tél. : 42-61-50-55 ; Belgique : 47, avenue de l'Opéra, 75002 Paris, tél. : 47-42-78-57 ; Italie : 23, rue de la Paix, 75002 Paris, tél. : 42-66-66-68 ; Suisse : 1, bis, rue Scribe, 75009 Paris, tél. : 47-42-45-45.

CORRESPONDANCE

Réponse à Haroun Tazieff

A propos de l'éruption de la Soufrière et d'une lettre de M. Haroun Tazieff, publiée dans le Monde du 22 décembre, nous avons reçu de M. Claude Allègre la lettre suivante :

« Le Monde a publié le 22 décembre la réponse que la publication d'une décision judiciaire ayant condamné pénalement a inspiré à Haroun Tazieff. Le tribunal a légitimement sanctionné les débordements de M. Tazieff en indiquant :

« L'outrage ainsi manifesté dans l'expression de sa pensée par M. Haroun Tazieff et l'acharnement mis par celui-ci à stigmatiser le comportement prétendument criminel de la partie civile, excèdent la mesure d'une polémique purement scientifique et traduisent son animosité personnelle à l'égard de Claude Allègre. »

La bonne foi de M. Tazieff n'a pas été reconnue par le tribunal, qui a réparé l'atteinte ainsi portée à mon honneur. Il s'agit sans aucun doute d'une excellente décision puisque le prévenu n'en a pas fait appel, et qu'elle est aujourd'hui définitive.

Toute nouvelle éruption incontrôlée subira le même sort.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 5442

1	2	3	4	5	6	7	8	9
I								
II								
III								
IV								
V								
VI								
VII								
VIII								
IX								
X								
XI								

HORIZONTALEMENT

I. Partie de fratcheur. - II. Nous ramène à la réalité. Qui ne saurait faire la lumière. - III. Ne reçoit que très peu de monde. - IV. Monnaie antique. Œuvre cinématographique. - V. Cité africaine. Est mêlé à un trafic. - VI. Se font remarquer. - VII. Verra sans être vu. Unité de temps. - VIII. Passe à Vienne. On en fait très vite le tour. - IX. Ouvrage de perles. Futur porteur. - X. Conjonction. La troisième personne. - XI. Pas bien larges.

VERTICALEMENT

1. Faire la paix. Obstacle au progrès. - 2. Ne donne rien. Devant lui, on peut être ébahi. - 3. Naissance d'une nation. - 4. Possessif. On il a fait beaucoup perdre pour gagner. - 5. Qui s'écroulent à apprendre. Va à la mer. - 6. Est souvent pris à la gorge. Est à voir. - 7. Rendons moins actif. Mauvais sujet. - 8. Note. A une action lente. Bonne place. - 9. Font la surprise.

Solution du problème n° 5441

Horizontalement

I. Pianistes. - II. Notation. - III. Eve ; affr. - IV. Am ; se. - V. Méprise. - VI. Oie ; la. - VII. Lord ; scat. - VIII. Orde ; clou. - IX. Galaxie. - X. Un ; erre. - XI. Escorcer.

Verticalement

1. Pneumologue. - 2. louie ; Oran. - 3. Attemporal. - 4. Ne ; rideaux. - 5. Italie. - 6. Si ; acier. - 7. Toile ; clerc. - 8. Ente ; iso ; rd. - 9. Serrurier.

GUY BROUTY

□ Éducation libérée. - « Comment aider un être humain à être lui-même ? » Sur ce thème, l'association L'enfant du possible et l'Espace Expression organisent un colloque les 2 et 3 février, à l'Unesco, place Fontenay, 75007 Paris. L'enfant du possible, 225, rue des Landes, bât. 1, 78400 Chatou. Tél. : 39-52-00-55.

MERCREDI 23 JANVIER 1991											
9H55											
12	18	19	20	38	39	27					
PERIODE DE TRAVAIL: 4						MONTANT CONTRIBUTIF					
10H35											
3	9	16	20	33	41	29					
PERIODE DE TRAVAIL: 4						MONTANT CONTRIBUTIF					

CARNET DU MONDE

Naissances

- M. et M^{me} Mohamed BENKIRANE ont la joie d'annoncer la naissance de leur petite-fille,

Kenza.

24, boulevard Roosevelt, Casablanca (Maroc).

- Pascale BERNHEIM et

Alvaro VANEZ ont la joie d'annoncer la naissance de

Raphaël.

le 22 janvier 1991.

18, rue de la Grande-Chaumière, 75006 Paris.

- Montigny-le-Bretonneux.

Jean-Claude DEBUISSER et

Véronique BLIN, Bernard et Marie,

ont le plaisir d'annoncer la naissance de

Sylvain.

le 21 janvier 1991.

Anniversaires de naissance

remerciement - Yamina

Mathien.

son fils chéri, d'être là depuis le 24 janvier 1990.

Décès

- Catherine ALIDIÈRES

nous a quittés le 23 janvier 1991, à l'âge de trente-deux ans.

sa famille

Et ses amis

invitent ceux qui l'ont connue et aimée à avoir une pensée ou à prier pour elle.

Les obsèques seront célébrées le vendredi 25 janvier, à 16 heures, en l'église Notre-Dame-de-la-Merci, à Fresnes.

49, avenue de la Paix, 92160 Fresnes.

22, rue Georges-Clemenceau, 92170 Vanves.

- M^{me} Denise Garrigou

Et ses enfants,

ont la douleur de faire part du décès de

M. Bernard GARRIGOU,

ancien conseiller général de Montgeron,

survenu le 13 janvier 1991, en son domicile, à l'âge de soixante-cinq ans.

Les obsèques ont eu lieu, selon les vœux du défunt, dans l'intimité, le 16 janvier 1991.

80, avenue Pierre-Brossolette, 91230 Montgeron.

La direction

Et le personnel de l'Institut de sondages Lavallois,

ont la douleur de faire part du décès de leur patron et ami,

M. Albert LAVIALLE.

Les obsèques ont eu lieu à Saint-Mamet-la-Salvetat.

- On nous prie d'annoncer le décès de

M^{me} Christiane de LENTAGNE

de LOGIVIÈRE,

née Yvonne Scaudou,

survenu le 22 janvier 1991, à l'âge de soixante et un ans.

La cérémonie religieuse aura lieu le 28 janvier 1991, à 10 h 45, en l'église de Neuville-sur-Oise (Val-d'Oise).

- M. et M^{me} Francis Lepatre,

M. et M^{me} Thierry Lepatre

et leurs enfants,

M^{me} Fabienne Lepatre,

ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Georges LEPATRE,

née Alice Eugénie Schulz,

à l'âge de quatre-vingt-cinq ans.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité familiale.

« Ta parole est une lumière sur mon chemin. »

Ps. 119, 105.

137, rue de Longchamp, 92200 Neuilly-sur-Seine.

Anniversaires

- En ce quinzième anniversaire de la disparition brutale de

M. Paul CHALANSET,

Son épouse

Et ses filles

souhaitent que ceux qui l'ont connu, apprécié et aimé, gardent toujours de lui un souvenir ému.

Communications diverses

- Professions libérales :

Faut-il avoir peur de l'Europe ?

Le Club 92 organise, sur ce thème, le jeudi 31 janvier 1991, à 19 h 30, au Palais du Luxembourg, un dîner-débat avec :

Pierre Castagnon, délégué interministériel aux professions libérales ; François Bedel de Buzareignes, président de la conférence des bâtonniers ; Jean Martot, président de la commission nationale des conseils juridiques ; Jacques Moulin, secrétaire général du Conseil national de l'ordre des médecins ; Bernard Cohen-Hadad, secrétaire général du Club 92.

Renseignements et inscriptions : Club 92. Tél. : 42-40-22-58.

Soutenances de thèses

- Université Paris-III, Sorbonne nouvelle, le vendredi 25 janvier 1991, à 9 heures, M. Richard Dedominici :

« Gabriele d'Annunzio et son théâtre : dramaturgie, écriture, pensées »

- Université Paris-I, Panthéon-Sorbonne, le vendredi 25 janvier, à 9 h 30, M. Joseph-Marie Esomba : « Le fer dans le passé des sociétés du Sud-Cameroun »

Université Paris-III (Sorbonne nouvelle), le vendredi 25 janvier, à 14 heures, M^{me} Marianne Carroue : « La négation implicite en allemand »

- Université Paris-V (René-Descartes), le vendredi 25 janvier, à 9 heures, M. Patrick Watier : « La sociologie et les représentations du lien social »

Université Paris-V (René-Descartes), le vendredi 25 janvier, à 14 h 30, M^{me} Naïma Chikhaoui : « Le dilemme de la femme marocaine : le pouvoir par la maternité ou l'équilibre par l'émancipation »

Université Paris-V (René-Descartes), le vendredi 25 janvier, à 14 h 30, M^{me} Alexandra Androussou : « Étude de processus identitaires des jeunes issus de l'immigration : enquête auprès d'une population grecque dans divers pays d'Europe et de retour en Grèce »

Une pensée est demandée pour son anniversaire.

37, avenue Victor-Hugo, 75116 Paris.

4, Chaussée-d'Antin, 75009 Paris.

Remerciements

- Le 24 décembre 1990, est décédé

Pierre PERRONO.

Monique, Philippe, Patricia, Pascal, Paola,

sont profondément touchés de toute la sympathie que vous leur avez témoignée en prenant part à leur peine.

Une pensée est demandée pour son anniversaire.

37, avenue Victor-Hugo, 75116 Paris.

4, Chaussée-d'Antin, 75009 Paris.

Avis de messe

- Une messe sera célébrée à l'intention du président

Georges BIDAULT,

le lundi 28 janvier 1991, à 17 h 45, en la chapelle des Jésuites, 42, rue de Grenelle.

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiées au Journal officiel du mercredi 23 janvier :

UN DÉCRET

N° 91-82 du 14 janvier 1991 portant statut particulier des corps de l'administration scolaire et universitaire de l'enseignement agricole.

CARNET DU MONDE

Renseignements :

40-65-23-94 ou 40-65-23-98

Les avis peuvent être insérés

LE JOUR MEME

à 15 jours parvenant avant 9 h

au siège du journal.

15, rue Falguière, 75015 Paris

Tél. : 206 806 F

Télécopieur : 45-66-77-13

Tarif de la ligne H.T.

Toutes rubriques 92 F

Abonnés et actionnaires 80 F

Communications diverses 95 F

Les lignes en capitales grasses sont

insérées sur le fond de deux lignes.

Les lignes en blanc sont obligatoires

et facturées. Minimum 10 lignes.

Le Monde

DOSSIERS ET DOCUMENTS

LE BILAN ÉCONOMIQUE ET SOCIAL 1990

est paru

200 pages - 47 F

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX



COMPAGNIE DES ALPES. LE GRAND SKI

TIGNES

Journal

LIVRES • IDEES

L'hypothèse du tableau raconté

Quarante-sept récits de Claude Esteban, inspirés par les œuvres d'Edward Hopper

SOLER
DANS UNE PIÈCE VIDE
de Claude Esteban.
Flammarion, 204 p., 99 F.

Peut-on écrire à partir de l'œuvre d'un peintre sans pour autant le faire sur elle, ou sur l'artiste, et aboutir, par surcroît, à une sorte de suite romanesque composée de chapitres très brefs, à la fois indépendants et complémentaires ? La preuve en est faite avec ce recueil de quarante-sept récits qu'autant de tableaux d'Edward Hopper ont inspiré à Claude Esteban.

Lorsque Valéry observe que la cause première d'un ouvrage n'est peut-être qu'un désir qu'il en soit parlé, ne fût-ce qu'entre un esprit et lui-même, il conclut que « tous les arts vivent de paroles », que « toute œuvre exige qu'on lui réponde : Otez aux tableaux la chance d'un discours intérieur ou autre, aussitôt les plus belles toiles du monde perdent leur sens et leur fin ».

Claude Esteban — onze recueils de poèmes à son actif, ainsi que des essais sur la peinture, la sculpture, la poésie (1), des traductions de Jorge Guillén, d'Octavio Paz, de Borges ; et, enfin, une manière d'autobiographie partielle (2), réduite au seul problème du bilinguisme qui fut longtemps le sien, pour avoir appris en même temps à parler dans le français maternel et l'espagnol paternel — Claude Esteban, dans ce recueil, fait que de « répondre » aux toiles de l'Américain : son imagination, en effet, accorde aux figures qui les peignent, un passé qui pourrait bien être le leur, et comme une mémoire de l'avenir.

Aussi substitue-t-il son récit hypothétique à la seule sensation des couleurs et des formes auxquelles s'en tient l'amateur désinvolte, redonnant de la sorte aux

personnages la liberté d'errer que le pinceau, en les fixant dans l'instant, leur a enlevée à jamais.

On a beau vivre et se mouvoir parmi les choses que l'on voit, on n'en perçoit que leur part de rêve, de même qu'en regardant un tableau, ce qui nous obsède.

De toute évidence, Hopper hante Claude Esteban, écrivain qui atteint, ici, au comble de l'intimité créatrice du peintre, le rejoignant à ce moment d'avant la toile où, à la faveur d'un arôme de café, d'un bruissement de feuilles, une image saisie jadis remonte à la conscience tel le poisson à la surface de l'eau où la mie de pain qu'on a jetée gonfle.

Pourquoi pas cette femme qui enfonce une touche du piano tandis que son mari lit le journal ? Que regardent ces êtres plats ? A quoi songent-ils ? Sur la route du néant, ils ont fait une pause, et les voilà dans une chambre d'hôtel. Ils seraient tant à se dire, et pourtant, leur voix ne franchit pas les lèvres : trop tard.

Avant le passage de l'express

De même que le peintre a restitué le velouté de la lumière ou d'un tissu par de petites touches ou bien par de larges coups de pinceau, Esteban décrit — ou « écrit » — la scène peinte, au moyen de mots précis et, parfois, de longues phrases. Mais la justesse de la posture des personnages dans le décor et l'état psychologique qui s'en dégage, il fallait — pour en être sûr — connaître déjà le secret que l'écrivain dévoile ou qu'il rappelle en imaginant leur vie de couple, leurs pensées ruminées en silence, leur hostilité tacite, et des lueurs d'espoir, des fantômes d'action, l'incertitude du lendemain, la tombée de la nuit.



Claude Esteban : une mémoire de l'avenir.

Il arrive aussi que le contemplateur s'arrête devant une composition toute en rectangles, carrés et angles formés par la rencontre de deux ou trois surfaces planes, mesurables par des équerres et des compas, où l'espace obéit à une répartition effectuée par des horizontales que des verticales à leur tour étagent, et qui fait songer de prime abord à un concile de théologiens. Avant d'y voir un quasi de gare désert avec un wagon à l'arrêt, un chariot vide, une ville massée au-delà, dans ce jeu de proportions et de symétries.

Comme pour un peu s'en moquer, un trapèze de lumière

investit le premier plan : le petit jour qui arrive par derrière le spectateur, et qui hésite, en revanche, à percer les nuages bas où se profilent les campaniles de nos temples — les cheminées cylindriques des usines, lesquelles, soudain, se disputent notre regard. Le peintre a congédié les figures et les couleurs habituelles de sa palette : n'y restent qu'un ocre grisâtre, des bruns rouillés, le bleu acier d'une nuit qui s'attarde dans un ciel bas.

Ce que les mots de l'observateur nous permettent de mieux saisir en l'occurrence, n'est pas seulement la solitude d'une ville

ensommeillée, ou morte, qui sait ? mais la mélancolie des perspectives bouchées, et aussi l'imminence de la vie qui reprendra, avec ses querelles entre hommes, le chargement ou le déchargement des marchandises, et les ordres d'un chef criant de faire vite pour que le train parte à l'heure, avant le passage de l'express.

Edward Hopper est né à Nyack, au bord de l'Hudson, en 1882, et il est mort, dans son atelier de New-York, en 1967. Aussi loin qu'il s'en souvint, il se voyait en train de dessiner. Il suivit des études à l'Ecole des beaux-arts — pas la parisienne, — et fit deux séjours à Paris. Le premier, en 1906, dura toute une année ; le second, à peine un trimestre, trois ans plus tard. Il logeait au 48 de la rue de Lille, dans l'immeuble appartenant à l'Eglise évangélique baptiste.

De son propre avouer, il lui fallut dix ans pour se remettre de l'Europe. A Paris, il n'avait guère fréquenté les ateliers, encore moins les cercles intellectuels : « J'avais entendu parler de Gertrude Stein, convenait-il, mais je n'étais pas assez important pour qu'elle me connaisse ».

Eut-il comme ancêtres de son goût et de sa manière, comme il en était persuadé, les Impressionnistes ? On n'abordera pas dans son sens. Parmi les Français, c'est de Courbet, Cézanne — qu'il trouvait « sans substance » par rapport au premier, — Degas, Manet, qu'on risque de déceler des traces dans bien de ses tableaux.

Hector Bianciotti
Lire la suite page 23

(1) Critique de la raison poétique, Flammarion, 1987.
(2) Le Partage des mots, Gallimard, 1990.

LE FEUILLETON

de Michel Braudeau

Tout arrive à temps

Les jeux cruels du temps et du rendez-vous que l'on croit manqué sont au cœur de *La Bête dans la jungle*, de Henry James et du nouveau roman de Didier Decoin, *La Femme de chambre du Titanic*.
Page 22

ESSAIS

Charles-le-pic et François-le-fleuve

En comparant de Gaulle et Mitterrand, Alain Duhamel ne cède pas seulement à l'attrait de la rhétorique, il propose aussi un essai plaisant qui éclaire l'histoire de la V^e République.
Page 26

LA BANDE DESSINÉE

Querelle de salons

Le Salon international de la BD d'Angoulême entre dans sa majorité. Sa 18^e édition a lieu du 25 au 27 janvier sur fond de difficultés financières, de désaccords avec son homologue grenoblois et de crise morale rampante. Au Japon, en revanche, la BD est devenue un véritable phénomène de société.
Page 27

D'AUTRES MONDES

par Nicole Zand

Un entretien avec Carlos Fuentes

L'écrivain mexicain présente son nouveau — et imposant — roman comme « un dialogue, un jeu de miroirs avec Terra Nostra, à cause du langage qui est au cœur des deux livres ». Dans *Christophe et son œuf*, Fuentes crée une langue métissée pour un livre qui est un nouveau plaidoyer pour le genre romanesque.
Page 28

Fontenelle, le séducteur

Croquis d'un des premiers incroyants de notre littérature

Par Jacques Laurent
de l'Académie française

L'ENTREMETTEUR
Esquisses pour un portrait de M. de Fontenelle
de François Bott.
PUF, « Perspectives critiques », 110 p., 65 F.

Critique que l'actualité sollicite chaque jour, François Bott a une vie secrète qu'il mène à plusieurs siècles du nôtre, au dix-huitième et aussi au dix-septième. Grâce à lui, nous retrouvons des écrivains que nous ne connaissions pas assez ; ils deviennent nos familiers, nos inséparables. Ainsi en sera-t-il de Fontenelle.

Celui-ci est ainsi expédié par Larousse : « Fontenelle (Bernard Le Bovier de), écrivain français (Rouen 1657-Paris 1757). Neveu de Cornélius, il se fit une réputation de bel esprit et fut la réputation de bel esprit et fut la réputation de bel esprit... » Or, dans *L'Entremetteur*, François Bott nous offre un Fontenelle qui n'est pas à se faire une réputation de bel esprit car il en était un, et un vulgarisateur qui, contrairement à ses congénères, découvrait et imposait des idées.

Mais procédons par ordre. D'abord la longévité. De tous les « immortels », il fut le seul à devenir centenaire. Né au milieu d'un siècle, il meurt au milieu du suivant, singularité qui inspire à Bott ces liges exquises : « Il avait longtemps pratiqué la

société du dix-septième siècle. Aussi, dans les salons des Lumières, il racontait qu'il s'était trouvé, l'autre jour, chez M^{me} de La Fayette et qu'il avait admiré « l'entrée » de M^{me} de Sévigné. L'instant d'après, avec le même naturel, il pouvait s'enquérir de la santé de M^{me} de Desfons, laquelle souffrirait bientôt d'insomnies et d'asthénie cette façon « d'allonger sa vie ». Tant pis si cette autre épistolaire n'était pas encore née quand M^{me} de Sévigné quitta notre planète ! Ecrire sur Fontenelle, c'est se promener parmi les chers fantômes de la littérature française que je préfère. »

« Les intolérances de la raison »

François Bott se garde de nous administrer une biographie ; de cette longue vie, il nous donne des croquis alertes, des aquarelles rehaussées à l'encre de Chine. Fontenelle ne prenait pas sa vie au sérieux, Bott n'est pas tenté de le contredire.

C'est avec des phrases transparentes qu'il nous rend l'enfance romanesque de son héros, les menus déboires d'une arrivée à Paris où il est soumis à l'humeur grinceuse de son oncle Cornélius, le dernier nostalgique de la féodalité.

Avec la même légèreté, l'auteur effleure les aventures libertines d'un homme qui ne prenait pas l'amour plus au sérieux que la vie, et qui « rejetait les intolérances de la raison comme celles du sentiment ».

Mais Fontenelle prenait au sérieux la pensée même s'il l'exprimait avec grâce, et si dans ses *Entretiens sur la pluralité des mondes* (1) il usait de l'astronomie pour séduire une marquise.

François Bott prend également au sérieux la pensée de Fontenelle lors même qu'il la traite avec enjouement. Elle doit beaucoup à Montaigne, encore plus à Descartes et à Copernic, mais Montesquieu, Voltaire, les encyclopédistes seront ses débiteurs.

Quand Voltaire a écrit que Fontenelle avait été entendu par les ignorants et admiré par les savants, il aurait pu ajouter que ce philosophe mondain avait réussi à troubler les bien-pensants. Sans doute fut-il l'un des tout premiers incroyants de notre littérature. Il n'avait même pas besoin d'un être suprême parce qu'il préférait comprendre à croire. En feignant de railler les fables exotiques c'était la fable chrétienne qu'il atteignait. Il y a des hommes de tradition, Fontenelle n'en était pas un.

Nul ne fréquente impunément les siècles où la prose française culmine, et l'écriture de Bott est un délice ; sûre aussi bien lorsqu'elle est émue, elle ajoute, avec une originalité naturelle et imprévisible, un ton nouveau aux vertus du siècle du Roi-Soleil et du siècle des Lumières. Fontenelle a plu à Bott, qui

aurait plu à Fontenelle, et tous deux nous enchantent.

L'Entremetteur se lit avec allégresse en un temps où le langage des politiques et des militaires nous accable et où, comme il est dit dans les *Entretiens sur la pluralité des mondes*, la Terre est « une grosse planète qui va par les cieux toute couverte de fous ».

Cet ouvrage ancien est publié en même temps que le jeune *Entremetteur* ; nous avons de la chance.

(1) Les Editions de l'Aube publient les *Entretiens sur la pluralité des mondes*, préface de François Bott, 138 p., 69 F. D'autre part, une biographie de Fontenelle par Alain Niderst sortira chez Pion le 15 février.

Une nouvelle collection :
"Morales"

En librairie : 98 F.

DERNIÈRES LIVRAISONS

BIOGRAPHIE

EVE et JEAN GRAN-AYMERIC : *Jane Dieulafoy, une vie d'homme*. — Écrivain-archéologue, aussi à l'aise dans un habit de franc-tireur que dans un salon littéraire, Jane Dieulafoy (1851-1916), la « dame qui s'habillait en homme », est une figure pittoresque de la fin du dix-neuvième siècle. Cette biographie complète les trois volumes de ses récits de voyages réédités l'an dernier chez Pöschel (voir le Monde des livres du 13 juillet 1990), ainsi que ne l'indiquent pas les auteurs de l'ouvrage. Préface de Jacques Hergon. (Perrin, 318 p.)

ESSAI

BERNARD MIEGE (sous la direction de) : *Médias et communication en Europe. Interrogations sur un phénomène pluridimensionnel*. — La communication est devenue, selon Bernard Miege, un élément-clé des réorganisations en cours dans les sociétés européennes. Le Groupe de recherche sur les enjeux de la communication de l'université Grenoble-II, dont il est le cofondateur et le directeur scientifique, a organisé en décembre 1989 un séminaire sur ce thème, qui est à l'origine de ce livre (Presses universitaires de Grenoble, BP 47 X, 38040 Grenoble Cedex, 347 p., 130 F.)

HISTOIRE

ANDRÉ CLOT : *Mehmed II. Le conquérant de Byzance. 1432-1481*. — Une biographie du souverain qui conquiert Constantinople en 1453, y installe sa capitale et organise l'Empire ottoman, alors à l'apogée de sa puissance. (Perrin, 332 p., 130 F.)

ALEXIS DE TOCQUEVILLE : *Œuvres et discours politiques*. — Dernier des trois volumes consacrés aux notes et discours politiques de Tocqueville, dans la collection des œuvres complètes en cours de publication, ce recueil porte sur la II^e République, qui fit de Tocqueville un éphémère ministre des affaires étrangères, de juin à octobre 1849. Texte introduit, établi et annoté par André Jardin (Gallimard, 492 p., 195 F.)

PIERRE DE L'ESTOILE : *Mémoires-journaux (1574-1611)*. — Voici réédités dans leur intégralité les *Mémoires-journaux* de Pierre de l'Etoile, humaniste, écrivain, historien, sous les règnes de Henri IV et de Louis XIII. Son œuvre, chronique mondaine, politique et sociale, est riche d'informations sur la cour et la vie quotidienne des Parisiens. Reproduction intégrale et actualisée de l'édition Jousset et Lemerre. (Tallandier, 12 volumes de plus de 5 000 p., 1 860 F.)

DIODORÉ DE SICILE : *Naissance des dieux et des hommes*. — Introduction, traduction et notes par Michel Casseville. Cette « introduction » à l'histoire universelle, du sicilien Diodore, contemporain de César, demeure une des principales sources historiques et mythologiques pour l'étude du monde ancien. Préface de Pierre Vidal-Naquet. (Éditions « Les Belles Lettres », 230 p., 125 F.)

PHILOSOPHIE

Ouvrage collectif : *Bergson. Naissance d'une philosophie*. — Actes du colloque de Clermont-Ferrand, 17 et 18 novembre 1989. A l'occasion de la commémoration du centenaire de l'Essai sur les données immédiates de la conscience, onze universitaires abordent différents aspects de l'œuvre du philosophe. (PUF, 157 p., 135 F.)

POÉSIE

STÉPHANE MALLARMÉ : *Pour un tombeau d'Anatole*. — L'esquisse en deux cents feuillets d'un poème pathétique inspiré par la mort d'Anatole, fils de Mallarmé, à l'âge de huit ans, le 6 octobre 1879. Une longue méditation funèbre où le poète tente de conjurer « le malheur en soi que ce petit être ne soit plus ». Cette édition, due à Jean-Pierre Richard, avait paru en 1961. (Seuil, 312 p., 150 F.)

RELIGIONS

MOÏSE MAIMONIDE (et Rachi, Rabbénou Yona, le Mahari de Prague, Rabbi Hayim de Volozhine) : *Commentaires du Traité des prières (Pirke Avot)*. — Cinq grands penseurs juifs proposent leur lecture du *Traité des prières*, sarrasme des maîtres fondateurs du judaïsme, recueilli au deuxième siècle par Rabbi Juda Hanassi. Traduit de l'hébreu, annoté et introduit par Eric Smilgitch. (Verdier, Collection « Les Dix Paroles », 294 p., 150 F.)

CONCILIUM

REVUE 232
INTERNATIONALE
DE THÉOLOGIE

1492 - 1992

LA VOIX

DES VICTIMES

CINQUIÈME CENTENAIRE

DE LA CONQUÊTE

DE L'AMÉRIQUE

LE CAHIER 70 FF

BEAUCHESNE

72, rue des Saints-Pères 75007 PARIS

OÙ TROUVER UN

LIVRE ÉPUISÉ ?

Écrivez ou téléphonez :

LIBRAIRIE

LE MONDE DU LIVRE

60 RUE ST-ANDRÉ-DES-ARTS

75006 PARIS

(1) 43.25.77.04

Code Minitel : 3615 MDL

Le Grand Prix de l'ACADÉMIE EUROPÉENNE DU LIVRE

récompense chaque année l'auteur de préférence encore inconnu,

d'une œuvre littéraire inédite. Toutes les œuvres sélectionnées.

Romans - Nouvelles - Essais - Poésie - Théâtre

sont publiées et diffusées après établissement d'un contrat régi par la loi du

11 Mars 1957 sur la propriété littéraire et bénéficient d'une véritable

promotion auprès de tous les médias.

Radio - Télévision - Presse - Jury Littéraire

Les manuscrits sont à adresser à

L'ACADÉMIE EUROPÉENNE DU LIVRE-ÉDITEUR

17, rue de Gallée - 75116 PARIS - Tél. : (1) 47 80 11 08

EN BREF

□ Actualité de Sartre. — Des journées d'études sont organisées les 25 et 26 janvier à partir de 9 h 30 dans la grande salle de l'Ecole normale supérieure (48 bd Jourdan, 75014 Paris) sur le thème « Actualité de Sartre », avec la participation de Georges Labica. (Rens. 42-03-06-35).

□ Lire les sciences sociales. — L'Institut de recherches sur les sociétés contemporaines organise le 31 janvier, de 10 h à 12 h, des rencontres autour des livres de Christophe Charle, *Naissance des intellectuels*, et de Martin Warnke, *L'artiste et la cour*. Présentation par Gérard Mauger et Louis Pinto. IRSC, 59-61, rue Pouchet, 75017 Paris.

□ Rectificatif. — Dans notre article sur le Proust de Beckett (*Le Monde* des livres du 4 janvier 1991), un lapsus nous a fait transformer l'adjectif « sévère » en « catholique » pour qualifier le Trinity College de Dublin, dont Beckett était l'étudiant (incroyant, élevé dans une famille protestante).

□ Rectificatif. — Contrairement à ce que nous avons indiqué dans l'article de Philippe Sollers consacré à Vladimir Nabokov paru dans « Le Monde des livres » du 18 janvier, la traduction de la *Défense* de Loujine qui paraît en « Folio » (n° 2217) a été revue par Bernard Kreise et non par Dimitri Nabokov.

LA BÊTE DANS LA JUNGLE

de Henry James.
Traduit de l'anglais
par Fabrice Huguot.
Critérion, 96 p., 69 F.

LA FEMME DE CHAMBRE DU TITANIC

de Didier Decoin.
Seuil, 330 p., 110 F.

O N ne s'attend pas toujours à ce qui nous arrive et il arrive qu'on attende beaucoup quelque chose (ou quelqu'un) qui ne vient pas. Ou qui s'accomplit sans qu'on l'ait vu venir, ce qui est peut-être pire. Ces lapalissades, les amoureux les connaissent de longue date et, si nous enfonçons avec autant de paisible désinvolture des portes aussi largement ouvertes, ce n'est pas sous l'effet d'un peu de lassitude — bien légitime — mais dans l'éclairage revigoré que deux lectures récentes et concordantes apportent à ces vérités simples.

Les éditions Critérion ont l'excellente idée de publier sous une jolie couverture une nouvelle traduction de *La Bête dans la jungle*, de Henry James, ce court roman qui, avec *l'Image dans le tapis*, constitue un de ses chefs-d'œuvre les moins contestables. Tout y commence par la rencontre dans le cadre du château de Weatherend, par une belle fin d'après-midi, de May Bartram et John Marcher. Les retrouvailles, plutôt, car il se sont déjà connus en Italie, plus tôt, ont dû ébaucher un flirt extrêmement platonique. Le plus important de leur première fréquentation se déroula à bord d'un bateau dans la baie de Sorrente, quand Marcher confia à May un certain secret. S'en souvient-il ?

Quel secret ? Il ne voit pas. Mais si, celui qui gouverne toute son existence, « celui qui explique tout ». Depuis toujours John Marcher est persuadé qu'il est voué à un destin exceptionnel, que quelque chose va lui arriver, d'extraordinaire et dangereux, un événement terrible qui va tout bouleverser soudainement et donnera un sens à sa vie. Il ne sait quoi au juste, ni quand cela peut advenir, mais il est cependant empêché de se marier pour cela : « Il lui était impossible de proposer à une femme une existence troublée par l'obsession qui l'habitait sans relâche et cette impossibilité faisait son tourment. Quelque chose se tenait embusqué quelque part le long de la longue route sinieuse de son destin comme une bête à l'affût se tapit dans l'ombre de la jungle, prête à bondir. Il importait peu de savoir qui, de lui ou de la bête, mourrait mais il était clair qu'elle bondirait immanquablement et il était clair aussi qu'un homme un peu délicat ne devait pas se mettre en position d'être accompagné d'une dame pour aller à la chasse au tigre. »

EN lui rappelant ce secret — qu'il n'a confié qu'à elle et qu'elle n'a répété à personne — May s'engage dans un pacte singulier avec John ; elle ne sait pas plus que lui, et pour cause, en quoi consiste le danger, mais elle accepte comme il le lui demande de rester « aux aguets » avec lui — le *Regard aux aguets* est un autre titre fameux de James — dans l'attente invraisemblable de la catastrophe qu'elle pressentira peut-être mieux que lui.



Didier Decoin : dans la veine du grand roman populaire

Tout arrive à temps

James, en raison d'un inconvénient physique, s'était cru inapte au mariage — ou avait-il voulu le croire — et ses œuvres abondent en personnages irrésolus qui ne concluent pas ces fiançailles évidentes, ces noces si bien cousues de fil blanc qui se présentent à eux et leur vie durant ne cessent de manquer les occasions, les rendez-vous, d'échouer, en apparence. C'est-à-dire de réussir à sauver ce qu'ils veulent profondément : ne pas choisir.

En l'occurrence, May Bartram a compris avant John Marcher en quelle jungle était tapie l'épouvante : la bête, c'est elle-même, cette femme, cette chance qu'il ne peut ni ne veut saisir. Elle s'offre et il ne le voit pas, elle meurt et il comprend, non pas trop tard, mais à temps : « La bête avait bondi parce qu'il ne devinait pas et May Bartram s'était alors détournée de lui, désespérée, et le trait avait été tiré là où il fallait qu'il le fût. La crainte qu'il avait nourrie s'était ainsi justifiée et son destin s'était accompli. Il avait échoué exactement là où il devait échouer. »

DES jeux cruels du temps et du rendez-vous que l'on croit manqué, se retrouvent dans le roman de Didier Decoin *La Femme de chambre du Titanic*, dont le titre laisse entendre le carillon aimable de la catastrophe : on se pense instruit avant les malheureux personnages dont elle va envelopper les vies, et plein d'une indulgence curieuse de leurs déboires annoncés.

Decoin n'a pas les grâces mélancoliques où les analyses longuement pesées du plus européen des écrivains que l'Amérique ait produits. Au contraire, son roman, qui va sur les mêmes brisées, s'ouvre en force et viguer par une belle scène de western :

quelque part sur un port français de la mer du Nord, en 1912, un docker est en train de remporter le concours annuel du meilleur docker du port ; l'exercice, tout en doigté, consiste à porter sur ses épaules un jeune veau pissant, menaçant et se débattant, sur un nombre absurde de kilomètres de quai glissant, à monter par une passerelle étroite et branlante à bord d'un navire et à déposer l'animal dans le rond dessiné sur le pont à cet effet.

Cela fait cinq ans que le puissant Horty — c'est le nom sans prénom de notre homme carré — gagne cette course dont le prix est tout simplement le veau lui-même. Sa femme, la petite et disgracieuse Zoé, s'apprête à découper l'animal pour en faire toutes sortes de conserves à domicile, dans leur petite maison à volets bleus, quand Horty revient et lui fait ranger ses couteaux et ses bassines. Cette année, les armateurs qui organisent et dotent cette course ont changé la nature du prix. Plus de veau, un voyage à la place. Horty est invité à Southampton, logé et nourri, pour assister à l'appareillage du plus grand bateau du monde, le *Titanic*.

La première astuce de Decoin — il en a beaucoup d'autres dans ce livre fertile en rebondissements et en trouvailles qui témoignent d'une imagination puissante dans la veine du grand roman populaire qu'on ne lâche plus après l'avoir commencé — est de ne jamais nous montrer le *Titanic*, morceau de bravoure épique trop facile qu'il préfère laisser comme un fantôme dans le décor, un dieu géant jamais perçu, pour s'attacher au contraire aux aspects les plus poignants et les plus économes des petites gens qui s'agitent dans son ombre immense.

La tristesse de Zoé, l'embarras de Horty, qui ne sait comment se vêtir, se comporter, débarque à Southampton dans un hôtel bondé où la patronne capricieuse lui fait comprendre qu'il doit céder son lit, par courtoisie, à une jeune Française trempée par la pluie et qui n'a pas de logement : elle est pitoyable cette Marie Diotret ruisselante qui doit prendre le lendemain son service comme femme de chambre à bord du *Titanic*. Il n'a pas tellement envie de partager son prix avec elle, mais elle est si touchante qu'il n'a pas le cœur de lui refuser ces quelques heures de repos.

Comme Horty a l'air honnête, elle lui propose de passer la nuit dans son lit, à ses côtés, et, quoi qu'il en soit troublé, ils ne font qu'y dormir sagement. Au matin ils ont juste le temps de laisser un Chinois prendre une photo de Marie dans un décor de carton et se séparent, elle à bord du monstre, lui sur le ferry vers la France. Trois jours plus tard, la photo de Marie arrive au bistrot de La Tête d'écaillé où les dockers et les marins passent le plus arrosé de leur temps et où Horty a déjà commencé de raconter chaque soir sa nuit de Southampton, une nuit toute différente de la réalité, une nuit d'amour vibrant qui remue l'âme de son rude auditoire ; d'autant plus lorsqu'on apprend le naufrage du *Titanic* et, par voie de conséquence, de l'effrayante femme de chambre.

A photo de Marie va prendre une place croissante au fur et à mesure que le destin du docker se verrouille. Il la cache sous sa chemise, l'accroche sous les lampes du café. Il la vend, la regrette, la reprend et, quand il rencontre Zeppé, un impresario vénitien qui s'intéresse à son histoire et à la manière infaillible qu'il a de capter les foules, il en fait faire un agrandissement « grandeur nature », ce qui n'est pas commode à partir d'un petit cliché.

« Zeppé éprouvait une sorte de malaise à voir le visage de Marie, s'enfoncer sous le liquide, en ressortir ruisselant, sans que ses yeux grands ouverts aient seulement cillé. Il ne put s'empêcher de penser qu'elle avait peut-être été ainsi durant tout le temps qu'elle avait mis à glisser dans les profondeurs de l'océan. » Une dame floue, s'excuse le photographe (« à croire qu'on la regarde après avoir pleuré »), que l'on colle sur un panneau de bois pour accompagner, de café en estrades diverses et jusque sur la scène de quelques théâtres, le docker et son récit sensuel et lugubre. Le succès ne se dément pas, le docker est devenu un véritable possédé du music-hall, un clown à l'envers, jusqu'au jour où... vous verrez bien.

Tout bascule, et c'est la même chose. Pour tout le monde, Horty a échoué. Il n'a pas fait l'amour avec la femme de chambre dans les heures et la chambre qu'ils ont partagées, il ne fait que délier interminablement depuis. Et alors ?

Cette litanie répétée de soir en soir, ce fantasme dilaté, « agrandi » lui aussi — et bien plus que nature — cette étreinte par les mots et le rêve, c'est peut-être dans son cas la réalité la plus solide, le seul temps possible de l'amour.

Capitaine Bosquet

LE GARDIEN DES ROSES

FRANÇOIS-MOÏSE VITACON

CAPITAINE DE L'ABSURDE

LE GARDIEN DES ROSES

FRANÇOIS-MOÏSE VITACON

CAPITAINE DE L'ABSURDE

LE GARDIEN DES ROSES

FRANÇOIS-MOÏSE VITACON

CAPITAINE DE L'ABSURDE

LE GARDIEN DES ROSES

FRANÇOIS-MOÏSE VITACON

CAPITAINE DE L'ABSURDE

LE GARDIEN DES ROSES

FRANÇOIS-MOÏSE VITACON

CAPITAINE DE L'ABSURDE

LE GARDIEN DES ROSES

FRANÇOIS-MOÏSE VITACON

CAPITAINE DE L'ABSURDE

LE GARDIEN DES ROSES

FRANÇOIS-MOÏSE VITACON

CAPITAINE DE L'ABSURDE

LE GARDIEN DES ROSES

FRANÇOIS-MOÏSE VITACON

CAPITAINE DE L'ABSURDE

LE GARDIEN DES ROSES

FRANÇOIS-MOÏSE VITACON

CAPITAINE DE L'ABSURDE

LE GARDIEN DES ROSES

FRANÇOIS-MOÏSE VITACON

CAPITAINE DE L'ABSURDE

LE GARDIEN DES ROSES

FRANÇOIS-MOÏSE VITACON

CAPITAINE DE L'ABSURDE

LE GARDIEN DES ROSES

FRANÇOIS-MOÏSE VITACON

CAPITAINE DE L'ABSURDE

LE GARDIEN DES ROSES

FRANÇOIS-MOÏSE VITACON

CAPITAINE DE L'ABSURDE

LE GARDIEN DES ROSES

FRANÇOIS-MOÏSE VITACON

CAPITAINE DE L'ABSURDE

LE GARDIEN DES ROSES

FRANÇOIS-MOÏSE VITACON

CAPITAINE DE L'ABSURDE

LE GARDIEN DES ROSES

FRANÇOIS-MOÏSE VITACON

CAPITAINE DE L'ABSURDE

LE GARDIEN DES ROSES

FRANÇOIS-MOÏSE VITACON

CAPITAINE DE L'ABSURDE

LE GARDIEN DES ROSES

FRANÇOIS-MOÏSE VITACON

CAPITAINE DE L'ABSURDE

LE GARDIEN DES ROSES

FRANÇOIS-MOÏSE VITACON

CAPITAINE DE L'ABSURDE

LE GARDIEN DES ROSES

FRANÇOIS-MOÏSE VITACON

CAPITAINE DE L'ABSURDE

LE GARDIEN DES ROSES

FRANÇOIS-MOÏSE VITACON

CAPITAINE DE L'ABSURDE

LE GARDIEN DES ROSES

FRANÇOIS-MOÏSE VITACON

Capitaine Bosquet

LE GARDIEN DES ROSÉES
d'Alain Bosquet.
Ed. Gallimard, 180 p., 98 F.
EFFACEZ-MOI CE VISAGE
d'Alain Bosquet.
Ed. de La Différence, 40 p., 49 F.
CAPITAINE DE L'ABSURDE
d'Alain Bosquet.
Ed. Le Cherche-Midi, 30 p., 68 F.

Persone ne peut donner une définition de la poésie. Alain Bosquet le sait. Aussi, au lieu de s'engager dans un long discours « poétique » qui serait l'otage de lui-même, préfère-t-il — pour tenter de cerner le rôle capital que la poésie a joué dans son existence — lancer dans le *Gardien des rosées* une série d'aphorismes qui ne sont pas une suite de sentences impérieuses, mais plutôt un semis d'interrogations où le doute le dispute à la foi.

Alain Bosquet s'inquiète de constater combien le poète est toujours dépassé par son poème, qui semble « se rédiriger lui-même ». Lorsqu'il se risque à relire l'un d'eux, il se sent dépossédé de ce qu'il a écrit, ramené à l'état d'« accessoire », et il manifeste sa rébellion contre les mots qui, une fois inscrits sur les pages, l'exilent : « A peine écrit, mon poème me dit : efface-toi... Il n'y a pas de place pour nous deux. » Dans cette guerre amoureuse qui l'oppose à sa création, il essaye de résister et d'échapper à la puissance dévorante du poème : « Je t'efface, toi qui, à chaque syllabe, tui saute à la gorge ».

L'éternel malentendu

Pourtant, confronté au désert de la vie, il reconnaît qu'il a besoin du verbe et qu'il mourrait de perdre les mots qui lui servent d'« asile ». Il rêve de se laisser engloutir en eux, d'y noyer ses manques et ses infirmités : « En moi, tout est tragique... Alors, par lâcheté, je deviens une phrase... » Ce monde qu'il reconstruit, il peut, à l'infini, le remanier — lui, qui s'avoue incapable de reprendre quoi que ce soit de son existence. « Je traduis la rosée, je corrige un oiseau... Je démontre à la fleur qu'elle est une autre fleur... »

Il aimerait devenir un simple organe du monde et, pour se soustraire aux tourments de la pensée, il aspire à une sorte de suicide minéral, à une chute dans l'inconscience de

la matière. Aimant peut-être les choses plus que les êtres, il voudrait être instinctif « comme l'arbre ou la neige ou le serpent qui dort ». S'il se voue à une telle adoration des pierres, des plantes et des étoiles de mer, c'est parce que — comme il l'explique dans des aveux lapidaires, de tristesse lucide — il ne se supporte pas. Condamné à faire « l'âme à part », il a toujours été inapte à surmonter l'éternel malentendu qu'il a avec son être. Il n'est jamais parvenu à se frayer un chemin entre les douceurs de la vie et le désespoir de vivre, l'extase et l'épouvante, l'innocence et le dégoût.

Se sentant « trop enfant ou trop adulte », il n'a cessé de vagabonder en lui-même sans parvenir à se trouver. Il ne se tolère que s'il se rend « imaginaire » à ses propres yeux : il oublie ainsi le déclin de son corps qui, ravagé par l'âge, accompli avec peine, dans l'ombre du désir déchu, « un pas pour vivre, un pas pour regretter la vie ». « Même me peu me met dehors », dit-il, dans un accès de mélancolie acerbe.

D'où la fascination triste qu'il éprouve envers les peintures de Francis Bacon, auxquelles il dédie, aujourd'hui, un beau recueil : *Effacez-moi ce visage*. Alain Bosquet sait, avec une acuité meurtrière, évoquer, chez Bacon, les voyages de la chair qui, désertant ses points d'attache, paraît dériver loin d'elle-même quand, « doigt après doigt, la main quitte la main, le genou gauche dément le droit ».

Dans ces trente-quatre poèmes, vibrant d'un lyrisme âpre, Alain Bosquet célèbre les corps écartelés, comme crucifiés sur eux-mêmes, qui, privés, dans leur absolue solitude, « de pensées, de devoirs et de droits » semblent implorer le havre d'une image fixée d'eux-mêmes. Peut-être leurs gestes, tremblant d'une colère épuisée, sont-ils les reflets des révoltes lasses d'Alain Bosquet, dont l'ultime philosophie serait un « taoïsme de la rage ». Seule l'admiration qu'il nourrit envers les maîtres de l'art — Beethoven, Vermeer, Saurat, Rilke... — lui permet, tel un capitaine de l'absurde, de dominer le néant et de ne pas sombrer dans l'obscurité délectation de la fin des choses, car « cesser d'admirer, c'est déjà mourir ».

Jean-Noël Pancrazi

10 Folio réédite le récit autobiographique d'Alain Bosquet : *Lettre à mon père qui aurait eu cent ans*, 278 p.

Dominique Rolin et les délices du mot

Un volume d'articles et de courts essais de l'écrivain : un parcours esthétique, sensuel et poétique

UN CONVOI D'OR DANS LE VACARME DU TEMPS

de Dominique Rolin.
Ramsay/Le Coran, 194 p., 110 F.

Pour Dominique Rolin, qui a publié son premier roman, *les Marais*, en 1942 (1) et n'a jamais depuis failli à sa discipline d'écriture quotidienne, observer le monde, c'est évidemment, et en premier lieu, le mettre en mots. « On n'aimera jamais assez les mots, corps vivants moulés par le flux de l'espace et du temps (...). Ils se réinventent à chaque époque en refusant l'étouffement de la linguistique » : ce sont les premières lignes de « Faire l'amour et Fragonard », l'article ouvrant le recueil qui sort aujourd'hui sous le titre *Un convoi d'or dans le vacarme du temps*.

Qu'elle parle de Roger Van der Weyden, de Jean-Luc Godard, de Céline, de Florence Gould, d'Eugénio le chanteur de Venise, du sentiment de l'exil ou de la gloire, Dominique Rolin a le même regard aigu, dépourvu de préjugés et de morale. Elle a la bienveillance de ceux qui aiment la vie, ses hasards et ses folies — ce qui n'exclut pas, bien au contraire, une féroce lucidité. Elle sait être joyeusement indécente, délicatement tendre, subtilement sensuelle. Sa gourmandise de la vie n'est jamais gloutonne ; sa passion de la littérature n'est jamais déclamatoire ; son amour de la peinture, de Venise ou de sa Belgique d'origine n'est jamais emphatique.

« Exulter clandestinement »

Pas de lyrisme facile chez Dominique Rolin. Pas de rapports effusifs à soi-même ou aux autres, pas d'épanchement guaste. Ni auto-célébration ni complaisance, ce qui se fait rare. Une discrète élégance, même pour dire le plus violemment intime. Une recherche minutieuse de la sensation. Le plaisir de traquer le mot précis, l'assemblage de sons le plus plaisant et le plus convaincant, pour restituer, au plus exact, ce qu'on a vu, ressenti, ce qu'on a remarqué, distingué ou aimé au point de vouloir le faire partager, le propager, le fixer à jamais.

Il suffit de lire quelques-unes de

ses phrases sur la gloire pour savoir comment Dominique Rolin — et probablement tout écrivain qui n'est pas un éphémère fabricant de livres — voit la vie et la survie : « Il est évident que la vraie gloire ne peut être que posthume, c'est-à-dire sourdement propagée dans la profondeur obscure, et comme distraite, d'une époque. Il me semble cependant que chaque artiste — qu'il soit superbe, douteux ou rai — a la révélation délicieusement irréaliste de la gloire en un moment très secret de son travail, lorsqu'il est braché en direct et sans témoin sur le mystère aigu de la création. Exemple : à la

seconde où la plume d'un écrivain touche le papier, tout se passe comme s'il le traversait pour atteindre en éclair la renommée. Une telle illusion est toujours sublime. Elle permet d'exulter clandestinement. Elle est l'affirmation folle, erronée ou mensongère d'une certaine raison d'être et de se survivre à soi-même. »

Quelle évoque Virginia Woolf —

« Elle a beaucoup écrit. Elle a suffisamment écrit. Sa démenche est on ne peut plus raisonnable », — Marguerite Yourcenar, à laquelle elle a succédé à l'Académie royale de Belgique — « La discrétion feutrée de son attitude n'est là que pour masquer un orgueil inflexible », — André Delvaux, rencontré par hasard dans un train — « Des yeux bleus intensément distraits, un front large (...), un vague air d'enfance autour d'une bouche serrée », — Dominique Rolin, qui a le sens du croquis, montre la même justesse. Celle de quelqu'un n'ayant pas décidé à l'avance ce qu'il convenait de voir.

C'est pourquoi il est si délicieux de la suivre dans *Un convoi d'or dans le vacarme du temps*, de passer avec elle d'un livre à un tableau, d'un film à une promenade, de rêver de Venise, « sa » ville — elle y va deux fois par an depuis quelque vingt-cinq ans.

Le mot de la fin, bien sûr, ne peut que revenir à cette ville, et à l'écriture, qui, miraculeusement, savent se confondre : « Descendre tôt. S'asseoir à la table d'angle du ponton en évitant qu'un pied du siège ne soit pris entre deux des planches écorchées qui n'ont jamais tout à fait cessé d'être des arbres. Amarrage d'un nouveau jour. Respirer l'espace (...). Décider de commencer un texte sur Venise. Mais presque aussitôt prendre conscience que la ville a le pouvoir de renverser les rôles. C'est elle l'écrivain. Il faut se laisser écrire par elle qui dispose en reine des corps passés-présents-futurs : elle en fera ce qu'elle veut. »

Josyane Savigneau



Dominique Rolin par Irmeli Jung.

(1) Gallimard va rééditer ce roman en avril.

Les éditions Ramsay/Le Coran ont déjà publié, il y a quelques mois, un court texte de Dominique Rolin. *Bruges agit sur l'imagination* comme si son histoire l'avait chargée d'une éducation qui n'a rien à voir avec la physique. Elle est une mine de feu magique, le noyau d'un volait dormant. On ne peut résister à son pouvoir d'alimentation, écrit dès la première page Dominique Rolin. C'est la raison majeure qui m'a empêché de retourner aujourd'hui dans ce lieu de mon enfance et de ma jeunesse (...). Si je suis fixée en France depuis longtemps et dotée pour l'immobilité, ma mémoire, elle, a conservé intactes son dynamisme et sa légèreté. Aussi lui ai-je suggéré de faire le voyage à ma place. »

L'hypothèse du tableau raconté

Suite de la page 21

Classé sous l'étiquette de « réalisme américain », Hopper n'apparaît pas moins, de ci de là, comme un peintre métaphysique qui justifie le rapprochement avec un Chirico ou un Carrà. Surtout lorsqu'il peint ces imposantes maisons solitaires que l'on

dirait des archétypes ; ou ces paysages urbains où, seules, les ombres portées semblent vivantes. Et davantage encore dans la toile à laquelle Claude Esteban a emprunté le titre de son ouvrage : *Soleil dans une pièce vide*, où des pans de mur et des à-plats de soleil composent tout ce qui reste d'une chambre quand la vie se retire pour toujours — ce que la mort délaisse.

Demandait-on à Hopper ce qu'il cherchait à exprimer, à saisir dans cette toile ? « Je ME cherche », répondait-il.

Dans son avant-propos, Claude Esteban exprime, lui, le souhait qu'on lise son livre sans essayer d'identifier telle ou telle peinture. On le lui accordera ou non, mais on ne saurait trop conseiller sa lecture à celui qui, ignorant l'œuvre de Hopper, s'apprêterait à la découvrir. Car à la description que l'écrivain en fournit, et que la netteté du détail rend inépuisable, s'ajoute le va-et-vient de la rêverie interprétative — et c'est ainsi que le flux du temps, la lumière des étés d'autrefois, les intermitteces du cœur, le halo de la vie envahissent les tableaux, lesquels, à en croire Valéry, ne représentent, en l'absence d'une pensée reliée à l'œil, que la capture plus ou moins réussie d'une image.

Hector Bianciotti

Un événement : Le Coran

Traduction annotée, suivie d'une étude exégétique par

Jacques Berque

La traduction de référence, qui fait passer en langue française le souffle du texte original : puissante, précise, poétique, qui se déploie dans le sacré. Par le plus prestigieux des arabisants.

« Jacques Berque vient de mettre la dernière main à son chef-d'œuvre. » *Télérama*
« La traduction du Coran de Berque ? Peut-être le livre de chevet de l'Islam en France. » *L'Express*

Prix de lancement :

Édition courante : 848 pages sur papier ivoire, imprimée en deux couleurs, ornée de calligraphies. Reliure façon cuir vert émeraude, titres or, sous étui : 330 F (380 F après le 31 mars)
Édition bibliophilique numérotée, papier bible ivoire. Reliure plein cuir vert antique, titres frappés à l'or fin véritable, tranches or véritable, pages de garde marbrées à l'ancienne, emboîtement de luxe cartonné recouvert de papier marbré, bords cuir. 2 500 F (3 000 F après le 31 mars)

Sindbad

En librairie, dans les grands magasins, chez l'éditeur : 1 et 3, rue Feutrier 75018 Paris. Tél. (1) 42.55.35.23

Histoire des idées, mémoires des lieux

Collection "Mémoires"

En librairie 120 F

Jacques Laurent

...ES DE LA TRINITÉ

SOCIÉTÉ
par Georges...

La de

... dans l'histoire de la France, il y a eu des moments où le pays a été divisé en deux camps, l'un pour la liberté, l'autre pour la tyrannie. C'est ce qui s'est passé pendant la Révolution, et c'est ce qui se passe encore aujourd'hui. La France est un pays de contrastes, et c'est ce qui la rend si intéressante. Elle a une histoire riche et variée, et elle a une culture qui est unique. C'est pourquoi elle est si chère à son peuple, et pourquoi elle est si importante pour le monde entier.

NOUVELLE REVUE DE
MECHANALY
N° 115

Histoires de cas

Journal 50

épuisable

LIVRES • IDÉES

LES MYSTÈRES DE LA TRINITÉ
de Dany-Robert Dufour.
Gallimard,
464 p., 150 F.

SOCIÉTÉS
par Georges Balandier

Il est des livres singuliers, déconcertants par les voyages insolites dans les régions du savoir où ils entraînent, et dont on devient captif au point de ne plus s'en déprendre. On s'y trouve embarqué pour une exploration aventureuse, sans toujours y trouver le temps du doute ou du retrait. Le dernier ouvrage de Dany-Robert Dufour est de ceux-là ; et d'autant plus que nous sommes prévenus : « Il a tout pour déplaire aux camps qui édicte ce qu'il convient de penser ».

Il est le produit d'une étrange révélation, qui conduit à affronter aujourd'hui « les mystères de la trinité » (avec un pluriel et un i minuscule), et non pas seulement la figure de la Sainte Trinité de la doctrine chrétienne. Ce n'est pas un traité de théologie, mais le guide d'un parcours où se découvrent autrement toutes les régions constitutives du savoir, l'histoire de la culture occidentale, les conditions de formation du lien social et du lien personnel. Jusqu'au moment où, en notre siècle, la forme trinitaire est refoulée par la forme binaire, celle qui régit nos sciences, nos techniques, nos machines à communiquer et à faire nos images. C'est maintenant l'avènement de l'homme binaire qui change le monde et se change lui-même.

La perspective est occidentale, mais la connaissance des autres cultures encore dites primitives ou archaïques, non soumises au gouvernement de la raison scientifique et instrumentale, montre qu'elle peut se retrouver ailleurs. Ainsi dans les mythes de nombre des sociétés africaines où trois figures conjuguées la différence exprimée selon les catégories sexuelles, afin de symboliser, penser et entretenir l'ordre du monde et l'ordre des hommes.

L'unité dans la dualité se réalise en trois formes : celles de l'androgyne qui manifeste l'union idéale en un être complet, du couple de jumeaux de sexe opposé qui tiennent son unité de la naissance commune, du couple primordial qui tend difficilement à l'unité car elle ne lui est pas initialement donnée. Trois figures conjuguées, concurrentes, pour maîtriser la différence (la binarité) et faire triompher l'unité, l'ordre, la loi. Le mythe, replié sur lui-même, définit un univers unifié, tout en reconnaissant en celui-ci le travail de la division, du mouvement, du désordre.

Sur la scène de la pensée, en de nombreuses cultures et en tout temps, trois figures sont à l'œuvre, l'unité, la dualité et la trinité — le « trois en un ». Selon la priorité accordée à l'une ou l'autre d'entre elles, les paysages culturels et les formes de la socialité sont grandement diversifiées. La définition de l'homme et de son action dans (et sur) le monde en procède. Dany-Robert Dufour présente une illustration et défense du rapport trinitaire, il en fait l'élément fondamental de l'analyse des sociétés et des cultures, sans pour autant tomber dans l'apolo-



Les tours de la trinité

gétique. Ce rapport, il le trouve inscrit dans l'usage spontané de la langue, dans cette forme la plus simple et d'une « extrême trivialité » qu'est la relation je-tu-il. L'espace de la parole ne se réduit pas à deux termes, il en faut un troisième (le « il ») sans lequel il n'y a pas de rapport d'interlocution. C'est la condition de la communication et de la mise en ordre du discours. Le sujet parlant s'y soumet en quelque sorte naturellement, et le linguiste ne peut que reconnaître la « chose trinitaire » lorsqu'il élabore sa théorie de la langue — ce que le logicien Peirce, ici présenté comme l'un des grands noms de l'histoire multiple de la trinité, a manifesté.

Tout se complique, s'obscurcit ou devient mystère avec les identifications du « il ». Dans l'ordre symbolique, qui permet la genèse sociale et individuelle des sujets, le « il » intègre quelque chose « qui est radicalement hors langue », marque une absence et représente finalement la mort. Notre auteur n'hésite pas à expri-

mer cette dernière affirmation en un théorème : « Le « il » du système je-tu-il est un signifiant qui a pour signifié la mort ». Les grands récits fondateurs d'une société et d'une civilisation, traduits en systèmes de croyances, sont soumis à cette même logique trinitaire. Ils font référence à une sorte de scène primitive où le lien social et la Loi se constituent et s'énoncent à partir de l'opération sacrificielle, de la prise en charge de la mort.

Pour que « je » et « tu » se lient, communiquent et s'inscrivent dans un ordre, « il faut qu'un troisième ait pris la mort sur lui ». Dany-Robert Dufour envisage sous cet éclairage les changements provocateurs d'une nouvelle gestion du sacrifice, d'une nouvelle forme narrative fondée sur l'écriture et d'un autre état de la figure trinitaire par le passage des polythéismes aux monothéismes. La trinité immanente au récit dans ceux-là devient transcendante dans ceux-ci. Sous ce dernier aspect, elle constitue la pièce maîtresse du dogme chrétien, un

mystère que saint Thomas soumettra à l'exigence de rationalité, en ouvrant des voies différentes à la pensée et en faisant que Dieu soit désormais « raisonnable ».

NOTRE infatigable explorateur des territoires du savoir occupés par les formes trinitaires mène à bien d'autres lieux. Et notamment aux rives de la psychanalyse, là où s'effectue l'accès à l'univers intersubjectif et à l'ordre du signifiant, là où est décryptée la formation du sujet et du lien personnel. Le parcours atteint sa plus grande intensité lorsqu'il conduit à la découverte de la constitution explicite de deux ordres de pensée — celui du « Trois » et celui du « Deux » — dont les artisans furent les philosophes grecs, à l'origine d'une lutte entre binarité et trinité conduite pendant plus de deux mille cinq cents ans.

Ce qui est en jeu dans ce combat apparaît clairement, et très tôt, dans la présentation du pythagorisme que propose Dany-Robert Dufour. Cette première secte philosophique associe la connaissance à la relation binaire, au Nombre et à la proportion, à l'harmonie née des contraires, et à l'opposition implicite du vrai et du faux. L'homme est doté d'une faculté d'accéder au « secret », d'une capacité de savoir et de pouvoirs qui lui permettent de se rapprocher des dieux et d'accéder ainsi à l'immortalité. La nouvelle pensée s'allie à la dénégation de la mort.

Toutes les incursions philosophiques (et théologiques) suivantes jalonnent les espaces où se déploient les luttes entre les deux formes de pensée, où s'effectuent aussi des métissages inavoués. Jusqu'au moment où tout commence à basculer vers la binarité, la science et la technique. Alors, un avertissement est lancé en forme d'information et de mise en garde : « Notre monde est passé sous le contrôle de l'ordre du Deux ». Les sciences de l'homme elles-mêmes y ont pour une large part consenti ; le structuralisme, né de la cybernétique et de la théorie des systèmes y a représenté durant un temps la « forme avancée du binarisme ».

L'idée binaire a progressé, conquiert le champ scientifique et technique ; ce petit opérateur « fait des merveilles et fait de tout langage, met tout en ordre ». Il assujettit l'esprit, il commence à soumettre le corps. A partir de l'analogie établie entre la structure du vivant et celle du langage binaire, la génétique s'est donnée la capacité de reconnaître le programme du vivant, d'en lire les codes et d'en décrypter les instructions. Elle peut déjà « manipuler », elle commence à rechercher les moyens de « maîtriser les rouages de la vie et de la mort ». Nous voici dans la situation du parieur de Pascal : que gagnons-nous si nous perdons la mort ?

Signalons l'ouvrage de Giorgio Agamben, *Le Langage et la mort*, où est recherché le lien entre ces deux déterminations essentielles : le langage et la mort (Ch. Bourgois, à paraître le 1^{er} février).

Sociologie au pluriel

Pour étudier le « social », il faut le reconstruire à l'aide de modèles interprétatifs

L'INTELLIGENCE DU SOCIAL
de Jean-Michel Berthelot.
PUF, 254 p., 185 F.

Professeur à l'université de Toulouse-Le Mirail, Jean-Michel Berthelot s'efforce d'aborder la pratique sociologique dans a priori doctrinal. Reprenant le problème des « règles de la méthode » au point où Durkheim l'avait laissé, il s'efforce de montrer que cette science, quoi qu'on en dise, n'est pas tout à fait comme les autres. Son objet, le « social », est en effet inaccessible directement. Il faut, pour l'étudier, le reconstruire à l'aide de modèles interprétatifs. Mais ceux-ci sont aussi divers que nombreux, aucun d'entre eux ne suscitant l'unanimité parmi les spécialistes. Il s'ensuit, pour la recherche sociologique, un pluralisme déconcertant — mais que

Jean-Michel Berthelot tient, avec raison, pour inévitable.

Faisant l'inventaire des principaux modèles existants, cet ouvrage propose aussi une discussion serrée de l'usage des méthodes quantitatives en sciences sociales, ainsi qu'un exposé détaillé du problème de « l'individualisme méthodologique ». On désigne sous ce nom un ensemble de conceptions (illustrées en France par Raymond Boudon) revenant à faire de l'acteur individuel l'atome logique de l'analyse sociologique.

Jean-Michel Berthelot souligne ce que cette position peut avoir d'économique par opposition aux théories lourdes d'autrefois, qui prétendaient s'appuyer sur des notions abstraites encore plus problématiques que les phénomènes sociaux qu'elles avaient pour fonction d'expliquer.

Christian Delacampagne

JUBILATOIRE!

Bernard Rapp,
Caractères



135 F
588 pages

Pas un lecteur ne résistera au charme de cette gentille Liselotte obstinée, fille du peuple et joli cerveau. Pas une lectrice ne pourra se soustraire à la séduction de Boro, le boîteux, qui est tout à la fois Rouletabille, d'Artagnan, Arsène Lupin, gentleman, journaliste et marginal, séducteur et paternel. Boro qui fréquente les humbles et les grands, les laissés-pour-compte et les ministres avec cette même désinvolture que lui donne sa liberté. Pas une liberté de nant, de gosse de riche, pas une liberté de papier monnaie ou de compte en banque, une vraie liberté d'homme libre, de déraciné qui a choisi sa patrie et ses amis du côté de son cœur...

...Plein feu sur l'aventure, l'amour, le suspense. Le Temps des cerises est un fantastique roman feuilleton dont le mot de la fin est une promesse : à suivre!

Nichèle Gazier, Télérama

Avec la canne et son Leica, revoilà Boro, le photographe reporter du XX^e siècle. Robin des Bois art-déco, Tintin mèteque, un peu Rouletabille, et beaucoup Capa...

...Deux vrais écrivains pour un feuilleton au parti pris annoncé. La nature a horreur du vide, et Franck-Vautrin, romancier de talent, nous réécrivent notre histoire.

Philippe Dufay, Le Figaro Magazine

Déjà paru : La Dame de Berlin.

FAYARD

NOUVELLE REVUE DE
PSYCHANALYSE
DIRIGÉE PAR J.-B. ROUSSELIS
N° 42

Histoires de cas

GALLIMARD

A nos grands hommes

En comparant Mitterrand à de Gaulle, Alain Duhamel ne cède pas seulement à l'attrait de la rhétorique, il éclaire aussi l'histoire de la V^e RépubliqueDE GAULLE-MITTERRAND
La marque et la trace
d'Alain Duhamel.
Flammarion, 234 p., 39 F.

Rond et lisse comme un galet, synthétique et nourri d'informations sûres, excitant, souvent jubilatoire, le dernier livre d'Alain Duhamel a tout pour plaire. On y retrouvera la malice raisonnée de l'auteur du *Complexe d'Asclépius*. On partagera volontiers aussi sa philosophie salutaire : un dogme de cette chose publique si décriée mais dont il n'entend pas désespérer. Car, pour lui, seuls la politique et les hommes qui la font peuvent « transmuter le rêve en Histoire ». De Gaulle-Mitterrand redouble ainsi le bonheur ressenti à la lecture des *Habits neufs de la politique*, publiés voilà deux ans chez le même éditeur.

On s'esbaudit aussi, avouons-le, à renouer avec la chère vieille rhétorique, étirée dans une de ces dissertations sur les parallèles célèbres qui hantent les cahiers des collégiens. L'exercice a ses écueils : le propos initial peut confronter noblement Corneille et Racine, ou Rousseau et Voltaire, pour s'achever dans un morne face-à-face entre Roux et Combazur. Le livre n'échappe pas tout à fait à la méchante loi du genre où tout pousse au crime de la formule-missile en fin de paragraphe, où la veine à mesure qu'elle s'épuise fait proliférer la redondance.

Charles-le-pic
et François-le-fléau

De « marque » (sur quelle chair ?) en « trace » (sur quelle piste ?), il nous embarque ainsi dans un mol balancement assez académique entre Charles-le-pic et François-le-fléau, Agamemnon et Ulysse, de Gaulle-la-rup-ture-nécessaire et Mitterrand-la-synthèse-expérimentale, entre le despote éclairé et le monarque républicain, le *Connétable* et l'*Architecte*, le *Colbertien* social et le *Socialiste colbertien*, le *Prophète malheureux* et l'*Idéologue repentin*. Ou même, si l'on conceptualise un brin, cet « orgueil charismatique contre la fièvre démocratique » qui clôt un essai tout entier construit sur ce jeu de balancière entre l'héroïque et le notoire qui a déjà ruiné tant de westerns de série B et agacé au bachelot des examinateurs sans entrailles (lequel d'entre eux laisserait passer, par exemple, page 13 : « Le général de Gaulle est sorti de l'Histoire pour entrer en politique alors que François Mitterrand est resté en politique pour entrer dans l'Histoire » ?).

Alain Duhamel, fine mouche, a bien senti pourtant que cette excitation du parallèle devait être un vrai ressort dramatique. Et, en vrai stratège, il n'a pris le risque de l'écrire, avec brio, qu'après avoir soigneusement délimité le champ de tir. Son pari est donc simple, crédible et piquant. Il entend conduire le lecteur à ne réfléchir qu'au « cas d'école » que nous vivons et qui est, c'est vrai, unique dans l'histoire de France : « Deux dirigeants de haute stature disposant de mêmes pouvoirs et de la même durée (dix ans : 1959 à 1969 pour l'un, 1981 à 1991 pour l'autre) sous la même République ».

Nul n'ignore que le premier président de la V^e République arriva à l'Elysée avec un acquis indéfiniment capitalisable, une légende, une onction que son challenger n'avait et n'aura



Les portraits officiels des présidents de Gaulle et Mitterrand.

jamais : de Gaulle était déjà, il sera toujours, l'homme du 18-juin. Mais, même s'il répugna à convoquer les urnes pour renouveler l'onction — Duhamel remarque avec impertinence que de Gaulle n'a frotté sa propre personne au suffrage universel direct qu'une seule fois, en 1965, tandis que François Mitterrand a toujours été une robuste bête à suffrage — le général endossa un habit présidentiel, enfanta une république, exerça un pouvoir avec lesquels l'homme du *Coup d'Etat permanent* a su, à son tour et à son rang, renouer en paternité. « En somme, au regard de leurs biographies entières, la confrontation des deux personnalités serait intertemporelle, mais, pour ce qui concerne leurs deux présidences, la comparaison va de soi ». Cela posé, Alain Duhamel s'est donc jeté à l'eau.

Le plongeon de départ est impeccable, avec un morceau d'anthologie qui croque deux solitaires aussi secrets qu'ambitieux, deux rebelles non confortés, deux hommes de plume et de tempêtes qui partagent la même détestation du faux plat, de l'anodin et du médiocre. Puis, sur trois chapitres, le crawl est élégant et l'on barbote avec joie. Duhamel dit en termes excellents ce que fut la griffe du lion sur nos institutions, mais il sait reconnaître l'empreinte du disciple de Jaurès sur notre Etat de droit.

En politique extérieure, il se refuse à croire que Mitterrand ne puisse faire que du « gaullisme rebaptisé » et explique comment son « humanisme résolu », pour fragile qu'il soit, sait faire face quand il le faut : à preuve, dit-il, la crise du Golfe. Sur la construction de l'Europe, il donne pour vainqueur aux points l'homme du discours au Bundestag du 20 janvier 1983, celui qui n'a pas fléchi dans la crise des SS-20 ou l'ouragan monétaire et a su opter « pour l'Europe de l'économie de marché contre le socialisme du repli sur soi ».

Puis le livre passe et brasse coule, l'essayiste soufflant un peu et s'accordant quelques répétitions : c'est plus tédieux, mais il est toujours bon de s'ébrouer. Le parallèle entre les deux politiques culturelles élyséennes s'imposait-il ? Il ne peut en fait que tourner court, puisque de Gaulle laissa carte blanche à son cher Malraux et que l'homme à la Pyramide, par contre, a toujours

su trouver du répondant Rue de Valois. Le social et l'économique sont ensuite honnêtement disséqués, sans justifier de trames particulières. En revanche, le sprint final est nerveux, éclatant même, dans son affrontement du fondateur et du challenger sous l'œil de la Marianne des élections et des sondages.

L'exercice, au bout du compte, est tonique. Ce livre ragailardit parce qu'il fait couler l'eau vive de deux grandes politiques. Qu'il s'agisse du sens de l'Etat, des affaires internationales et même

de l'Europe, conclut-il, le but des deux hommes est « étrangement semblable ». N'était-il pas utile de le rappeler, aujourd'hui, avec ce talent et cette conviction ? Les correspondances entre dix années de conduite des affaires n'égalent pas, il est vrai, la stature des deux présidents à l'aune de l'Histoire. Mais déjà, note Alain Duhamel, « la confrontation des résultats réduit l'écart des images ». On peut en discuter. Mais après avoir pris plaisir à lire cet essai de bonne foi et de juste acuité.

Jean-Pierre Rioux

Passage en revues

Idées, histoire, société

La guerre est l'événement par excellence, ce qui opère la rupture la plus radicale avec les normes et les pratiques routinières. Il faudra, demain, que les ethnologues, les sociologues et les philosophes tentent de nous expliquer comment la société du spectacle dans laquelle nous vivons est parvenue à une telle puissance dans le simulacre et dans sa mise en scène que la guerre, pendant quelques heures, quelques jours, au moins, a pratiquement cessé d'être, dans sa réalité abominable, pour acquiescer tous les chatolements du paraître : une gigantesque dramaturgie dont les péripéties passionnaient d'autant plus les (télé) spectateurs qu'ils conservaient la vague conscience d'en être également les acteurs-victimes potentiels.

A cette réflexion, le numéro d'automne de *Terrain* apporte une contribution intéressante. Ces « carnets du patrimoine ethnologique » rassemblent une série d'articles sur le thème « Paraître en public » font en effet beaucoup plus que décrire et analyser les formes ancestrales ou modernes du comportement en public. A travers des sujets aussi divers que le rituel des voyages du pape Jean-Paul II, les manières différentes d'être, d'occuper l'espace et de parler dans la « cessa » et sur la « piazza » corse, les meetings politiques en Languedoc entre 1985 et 1989, la célébration du premier anniversaire de la révolution russe à Petrograd en 1919 ou la « panthéonisation » de Jean Jaurès en 1924, *Terrain* met en évidence une modification importante, dans les sociétés modernes, des définitions du public et du privé, du montrable et du caché, de l'ostentatoire et de l'intime.

Christian Bromberger, qui a dirigé ce remarquable ensemble, souligne très justement que le triomphe de la « spectaculairité » s'accompagne d'un recul de l'image publique, des valeurs et des destins collectifs au bénéfice de l'image privée, des identités individuelles, d'un star-system qui sélectionne les élites politiques — et l'historicité des événements — sur la base de l'apparence. La

représentation du monde se passe fort bien de l'action sur celui-ci. (*Terrain* n° 15, « Paraître en public ». Mission du patrimoine ethnologique, 65, rue de Richelieu, 75002 Paris. 170 p., 60 F.)

Les fameux « consensus » n'est-il pas lui aussi une forme du paraître qu'il conviendrait d'opposer à l'être réel de la société ? Bien que Maurice Olender et la rédaction du *Genre humain* aient pris soin de formuler sous une forme interrogative le thème du dernier numéro de leur revue : « Le consensus, nouvel opium ? », leur réponse globale est sans ambiguïté : ce que des idéologues comme Furet, Julliard ou Rosanvallon dans leur *Republique du centre* font passer pour « la fin de l'exceptionnalité française », l'unification morale d'un pays qui se retrouverait quasi unanimement derrière les valeurs indépassables du capitalisme, de la démocratie et de l'individualisme libéral, n'est qu'un leurre dangereux.

Comme l'écrit Emmanuel Terray, « un consensus minimal est certes la condition de toute vie sociale : les acteurs doivent au moins s'entendre sur le sens des mots et sur la règle du jeu. Mais (...) si le consensus s'étend à d'autres objets, si l'on prétend consacrer un ordre établi en le faisant passer pour « la nature des choses », alors il faut en mesurer le prix : il ne peut subsister que par un mélange pervers d'hypocrisies, d'affabulations et de silences complices ». Ce que montrent bien les analyses de Michel Gaspard et de Norbert Bensaïd à propos du « consensus » sur le chômage et sur le racisme. (*Le Genre humain* n° 22. Le Seuil, 240 p., 85 F.)

L'Europe du XXI^e siècleL'APRÈS-COMMUNISME
De l'Atlantique à l'Oural
de Jacques Lesourne
et Bernard Lecomte.
Robert Laffont, 324 p., 100 F.

Il fallait une bonne dose de confiance pour s'aventurer sur les terrains mouvants de l'après-communisme, mais Jacques Lesourne et Bernard Lecomte nous préviennent : il ne s'agit que d'un raisonnement sur les événements possibles. Ce qui n'est déjà pas une mince affaire. Ils s'en tirent avec brio, préservant une charte quasi pédagogique dans leur « jardin à la française ».

Il était de sage précaution, avant d'ouvrir le voile aux scénarios de demain, de retraire le parcours des années Gorbatchev et d'essayer, dans cette extraordinaire histoire, de distinguer la part du hasard et de la nécessité. Chapitres pointus, bénéficiant de ce léger recul qui permet déjà de lire des messages importants.

Pour leurs développements dans l'espace et le temps, J. Lesourne et B. Lecomte prennent l'Europe par tous les bords. L'URSS d'abord, creusant de la transformation. Après les analyses subtiles sur l'Etat, l'armée, la crise morale, la naissance d'une vie démocratique, l'économie entre la désorganisation et la réforme, la fédération entre l'explosion et la reconstruction, nos auteurs exposent les scénarios crédibles : celui d'un gouvernement militaire-policier ; celui de l'asarchie durable (la réforme « radicale » de l'économie basée sur la question de la propriété) ; celui de la démocratisation réussie.

Et l'Europe centrale ? Pour Jacques Lesourne et Bernard Lecomte, il n'y a pas de troisième voie. L'économie de marché est la seule convenable,

« mais il n'y a pas une seule économie de marché », ni même une seule transition et l'on discutera sans doute longtemps sur l'option entre le gradualisme ou la thérapie de choc. De toute manière, les spécificités sont déjà nettes : l'ensemble roumano-bulgare ne se présente pas sous les mêmes auspices que le groupe polono-tchéco-hongrois.

C'est le mérite des auteurs d'avoir recherché ensuite l'influence sur l'Europe de ce qu'ils appellent (après Toynbee), son « prolétariat extérieur », c'est-à-dire l'ensemble des peuples du tiers-monde qui gravitent autour d'eux. « L'invisible réseau... qui sépare les peuples à fécondité faible... peut laisser filtrer l'une des plus grandes migrations de l'histoire ».

Retour enfin vers nos problèmes de famille. Pour l'Allemagne, le faisceau des scénarios est étroit : « Allemagne élargie » vers l'Est et le monde ou ancrage très fort à la CEE. Mais que va devenir la Communauté elle-même dans ce mélange de trônes ? Là, les hypothèses se multiplient : Communauté intégrée, Communauté schizophrène (d'un côté, renforcement de l'UEO, de l'autre Etats-Unis, Canada, URSS, pays européens restés en dehors de la CEE, réunis dans un forum pour la sécurité dans le cadre de la CSCE), Europe morcelée version 1914 révisée 1990, Europe du marché intérieur et de la sécurité collective.

L'imagination, on le voit, n'est pas le moins bien servie dans ce livre-référence. Mais toujours bridée par des raisonnements rigoureux. On se croirait en possession d'un nouveau « jeu informatique ». Pour adultes seulement.

Pierre Drouin

de livres sans auteurs est aussi une confrontation fantasmagique : les deux parties ont besoin l'une de l'autre comme d'un obstacle qu'oppose le principe de réalité au cauchemar d'une communication généralisée, immatérielle et désindividualisée.

(*Revue des sciences humaines* n° 219. Université Lille-III, BP 149, 59653 Villeneuve-d'Ascq Cedex. 180 p., 80 F.)

« L'aveuglement a changé de camp », écrit René Gallissot. Encore la formule ne sert-elle à rien si l'on ne cherche pas à comprendre ce qui rend aveugle, hier comme aujourd'hui. Où s'est-on trompé, dans les méthodes d'analyse, quels outils intellectuels conviendrait-il de réformer ou de jeter à la casse, que valent ceux qu'on nous propose désormais et qui ne semblent destinés qu'à flatter notre narcissisme de naïfs ?

Comment, par exemple, les fameuses « lois du marché » pourraient-elles nous permettre d'affronter le défi du tiers-monde ? Tout cela est débattu sérieusement, sans inutilités polémiques, mais avec une vigueur critique qui réjouira tous ceux que navrait le fléau répété descriptif dans lequel semblaient se confiner les sciences sociales.

(*L'Homme et la Société* n° 97. L'Harmattan, 160 p., 60 F.)

Paraître, c'est encore l'idée directrice autour de laquelle s'est construit le numéro de la *Revue des sciences humaines* consacré à « l'écriture chez son éditeur ».

Mais il s'agit ici du couple tumultueux et paradoxal qui se forme autour du « paraître » d'un livre, de son processus de parution. La revue consacre une bonne partie de ses pages à l'histoire des relations du couple. Bonne occasion de montrer comment a évolué le statut même d'auteur, dans son rapport avec le public, avec l'argent, avec la presse, avec l'acte littéraire lui-même — rapport dans lequel l'éditeur fait à la fois figure d'intéressé et d'éternel accusé. Mais cette confrontation de nature — l'auteur voudrait pouvoir se passer d'éditeur, l'éditeur rêve

Pierre Lepape

Vous écrivez ? Écrivez-nous !

Important éditeur parisien recherche, pour ses nouvelles collections,

manuscrits inédits de romans, essais, récits, mémoires, nouvelles, poésie, théâtre...

Les ouvrages retenus feront l'objet d'un lancement par presse, radio et télévision.

Cela vous va-t-il ? Envoyez à : M. J. L. 115, Bd. Richard Lenoir

Adressez manuscrits et CV à :

LA PENSÉE UNIVERSELLE ÉDITEURS.

Service L.M. 115, Bd. Richard Lenoir

75040 Paris Cedex 11 Tél. (1) 43 57 74 74

100.000 LIVRES
EN STOCK

5 CATALOGUES PAR AN

LIBRAIRIE LE TOUR DU MONDE

7 RUE DE LA POMPE 75116 PARIS

LE CORAN

RACCOMENDATO

Paul DUBOUCHET

LIVRES DE L'ACTION DROIT

LIVRES DE L'ACTION DROIT

Jeudi 10.50

LIVRES • IDÉES

LA BANDE DESSINÉE

Querelle de salons

Le Salon international de la BD fête ses dix-huit ans à Angoulême. Une difficile entrée dans l'âge adulte marquée par une situation financière délicate et des relations tendues avec son petit frère grenoblois

Le 23 janvier, M. Jack Lang, ministre de la culture et de la communication, a inauguré le Musée-Médiathèque de la bande dessinée, qui rassemble cent ans de BD en 3 000 dessins originaux et quelque 300 000 albums. Le Centre national de la bande dessinée et de l'image (CNBDI), cheville ouvrière de ce musée, affirme ainsi sa capacité à concevoir des événements dans le domaine du neuvième art, à Angoulême et ailleurs.

Ce dix-huitième Salon met particulièrement en vedette la

BD japonaise, forte de 150 millions d'exemplaires vendus chaque mois, pour laquelle le CNBDI et les éditions Casterman ont conçu le livre *Univers des mangas, une introduction à la bande dessinée japonaise*, de Thierry Groensteen. D'autres expositions de premier plan sont consacrées à l'œuvre de Max Cabanes, couronné en 1990 par le Grand Prix pour ses albums (*Dans les villages à Colin-Maillard*), à l'univers de René Goscinny (le père d'Astérix), aux dessins sur le jazz, au Musée

d'Ingres de Montauban dans lequel s'étaient enfermés, à l'automne dernier, six auteurs - Boucq, Baru, Cabanes, Ferrandez, Juillard, Tripp - avant d'en donner leur vision dans un album paru chez Casterman. Angoulême, c'est aussi une scène de débats, sur les éditeurs et leur politique d'auteurs, la presse et la BD, l'internationalisation, etc.

Majour, ce dix-huitième Salon va devoir financièrement voler

à l'Ingres de Montauban dans lequel s'étaient enfermés, à l'automne dernier, six auteurs - Boucq, Baru, Cabanes, Ferrandez, Juillard, Tripp - avant d'en donner leur vision dans un album paru chez Casterman. Angoulême, c'est aussi une scène de débats, sur les éditeurs et leur politique d'auteurs, la presse et la BD, l'internationalisation, etc.

cheron, a laissé des traces tangibles, et l'état des finances de la ville d'Angoulême est dramatique : la dette par habitant est dix fois plus importante que celle de New-York ou Philadelphie, villes parmi les plus endettées des États-Unis. « Nous sommes entrés dans une période de vaches maigres », a indiqué récemment M. Georges Chavanes, député et maire UDC d'Angoulême, principal bailleur de fonds. Faute de pouvoir financer un Salon chaque année, la mairie serait prête à verser la moitié de la subven-

tion habituellement accordée (5,2 millions de francs), les organisateurs prenant en charge le reste du financement en se mettant en quête de sponsors ou en trouvant une solution avec d'autres festivals internationaux de BD comme Sierre (Suisse), Durbuy (Belgique) ou Erlangen (Allemagne).

En revanche, la solution qui consistait à jouer l'alternance avec le Salon européen de la bande dessinée de Grenoble - une année à Angoulême, l'autre à Grenoble - a été écartée par

Y.-M. L.

L'empire des bulles

Les Japonais se passionnent pour la bande dessinée qu'ils dévorent dans de gros magazines, vite lus, vite jetés

La bande dessinée japonaise a son temple, le *Mangadera* - littéralement « la Pagode de la BD » - situé à Kawasaki, dans la banlieue de Tokyo. C'est un vrai temple bouddhiste en bois, vieux de deux cent cinquante ans, avec son toit de tuiles, son petit étang, dans lequel évoluent des carpes, et son cimetière. Au-dessus de l'autel doré est gravé en idéogrammes : « Bande dessinée et recherche sur la vérité ». Sur le papier de toutes les cloisons coulisantes du bâtiment sont peints personnages et scènes de BD. Dans le jardin, le bonze du *Mangadera*, M. Toki Shuyo, a dressé des stèles à la mémoire de deux « pères » du manga (bande dessinée, terme indifféremment féminin ou masculin, même si l'usage penche en faveur du second) : Rakuten Kitazawa et Ippai Okamoto. « La passion de mon époux pour le manga l'a conduit à dédier notre temple à la BD, qui fait partie de la vie quotidienne des Japonais », nous confie la vieille bonnesse du lieu, M^{me} Yoshiko Shuyo.

L'une des grandes surprises que réserve le Japon est la profusion de bandes dessinées. Dès l'aube, les *salarymen*, les cols blancs japonais, feuilletent ces gros magazines dans les trains bondés qui les mènent à leur bureau. Ils occupent leurs pauses à tourner les pages de ces volumes épais comme des Bostons, le plus souvent en papier recyclé de couleur saumon, verte ou bleue, et vendus moins cher qu'une tasse de café.

Vite lu, vite jeté, un magazine de manga a une vie généralement très brève. M. Naiki fait figure d'exception : il est l'un des très rares Japonais à les collectionner systématiquement. Cet agent immobilier a converti deux de ses appartements dans un petit immeuble près de l'université de Waseda à Tokyo en bibliothèque du manga. Il y conserve quarante années de publications. Soit plus de cent vingt mille volumes entassés les uns sur les autres !

Ses compatriotes se contentent de rester propriétaires de ces magazines le temps que dure leur lecture. C'est-à-dire, à en croire les statistiques, vingt minutes, le laps de temps qui suffit pour dévorer trois cents pages.

N'ayant pas le sens de la propriété à l'égard de leurs bandes dessinées, les Japonais sont



Extrait de Akira de Katsuhiro Otomo

cependant à leur manière d'une fidélité à toute épreuve : ils consomment cette sous-culture de l'enfance jusqu'à la cinquantaine. Selon les professionnels, le manga, apparu après-guerre, était destiné aux seuls enfants, qui n'avaient alors guère d'autres distractions. Ceux-ci, en vieillissant, ont gardé le goût de ce passe-temps et n'ont pas cessé d'en lire.

Economie et pornographie

En montant la pyramide des âges, la bande dessinée japonaise a su s'adapter. De nouveaux thèmes sont apparus. Récemment, l'économie y a fait son entrée. Le détonateur de cette tendance a été l'introduction à l'économie japonaise en BD, éditée par le très sérieux quotidien financier *Nikkei*. Ses quatre volumes se sont vendus à plus de deux millions d'exemplaires. S'engouffrant dans la brèche, d'autres éditeurs ont publié avec succès, qui les biographies des grands capitaines d'industrie, qui la saga des grandes entreprises japonaises comme Sony, Sumitomo, ou le brasseur Suntory.

Le manga marque la culture des jeunes en les accompagnant dans leur scolarité : il sert donc aussi la pédagogie. On trouve des cours d'anatomie pour infir-

mières, la pensée de Freud, de Marx ou de Keynes, voire la supraconductivité expliquées en BD. Et ce ne sont que quelques exemples parmi des centaines. Cette tendance a été consacrée par le ministère de l'Éducation, qui a mis en chantier des manuels scolaires en bandes dessinées.

Autre catégorie à avoir été conquise par le manga : les jeunes filles, avec les *comic ladies*. La percée de ces histoires à l'eau de rose a été fulgurante, comme souvent au Japon dès qu'il s'agit d'une nouvelle mode. Comptant deux millions de lectrices en 1980, les *comic ladies* ont aujourd'hui multiplié leur lectorat par huit. Ce succès est pourtant en train de retomber : l'année dernière, pour la première fois, les éditeurs ont perdu de l'argent avec ce genre. Formées désormais aux histoires dessinées, les jeunes filles se tourneraient maintenant vers les sujets plus corsés des magazines masculins.

Mais le gros de la production japonaise a tendance à dériver vers l'obscénité. Pour attirer le public, les dessinateurs n'hésitent pas à relever leurs histoires avec des scènes violentes ou pornographiques. Émues par ces dérapages qui touchent les magazines pour adolescents, des lignes de mères de famille ont lancé un mouvement de boycottage. Les préfectures, dotées de pouvoirs de contrôle, s'en sont mêlées. « Nous risquons d'avoir à diviser la production en opposant des autocollants « Réservé aux adultes » sur certains manga. Mais comment faire cette distinction, étant donné qu'il n'y a pas de loi en la matière ? », demande M. Karibara, rédacteur en chef du très populaire *Comics Morning*. Mais il reste serein : « De toute façon, il nous reste à trouver d'autres thèmes pour le manga ! »

Pierre-Alain Szégeti

► Commissaire de l'exposition « Japon » du dix-huitième Salon international de la BD d'Angoulême.

Vague à l'âme

En devenant « majeure », la BD s'est quelque peu banalisée : il y a moins de créateurs, et les éditeurs réduisent leur production

Les enchères sont montées jusqu'à 3,1 millions de francs, le 8 décembre 1990 à Paris pour de simples cigares de papier. Mais quels cigares ! Ils ont été dessinés à l'encre de Chine par Hergé, en 1934, pour la couverture des *Aventures de Tintin reporter en Orient*, qui, reliées en album, s'intitulent *Les Cigares du pharaon*.

Ces enchères, relayées par de nombreux organes de presse français et étrangers, prouvent à quel point la bande dessinée est devenue un « art » comme les autres. Avec ses stars, ses festivals, ses grands-prêtres, ses prix et ses objets mythiques. Et ses biographies et autres critiques qui, à la différence de Pierre Ajame et son *Hergé qui paraît chez Gallimard*, ne font pas toujours preuve de chaleur gourmande quand ils parlent d'auteurs ou d'œuvres de BD.

En devenant « majeure » comme le répétait à l'envi les journaux, en accédant au rang de phénomène éditorial et d'objet d'étude pour sémiologues en mal de sujets, la bande dessinée s'est banalisée et a souvent laissé le plaisir en jachère. Les scénarios et dessins qui laissent ébahis sont de plus en plus rares. Aucun personnage de la BD des dix dernières années n'égale en créativité, et donc en notoriété, les Tintin, Zig et Puce, Blake et Mortimer, Buck Danny, Astérix et autres Blueberry. Les éditeurs, souvent accusés d'entretenir leur politique d'auteurs sous leur volonté de « faire du chiffre » durant la période béni des années 70, tentent pourtant de redresser la barre.

L'ère de la « para-BD »

En rompant, par exemple, avec leur frénésie de production. Ainsi, les grands éditeurs de BD - Casterman, Glénat, Albin Michel, etc. - ont réduit, en 1990, leur production tandis que d'autres, comme le toulousain Milan, marquent le pas. Pourtant, selon l'enquête « Le marché de la bande dessinée en 1990 », réalisée pour le compte du CNBDI d'Angoulême par Thierry Groensteen, le nombre de nouveaux albums est resté stable - 549 contre 540 en 1989 - tandis que le volume des rééditions s'est accru d'une cinquantaine de titres. Ces rééditions résultent, il est vrai, de phénomènes spécifiques à l'année 1990, comme le lifting opéré par Les Humanoïdes associés sur les albums rachetés aux éditions Dargaud (*Partie de chasse*, d'Enki Bilal, la *Démolisseuse de la Légion d'honneur*, d'Annie Goetzinger, etc.).

Les éditeurs tentent aussi de diversifier leur production. Ainsi, l'année 1990 a été particulièrement fertile en ouvrages de « para-BD ». Ce secteur en plein essor - 95 titres contre 67 en 1989 - regroupe les romans illustrés par des auteurs de bande dessinée dont certains professionnels ont fait leur spécialité : c'est le cas de Futuropolis-Gallimard (avec la *Guerre des boutons*, de Louis Pergaud et Florence Cestac), d'Aubier, de Séguier, ou de la collection pour jeunes de Nathan, « Nuits noires ». De plus en plus nombreux sont aussi les éditeurs

de BD qui explorent le secteur des « beaux livres ». Après Casterman, Glénat ou Milan, c'est le cas de Vent d'ouest avec les photos du film *Autant en emporte le vent* ou son album quelque peu racoleur *Les Dessous de la pub*, ou des Humanoïdes associés qui publient sous le nom de la Sirène, emblème éditorial de Blaise Cendrars dans les années 30, le luxueux *Conversations avec Simone* de Francis Lacassin.

Mieux ajuster leur production et ouvrir de nouvelles voies de diversification, tels sont les axes suivis par la plupart des grands éditeurs de BD. Ils témoignent ainsi d'une véritable tentation de l'équilibre, voire d'un repli, tandis que les restructurations du secteur se poursuivent. Ainsi l'éditeur belge Novédis, qui publie le meilleur (les aventures de Jessica Blandy et de Jérémie) et le pire (la série des *Eric Castel*), a-t-il été racheté récemment par Dupuis, filiale de Hachette, renforçant ainsi sa position sur le marché de la BD belge francophone.

De leur côté, les jeunes éditeurs - Zenda, Guy Delcourt, Rackham, Marsu-Productions, Le Vaisseau d'argent, etc. - ont fait preuve d'un réel dynamisme. Et, surtout, ils laissent peu à peu tomber l'éditorial de « classiques » ou de curiosités pour revenir à un genre plus traditionnel et se lancer, eux aussi, dans la « para-BD », tout en surveillant avec attention leurs créations. Il était temps : la démagogie propre au petit monde de la bande dessinée avait parfois encaissé un peu rapidement les ouvrages de ces petits éditeurs qui se révélaient surtout des promesses graphiques, étayées par des scénarios bâclés et des dialogues, traduits ou non, à

la syntaxe approximative. Mais, en cela, les éditeurs plus importants n'ont rien à leur envier.

Toujours est-il que la période de grisaille qui coïncide avec la précédente décennie a fait chuter le chiffre d'affaires de la BD, ainsi que sa part de marché. Selon l'enquête du CNBDI, le chiffre d'affaires de la bande dessinée en 1989 a baissé de 1,47 % pour se situer à 353,8 millions de francs. La BD ne représente que 2,84 % du chiffre d'affaires global de l'édition, soit moins que celui de 1986 (2,9 %), pourtant année noire entre toutes. Ce sont surtout les albums de BD pour jeunes qui en pâtissent (le chiffre d'affaires de cette branche chute de 7,3 % alors que la bonne tenue des BD pour adultes se confirme (avec 6,9 % de hausse), contrairement aux oiseaux de mauvais augure que nous avons d'ailleurs mentionnés : le chiffre d'affaires de la BD en 1989 a baissé de 1,47 % pour se situer à 353,8 millions de francs. La BD ne représente que 2,84 % du chiffre d'affaires global de l'édition, soit moins que celui de 1986 (2,9 %), pourtant année noire entre toutes. Ce sont surtout les albums de BD pour jeunes qui en pâtissent (le chiffre d'affaires de cette branche chute de 7,3 % alors que la bonne tenue des BD pour adultes se confirme (avec 6,9 % de hausse), contrairement aux oiseaux de mauvais augure que nous avons d'ailleurs mentionnés : le chiffre d'affaires de la BD en 1989 a baissé de 1,47 % pour se situer à 353,8 millions de francs. La BD ne représente que 2,84 % du chiffre d'affaires global de l'édition, soit moins que celui de 1986 (2,9 %), pourtant année noire entre toutes. Ce sont surtout les albums de BD pour jeunes qui en pâtissent (le chiffre d'affaires de cette branche chute de 7,3 % alors que la bonne tenue des BD pour adultes se confirme (avec 6,9 % de hausse), contrairement aux oiseaux de mauvais augure que nous avons d'ailleurs mentionnés : le chiffre d'affaires de la BD en 1989 a baissé de 1,47 % pour se situer à 353,8 millions de francs. La BD ne représente que 2,84 % du chiffre d'affaires global de l'édition, soit moins que celui de 1986 (2,9 %), pourtant année noire entre toutes. Ce sont surtout les albums de BD pour jeunes qui en pâtissent (le chiffre d'affaires de cette branche chute de 7,3 % alors que la bonne tenue des BD pour adultes se confirme (avec 6,9 % de hausse), contrairement aux oiseaux de mauvais augure que nous avons d'ailleurs mentionnés : le chiffre d'affaires de la BD en 1989 a baissé de 1,47 % pour se situer à 353,8 millions de francs. La BD ne représente que 2,84 % du chiffre d'affaires global de l'édition, soit moins que celui de 1986 (2,9 %), pourtant année noire entre toutes. Ce sont surtout les albums de BD pour jeunes qui en pâtissent (le chiffre d'affaires de cette branche chute de 7,3 % alors que la bonne tenue des BD pour adultes se confirme (avec 6,9 % de hausse), contrairement aux oiseaux de mauvais augure que nous avons d'ailleurs mentionnés : le chiffre d'affaires de la BD en 1989 a baissé de 1,47 % pour se situer à 353,8 millions de francs. La BD ne représente que 2,84 % du chiffre d'affaires global de l'édition, soit moins que celui de 1986 (2,9 %), pourtant année noire entre toutes. Ce sont surtout les albums de BD pour jeunes qui en pâtissent (le chiffre d'affaires de cette branche chute de 7,3 % alors que la bonne tenue des BD pour adultes se confirme (avec 6,9 % de hausse), contrairement aux oiseaux de mauvais augure que nous avons d'ailleurs mentionnés : le chiffre d'affaires de la BD en 1989 a baissé de 1,47 % pour se situer à 353,8 millions de francs. La BD ne représente que 2,84 % du chiffre d'affaires global de l'édition, soit moins que celui de 1986 (2,9 %), pourtant année noire entre toutes. Ce sont surtout les albums de BD pour jeunes qui en pâtissent (le chiffre d'affaires de cette branche chute de 7,3 % alors que la bonne tenue des BD pour adultes se confirme (avec 6,9 % de hausse), contrairement aux oiseaux de mauvais augure que nous avons d'ailleurs mentionnés : le chiffre d'affaires de la BD en 1989 a baissé de 1,47 % pour se situer à 353,8 millions de francs. La BD ne représente que 2,84 % du chiffre d'affaires global de l'édition, soit moins que celui de 1986 (2,9 %), pourtant année noire entre toutes. Ce sont surtout les albums de BD pour jeunes qui en pâtissent (le chiffre d'affaires de cette branche chute de 7,3 % alors que la bonne tenue des BD pour adultes se confirme (avec 6,9 % de hausse), contrairement aux oiseaux de mauvais augure que nous avons d'ailleurs mentionnés : le chiffre d'affaires de la BD en 1989 a baissé de 1,47 % pour se situer à 353,8 millions de francs. La BD ne représente que 2,84 % du chiffre d'affaires global de l'édition, soit moins que celui de 1986 (2,9 %), pourtant année noire entre toutes. Ce sont surtout les albums de BD pour jeunes qui en pâtissent (le chiffre d'affaires de cette branche chute de 7,3 % alors que la bonne tenue des BD pour adultes se confirme (avec 6,9 % de hausse), contrairement aux oiseaux de mauvais augure que nous avons d'ailleurs mentionnés : le chiffre d'affaires de la BD en 1989 a baissé de 1,47 % pour se situer à 353,8 millions de francs. La BD ne représente que 2,84 % du chiffre d'affaires global de l'édition, soit moins que celui de 1986 (2,9 %), pourtant année noire entre toutes. Ce sont surtout les albums de BD pour jeunes qui en pâtissent (le chiffre d'affaires de cette branche chute de 7,3 % alors que la bonne tenue des BD pour adultes se confirme (avec 6,9 % de hausse), contrairement aux oiseaux de mauvais augure que nous avons d'ailleurs mentionnés : le chiffre d'affaires de la BD en 1989 a baissé de 1,47 % pour se situer à 353,8 millions de francs. La BD ne représente que 2,84 % du chiffre d'affaires global de l'édition, soit moins que celui de 1986 (2,9 %), pourtant année noire entre toutes. Ce sont surtout les albums de BD pour jeunes qui en pâtissent (le chiffre d'affaires de cette branche chute de 7,3 % alors que la bonne tenue des BD pour adultes se confirme (avec 6,9 % de hausse), contrairement aux oiseaux de mauvais augure que nous avons d'ailleurs mentionnés : le chiffre d'affaires de la BD en 1989 a baissé de 1,47 % pour se situer à 353,8 millions de francs. La BD ne représente que 2,84 % du chiffre d'affaires global de l'édition, soit moins que celui de 1986 (2,9 %), pourtant année noire entre toutes. Ce sont surtout les albums de BD pour jeunes qui en pâtissent (le chiffre d'affaires de cette branche chute de 7,3 % alors que la bonne tenue des BD pour adultes se confirme (avec 6,9 % de hausse), contrairement aux oiseaux de mauvais augure que nous avons d'ailleurs mentionnés : le chiffre d'affaires de la BD en 1989 a baissé de 1,47 % pour se situer à 353,8 millions de francs. La BD ne représente que 2,84 % du chiffre d'affaires global de l'édition, soit moins que celui de 1986 (2,9 %), pourtant année noire entre toutes. Ce sont surtout les albums de BD pour jeunes qui en pâtissent (le chiffre d'affaires de cette branche chute de 7,3 % alors que la bonne tenue des BD pour adultes se confirme (avec 6,9 % de hausse), contrairement aux oiseaux de mauvais augure que nous avons d'ailleurs mentionnés : le chiffre d'affaires de la BD en 1989 a baissé de 1,47 % pour se situer à 353,8 millions de francs. La BD ne représente que 2,84 % du chiffre d'affaires global de l'édition, soit moins que celui de 1986 (2,9 %), pourtant année noire entre toutes. Ce sont surtout les albums de BD pour jeunes qui en pâtissent (le chiffre d'affaires de cette branche chute de 7,3 % alors que la bonne tenue des BD pour adultes se confirme (avec 6,9 % de hausse), contrairement aux oiseaux de mauvais augure que nous avons d'ailleurs mentionnés : le chiffre d'affaires de la BD en 1989 a baissé de 1,47 % pour se situer à 353,8 millions de francs. La BD ne représente que 2,84 % du chiffre d'affaires global de l'édition, soit moins que celui de 1986 (2,9 %), pourtant année noire entre toutes. Ce sont surtout les albums de BD pour jeunes qui en pâtissent (le chiffre d'affaires de cette branche chute de 7,3 % alors que la bonne tenue des BD pour adultes se confirme (avec 6,9 % de hausse), contrairement aux oiseaux de mauvais augure que nous avons d'ailleurs mentionnés : le chiffre d'affaires de la BD en 1989 a baissé de 1,47 % pour se situer à 353,8 millions de francs. La BD ne représente que 2,84 % du chiffre d'affaires global de l'édition, soit moins que celui de 1986 (2,9 %), pourtant année noire entre toutes. Ce sont surtout les albums de BD pour jeunes qui en pâtissent (le chiffre d'affaires de cette branche chute de 7,3 % alors que la bonne tenue des BD pour adultes se confirme (avec 6,9 % de hausse), contrairement aux oiseaux de mauvais augure que nous avons d'ailleurs mentionnés : le chiffre d'affaires de la BD en 1989 a baissé de 1,47 % pour se situer à 353,8 millions de francs. La BD ne représente que 2,84 % du chiffre d'affaires global de l'édition, soit moins que celui de 1986 (2,9 %), pourtant année noire entre toutes. Ce sont surtout les albums de BD pour jeunes qui en pâtissent (le chiffre d'affaires de cette branche chute de 7,3 % alors que la bonne tenue des BD pour adultes se confirme (avec 6,9 % de hausse), contrairement aux oiseaux de mauvais augure que nous avons d'ailleurs mentionnés : le chiffre d'affaires de la BD en 1989 a baissé de 1,47 % pour se situer à 353,8 millions de francs. La BD ne représente que 2,84 % du chiffre d'affaires global de l'édition, soit moins que celui de 1986 (2,9 %), pourtant année noire entre toutes. Ce sont surtout les albums de BD pour jeunes qui en pâtissent (le chiffre d'affaires de cette branche chute de 7,3 % alors que la bonne tenue des BD pour adultes se confirme (avec 6,9 % de hausse), contrairement aux oiseaux de mauvais augure que nous avons d'ailleurs mentionnés : le chiffre d'affaires de la BD en 1989 a baissé de 1,47 % pour se situer à 353,8 millions de francs. La BD ne représente que 2,84 % du chiffre d'affaires global de l'édition, soit moins que celui de 1986 (2,9 %), pourtant année noire entre toutes. Ce sont surtout les albums de BD pour jeunes qui en pâtissent (le chiffre d'affaires de cette branche chute de 7,3 % alors que la bonne tenue des BD pour adultes se confirme (avec 6,9 % de hausse), contrairement aux oiseaux de mauvais augure que nous avons d'ailleurs mentionnés : le chiffre d'affaires de la BD en 1989 a baissé de 1,47 % pour se situer à 353,8 millions de francs. La BD ne représente que 2,84 % du chiffre d'affaires global de l'édition, soit moins que celui de 1986 (2,9 %), pourtant année noire entre toutes. Ce sont surtout les albums de BD pour jeunes qui en pâtissent (le chiffre d'affaires de cette branche chute de 7,3 % alors que la bonne tenue des BD pour adultes se confirme (avec 6,9 % de hausse), contrairement aux oiseaux de mauvais augure que nous avons d'ailleurs mentionnés : le chiffre d'affaires de la BD en 1989 a baissé de 1,47 % pour se situer à 353,8 millions de francs. La BD ne représente que 2,84 % du chiffre d'affaires global de l'édition, soit moins que celui de 1986 (2,9 %), pourtant année noire entre toutes. Ce sont surtout les albums de BD pour jeunes qui en pâtissent (le chiffre d'affaires de cette branche chute de 7,3 % alors que la bonne tenue des BD pour adultes se confirme (avec 6,9 % de hausse), contrairement aux oiseaux de mauvais augure que nous avons d'ailleurs mentionnés : le chiffre d'affaires de la BD en 1989 a baissé de 1,47 % pour se situer à 353,8 millions de francs. La BD ne représente que 2,84 % du chiffre d'affaires global de l'édition, soit moins que celui de 1986 (2,9 %), pourtant année noire entre toutes. Ce sont surtout les albums de BD pour jeunes qui en pâtissent (le chiffre d'affaires de cette branche chute de 7,3 % alors que la bonne tenue des BD pour adultes se confirme (avec 6,9 % de hausse), contrairement aux oiseaux de mauvais augure que nous avons d'ailleurs mentionnés : le chiffre d'affaires de la BD en 1989 a baissé de 1,47 % pour se situer à 353,8 millions de francs. La BD ne représente que 2,84 % du chiffre d'affaires global de l'édition, soit moins que celui de 1986 (2,9 %), pourtant année noire entre toutes. Ce sont surtout les albums de BD pour jeunes qui en pâtissent (le chiffre d'affaires de cette branche chute de 7,3 % alors que la bonne tenue des BD pour adultes se confirme (avec 6,9 % de hausse), contrairement aux oiseaux de mauvais augure que nous avons d'ailleurs mentionnés : le chiffre d'affaires de la BD en 1989 a baissé de 1,47 % pour se situer à 353,8 millions de francs. La BD ne représente que 2,84 % du chiffre d'affaires global de l'édition, soit moins que celui de 1986 (2,9 %), pourtant année noire entre toutes. Ce sont surtout les albums de BD pour jeunes qui en pâtissent (le chiffre d'affaires de cette branche chute de 7,3 % alors que la bonne tenue des BD pour adultes se confirme (avec 6,9 % de hausse), contrairement aux oiseaux de mauvais augure que nous avons d'ailleurs mentionnés : le chiffre d'affaires de la BD en 1989 a baissé de 1,47 % pour se situer à 353,8 millions de francs. La BD ne représente que 2,84 % du chiffre d'affaires global de l'édition, soit moins que celui de 1986 (2,9 %), pourtant année noire entre toutes. Ce sont surtout les albums de BD pour jeunes qui en pâtissent (le chiffre d'affaires de cette branche chute de 7,3 % alors que la bonne tenue des BD pour adultes se confirme (avec 6,9 % de hausse), contrairement aux oiseaux de mauvais augure que nous avons d'ailleurs mentionnés : le chiffre d'affaires de la BD en 1989 a baissé de 1,47 % pour se situer à 353,8 millions de francs. La BD ne représente que 2,84 % du chiffre d'affaires global de l'édition, soit moins que celui de 1986 (2,9 %), pourtant année noire entre toutes. Ce sont surtout les albums de BD pour jeunes qui en pâtissent (le chiffre d'affaires de cette branche chute de 7,3 % alors que la bonne tenue des BD pour adultes se confirme (avec 6,9 % de hausse), contrairement aux oiseaux de mauvais augure que nous avons d'ailleurs mentionnés : le chiffre d'affaires de la BD en 1989 a baissé de 1,47 % pour se situer à 353,8 millions de francs. La BD ne représente que 2,84 % du chiffre d'affaires global de l'édition, soit moins que celui de 1986 (2,9 %), pourtant année noire entre toutes. Ce sont surtout les albums de BD pour jeunes qui en pâtissent (le chiffre d'affaires de cette branche chute de 7,3 % alors que la bonne tenue des BD pour adultes se confirme (avec 6,9 % de hausse), contrairement aux oiseaux de mauvais augure que nous avons d'ailleurs mentionnés : le chiffre d'affaires de la BD en 1989 a baissé de 1,47 % pour se situer à 353,8 millions de francs. La BD ne représente que 2,84 % du chiffre d'affaires global de l'édition, soit moins que celui de 1986 (2,9 %), pourtant année noire entre toutes. Ce sont surtout les albums de BD pour jeunes qui en pâtissent (le chiffre d'affaires de cette branche chute de 7,3 % alors que la bonne tenue des BD pour adultes se confirme (avec 6,9 % de hausse), contrairement aux oiseaux de mauvais augure que nous avons d'ailleurs mentionnés : le chiffre d'affaires de la BD en 1989 a baissé de 1,47 % pour se situer à 353,8 millions de francs. La BD ne représente que 2,84 % du chiffre d'affaires global de l'édition, soit moins que celui de 1986 (2,9 %), pourtant année noire entre toutes. Ce sont surtout les albums de BD pour jeunes qui en pâtissent (le chiffre d'affaires de cette branche chute de 7,3 % alors que la bonne tenue des BD pour adultes se confirme (avec 6,9 % de hausse), contrairement aux oiseaux de mauvais augure que nous avons d'ailleurs mentionnés : le chiffre d'affaires de la BD en 1989 a baissé de 1,47 % pour se situer à 353,8 millions de francs. La BD ne représente que 2,84 % du chiffre d'affaires global de l'édition, soit moins que celui de 1986 (2,9 %), pourtant année noire entre toutes. Ce sont surtout les albums de BD pour jeunes qui en pâtissent (le chiffre d'affaires de cette branche chute de 7,3 % alors que la bonne tenue des BD pour adultes se confirme (avec 6,9 % de hausse), contrairement aux oiseaux de mauvais augure que nous avons d'ailleurs mentionnés : le chiffre d'affaires de la BD en 1989 a baissé de 1,47 % pour se situer à 353,8 millions de francs. La BD ne représente que 2,84 % du chiffre d'affaires global de l'édition, soit moins que celui de 1986 (2,9 %), pourtant année noire entre toutes. Ce sont surtout les albums de BD pour jeunes qui en pâtissent (le chiffre d'affaires de cette branche chute de 7,3 % alors que la bonne tenue des BD pour adultes se confirme (avec 6,9 % de hausse), contrairement aux oiseaux de mauvais augure que nous avons d'ailleurs mentionnés : le chiffre d'affaires de la BD en 1989 a baissé de 1,47 % pour se situer à 353,8 millions de francs. La BD ne représente que 2,84 % du chiffre d'affaires global de l'édition, soit moins que celui de 1986 (2,9 %), pourtant année noire entre toutes. Ce sont surtout les albums de BD pour jeunes qui en pâtissent (le chiffre d'affaires de cette branche chute de 7,3 % alors que la bonne tenue des BD pour adultes se confirme (avec 6,9 % de hausse), contrairement aux oiseaux de mauvais augure que nous avons d'ailleurs mentionnés : le chiffre d'affaires de la BD en 1989 a baissé de 1,47 % pour se situer à 353,8 millions de francs. La BD ne représente que 2,84 % du chiffre d'affaires global de l'édition, soit moins que celui de 1986 (2,9 %), pourtant année noire entre toutes. Ce sont surtout les albums de BD pour jeunes qui en pâtissent (le chiffre d'affaires de cette branche chute de 7,3 % alors que la bonne tenue des BD pour adultes se confirme (avec 6,9 % de hausse), contrairement aux oiseaux de mauvais augure que nous avons d'ailleurs mentionnés : le chiffre d'affaires de la BD en 1989 a baissé de 1,47 % pour se situer à 353,8 millions de francs. La BD ne représente que 2,84 % du chiffre d'affaires global de l'édition, soit moins que celui de 1986 (2,9 %), pourtant année noire entre toutes. Ce sont surtout les albums de BD pour jeunes qui en pâtissent (le chiffre d'affaires de cette branche chute de 7,3 % alors que la bonne tenue des BD pour adultes se confirme (avec 6,9 % de hausse), contrairement aux oiseaux de mauvais augure que nous avons d'ailleurs mentionnés : le chiffre d'affaires de la BD en 1989 a baissé de 1,47 % pour se situer à 353,8 millions de francs. La BD ne représente que 2,84 % du chiffre d'affaires global de l'édition, soit moins que celui de 1986 (2,9 %), pourtant année noire entre toutes. Ce sont surtout les albums de BD pour jeunes qui en pâtissent (le chiffre d'affaires de cette branche chute de 7,3 % alors que la bonne tenue des BD pour adultes se confirme (avec 6,9 % de hausse), contrairement aux oiseaux de mauvais augure que nous avons d'ailleurs mentionnés : le chiffre d'affaires de la BD en 1989 a baissé de 1,47 % pour se situer à 353,8 millions de francs. La BD ne représente que 2,84 % du chiffre d'affaires global de l'édition, soit moins que celui de 1986 (2,9 %), pourtant année noire entre toutes. Ce sont surtout les albums de BD pour jeunes qui en pâtissent (le chiffre d'affaires de cette branche chute de 7,3 % alors que la bonne tenue des BD pour adultes se confirme (avec 6,9 % de hausse), contrairement aux oiseaux de mauvais augure que nous avons d'ailleurs mentionnés : le chiffre d'affaires de la BD en 1989 a baissé de 1,47 % pour se situer à 353,8 millions de francs. La BD ne représente que 2,84 % du chiffre d'affaires global de l'édition, soit moins que celui de 1986 (2,9 %), pourtant année noire entre toutes. Ce sont surtout les albums de BD pour jeunes qui en pâtissent (le chiffre d'affaires de cette branche chute de 7,3 % alors que la bonne tenue des BD pour adultes se confirme (avec 6,9 % de hausse), contrairement aux oiseaux de mauvais augure que nous avons d'ailleurs mentionnés : le chiffre d'affaires de la BD en 1989 a baissé de 1,47 % pour se situer à 353,8 millions de francs. La BD ne représente que 2,84 % du chiffre d'affaires global de l'édition, soit moins que celui de 1986 (2,9 %), pourtant année noire entre toutes. Ce sont surtout les albums de BD pour jeunes qui en pâtissent (le chiffre d'affaires de cette branche chute de 7,3 % alors que la bonne tenue des BD pour adultes se confirme (avec 6,9 % de hausse), contrairement aux oiseaux de mauvais augure que nous avons d'ailleurs mentionnés : le chiffre d'affaires de la BD en 1989 a baissé de 1,47 % pour se situer à 353,8 millions de francs. La BD ne représente que 2,84 % du chiffre d'affaires global de l'édition, soit moins que celui de 1986 (2,9 %), pourtant année noire entre toutes. Ce sont surtout les albums de BD pour jeunes qui en pâtissent (le chiffre d'affaires de cette branche chute de 7,3 % alors que la bonne tenue des BD pour adultes se confirme (avec 6,9 % de hausse), contrairement aux oiseaux de mauvais augure que nous avons d'ailleurs mentionnés : le chiffre d'affaires de la BD en 1989 a baissé de 1,47 % pour se situer à 353,8 millions de francs. La BD ne représente que 2,84 % du chiffre d'affaires global de l'édition, soit moins que celui de 1986 (2,9 %), pourtant année noire entre toutes. Ce sont surtout les albums de BD pour jeunes qui en pâtissent (le chiffre d'affaires de cette branche chute de 7,3 % alors que la bonne tenue des BD pour adultes se confirme (avec 6,9 % de hausse), contrairement aux oiseaux de mauvais augure que nous avons d'ailleurs mentionnés : le chiffre d'affaires de la BD en 1989 a baissé de 1,47 % pour se situer à 353,8 millions de francs. La BD ne représente que 2,84 % du chiffre d'affaires global de l'édition, soit moins que celui de 1986 (2,9 %), pourtant année noire entre toutes. Ce sont surtout les albums de BD pour jeunes qui en pâtissent (le chiffre d'affaires de cette branche chute de 7,3 % alors que la bonne tenue des BD pour adultes se confirme (avec 6,9 % de hausse), contrairement aux oiseaux de mauvais augure que nous avons d'ailleurs mentionnés : le chiffre d'affaires de la BD en 1989 a baissé de 1,47 % pour se situer à 353,8 millions de francs. La BD ne représente que 2,84 % du chiffre d'affaires global de l'édition, soit moins que celui de 1986 (2,9 %), pourtant année noire entre toutes. Ce sont surtout les albums de BD pour jeunes qui en pâtissent (le chiffre d'affaires de cette branche chute de 7,3 % alors que la bonne tenue des BD pour adultes se confirme (avec 6,9 % de hausse), contrairement aux oiseaux de mauvais augure que nous avons d'ailleurs mentionnés : le chiffre d'affaires de la BD en 1989 a baissé de 1,47 % pour se situer à 353,8 millions de francs. La BD ne représente que 2,84 % du chiffre d'affaires global de l'édition, soit moins que celui de 1986 (2,9 %), pourtant année noire entre toutes. Ce sont surtout les albums de BD pour jeunes qui en pâtissent (le chiffre d'affaires de cette branche chute de 7,3 % alors que la bonne tenue des BD pour adultes se confirme (avec 6,9 % de hausse), contrairement aux oiseaux de mauvais augure que nous avons d'ailleurs mentionnés : le chiffre d'affaires de la BD en 1989 a baissé de 1,47 % pour se situer à 353,8 millions de francs. La BD ne représente que 2,84 % du chiffre d'affaires global de l'édition, soit moins que celui de 1986 (2,9 %), pourtant année noire entre toutes. Ce sont surtout les albums de BD pour jeunes qui en pâtissent (le chiffre d'affaires de cette branche chute de 7,3 % alors que la bonne tenue des BD pour adultes se confirme (avec 6,9 % de hausse), contrairement aux oiseaux de mauvais augure que nous avons d'ailleurs mentionnés : le chiffre d'affaires de la BD en 1989 a baissé de 1,47 % pour se situer à 353,8 millions de francs. La BD ne représente que 2,84 % du chiffre d'affaires global de l'édition, soit moins que celui de 1986 (2,9 %), pourtant année noire entre toutes. Ce sont surtout les albums de BD pour jeunes qui en pâtissent (le chiffre d'affaires de cette branche chute de 7,3 % alors que la bonne tenue des BD pour adultes se confirme (avec 6,9 % de hausse), contrairement aux oiseaux de mauvais augure que nous avons d'ailleurs mentionnés : le chiffre d'affaires de la BD en 1989 a baissé de 1,47 % pour se situer à 353,8 millions de francs. La BD ne représente que 2,84 % du chiffre d'affaires global de l'édition, soit moins que celui de 1986 (2,9 %), pourtant année noire entre toutes. Ce sont surtout les albums de BD pour jeunes qui en pâtissent (le chiffre d'affaires de cette branche chute de 7,3 % alors que la bonne tenue des BD pour adultes se confirme (avec 6,9 % de hausse), contrairement aux oiseaux de mauvais augure que nous avons d'ailleurs mentionnés : le chiffre d'affaires de la BD en 1989 a baissé de 1,47 % pour se situer à 353,8 millions de francs. La BD ne représente que 2,84 % du chiffre d'affaires global de l'édition, soit moins que celui de 1986 (2,9 %), pourtant année noire entre toutes. Ce sont surtout les albums de BD pour jeunes qui en pâtissent (le chiffre d'affaires de cette branche chute de 7,3 % alors que la bonne tenue des BD pour adultes se confirme (avec 6,9 % de hausse), contrairement aux oiseaux de mauvais augure que nous avons d'ailleurs mentionnés : le chiffre d'affaires de la BD en 1989 a baissé de 1,47 % pour se situer à 353,8 millions de francs. La BD ne représente que 2,84 % du chiffre d'affaires global de l'édition, soit moins que celui de 1986 (2,9 %), pourtant année noire entre toutes. Ce sont surtout les albums de BD pour jeunes qui en pâtissent (le chiffre d'affaires de cette branche chute de 7,3 % alors que la bonne tenue des BD pour adultes se confirme (avec 6,9 % de hausse), contrairement aux oiseaux de mauvais augure que nous avons d'ailleurs mentionnés : le chiffre d'affaires de la BD en 1989 a baissé de 1,47 % pour se situer à 353,8 millions de francs. La BD ne représente que 2,84 % du chiffre d'affaires global de l'édition, soit moins que celui de 1986 (2,9 %), pourtant année noire entre toutes

CHRISTOPHE ET SON ŒUF

de Carlos Fuentes.
Traduit de l'espagnol par Céline Zins.
Gallimard, 604 p. 180 F.

«AVIS à la population : l'enfant de sexe masculin qui naîtra précisément à 0.00 heure le 12 octobre 1992 et dont le nom de famille, en plus du prénom (Christophe, cela va de soi), comportera le plus de ressemblance avec celui de l'illustre navigateur sera proclamé FILS PRODIGE DE LA PATRIE (...). Allons : macho mexicain, engrosse la femme. (...) A la procréation, messieurs et messieurs ! Votre plaisir est votre devoir et votre devoir est votre liberté ! Au Mexique nous sommes tous libres, et celui qui ne veut pas être libre sera châtié.»

Pour répondre à l'annonce du concours, sur la plage d'Acapulco, face à l'Océan, le jour de l'Épiphanie 1992, Christophe-Cristobal va être conçu. Christophe et son œuf, Christophe dans l'utérus comme dans un œuf, Christophe en genres (...). Entre la conception et la naissance, c'est le monologue du fœtus qui va constituer la trame de cet imposant roman qui, trente ans après la *Plus Limpide Région* et quinze ans après *Terra Nostra*, reprend les interrogations du romancier. Cela vaut-il la peine de naître au Mexique en 1992 ?

DANS cette chronique d'une naissance annoncée parue en espagnol en 1987, Carlos Fuentes s'est préparé à célébrer à sa manière l'anniversaire de la découverte de l'Amérique, le grand non-événement ibéro-américain de l'an prochain, qui va révéler les nationalismes, les antagonismes entre les conceptions du monde, entre Indiens et Européens, Aztèques et Castillans, polythéistes et monothéistes, Américains et chicanos. Surtout, il s'est adressé aux étrangers et souvent désolantes mutations du langage, qui sont un des grands plaisirs du livre.

D'abord, gloire au double de l'écrivain caché derrière l'auteur. Il faut dire, en effet, tout ce que le livre doit à la traduction supposée de l'espagnol de Céline Zins, qui est également poète et qui, l'an dernier, a bien mérité le grand prix Halperine-Kaminsky de la Société des gens de lettres pour l'ensemble de ses traductions de l'anglais et de l'espagnol (notamment Hemingway, Faulkner, Oscar Lewis, Truman Capote, Sean

O'Casey) et qui traduit Fuentes depuis vingt ans. « La traduction de ce livre a bien souvent été la gageure, préventive. En effet, Carlos Fuentes s'est ici non seulement amusé — féroce — à malmenier, faire jouer, disloquer, parodier sa propre langue dans tous ses aspects (« la barbare, la corrompue, l'anglo, la gallico, la latino, la populo, l'élito, la provinciale et la catholique »), mais il l'a littéralement « mélangée ». Méliée d'anglais, de nahuatl, de français, parfois d'italien. Pour mieux faire entendre la désintégration de la société, il pulvérise le langage. Il multiplie les jeux de mots (monolingues, bilingues, trilingues), les calembours, les contrepèteries — jusqu'au délire, voire jusqu'au « mauvais goût ». Et cela, sans jamais utiliser les notes de fin de page. Chaque page !

Céline Zins explique, parmi mille autres exemples possibles, comment Cuauhtémoc, gendre de Moctezuma à qui Cortés fit brûler les pieds, devient « Quotiemock, père de la patrie ou grilade de patates ». Ou encore comment José Jugo Viles, qui est une déformation de José J. Góngora, devient en français Joseph Degauche Avile. Il ne s'agit pas seulement de virtuosité pour rendre « cinq siècles de colonisation » à Makioko-City et en arriver à cette génération « opepsicola » qui se délecte d'un « rockastec » ou de « Don Joe Vanny, le capo de la mafia strillane » et du pianiste-psychiatre chinois polonais « Deng Chapin ». L'amar d'Ada Ching, la prêtresse normanno-bretonne d'un cabaret d'Acapulco !

Il ne s'agit pas seulement de virtuosité, car ce langage « mélangé » n'est pas qu'un jeu, mais à la fois le révélateur de la désintégration de la société, et aussi d'une certaine régénération par le contact avec la langue de l'autre, dans ce Mexique qui « porte malheur », mais où Angel et Angeles ont décidé malgré tout de procréer. Contradiction entre la dénomination de l'américanisation, de l'envahissement de l'anglais, et les vertus des mélanges linguistiques.

D'AUTRES MONDES

par Nicole Zand

Faut-il naître en 1992 ?



Carlos Fuentes : « Les mots sont ambivalents, ils sont plastiques, ils se transforment en autre chose, ils supportent toutes les contaminations, toutes les distorsions. »

Dans le ventre de sa mère, Cristobal va apprendre à connaître le monde. Un univers reçu, écouté, imaginé pendant les neuf mois de la gestation. Le fœtus voit tout. On lui raconte beaucoup. Il apprend à tout savoir de sa famille, du temps dans lequel il va vivre, de son passé génétique, de son pays et de sa capitale, qui, depuis la *Plus Limpide Région*, n'a cessé de se dégrader. Et pas seulement à cause du tremblement de terre de 1985... Terrible aggrégat de populations misérables et de troupeaux de rats qui ne cessent d'affluer vers la mégapole, monstrueuse accumulation de misère et de pollution galopante, repaire de politiciens et de profiteurs.

Au futur nouveau-né, Carlos Fuentes va insuffler sa quête de mexicanité, dans un étrange rapport amour-haine avec un pays qui est presque son unique sujet, mais où il vit par intermittence. Avec *Christophe et son œuf*, il va

prolonger, plus douloureusement, son évocation de Mexico, « la plus limpide région », selon la magnifique citation d'Alfonso Reyes qui donnait son titre au premier roman de Carlos Fuentes : « Est-ce là la plus limpide région de l'air ? Qu'avez-vous donc fait de mon haut plateau métaphysique ? »

L'auteur s'approprie la réalité, la malaxe, la transforme dans une matière littéraire en fusion triturant les corps vivants, les civilisations mortes, les mots, les idées, les modes, les fantasmes les plus délirants en une « vaste parodie sacrée, une liturgie scandaleuse, une diablerie eucharistique, un banquet, une fête pascade, l'union de l'âme et du corps, de la tête et du cul, du mot et de la merde ».

N'a-t-il pas voulu trop demander en forçant les limites du roman avec un roman total, explicitement influencé par Tristram Shandy, pour qui « les digressions sont le soleil de la lecture ».

représentant jusqu'à la page blanche laissée à la discrétion du lecteur-électeur ? Une totalité qui vise à dresser une sorte d'approche de toutes les connaissances d'un « honnête homme » de notre siècle (histoire, politique, science, culture, génétique, littérature, philosophie, anthropologie, etc.) dans une forme romanesque tenant à la fois de Laurence Sterne, de Cervantes, de Broch ? Admirations que Fuentes partage, on le sait, avec Milan Kundera et qu'il résume drôlement dans un tableau généalogique mettant en parallèle « les fils de la Manche » et « les fils de Waterloo » (par sarcasme antinapoléonien, semble-t-il).

Un lecteur-électeur qui veut arriver à terme de ne pas se laisser noyer dans l'océan tumultueux de la confusion mexicaine. De s'y retrouver dans l'extravagance, la forêt délirante des digressions et des personnages de cette apocalypse. (« J'ai besoin de toi, Electeur. [...] Tu sais, Electeur, que sans toi je n'aurais pas pu arriver à mes fins, c'est à dire transmettre aux vivants mes cauchemars et mes rêves : maintenant ce sont leurs cauchemars et leurs rêves. ») C'est tout le Mexique, tout un pays de quatre-vingts millions d'habitants (dont le quart s'entasse dans la cité Potemkine de la capitale) où n'importe quoi peut arriver : invasion étrangère, dépeçage du territoire, fondamentalisme religieux guadalupéen, soulèvement millénariste des camionneurs, des pauvres et des faux-prophètes.

Au lecteur-électeur de ne pas vouloir assimiler toutes les informations inscrites dans les cent milliards de gènes qui occupent chacune des cellules du fœtus Cristobal (« Tu comprends, Electeur, pourquoi moi, Christophe, je sais tout et pourquoi je crains de perdre tout ce savoir. Ah ! Electeur, mon poète avec toi n'est pas désintéressé... »). Au lecteur de se laisser emporter par les salves d'éclats de rire suscités par cette langue qui déferle comme un tremblement de terre, ces jeux sémantiques (« Jouez avec Joyce. J'aime Joyce ») qui sont des réminiscences de toutes les cultures d'un grand auteur finaganswakien amodien et boulimique qui ne sait pas si cela vaut encore la peine de naître au Mexique en 1992. Même, face à l'Ouest, sur les rives du Pacifique.

(1) Le titre espagnol *Cristobal nonato* — non-é — se traduit plus directement en anglais : *aborné*.

Un entretien avec Carlos Fuentes

« Il faut employer le roman pour explorer tout ce qu'on ne sait pas, tout ce qui n'est pas dit »

Carlos Fuentes (né en 1928) est, avec Octavio Paz, son aîné, le plus célèbre des écrivains mexicains. Fils de diplomate, il a été ambassadeur à Paris entre 1975 et 1977, comme tout un certain nombre de grands écrivains d'Amérique latine (M. A. Asturias, Alejo Carpentier, Octavio Paz, pour citer les plus grands). Il avait démissionné pour ce qu'il nomme une « brisure politique » lorsque l'ancien président Díaz Ordaz, responsable du massacre de la place des Trois-Cultures, avait été nommé ambassadeur à Madrid. Signe du destin, celui-ci mourait six mois plus tard d'un cancer.

L'écrivain mexicain vit actuellement à Londres, où il prépare, pour la BBC, une série de émissions intitulées « Le miroir caché », une réflexion sur l'Espagne et l'Amérique latine à laquelle il travaille depuis un an. « Pour moi, dit-il, la chose la plus remarquable, c'est la continuité culturelle du monde hispano-américain, qui, je l'espère, pourra nous faire trouver des modèles de développement qui ne seront pas seulement des copies des modèles prestigieux des États-Unis et de l'Europe. À partir de l'indépendance de 1820, nous avons copié soigneusement les modèles français, puis américains, puis soviétiques, le marxisme, pour pouvoir laisser l'Espagne et le monde indien derrière nous et arriver vite à la cité-dalle de la modernité (il rit). Eh bien, on a échoué ! Aussi bien le capitalisme que le socialisme, le capitalisme depuis deux cents ans, le socialisme depuis la révolution cubaine, ont échoué. Terriblement. Il faut trouver quelque chose qui reflète vraiment notre culture, ce que nous avons fait, ce que nous sommes, ce que nous voulons être. »

« Après les élections qui, pour la première fois depuis soixante ans, ont mis fin au monopartisme du Parti révolutionnaire institutionnel, qu'en est-il du rôle de l'écrivain en Amérique latine ?

— Pour moi, l'écriture, c'est la

vie. C'est ma vie. Mais le rôle de l'écrivain change. Traditionnellement, on pensait qu'un écrivain est là pour donner une voix à ceux qui ne l'ont pas, pour jouer le rôle du Parlement, des partis politiques, des journaux, des syndicats, etc. Aujourd'hui, ce n'est plus vrai. Ce qu'on voit en Amérique latine, au fond de cette épouvantable crise, c'est la société civile qui s'organise et qui débouche complètement et l'État et les partis politiques traditionnels, à partir du mouvement des femmes, des mouvements religieux, des associations de quartier, des organisations agricoles, coopératives, des intellectuels, des bureaucrates, des technocrates, etc.

« C'est une nouveauté considérable dans une région du monde qui a été traditionnellement gouvernée du centre et d'en haut. Pour la première fois, on voit des mouvements qui viennent de la périphérie et d'en bas. Et, pour moi, cela donne à l'écrivain une autre fonction : il fait partie de la société civile, il n'est plus la voix de la société civile qui parle par elle-même et n'accepte plus d'intermédiaire. »

« La critique est un acte d'amour »

— Vous avez vécu la moitié de votre vie hors du Mexique, et la critique mexicaine a mal accepté dans Christophe et son œuf de vous voir dénigrer votre pays. « Aucune nation n'a été dotée de tant de rien », écrivez-vous, paraphrasant Dickens. Pourtant, c'est encore et toujours la Mexique, ce pays qui « porte malheur », qui est au cœur de vos préoccupations : tout comme Mexico, que vous nommez « la ville la plus convenable comme de l'histoire du monde ». »

— C'est un livre sur la vie dans les villes. Aux États-Unis, il a eu du succès. Pas parce que c'était un livre sur le Mexique, mais parce que c'était un livre sur les catastrophes imminentes de la vie

urbaine, pas seulement du Mexique, mais de Denver ou d'Atlanta. Cela m'a beaucoup frappé, que finalement c'est à travers le phénomène urbain qu'on va peut-être se comprendre avec les États-Unis. Au Mexique, le livre a été détesté. Ils ont cru que c'était un livre de haine contre le Mexique, mais pas du tout ! Je crois que la haine, c'est le silence. La critique, c'est un acte d'amour, finalement. Quand le livre a paru en espagnol en 1987, le Mexique était dans une situation lamentable et le livre a bessé.

« Dans *Cristobal nonato*, j'ai voulu établir un dialogue, un jeu de miroirs avec *Terra Nostra*, à cause du langage qui est au cœur des deux livres. Vous avez le langage classique de l'Espagne dans *Terra Nostra* et, ici, un langage tout à fait déformé. Tout est corrompu, tout est déglacé, des mots sont ambivalents, ils sont plastiques, ils se transforment en autre chose, ils supportent toutes les contaminations, toutes les distorsions. »

— N'est-ce pas la preuve que le langage est moribond ?

— Pas du tout. Je crois que c'est un langage tout à fait vivant. J'ai énormément peur des cultures pures. Pour parler des civilisations, je pense qu'elles ont vécu, non pas à cause de leur isolement, mais à cause de leurs contacts, des contaminations qu'elles se font subir. Je crois à un langage de corruption, de renaissance, un langage qui bouge, qui n'est pas mort. Pour nous, c'est un fait essentiel parce que, de même qu'il y a cet espagnol déformé dans *Cristobal nonato*, de l'autre côté de la frontière, il y a aussi un anglais contaminé par la langue espagnole et une peur bleue de l'espagnol comme langue. Ainsi, la Californie a décrété récemment que l'anglais était la langue officielle de l'État... Cela signifie donc que l'anglais n'est plus la langue majoritaire de la Californie. Pas seulement à cause de l'espagnol,

mais du chinois, du coréen, japonais, vietnamien. Quand vous avez besoin de naviguer la langue qu'on parle, elle n'est plus la langue. Peut-être que les États-Unis, à cause de leur dimension, vont être obligés de renoncer au monolingue pour accepter la pluralité des langues.

— Tant qu'il est dans son œuf, Christophe sait tout, il tient le monde entier...

— Je crois qu'un enfant qui va naître tient le monde entier. C'est ce que les textes juifs nous enseignent. Cet enfant à l'intérieur de sa mère, qui sait tout, qui connaît tout, même les textes sacrés. Et qui va tout oublier. Le livre doit beaucoup à Juan Goytisolo, qui est mon ami depuis au moins trente ans et qui m'a beaucoup appris sur la tradition juïque et musulmane de l'Espagne, et aussi à Roland Hottel, prix Nobel de chimie, qui était mon collègue à Cornell et auprès de qui je me suis informé sur la gestation et la vie intra-utérine ; il m'a aussi beaucoup parlé des textes juifs et de la présence du « non-né » : la promesse, la sagesse, la mémoire de chaque individu qui va venir au monde.

— A condition qu'il oublie dès le premier cri...

— Oui. Il y a l'ange qui arrive, avec un casque doré et une épée à la main et qui frappe les lèvres de l'enfant pour qu'il oublie. Et tout est à recommencer. C'est vrai. Chacun sait qu'il a tout oublié et qu'il faut recommencer.

— « Le Mexique porte malheur. » C'est une constatation ou une conjonction ?

— C'est une conjonction. Tout le roman n'est pas une prophétie, mais un exorcisme, l'espérance. J'avais besoin de cet exorcisme.

— Ce livre tourna, dru, désordonné, volubile, qui est une sonnerie, un roman total, répond-il à votre conception du roman ?

— Je suis pour un roman qui embrasse plus que ce que l'on a considéré traditionnellement comme le territoire du roman. Le

roman n'est pas seulement une rencontre de personnages et d'intrigues. Les expériences d'unification romantique de notre siècle ont été épouvantables. Je pense à tous les totalitarismes qui ont été les formes les plus poussées des romantismes pour imposer l'unité. Je pense qu'on arrive à la fin du siècle avec la conviction que la valeur romantique de l'union, qui est merveilleuse comme idée, est très dangereuse. Il faut pousser ces valeurs de différenciation. Cette restriction de l'unité perdus appliquée à la politique, cela devient un totalitarisme.

« Kafka, le seul indispensable »

— Va-t-on vers la fin du roman, ce « genre bédard », selon Kundera ?

— Je pense que le roman est menacé. Pourtant, ce genre bédard est le seul genre valable. Milan Kundera est convaincu, comme moi, qu'une unité de la connaissance de soi est finie et que, précisément, il faut employer le roman pour explorer tout ce qu'on ne sait pas, tout ce qui n'est pas dit. Quelle est la chose que, seul, le roman peut faire finalement ? C'est écrire la partie non écrite du monde, et cette partie non écrite est infiniment plus vaste.

« Et nous partageons encore avec Kundera une chose qui pour moi était très importante dans l'écriture du *Nonato*, c'est le sens de cette tradition du roman interrompu. Cette tradition qui vient de Cervantes, Sterne, Diderot, et qui s'arrête quand un nouveau roman commence avec la Révolution française, avec Balzac, avec Dickens, avec le roman de jeu, le roman d'esprit, le roman qui se célèbre soi-même, qui admet sa fictivité. Qui dit : « Je suis un mensonge. » Qui dit : « Je reproduis la réalité, mais je crée une autre réalité. »

« Cela a été interrompu par cette affirmation du stalinisme, de l'individualisme, par ce que j'ap-

pelle le roman de Waterloo en opposition au roman de la Manche. Waterloo dit : je viens de la réalité, derrière moi j'ai la réalité sociale, historique, politique. Le roman de la Manche dit : je viens de l'irréalité. J'accepte la réalité de l'esprit, la réalité des livres, la célébration de soi, le mensonge de soi et qui, surtout, ne se prend pas au sérieux.

« Tristram Shandy, Jacques le Fataliste et, surtout, *Don Quichotte*, qui est un roman qui se crée sous l'œil du lecteur, qui est en train d'être écrit, qui est la par d'autres personnages du roman et dont le genre écarte parce qu'il est fait d'une confusion de tous les genres littéraires de son temps. Ce que j'aime aussi dans le roman de la Manche, c'est l'imponnabilité. C'est un roman à contretemps. C'est un roman qui apparaît au beau milieu du règne de Philippe III, de l'expulsion des Maures, avec l'Inquisition, la Contre-Réforme. Tout dit non à ce roman-là qui est contre le mouvement de la société espagnole, ou plutôt contre le non-mouvement de la société espagnole. C'est une leçon extraordinaire pour les romanciers que de savoir être à contretemps.

« Et Kafka vient à contretemps ?

— Kafka est le seul écrivain indispensable du vingtième siècle. On peut oublier toute la littérature du vingtième siècle, sauf Kafka. Parce que notre siècle ne s'explique pas sans lui. Il peut s'expliquer sans Proust, sans Joyce, sans Faulkner, excusez-moi de citer ces grands noms. Proust aurait pu être un auteur du dix-neuvième siècle... Mais notre siècle, sans Kafka, je ne le comprends pas. Tout est là. C'est la restauration du tragique dans la littérature, la révélation que le masque du tragique dans l'Histoire, c'est une tragédie historique parce que, au lieu du tragique, on a le crime. »

Propos recueillis par Nicole Zand

M. Green... les taxes...

« L'annonce de la loi sur les taxes... »

« L'annonce de la loi sur les taxes... »

« L'annonce de la loi sur les taxes... »

« L'annonce de la loi sur les taxes... »

« L'annonce de la loi sur les taxes... »

« L'annonce de la loi sur les taxes... »

« L'annonce de la loi sur les taxes... »

« L'annonce de la loi sur les taxes... »

« L'annonce de la loi sur les taxes... »

Jeudi 25 Janvier 1991

ÉCONOMIE

SECTION C

BILLET

Une réforme sur le papier...

Qu'un grand Etat puisse encore, à l'heure de la monnaie électronique, ruiner sa population en lui confisquant ses billets de banque, cela laisse muet. Muet ou désespéré, comme l'est une partie du peuple soviétique, qui vient de se voir privé en l'espace d'une nuit de ses plus grosses coupures, celles de 50 et de 100 roubles.

Imaginons qu'en France le ment décide de mettre hors la loi les billets de 500 francs. Quelques personnes se mordront bien les doigts d'avoir conservé des titres à l'effigie de Pascal chez eux, mais la richesse des Français devrait rester sensiblement inchangée. Or, en URSS, la déflation à l'égard de l'Etat et de ses banques est telle que, depuis des décennies, l'argent est conservé à la maison. Épargne forcée, inflation et petits trafics aidant, nombreux sont ceux qui détiennent des milliers de roubles, sans parler des millions de coupures s'échangeant en Occident, à Vienne principalement. L'oukaze du 22 janvier du président Gorbatchev revient, d'un coup, à supprimer un tiers environ de la masse monétaire.

L'objectif lui-même n'est pas blâmable. Au fil des ans et des circonstances, la plupart des Etats ont procédé à des réformes monétaires : en 1948 en Allemagne, en 1960 en France... L'an dernier, le Brésil a imposé un gel des avoirs bancaires, tandis que certains pays, comme la Pologne, ont choisi d'éponger leurs liquidités en proposant aux habitants, à des prix élevés, une multitude de biens de consommation ainsi que l'achat légal de devises étrangères.

A Moscou, les rumeurs de réforme monétaire sont presque aussi vieilles que la perestroïka. Le rouble est largement surévalué, et la masse monétaire se gonfle à un rythme rapide. La plupart des spécialistes s'accordent à penser qu'une véritable réforme économique ne peut avoir lieu sans assainissement des comptes. Pourtant, le premier ministre, M. Pavlov, paraît avoir choisi le pire moment et la pire des méthodes. La libéralisation des structures économiques n'est pas encore en vue et il est à parier que la population, déjà très méfiante à l'égard des projets de réforme gouvernementaux, y sera désormais totalement hostile.

F. L.
(Lire p. 12: l'article de notre envoyé spécial à Moscou, Michel Tatu.)

Reserves de change

Diminution des avoirs de la France en décembre

Les avoirs officiels de change de la France ont diminué de 19,2 milliards de francs en décembre, s'établissant à la fin du mois, à 351,3 milliards de francs. Le ministère de l'économie et des finances note que, sur ces 19,2 milliards, 12,1 sont imputables aux nouvelles bases d'évaluation des avoirs. Ainsi, les avoirs en or ont diminué de 7,4 milliards de francs (à 161,6 milliards de francs) en décembre, principalement en raison du nouveau cours de référence retenu pour le premier semestre de 1991 : 63 480 francs le kilo contre 66 397 francs au cours de la période précédente. Quant aux avoirs en devises, ils s'élevaient, fin décembre, à 121,6 milliards; la diminution de 11,8 milliards de francs sur un mois s'explique par le cours de 5,1620 francs pour un dollar retenu pour le premier semestre de 1991, contre 5,4855 francs précédemment.

M. Greenspan envisage de faire baisser les taux d'intérêt aux Etats-Unis

Confirmant ses propos tenus la veille devant la Chambre des représentants, le président de la Réserve fédérale s'est prononcé le 23 janvier en faveur d'une nouvelle réduction des fonds fédéraux. M. Alan Greenspan semble désormais penser que la récession est plus préoccupante que le danger d'une reprise de l'inflation.

NEW-YORK

de notre correspondant

Étrange Amérique... Il y a tout juste une semaine, lorsque les chaînes de télévision n'avaient pas encore annoncé, en direct, lors du journal du soir, le début des raids aériens massifs sur Bagdad, signal de la guerre du Golfe, la situation de l'économie américaine n'était guère brillante. Une récession reconnue par tous, pesant sur les recettes budgétaires et aggravant le chômage, une crise financière doublée d'une débâcle bancaire et d'un sinistre immobilier imposant, des pans entiers de l'industrie et des services en pleine marasme (le dernier en date étant l'aviation, après l'assurance), une reprise de l'inflation aggravée par l'envolée des prix du pétrole et une chute préoccupante de la consommation... le tableau apparaissait peu encourageant.

Brusquement, par la grâce d'un essaim d'appareils de l'US Air Force piquant avec succès sur la capitale irakienne, tous ces éléments préoccupants - structurels et conjoncturels - disparaissent des écrans. A tel point que lors de la réunion du Groupe des sept pays les plus industrialisés qui s'est achevée le 21 janvier à New-York, on vit le secrétaire américain au Trésor déclarer à ses interlocuteurs que la sortie du tunnel était pour bientôt, vraisemblablement pour la fin du premier semestre de l'année en cours.

Le plus étonnant n'est pas de voir M. Nicholas Brady affirmer sa foi dans la situation des Etats-Unis, mais de constater combien le président de la Réserve fédérale semble désormais lui emboîter le pas alors qu'il avait fait preuve, jusqu'à présent, d'une prudence qui n'en finissait pas d'agacer l'administration Bush.

« Certains signes »

S'exprimant le 22 janvier, devant la commission budgétaire de la Chambre des représentants, M. Alan Greenspan a expliqué, avec cet air appliqué qu'on lui connaît, qu'il avait cru déceler « certains signes » dans les informations économiques qui lui parvenaient selon lesquels la plus mauvaise moment de la récession était passé. Tout en ajoutant aussitôt, il est vrai, qu'il ne fallait pas exclure une nouvelle baisse de l'activité avant qu'intervienne une reprise.

Cette sortie de crise est-elle pour bientôt ? Cela dépendra de la durée de la guerre, a-t-il répondu, sans trop s'avancer. A brève échéance, pourtant, les perspectives en termes de PNB sont plutôt maussades. Le 23 janvier, les services économiques du Congrès ont annoncé une chute de 2,6 % du produit national brut américain au dernier trimestre 1990, tout en escomptant une nouvelle baisse de 1,7 % pour les trois premiers mois de l'année. Le même jour, M. Greenspan qui, après avoir planché devant la Chambre, témoignait devant la commission bancaire du Sénat, avait naturellement ces chiffres en tête. C'est à qu'il a fait connaître l'intention de la FED de faire baisser les taux d'intérêt. Du moins en commençant par les fonds fédéraux (l'équivalent du taux de l'argent au jour-le-jour pratiqué entre établissements bancaires), lesquels ont déjà diminué à six reprises depuis juillet dernier, régressant de 8,25 % à 6,75 %.

Par un étrange mimétisme avec M. Bush, lorsque ce dernier évoquait l'hypothèse d'une intervention armée, M. Greenspan s'est dit prêt à agir sur les taux « plutôt plus vite que trop tard ». Sans préciser, cependant, s'il irait jusqu'à baisser de nouveau le taux d'escompte américain, lequel a été ramené à 6,5 % en décembre dernier. Apparemment, le souci de fournir rapidement au marché, donc aux agents économiques, à commencer

par les entreprises, les liquidités dont il a besoin, l'a emporté sur son obsession d'une récession de l'inflation, dont son prédécesseur, M. Paul Volcker, a eu tant de mal à venir à bout après la récession de 1981-1982.

Remontant à la précédente expérience des Etats-Unis en matière d'économie de guerre, M. Greenspan a expliqué qu'à la différence de la période qui avait suivi la fin de la guerre du Vietnam, laquelle avait été marquée par une très forte hausse des prix due à l'explosion des commandes du Pentagone et des emprunts de l'administration pour en assurer le paiement, les besoins militaires du pays sont assurés, cette fois-ci, grâce à l'importante constitution des stocks d'armes effectuée durant les années 80. Un soulai en moins.

Récession d'au moins quatre trimestres

Fait-il pour autant tablier déjà sur une rapide reprise de l'économie américaine (M. Greenspan évoque le printemps ou l'été) ou se contente-t-il de se rassurer, au seul prétexte que Wall Street ne s'est pas effondré, pas plus que le pétrole n'a flambé, au premier jour de la guerre, au contraire ? La plupart des économistes hésitent à s'engager dans cette voie.

« A la différence de la reprise qui avait suivi les précédents chocs

pétroliers et qui avait débouché, par exemple, sur une croissance de 4 % après la crise de 1981-1982, celle-ci s'annonce beaucoup plus modérée », avance un banquier new-yorkais. « De plus, cette période de récession devrait durer au moins quatre trimestres. Enfin, il faudra bien dix ans avant d'espérer sortir des bourbiers que constituent l'effondrement des prix de l'immobilier et le scandale des caisses d'épargne », ajoute-t-il. Dans la soirée, une information venait à point nommé étayer son propos. M. Nicholas Brady venait de demander au Congrès d'accorder une nouvelle rallonge de 30 milliards de dollars (environ 153 milliards de francs) pour combler un peu du « trou » des Savings and Loans, lequel a depuis longtemps dépassé les 500 milliards de dollars.

Dans un simple souci pratique, le secrétaire américain propose aussi de mettre en place un mécanisme qui permettrait de boucher les fuites du système lorsqu'elles se produisent. Une sorte de colmatage « au robinet » qui aurait l'avantage - mais M. Brady s'est bien gardé de l'évoquer - d'épargner aux parlementaires d'avoir à se plonger trop souvent dans ce dossier nauséabond. Pour pouvoir consacrer leur énergie à des actions plus héroïques. Plus lointaines, aussi : la « Tempête du désert », par exemple.

SERGE MARTI

Les conséquences de la guerre du Golfe

La France participe au plan d'urgence de l'AIE pour économiser l'énergie

Créée en 1974 par M. Henry Kissinger pour résister à la mainmise de l'OPEP sur les prix et l'approvisionnement pétroliers, l'Agence internationale de l'énergie (AIE), longtemps cantonnée dans un rôle de surveillance passive, a enfin justifié son existence. En annonçant à la veille de la guerre du Golfe que les pays consommateurs allaient mettre sur le marché par divers moyens (déstockage ou économies d'énergie) 2,5 millions de barils par jour, soit 7 % de la consommation de l'OCDE, l'AIE a puissamment contribué à faire retomber les cours du brut.

Bluff ?

Pour la première fois aussi la France, longtemps hostile à ce « cartel de consommateurs », largement financé et manipulé par Washington, a accepté de participer au dispositif. Le gouvernement a ainsi annoncé au conseil des ministres du mercredi 23 janvier, pour assurer sa part du fardeau, un ensemble de mesures destinées à dégager 125 000 barils/jour de pétrole, soit l'équivalent de 7 % de la consommation française. La moitié proviendront du « strict respect » des réglementations existantes (limitations de vitesse et chauffage des locaux). L'autre moitié de l'abaissement des obligations de stockages imposées aux compagnies sur le flou domestique et le gazoil (nos dernières éditions du 24 janvier).

Rien de bien méchant. C'est à peine si les consommateurs devraient s'en apercevoir. Le gouvernement français n'a pas eu le courage politique d'imposer les mesures contraignantes pourtant prévues dans le dispositif initial au premier rang desquelles figuraient un abaissement de la vitesse limite sur les autoroutes de 130 à 110 kilomètres/heure. Comment justifier ce « sacrifice » alors que, de l'avis de tous les spécialistes, le marché pétrolier international n'avait jamais été aussi bien approvisionné ? A sa décharge, le fait est qu'il n'est pas le seul. Tous les pays membres de l'AIE ont, pour justifier leurs engagements, adopté des dispositifs plus indolores les uns que les autres.

D'entorses en faux-semblants plus ou moins grossiers, le dispositif « d'urgence » de l'AIE ressemble désormais beaucoup plus à un bluff énorme destiné à impressionner le marché qu'à un plan de sécurité, réellement destiné à prévenir toute rupture. La guerre du Golfe n'autorise pourtant aucune complaisance : si l'approvisionnement mondial reste pour l'heure abondant, il repose pour l'essentiel sur le bon fonctionnement des installations saoudiennes dont le moins qu'on puisse dire est qu'elles se trouvent au premier rang des objectifs stratégiques visés par l'Irak.

VÉRONIQUE MAURUS

Chute du chiffre d'affaires, difficultés de trésorerie

Les agents de voyages font le gros dos

Le Salon mondial du tourisme ouvre ses portes au public, jeudi 24 janvier à Paris, dans un climat d'extrême morosité chez les agents de voyages. Ceux-ci constatent avec le président du Syndicat national des agents de voyages (SNAV), M. Jean Perrin, « qu'il n'y a personne, en ce moment, dans nos agences ». La peur des voyages aériens et des attentats, le repli sur le domicile figent les intentions de déplacement professionnel et les désirs d'évasion. « Et ce n'est pas une question de destination », ajoute M. Perrin, puisque les annulations concernent des pays à l'opposé du champ de bataille.

Les dégâts provoqués par cette disparition de la demande sont difficiles à apprécier, parce que janvier n'est pas un mois de grandes réservations. Reste que l'immobilisme généralisé qui se traduit, depuis une semaine, par une chute de 80 % à 100 % du chiffre d'affaires de certaines agences, risque, s'il se prolonge, de causer d'importantes difficultés de trésorerie. Les plus menacées sont les agences spécialisées sur le Proche et le Moyen-Orient qui n'ont pas de destinations de substitution à proposer. Sont également vulnérables les petites entreprises dont l'étroite surface financière ne permet pas de s'affronter longtemps les déficits.

Attention obligée

Pour l'heure, aucun professionnel n'accepte de donner des chiffres trop catastrophiques pour ne pas effrayer banquiers et clients. On entend plutôt parler de reports de clientèle du Maghreb vers les Antilles et de mesures de prudence qui conduisent à supprimer ou à différer des campagnes de publicité et des investissements. Il n'est pas question de licenciement, mais on ne renouvellera pas forcément les contrats temporaires.

Naturellement, les attitudes des professionnels ne sont pas uniformes. On trouve l'attentisme

obligé, comme à l'agence Marnara, spécialisée sur la Turquie, et dont le PDG, M. Hervé Viguer, ne peut que constater que les clients français ne se présentent pas au comptoir. « Il faut attendre quelques semaines pour y voir plus clair », conclut-il.

Il y a l'optimisme déclaré comme celui de M. Jacques Maillo, PDG de Nouvelles Frontières. « Rien de dramatique pour l'instant », déclare-t-il. « Nous avons réorienté nos produits dès le mois d'août et ce qui nous permet d'enregistrer des croissances de 25 % à 35 % sur les DOM-TOM et en particulier les Antilles et la Réunion ou les Canaries. Bien sûr, nous ne réalisons plus qu'un vol charter par semaine vers l'Egypte au lieu d'un par jour et le Maroc est en chute de 30 %. Le conflit peut durer jusqu'en mars. Notre intégration verticale et nos produits nous permettent de ne pas succomber à la sinistrose ».

Même son de cloche auprès de M. Christophe Charpentier, patron de Havaas Voyages. « Tout cela peut être inversé instantanément si l'hy-

stérie joue dans l'autre sens, estime-t-il, car les entreprises vont devoir envoyer leurs personnels en mission et les particuliers voudront décompresser après la crise. On ne rattrapera pas tout le retard, mais une partie. Havaas se félicite de ne pas avoir choisi la stratégie de l'intégration verticale : nous n'avons pas d'hôtels et d'avions à remplir coûte que coûte. Nous ne réduisons pas l'outil de travail, car nous avons les moyens de tenir jusqu'à la fin du conflit que je prévois rapproché ».

Chez Kuoni, on est sans peur, mais on prévoit tout de même le pire. « Nous devrions tirer notre épingle du jeu », affirme M. Jean-Paul Vleiss, directeur général, car les clients se décident, dans ces temps troublés, en fonction de la notoriété et de la solidité de l'organisateur de voyages. Il faut pourtant reconnaître que notre profession est en passe de devenir sinistrée. C'est pourquoi j'ai proposé au ministre du tourisme de demander à son collègue des finances de nous permettre de déduire des bénéfices de 1990 les déficits prévisibles pour 1991 ». Au cas où...

ALAIN FAUJAS

L'enquête sur l'affaire Pechiney

Le financier Samir Traboulsi est inculpé de délit d'initié

Après deux années d'enquête, le juge Edith Boizette, chargée de démanteler les fils du délit d'initié commis dans l'affaire Pechiney-American Can, vient d'inculper M. Samir Traboulsi.

M. Traboulsi, financier libanais, avait joué un rôle-clé d'intermédiaire dans le rachat par Pechiney, en 1988, d'American National Can (ANC), premier fabricant américain d'emballages en aluminium. M. Traboulsi connaissait très bien M. Nelson Feltz, principal actionnaire d'ANC, et lui a servi de mentor lorsqu'il chercha à être reçu par les autorités françaises.

Mais ce qui a motivé la décision du juge Boizette d'inculper M. Traboulsi est plus directement lié aux activités de la société Socofinance. M. Traboulsi a utilisé fréquemment les services de cette société de courtage, filiale d'International Discount Bank (IDB), qui siège dans le paradis fiscal d'Anguilla, et dont les opérations sur le titre ANC semblaient avoir épousé étroitement le cours des négociations. Quand un accord semblait sur le point d'aboutir, des achats importants de titres ANC avaient lieu, tandis que des ventes étaient

opérées lorsqu'elles semblaient proches de la rupture. En définitive, Socofinance a apporté à l'OPA de Pechiney sur Triangle près de 88 000 titres achetés en moyenne pour 10 dollars chacun et revendus pour 46 dollars, soit une coquette plus-value de plus de 11 millions de francs. Qui a informé Socofinance ? L'une des rares personnes à avoir été mêlée aux négociations. Qui est cette personne ? Le juge Boizette semble avoir décidé que c'était M. Traboulsi. A moins qu'elle n'ait obtenu, au cours de son enquête en Suisse et au Luxembourg, des éléments nouveaux lui permettant d'étayer solidement cette conviction.

Pour sa défense, M. Traboulsi a expliqué que la commission qu'il avait touchée pour ses bons offices au cours de la transaction était infiniment supérieure au bonus qu'il aurait pu tirer du délit d'initié de Socofinance. S'il a reconnu avoir utilisé les services de cette société de courtage, c'était, selon lui, surtout pour intervenir sur le marché de l'argent métal.

Inculpation ne signifiant pas culpabilité, M. Traboulsi aura désormais accès au dossier pour organiser sa défense.

Y. M.

DROIT DES SOCIÉTÉS, L'EUROPE RESTE A FAIRE

Aujourd'hui, le marché des entreprises c'est l'Europe. Une Europe où dans un domaine vital, celui du droit des sociétés, chaque pays a conservé son propre droit. Une situation complexe, difficile à maîtriser.

Il existe un recueil à feuillets mobiles, le "Droit des Sociétés dans les pays de la CEE", dans la collection JUPITER, qui apporte une réponse à toutes les questions qu'on doit se poser.

Pays par pays, il présente en 7 volumes les textes de loi, leur traduction, des études et commentaires, régulièrement actualisés.

Le "Droit des Sociétés Jupiter" : un outil unique qui bénéficie des 30 ans d'expérience des droits nationaux européens de la collection JUPITER, éditée par LGDJ.

Actuellement et jusqu'au 28 février 1991, vous pouvez bénéficier d'un tarif préférentiel.

Pour toute information, appelez le (1) 43 35 01 67 ou écrivez à : LGDJ - 26, rue Vercingétorix 75014

"Droit des Sociétés Jupiter" Maîtriser les Droits nationaux pour conquérir l'Europe

LGDJ 26, rue Vercingétorix 75014 Paris

ÉCONOMIE

M. Fauroux
annonce une restructuration
du ministère de l'Industrie

Comme on l'avait présenté début janvier, lors de la nomination de M. Didier Lombard à la tête de la direction générale de l'Industrie, en remplacement de M. Christian Marchal, M. Roger Fauroux, ministre de l'Industrie et de l'Aménagement du territoire a décidé de réorganiser cette direction pour l'orienter davantage vers des tâches de réflexion. Cette décision, annoncée le 23 janvier, se traduit par un changement de nom, la DGI devenant la direction générale des stratégies industrielles.

La DGSi - avec quatre mille fonctionnaires, l'une des trois directions du ministère - devra « fonctionner comme un observatoire actif des stratégies industrielles », a affirmé M. Fauroux, en ajoutant qu'il lui faut être « plus réactif qu'agré ». En outre sont créées deux nouvelles directions, rattachées directement au ministre : le service central de sûreté des installations nucléaires (SCSIN), qui dépendait traditionnellement de la DGI; la direction de l'action régionale et des PMI, qui devra concourir à la mise en place de mesures destinées à faciliter le développement des petites entreprises.

ÉTRANGER

L'excédent japonais
s'est fortement
contracté en 1990

Selon les statistiques publiées le mercredi 23 janvier par le ministère des finances, l'excédent commercial japonais s'est élevé l'an dernier à 52,4 milliards de dollars, soit une contraction de 18,5 % par rapport à l'année précédente. La tendance au rééquilibrage des échanges commerciaux du Japon a donc continué en 1990.

L'année 1990 a été marquée par une progression de 4,3 % des exportations, qui ont atteint le montant de 287 milliards de dollars. Les achats à l'étranger ont progressé beaucoup plus rapidement (+ 11,2 %), s'élevant à 234,6 milliards. L'excédent bilatéral enregistré avec les États-Unis a diminué de 15 % (38 milliards de dollars).

10,6 milliards de francs en 1991
Le budget de l'Ile-de-France a été adopté
grâce à la neutralité des socialistes

Grâce à la neutralité du groupe socialiste et radical de gauche (soixante-cinq membres), qui a décidé de ne pas participer au vote, le budget 1991 du conseil régional d'Ile-de-France (10,6 milliards de francs) a été adopté dans la nuit du 23 au 24 janvier. Les soixante élus du RPR et les trente-deux élus de l'UDF ont voté pour. Les dix-neuf élus communistes et les dix-neuf conseillers

La progression du budget de l'Ile-de-France pour 1991 est moindre que l'an dernier (+ 20 %) mais elle reste substantielle : + 15,4 %. La première et la plus riche région de France pourra dépenser cette année 10,6 milliards de francs dont 7,8 en investissements. L'Ile-de-France sera toutefois dépassée par la Bretagne, le Languedoc-Roussillon, le Limousin, les Pays de la Loire, et la Haute-Normandie, qui voient leurs dépenses progresser à un rythme plus rapide, compris dans une fourchette de 17 à 31 %.

Le budget avait été présenté par MM. Pierre-Charles Krieg, RPR, et Jean-Pierre Fourcade, UDF, premier vice-président chargé des finances. Le maire de Saint-Cloud, qui a fait montre de sa dextérité dans le maniement des mécanismes budgétaires, a souligné que le budget de 1991 s'efforçait à la fois de ne pas céder au saupoudrage, de favoriser l'investissement (puisque ces dépenses représentent 73 % du total au lieu de 60 % il y a quatre ans) et de contenir la charge de la dette. Les emprunts, qui atteignaient 16 % de dépenses totales en 1986, sont tombés à 8 %.

Produit des impôts
en hausse de 21,6 %

Comme l'an dernier, la région mettra l'accent, pour respecter les termes du contrat de plan signé avec l'État en 1989, sur la circulation et les transports en commun, qui absorbent le quart des dépenses. Quant aux lycées, dont les régions prennent en charge la

construction et la rénovation, l'effort continue à un rythme rapide : sur 100 francs d'impôts payés par les habitants, 37,5 sont affectés aux établissements d'enseignement. Toutefois, sur ce dernier chapitre, l'Ile-de-France n'est pas la région la plus en pointe. Le Centre, la Franche-Comté et surtout la Picardie consacrent 40 à 48 % de leur enveloppe totale à l'enseignement (chiffres de 1990).

Le produit des impôts augmentera cette année de 21,6 % (30 % l'année dernière), ce qui ne veut pas dire que la pression fiscale subie par les Franciliens s'accroît anormalement. En effet, l'Ile-de-France est toujours beaucoup plus riche que les autres régions et il suffit d'un léger relèvement des taux des taxes pour dégager mécaniquement des ressources abondantes. C'est le cas de la taxe professionnelle, dont le taux, homologué, passe de 0,668 % à 0,713 %. Ainsi l'effort fiscal demandé à chaque habitant reste très inférieur à la moyenne des autres régions, ce qui a fait dire à M. Yannick Bodin, président du groupe socialiste : « Ce budget dénote une conception restrictive et malhonnête de l'action régionale. Des marges de manœuvre fiscales importantes restent inexploitées. On pourrait faire plus et mieux notamment dans le domaine du logement et de la réhabilitation de quartiers dégradés ».

Même si l'Ile-de-France souffre de handicaps spécifiques (surcôt foncier, encombrements, problèmes des banlieues), elle dispose aussi de ressources particulières qui consti-

tuent des privilèges, voire des anomalies. Elle est la seule région à recevoir de l'État une dotation globale de fonctionnement (DGF), qui, en 1991, rapportera 1,13 milliard de francs. Quant à la redevance sur les bureaux, elle s'élève à 1,2 milliard.

Ambitions
personnelles

Toute la session budgétaire aura été dominée par le malaise interne qui mine le groupe socialiste et radical de gauche et qui, avec soixante-cinq élus, constitue la formation la plus importante de l'assemblée. Jospinistes, rocardiens, chevenementistes, fabiusiens qu'il ne faut pas confondre ici avec les partisans de M. Pierre Joxe, s'y querellent. Et des ambitions personnelles en prévision des prochaines élections de 1992 ajoutent encore à la confusion.

Le bureau exécutif du PS a même été saisi de la question mercredi soir, ce qui a fait dire à M. Nicole Briot, particulièrement en fâche parmi la trentaine de socialistes irréductibles qui voulaient jusqu'au bout voter non : « Force est de constater qu'au PS les arguments d'autorité prennent désormais la place des débats légitimes. Il faut cesser cette panoplie dérisoire et modifier d'urgence une loi électorale qui oblige chaque année les élus socialistes du conseil régional à servir de suppléants à une droite conservatrice et revancharde ».

FRANÇOIS GROSCHARD

Un projet de loi au conseil des ministres
Les sociétés HLM de crédit immobilier
pourront distribuer des prêts non aidés

M. Louis Besson, ministre de l'équipement, du logement, des transports et de la mer, a présenté au conseil des ministres, mercredi 23 janvier, un projet de loi qui autorisera les 143 sociétés anonymes de crédit immobilier (SACI) - une des familles du mouvement HLM - à distribuer des prêts non aidés au logement, et non plus seulement des PAF (prêts aidés à l'accession à la propriété) et des PC (prêts conventionnés). Consti-

tues en réseau autour d'une chambre syndicale, à l'instar des Banques populaires, du Crédit mutuel ou du Crédit agricole, les SACI bénéficieront, pour leur permettre de s'adapter aux obligations découlant du droit communautaire, d'un fonds de garantie et d'une société de caution mutuelle. Les SACI pourront distribuer elles-mêmes ces prêts lorsque ce volume d'activité restera marginal, ou devront se doter de filiales spécialisées.

TRANSPORTS

Le groupe néerlandais
Nedlloyd est en crise

AMSTERDAM

de notre correspondant

Le groupe néerlandais Nedlloyd (transports maritimes et routiers) a clos l'exercice 1990 sur une perte « de 125 à 150 millions de florins », soit 375 à 450 millions de francs. Sans la cession d'actifs, le déficit aurait atteint un niveau voisin de 700 millions de florins, somme quasiment équivalente aux bénéfices de 1989 (756 millions de francs).

Haussé du prix des carburants, faiblesse du dollar et concurrence accrue dans le transport des conteneurs ont conjugué leurs effets. Le groupe de

Rotterdam avait annoncé, dès l'an dernier, une restructuration de ses activités, notamment dans le secteur maritime où priorité doit être donnée au transport par conteneurs. Nedlloyd cherche des partenaires pour exploiter sa division « énergie ». La vente de certaines participations est prévue.

Le déficit de 1990 scellait la restructuration du groupe, fragilisé par une grave crise de confiance. Deux dirigeants de Nedlloyd viennent de démissionner et un nider norvégien, M. Tor Hagen, affirmant contrôler 45 % du capital, veut appliquer son propre plan de relance.

C. Ch.

EN BREF

■ Reims refuse le tramway. - Comme on s'y attendait, M. Jean Falala, maire de Reims, s'oppose au projet de tramway qui avait été adopté, à la fin de l'année dernière, par le district de Reims (le Monde du 22 janvier). Dans une lettre adressée au président de celui-ci, il fait valoir les perturbations que ce mode de transport occasionnerait à la circulation automobile et au petit commerce ainsi que les dommages qu'il causerait aux arbres classés. Il préconise plutôt une amélioration du réseau de bus.

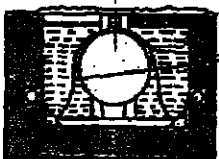
■ Chômage technique à Renault-Sandozville. - Les 8 500 salariés de l'usine Renault de Sandozville, en Seine-Maritime, seront mis en chômage technique durant cinq jours supplémentaires en mars prochain, en raison de la baisse du carnet de commandes, a annoncé, mercredi 23 janvier, la direction de l'établissement. Cinq journées de chômage technique étaient déjà prévues pour le mois de février (le Monde du 10 janvier).

BUTAGAZ
INVENTE
"NAUTILA"
LA CITERNE
PROPANE
ENFOUIE
A VIE

BUTAGAZ innove en créant NAUTILA, la seule citerne propane enfouie à vie. En appliquant en précurseur le système de protection cathodique au stockage de propane domestique, BUTAGAZ permet à NAUTILA de demeurer à vie sous terre. NAUTILA, c'est la discrétion absolue: invisible à vie, elle s'intègre dans tous les

jardins, préserve la beauté naturelle des sites et respecte pour toujours le cadre de vie. NAUTILA, c'est tous les avantages de l'énergie propane aux trois usages: chauffage, eau chaude et cuisson. C'est l'assurance d'une chaleur saine, puissante et instantanée. En dormant jour à l'invisible, BUTAGAZ confirme une fois encore sa position de leader sur le marché des gaz de pétrole liquéfiés.

CITERNE EN ACIER (CIVICOR)



CIVIL D'ANODE

ANODES DE PROTECTION (MAGNESIUM)

■ Le procédé de la protection cathodique consiste à recouvrir l'acier de la citerne à deux couches de magnésium anodes en terre. Cette réserve renouvelable de magnésium permet par un flux ionique de protéger en permanence l'acier de la citerne. Le contrôle de ce flux se fait par simple vérification électrique extérieure. Entourée et protégée, NAUTILA reste intacte à vie.

BUTAGAZ

الجزيرة

Le Monde LES DIX ANS D'IMAGINA

Mondes virtuels

Après avoir envahi notre univers quotidien dans la décennie 80, au travers notamment des génériques de télévision, l'image de synthèse va peut-être modifier notre perception de cet univers dans la décennie qui commence, en nous livrant les clefs d'une nouvelle expérience du réel. L'avènement et surtout la diffusion dans le grand public de dispositifs de visualisation et d'interaction multisensoriels, qui tirent pleinement parti des progrès de l'imagerie numérique pour plonger l'observateur dans des environnements « virtuels », ouvrent en effet de nouveaux champs d'expérience aux artistes, aux scientifiques, et même aux philosophes.

Rendez-vous maintenant traditionnel de l'image de synthèse, Imagina consacre, pendant sa dixième édition, du 30 janvier au 1^{er} février à Monte-Carlo, une large place à ces « mondes virtuels », qui bousculent nos perspectives rationnelles et font l'objet de ce dossier. Du design de la navette spatiale européenne aux parcs de loisirs américains ou japonais, de l'architecture à la médecine, les applications potentielles foisonnent. Comme la transmission à distance des images a donné naissance à la « télévision », les machines à voyager dans l'imaginaire et l'image, à enrichir ou subvertir le réel, vont engendrer de nouvelles façons de voir, en soi et vers l'extérieur. Qu'on les baptise « introvision » ou « extravisio », elles préfigurent des mondes hybrides et inédits, dont seules les frontières nous apparaissent.

M. C. I.



Le système Virtuality 1000 de la société britannique W Industries, sorte de console de jeux qui permet de « conduire » un véhicule dans un monde virtuel. Ce type de matériel, dont les prix baissent rapidement, n'est pas réservé au divertissement. Architectes et médecins pourront bientôt « faire le tour » d'un bâtiment encore à l'état de dessin, ou s'entraîner à des opérations délicates sans risquer la vie de leurs patients.

Une nouvelle expérience du réel

En nous plongeant par la vision et par les sensations dans un environnement virtuel, la technique modifie notre perception du monde

par Philippe Quéau

DES « mondes virtuels », aux « réalités artificielles », du « cyberspace » aux « environnements synthétiques multisensoriels », les expressions imagées ne manquent pas pour désigner l'un des développements les plus récents et les plus prometteurs de l'infographie. Il s'agit en effet d'un outil radicalement nouveau de représentation du monde, susceptible d'altérer durablement notre vision des choses, notre façon de travailler comme nos conceptions habituelles du « spectacle ».

Comment définir un « environnement virtuel » ? Il s'agit d'un espace artificiel, visualisé à l'aide de techniques de synthèse d'images, et dans lequel on peut « physiquement » se déplacer. Cette impression de « déplacement physique » est donnée par la conjonction de deux stimuli sensoriels, l'un reposant sur une vision stéréoscopique totale et l'autre sur une sensation de corrélation « musculaire », dite proprioceptive, entre les mouvements réels du corps et les modifications de l'espace artificiel dans lequel on est « plongé ».

La vision stéréoscopique totale est obtenue à l'aide d'un casque de visualisation équipé de deux écrans miniatures à cristaux liquides, placés devant chacun des deux yeux. La corrélation proprioceptive entre le corps de l'observateur et l'espace virtuel est obtenue, quant à elle, à l'aide de divers capteurs de position placés sur la tête et les membres. L'ordinateur pilotant le système connaît à tout moment l'attitude de l'observateur, la direction de son regard ou sa mimique gestuelle. Le moindre déplacement, le geste le plus discret, peuvent ainsi être analysés par l'ordinateur et servir à déclencher une série de programmes associés à ce geste ou à ce déplacement. Il y a donc une hybridation intime entre le corps même du spectateur-acteur et l'espace virtuel dans lequel il est immergé.

De la pédagogie aux délices ludiques

Toute action du corps se traduit par une modification corrélative de l'espace tridimensionnel qui l'environne de toute part grâce au casque stéréoscopique total. Réciproquement, toute image tridimensionnelle flottant virtuellement « autour » de l'observateur peut servir de base à de nouvelles actions gestuelles.

La simulation d'espaces virtuels en trois dimensions n'est pas un

concept totalement neuf. Mais ces techniques, en progrès constant depuis les années 50, développées notamment pour l'entraînement des pilotes, étaient limitées par leur coût et le relatif confinement de l'observateur. Les simulateurs de vol les plus performants, aux images et sensations très réalistes, coûtent en effet des dizaines de millions de francs, avec des systèmes hydrauliques complexes pour les effets de vitesse et d'accélération, et des coupoles hémisphériques de plusieurs mètres de diamètre où sont projetées des images de synthèse calculées en temps réel.

Mais si l'espace artificiel qu'elles donnent à voir est virtuellement infini, le pilote, lui, est confiné à un endroit précis du simulateur. Avec l'apparition récente sur le marché de casques de visualisation stéréoscopique portatifs, comme les casques fabriqués par les firmes américaines VPL Research et Sense 8, ou la firme anglaise W Industries, ces deux verrous, celui du coût et celui du confinement physique, viennent de sauter.

Kant revisité...

Les systèmes les moins coûteux reviennent d'ores et déjà à quelques dizaines de milliers de francs seulement, en attendant des chutes de prix considérables. Mais, surtout, ces casques sont portatifs. L'imagerie virtuelle peut donc être transportée aisément n'importe où : sur un chantier en cours de construction ou dans un bloc opératoire, à bord d'un sous-marin ou dans une monoplace de formule 1.

Mieux encore, le casque de visualisation pourra bientôt équiper tout un chacun avec un minimum d'inconfort, et permettra ainsi au grand public d'expérimenter à bas prix des paradoxes spatio-temporels jusqu'alors à peine concevables, et de découvrir des formes efficaces de pédagogie tridimensionnelle ou des délices ludiques absolument inédites.

Ce serait une erreur de résumer les casques de simulation virtuelle au rang de simples gadgets, comme pourrait inciter à le faire l'analogie trompeuse avec les baladeurs dans le domaine du son. En effet, si la qualité de la visualisation stéréoscopique peut effectivement être mise en parallèle avec la qualité du rendu sonore des baladeurs, il ne faut pas oublier que les casques de visualisation sont équipés de capteurs de position permettant une interaction proprioceptive avec l'espace virtuel.

On peut ainsi se déplacer physiquement dans le monde réel, marcher, danser, monter, mimer, et par chacune de ces actions « réelles » se trouver confronté à une modification perceptible et même tangible de l'espace virtuel dans lequel on reste par ailleurs « plongé ».

L'espace virtuel ne correspond donc pas à une réduction symbolique, une représentation simplifiée d'un monde-jouet. Il faut plutôt voir en lui le moyen d'une augmentation perceptive et cognitive. En tant qu'outil de simulation, il crée les conditions d'une nouvelle expérience du monde. Pour Kant, l'espace était une forme synthétique *a priori*. Pour les créateurs et les expérimentateurs d'espaces virtuels, l'espace devient une forme synthétique *a posteriori*.

A la sensation éprouvée par tout être conscient d'être « ici et maintenant » se superpose ainsi une expérience supplémentaire, qui vient informer ou affiner l'expérience du réel, ou, au contraire,

qui vient la contredire, la déjouer, la subvertir ou la divertir.

C'est en cela que les mondes virtuels ne sont pas simplement un épiphénomène amusant, un délassement futile, une retombée mineure de la considérable révolution infographique.

Le « virtuel » nous propose une autre expérience du « réel ». De fait, c'est la notion communément perçue de « réalité » qui soudain se trouve comme transcendée. Car les « réalités » virtuelles, ne sont pas moins réelles que les expériences sensorielles que nous accumulons « naturellement ». Les images virtuelles ne sont pas des illusions platoniciennes, des images de pure représentation, sans impact substantiel. Au contraire, ces « réalités » virtuelles peuvent être visitées, explorées et même « palpées » (avec des systèmes à retour d'effort comme ceux développés dans le cadre du projet GROPE à l'université de Caroline-du-Nord à Chapel-Hill).

Lire la suite page 33

► Philippe Quéau est responsable du groupe « Recherche image » à l'Institut national de l'audiovisuel.

Un « forum » des images

« Forum » des nouvelles images de Monte-Carlo : comme son sous-titre l'indique, Imagina a pour vocation de mêler les genres et les gens, en regroupant du 30 janvier au 1^{er} février à la fois des conférences (réunissant les meilleurs spécialistes mondiaux), un salon (matériels, logiciels et prestataires), et une compétition dont l'image de synthèse est le fil conducteur (1).

Pour la compétition, un jury a sélectionné cette année 80 œuvres audiovisuelles, parmi 400 productions de 17 pays, dont une dizaine en première mondiale, et c'est le public qui décernera les prix Pixel, dans dix catégories (fiction, simulation, animation 2D et 3D, publicités, etc.).

Organisé par le Festival de télévision de Monte-Carlo et l'Institut national de l'audiovisuel (INA), Imagina est soutenu par de nombreux organismes (2). A l'occasion de son dixième anniversaire, ses deux fondateurs cèdent, avec l'aide du Centre national du cinéma, un livre (3) qui est une sorte de bilan artistique de dix ans de concubinage entre image et ordinateur, ce qu'on appelle l'infographie. De la quête du réalisme du début de la décennie à la prolifération des styles et à l'irruption de l'intelligence arti-

cielle, ce livre, dont l'essentiel est constitué de superbes illustrations, est une... synthèse à la fois belle et intelligente de dix ans de recherches.

Sous le titre-jou de mot « théâtres après », qui rappelle que la modélisation d'une théâtre fut un des exercices de style les plus prisés des infographistes, une émission programmée sur Canal Plus (dimanche 10 février à 15 heures 25) fêtera aussi, en images animées, ce dixième anniversaire. Avec de nombreux extraits, des reportages tournés à Imagina, elle évoquera dix années qui se confondent avec l'histoire de la manifestation et rendra notamment hommage à l'américain John Lasseter et au japonais Yochiro Kawaguchi, deux pionniers de l'image de synthèse aux styles très différents.

(1) Renseignements, inscriptions à Monaco : 93-15-93-94, à Paris : 45-23-08-16. Lieu : auditorium du palais des congrès de Monte-Carlo, boulevard Louis-II.

(2) Canal Plus, le club d'investissements MEDIA, le CNC, Bull, Ricard, France Telecom, Sonovision, Videoc Alcatel et la banque Worms.

(3) Imagina-Le livre, 150 pages, 62 photos, INA-Publication, 4, avenue de l'Europe, 94366 Bry-sur-Marne, 350 F (211 F en souscription jusqu'au 15 mars).

Rendre la navette Hermès habitable

Des « spationauts virtuels » évoluent dans un engin qui n'existe pas

AVANT la fin du siècle, la navette spatiale européenne Hermès sera une réalité. Comment s'assurer qu'elle sera vraiment « habitable » et que son volume sera utilisé au mieux ? Le centre de recherche de l'Agence spatiale européenne (ESA) s'y emploie, grâce à des « spationauts virtuels », dont le comportement biomécanique est simulé en images de synthèse. Ces êtres immatériels sont placés « dans » les modèles en trois dimensions de la navette, issus des logiciels les plus usuels de conception assistée par ordinateur (CAO), comme Catia ou Euclid. En les faisant évoluer, on vérifie ce que le futur spationaute peut atteindre et ce qu'il peut voir. Et c'est ainsi qu'on peut améliorer le design intérieur et extérieur de la navette et des autres systèmes habités.

Ce procédé ne dispense pas des campagnes de tests en maquettes réelles, qui ont lieu en piscine ou en vol parabolique d'avion pour recréer les conditions de l'espace. Mais la simulation permet de mieux préparer ces essais, et donc

de réduire leur nombre et leur coût.

Les modèles par ordinateur tiennent d'ailleurs compte des effets de l'apesanteur. Un spationaute qui mesure 1,80 mètre sur terre grandit par exemple de 6 centimètres dans l'espace, car ses vertèbres se distendent. Et sa position de relaxation est modifiée, corps penché vers l'avant et champ de vision abaissé. Autant en tenir compte dès la conception de son vaisseau... et vérifier aussi qu'un spationaute peut mettre et retirer son scaphandre dans l'espace étroit d'un sas. Pour s'entraîner à ce dédoublé exercice vestimentaire, ils pourront d'ailleurs « chausser » des casques de visualisation stéréoscopique, et répéter l'effeuillage le plus haut du monde des le plancher des vaches.

Du cockpit à la cuisine...

Ces techniques sophistiquées ne seront pas longtemps réservées aux spationauts ou à la conception et à l'entretien des centrales nucléaires. Les ménagères japo-

naises peuvent déjà, dans certains salons de vente de Matsushita, essayer une « cuisine virtuelle », dans laquelle on se promène avec un casque de visualisation et un « gant de données ». En déplaçant fictivement les chaises, en ouvrant les robinets ou les portes, en rangeant la vaisselle, la cliente peut ainsi vérifier la hauteur des placards, ou choisir la place du réfrigérateur. Et le vendeur n'a plus qu'à modifier sur son ordinateur quelques données pour adapter la cuisine réelle à commander...

L'espace reste néanmoins une des applications prioritaires de l'image de synthèse. Les pilotes d'Hermès conduiront leurs rendez-vous dans l'espace par écran interposé : la navette vient en effet s'accrocher par l'arrière sur la station orbitale Columbus. Leur hublot ne leur servira donc que pour l'atterrissage. Le reste du temps, les pilotes auront en face d'eux six écrans, dont deux avec les images de caméras extérieures. Mais ces images ne seront pas seulement « brutes » : elles seront enrichies d'informations graphiques en deux et en trois dimen-

sions. Le pilote pourra ainsi visualiser dans l'espace le « couloir » dans lequel doit s'inscrire sa trajectoire. Et il verra s'afficher en incrustation, dans les codes couleurs habituels de l'aviation (rouge pour le danger, jaune sur fond noir quand il faut faire attention, vert si tout va bien), les paramètres essentiels de son vol, comme la vitesse ou l'orientation de son engin.

Non content de leur préparer un intérieur douillet, l'image de synthèse joue un rôle essentiel dans la préparation des spationauts européens. Un grand simulateur de vol, dont les écrans seront nourris d'images numériques, doit être prêt cinq ans avant le premier vol. Ce simulateur sera peut-être plus réaliste que le vol lui-même : ses images seront en effet en couleur, alors que le poids et la fiabilité des matériels ont fait choisir - en l'état actuel des projets - le noir et blanc pour les caméras embarquées à bord d'Hermès, celles qui seront les « yeux » des spationauts.

MICHEL COLONNA D'ISTRIA

IMAGINA 
10^e FORUM INTERNATIONAL DES NOUVELLES IMAGES DE MONTE-CARLO
30, 31 JANVIER ET 1^{er} FEVRIER 1991.

Ricard... La passion de créer.

Ricard, pionnier en matière de parrainage poursuit son action dans le domaine des images de synthèse, au carrefour de la recherche, de la création et des nouvelles technologies.

Partenaire de l'INA, Ricard organise pour la quatrième année consécutive **la Bourse de la Création Ricard** dans le cadre du 10^e Forum International des Nouvelles Images organisé par le Festival de Télévision de Monte-Carlo et l'Institut National de l'Audio Visuel.

En 1991, cette initiative, résolument européenne, permettra à nouveau à des étudiants de participer à **la Bourse de la Création Ricard**. Le lauréat bénéficiera d'une formation de longue durée et de haut niveau placée sous l'égide de l'INA.

D'autre part, fidèle à sa vocation de parrain, Ricard fera découvrir le monde des nouvelles images aux gagnants du concours "Rock Création" qui seront invités à Imagina.

Règlement des concours: Imagina - INA
94366 - Bry-sur-Marne Cedex

Renseignements: 49 83 26 84.

RICARD
La passion de créer.

Pages dans la...

modèles...
ordres...

PAR
TION
F
JANV
1991

PORTVILLE
F

PARIS (14)
F

BIEN EN DUPLI
F

ATION JUDICIAIRE
F

ASTRADUE
F

ASTRADUE
F

سكاي روفر



NE 400
ION

L'élégance atemporelle de la nouvelle Rover Série 400 habille avec tact les plus récents développements de l'ingénierie automobile.

- Nouveaux moteurs 16 soupapes ultramodernes en aluminium : 1590 cm³, injection, 115 ch CEE à 6300 tr/mn et 130 ch CEE à 6800 tr/mn.
- Suspensions à 4 roues indépendantes avec dispositif multibras à l'arrière, procurant tenue de route et confort exceptionnels.
- Equipement de série : direction assistée, toit ouvrant, vitres teintées, 4 lève-vitres et 2 rétroviseurs extérieurs électriques.
- Habitacle spacieux, lumineux et confortable avec finitions ronce de noyer. Sellerie cuir sur le modèle GTi.
- Garantie anticorrosion 6 ans et peinture 3 ans.
- La nouvelle Rover Série 400 est disponible à partir de 106 500 F.

Le secret de la distinction c'est de savoir se distinguer sans se faire remarquer.



NOUVELLE ROVER SÉRIE 400

MODELE PRESENTE ROVER 416 GTi 16v : DOUBLE ACT. 9 CV. BOITE 5 VITESSES A RAPPORTS COURTS. FREINS A DISQUES AVANT ET ARRIERE. JANTES EN ALLIAGE. DIRECTION ASSISTEE. VOLANT ET ASSISE DES SIEGES EN CUIR. TOIT OUVRANT, LEVE-VITRES AVANT ET ARRIERE ELECTRIQUES. CONSOMMATIONS (NORMES UTAC) : 6,5 L A 90 KM/H, 8,5 L A 120 KM/H, 9,9 L EN VILLE. POUR TOUT RENSEIGNEMENT TEL. : 05102102 ET MINITEL 3615 ROVER. ROVER CONSEILLE *Castrol*

Le Monde

AFFAIRES

Paris avale les places de province

Le premier jour du mois boursier de février va consacrer la création d'un marché national issu de la fusion des six Bourses régionales avec celle de Paris

PRÉVU dès mai 1989, le glas des Bourses de province a finalement sonné, jeudi 24 janvier, avec la fusion des cotes des six places régionales (Lyon, Lille, Nancy, Marseille, Bordeaux et Nantes) avec celle de Paris. Désormais, profitant de la suppression du monopole de place, toutes les sociétés de Bourse sur le territoire français peuvent acheter directement l'ensemble des valeurs existantes. Ce système est destiné, selon les autorités boursières, à raccourcir et à simplifier les chaînes de transmission des ordres permettant des baisses des coûts de transactions, et aussi à renforcer la cohésion du marché français des valeurs mobilières. Cette réforme confirme aussi la fin d'un système régional, même si des efforts vont être entrepris pour tenter de lui en substituer un autre.

Les six places de province n'ont jamais pesé très lourd dans l'acti-

tivité nationale, représentant l'an dernier à peine 4 % de la capitalisation boursière totale (voir tableau). Chacune d'entre elles, tout comme Paris, disposait pour vivre d'un monopole de transactions obligeant tout acheteur de titres à passer par l'une des sociétés de Bourse locales pour acquérir des valeurs cotées sur une place.

Au départ, la loi de modernisation des marchés financiers de janvier 1988 n'avait pas modifié cette organisation. Mais la suppression de la notion d'agent de change, l'ouverture du capital des sociétés de Bourse à des partenaires extérieurs autorisés par la réforme, et l'extension du système de négociation informatisée des valeurs par le biais du système CAC (cotation assistée en continu) ont conduit, le 10 mai 1989, le Conseil des Bourses de valeurs à harmoniser le système.

DOMINIQUE GALLOIS
Lire la suite page 37



Capitalisation boursière en 1990 (actions + obligations)
(en milliards de francs)

Places régionales	Cote officielle	Second marché	Total
Lyon.....	67,4	13,8	81,2
Lille.....	24,3	1,7	26
Nancy.....	23,4	2	25,4
Marseille.....	18,3	0,8	19,1
Bordeaux.....	16,6	1,1	17,7
Nantes.....	8,9	2,1	11
Total des places régionales	188,9	21,5	210,4
Paris.....	4 028	123	4 151
dont actions.....	1 561	118	1 679
dont obligations.....	2 467	5	2 472
TOTAL de la capitalisation boursière française	4 186,9	144,5	4 331,4

Source : SBF - Statistiques.

Lyon à la recherche d'une identité

LYON

de notre bureau régional

«La réforme du marché financier a été mal accueillie, n'est-ce pas à dire le Lyonnais Roger Michaux, syndic délégué de l'ex-Compagnie des agents de change. La principale place de province ressent un risque à se diluer dans un ensemble plus vaste, avec le sentiment, pourtant, de n'avoir pas failli. Sa crédibilité ne devait être ébranlée qu'à l'automne de 1990, avec «l'affaire Girardet», bien postérieure aux débordements de la Compagnie des agents de change sur le MATIF parisien. Le palais du Commerce avait su tirer un fort bon parti du second marché, institué en 1983, en accueillant une bonne soixantaine de nouvelles valeurs. La nécessité de disposer de fonds propres accrus a finalement conduit toutes les sociétés de Bourse à s'adosser aux banques. Ces dernières ont réalisé ensuite des économies d'échelle.

Est la société de Bourse Girardet, victime d'un sinistre de 241 millions de francs, entrée dans le giron du Crédit national, qui a cédé l'activité de gestion privée à la société de Bourse Michaux (Crédit Lyonnais). D'autres sociétés de Bourse et firmes spécialisées ont dû réduire leur train de vie (Tatin-Fin, Richard, Gorgeu-Piquet-Krucker). Les agents de change Wolf et Guinand avaient cédé leur activité de négociation au CCF, mais la structure créée par ce dernier à Lyon, sous le nom d'Elysees-Bourse, voit planer quelques incertitudes sur son devenir. Enfin, Sellier, adossé au Britannique Metwess, envisage de mettre un terme, ici, à l'activité de négociation.

An bout du compte, seuls deux établissements — sur huit avant la réforme — ont un peu modifié leur structure. Il s'agit de la société de Bourse Vincent Brac de la Perrière,

adossée à la Banque d'arbitrage et de crédit (BAC), qui a ouvert une représentation à Paris. Et surtout de Michaux, dernière en date à avoir ouvert son capital à un établissement financier, qui apparaît aujourd'hui comme le nouveau « poids lourd » de la City lyonnaise, avec 71 salariés.

La fierté lyonnaise a obtenu quelques compensations : sous le contrôle de la Dresdner Bank, Delors accomplira dans la métropole régionale le back-office de l'ensemble des sociétés de Bourse du groupe BIP. Et Edmond Richard aura autorité, depuis Lyon, sur différents établissements du groupe Pallas en France. Pourtant, le risque est manifeste aujourd'hui de voir certaines sociétés de Bourse investir moins dans des activités d'ingénierie financière. Un second risque existe, celui de voir aussi des entreprises industrielles renoncer à faire appel à l'épargne publique, craignant de se perdre dans la foule du marché national.

Dans la nouvelle structure, Lyon a obtenu de la SBF d'être un pôle de surveillance des valeurs pour 1 100 lignes de cotation. La place reste également une « porte d'entrée » vers le marché financier. Saura-t-elle ainsi conserver une identité de place? Louis Thannberger, de Lyon finance et industrie (LFI), s'adapte à la nouvelle situation. Déjà auteur de trois entrées en Bourse durant l'automne de 1990, il a fait scinder sur le marché hors cote les Soieries Guyon le 21 janvier, malgré la prolongation des hostilités.

Cependant, dans la métropole rhodanienne, les entreprises de capital-risque et de capital-développement augmentent leurs stocks de capitaux afin de remplir leur rôle d'« escort » de la Bourse, selon la formule d'un banquier de la place. Il y a matière, en effet : en 1990, la Bourse de Lyon a affecté 1 milliard de francs au développement économique, à la faveur d'augmentations de capital.

GÉRARD BUÉTAS

Nancy veut occuper le terrain

«Notre défi est de trouver une nouvelle légitimité basée sur une compétence de proximité et non plus sur celle de cotation.» A Nancy, le secrétaire général de la Bourse interrégionale de l'Est, Hubert Vogelweith, prépare depuis deux ans avec son équipe la mutation de cette place septuagénnaire pour éviter qu'elle ne disparaisse (Le Monde du 9 mars 1990). Toutefois, le représentant de la Société des Bourses françaises (SBF) refuse de s'attarder sur la fin prochaine de ce marché à la cote « croustillante » qui se tient pour quelques mois encore à la chambre de commerce et d'industrie.

Hubert Vogelweith préfère exposer les nouvelles orientations régionales de la SBF, comme son rôle de conseil et de prise en charge des introductions en Bourse des sociétés ou celui de l'animation. Pour cela, la délégation nancéienne consacre un effort non négligeable, depuis plusieurs années, à la promotion du marché, par le biais de publications, d'expositions itinérantes et par la création d'un club de sociétés cotées.

Aux intermédiaires à présent de suivre le mouvement, en jouant à plein leur rôle de « spécialistes » des valeurs régionales. Même si les quatre sociétés de Bourse devenues filiales de firmes nationales ont quasiment toutes manifesté leur intention de rapatrier leur activité de négociation au niveau national, en raison des coûts des écrans informatiques CAC, elles entendent toutefois demeurer sur place « pour occuper le terrain ». Les stratégies vont d'un renforcement du conseil aux entreprises à la gestion du patrimoine privé, en passant par certains par l'ouverture d'agences.

« Une de mes craintes, c'est qu'en entrant sur le marché national les valeurs régionales ne soient plus du tout suivies, comme un analyste financier nancéien. Elles deviendront de simples produits de trading que les gens achèteront ou vendront selon les opportunités. Ce sera alors dangereux pour les entreprises. » D'où le pari, en restant sur place, de maintenir un lien entre le tissu économique local et le marché financier.

D. G.

Bordeaux, la fin dans l'indifférence

BORDEAUX

de notre correspondant

«Pour moi, cela s'est fini dans l'indifférence générale», Jean-Louis Champell, l'un des quatre agents de change bordelais, n'y va pas par quatre chemins. Le lancement du marché national unique met, à ses yeux, le point final à la « commémoration » dans laquelle était plongée la Bourse de Bordeaux. Les volumes de transactions y étaient, selon un autre agent de change, « particulièrement faibles ». La cote de Bordeaux était d'ailleurs médiocre, y compris auprès des entreprises régionales.

Marie Brizard, dont le PDG, Paul Glotin, est pourtant l'un des dirigeants de la chambre de commerce et d'industrie locale, avait choisi Paris pour son introduction en Bourse. De surcroît, la disparition de trois « coquilles vides », dont La Roche méridionale, avait appauvri la cote bordelaise. En 1990, il n'y a eu que deux inscriptions au hors-cote : la

Richard holding et Rongier, une entreprise de bâtiment de Charente.

L'introduction au second marché de COM 1 n'est prévue qu'en mars prochain. Par ailleurs, trois des quatre agents de change ont cédé leur indépendance. Dans l'ensemble des charges, la suppression de la cotation entraîne des licenciements : vingt à vingt-cinq commis et analystes ont perdu leur emploi. Sous l'impulsion des groupes qui les contrôlent, les charges bordelaises devraient se réorienter vers la gestion de patrimoine.

François Dancourt, secrétaire général de la Bourse de Bordeaux, se veut malgré tout optimiste : « Nous allons reconstruire notre fonds de commerce, prospecter de nouveaux émetteurs. » Sa profession de foi est cependant accueillie avec circonspection dans le milieu des agents de change. Certains s'interrogent, avec un brin d'ironie, sur la prédisposition des personnes de la Société des Bourses françaises à assurer une telle fonction. Or alors, ils devront changer de mentalité.

GINETTE DE MATHA

A Nantes, s'il n'en reste qu'un...

PHILIPPE DE Portzamparc, président de la société de Bourse du même nom, restera à Nantes. Bien décidé à ne pas suivre le mouvement d'exode urbain qui va pousser ses trois autres confrères nantais, on considère comme tels, à rapatrier leurs activités vers la capitale, près de leurs maisons mères, il sera le seul à conserver un écran de négociation CAC dans le port financier du Grand Ouest, prouvant ainsi son régionalisme.

Sa société de Bourse, adossée à la Banque populaire de Bretagne Atlantique (51 %) et à d'autres partenaires dont l'Institut de participation de l'Ouest, à l'heure où les licenciements se multiplient dans les échanges, a porté ses efforts de trente à trente-huit personnes. Elle vient même d'installer une salle de marché d'une douzaine d'écrans. Pour l'exercice achevé, et compte tenu de ses prévisions, chiffres d'affaires et résultats sont en hausse.

« On a besoin de conserver en région un structure d'intermédiation. Je suis plus intermédiaire que courtier », le MONEP et le MATIF ne sont pas pour moi. Je préfère orienter mes activités vers la gestion, le conseil, l'ingénierie financière et les introductions en Bourse (hors-cote ou second marché) », souligne-t-il. M. Philippe de Portzamparc continue de croire en la Bourse de proximité, soit pour les entreprises régionales, soit pour les particuliers (85 % de sa clientèle) auxquels il souhaite

apporter qualité de service, rapidité de traitement des ordres. Mais comme il l'ajoute, non sans ironie « le tout, c'est de ne pas avoir raison seul dans son coin et d'être, à terme, condamné... » Bernard Allilaire, secrétaire général de la Bourse de Nantes, n'est pas, lui non plus, inquiet : « C'est une place qui a su tirer son épingle du jeu et surtout du second marché. Elle a aussi su profiter de la conjonction entre un tissu économique de jeunes entreprises, une communauté très concentrée d'acteurs en terme de réseaux bancaires et d'épargne par habitant. » Les résultats d'une enquête, réalisée par la place, selon laquelle une centaine d'entreprises régionales seraient potentiellement intéressées par une introduction en Bourse confirment son optimisme. Toutefois, de l'intérêt à la réalisation.

Quant à la perte de l'identité de la place nantaise face à l'instauration du marché national, Nantes réagit par le biais de l'Association Nantes-Atlantique Place financière. Fondée entre autres par des partenaires régionaux comme Acial ou Bénéteau, elle veut faire de Nantes « le pôle d'animation et de promotion financière et boursière pour tout le Grand Ouest et dans la perspective du développement des régions de l'arc atlantique ».

La tâche ne sera pas aisée même si elle promet un challenge intéressant pour la plus petite des places françaises.

Lille joue la spécialisation

LILLE

de notre correspondant

«Nous nous assurons plus la surveillance des cotations», explique André Querey, délégué général de la Bourse de Lille. Mais nous continuerons à assurer le suivi des opérations, le montage des dossiers, et la promotion du marché. En fait, on revient un peu à ce qu'on faisait dans le passé. Jusqu'à la réforme de 1961, en effet, on cotait, par exemple, la valeur comme Béglin aussi bien à la Bourse de Lille qu'à celle de Paris. A dater du 24 janvier, toutes les places françaises pourront coter Béglin.

La Bourse de Lille voit plutôt d'un bon œil cette réforme, qui va lui permettre d'intervenir sur les valeurs d'entreprises de la région qui, jusqu'à présent, lui étaient interdites — sauf à passer par les agents de change parisiens — puisque cotées (uniquement) à Paris. « Dans les cinq départements du ressort de la Bourse de Lille (Nord, Pas-de-Calais, Aisne, Somme, Oise), insiste André Querey, il y a des « locomotives » régionales : Béglin, Devant, DMCC, Eurotunnel, Arbel, Financière Agache... »

Sur place, on considère cette évolution également de façon positive. « C'est l'accès à la compétence nationale », note Claude Dubus dont la société de Bourse est la seule des trois ex-chargées lilloises et l'une des rares françaises à demeurer indépendante et à ne pas être adossée à un grand établissement financier. « On pourra ressentir peut-être une certaine onde de choc à court terme, mais à moyen et long terme cela doit dynamiser le marché : cela suppose seulement une réorganisation commerciale. »

Il s'agit de se concentrer « sur des valeurs que nous connaissons bien » parce que régionales. Mais la spécialisation s'appliquera aussi à un marché qui adresse moins les grandes sociétés de Bourse : le second marché ou le hors-cote. « On a un savoir-faire dans ce domaine », affirme Claude Dubus.

Même approche chez Dubly-Motte : « On ne fera pas du tout achat, indique Michel Velge, fondé de pouvoir. On va demeurer dans des secteurs où on se spécialise en travaillant et en assurant la promotion des valeurs que nous travaillons avant : le textile, la distribution, les entreprises de luxe... »

JEAN-RENÉ LORIS

A Marseille, l'ordinateur remplace la corbeille

MARSEILLE

de notre correspondant

AMarseille, l'ordinateur remplace la « corbeille ». A partir du 24 janvier, la modeste « corbeille » de la Bourse de Marseille ne sera plus qu'un accessoire promis au musée. L'instauration du marché national fera apparaître les valeurs marseillaises sur un écran d'ordinateur et non plus à la « cote » au rez-de-chaussée du palais de la Bourse qui abrite le siège de la Chambre de commerce et d'industrie. L'activité est modeste puisque le volume moyen des transactions mensuelles se situe autour de 7,5 millions de francs. Une vingtaine d'entreprises régionales y sont encore cotées.

Les habitudes ag seront pas bou-

lversées puisque, depuis mai 1990, ainsi que le rappelle Jacques Frayse de la Condamine, secrétaire général de la Société des Bourses Françaises à Marseille, la cotation assistée en continue y est implantée et les quatre sociétés Boursières agréées négocient directement toutes les valeurs introduites sur CAC sur l'ensemble des places financières françaises. Loin de déplorer ce changement, les opérateurs marseillais se réjouissent de pouvoir interroger directement l'intégralité de la cote et du marché des valeurs et d'intervenir « en direct » avec tous les intermédiaires régionaux. Ce qu'ils perdent en activité de coteurs, ils le gagnent en activité de gestion directe sur le marché des cotations.

JEAN CONTRUCCI

pierre-jacques

Renato, me
point une coll



ales des de province

AFFAIRES

PORTRAIT

Pierre-Jacques Guené fait d'une pierre deux coups

Gastinne-Renette, maison de chasse cent cinquantaire, se diversifie. Elle a mis au point une collection griffée d'articles de cuir qui sera présentée en mars

CURIEUSEMENT, Pierre-Jacques Guené ne donne pas l'impression d'être petit. Sans doute parce qu'il a depuis longtemps pris l'habitude de régner. A soixante-huit ans, il régit et compte régner longtemps encore sur le groupe familial où travaillent ses deux fils, Jacques et Jean-Pierre, et son petit-fils, Stéphane. Il en a pris les commandes à dix-neuf ans, et il en a fait l'un des leaders de la maroquinerie française, avec un chiffre d'affaires de 830 millions de francs (1) et une production réalisée à 80 % sous les marques les plus pres-

de 76 % l'an dernier. Le chiffre d'affaires dépasse gentiment 20 millions de francs, et nous avons un an et demi de commandes d'avance pour les articles de chasse que nous fabriquons sur mesure. Si cela continue, il va falloir embaucher de nouveaux artisans», constate paisiblement Pierre-Jacques Guené.

Quand on sait à quel point le retour au monde de la conjoncture a atteint nombre d'entreprises de luxe en 1990, on comprend sa satisfaction. Mais si l'on considère que, depuis le rachat de Gastinne-Renette, Pierre-Jacques Guené a

qui achèteront des articles de cuir, des accessoires, des vêtements pour le week-end et la chasse « dans l'esprit de ce que faisait Hermès voilà vingt ans », autrement dit plus sport et moins cher qu'aujourd'hui.

Une collection griffée Gastinne-Renette a donc été mise au point. Elle sera présentée aux détaillants français au mois de mars. Une vingtaine de magasins de prestige (maroquinerie de luxe, vêtements de sport haut de gamme) auront un « corner » Gastinne-Renette à l'automne prochain. D'ici là fin de l'année, la

collection devrait également être vendue en Extrême-Orient; des discussions sont en cours avec des groupes japonais.

Pierre-Jacques Guené s'apprête à acheter une boutique dans le centre de Madrid et en cherche une autre à Londres; en Europe, il compte d'abord ouvrir des magasins similaires à celui de Paris avant de généraliser les choses. Dès cette année, il espère doubler le chiffre d'affaires de Gastinne-Renette. L'objectif à cinq ans est de réaliser de 150 à 200 millions de francs de ventes avec les

seuls articles de cuir, dont la fabrication devrait alors mobiliser de 30 % à 35 % de la capacité de production du groupe Guené.

Car là se trouve la clé de toute l'opération. « Pour assurer notre développement, il fallait fabriquer pour une autre marque. Tant qu'à payer des royalties, j'aime autant les mettre dans ma poche ! » explique Pierre-Jacques Guené, d'un ton gouailleur. D'une part, il estime pouvoir vendre aussi cher que ses clients couturiers, sans pour autant entrer en concurrence avec eux.

D'autre part, il offre à ses usines un nouveau débouché dont la croissance devrait être rapide à un moment où celle des marques dont il est le licencié n'est plus aussi brillante, quand elle n'est pas compromise (elle a déjà diminué de moitié en pourcentage l'an dernier). Fabriquer sous la marque Gastinne-Renette devrait donc lui permettre de faire d'une pierre deux coups. Ce qui, pour un chasseur, est très satisfaisant.

MARTINE LEVENTER

(1) Hors Gastinne-Renette.



Pierre-Jacques Guené, 68 ans, a pris les commandes du groupe familial dès l'âge de 19 ans.

tigieuses. Maire de Montsaugeon (Haute-Marne), Pierre-Jacques Guené régit sur son village (classé), qu'il a fait restaurer, sur cinq cents hectares cultivés - « je suis exploitant agricole, vous savez », dit-il, en bleu ironique et souriant en coin - et en fait sur cette région où il a accessoirement implanté sept usines. Depuis 1988, il régit également sur Gastinne-Renette, maison de chasse cent cinquantaire célèbre mais assoupie.

Petit royaume deviendra grand, si l'on en croit Pierre-Jacques Guené, qui se souvient encore de la fascination éprouvée lorsqu'il est entré pour la première fois, à l'âge de sept ou huit ans, en compagnie de son père, dans la boutique de l'avenue Franklin-Roosevelt. A seize ans - « c'est de tradition dans la famille », il venait à acheter son premier fusil.

« Le nombre de clients de la boutique Gastinne-Renette a augmenté

investi plus de 100 millions de francs pour restaurer (sompoteusement) la boutique parisiennaise, conforter la marque et préparer sa diversification, on peut s'interroger sur le bien-fondé de son optimisme. D'autant que 1991 s'annonce comme une année difficile pour les grandes marques existantes...

« Le luxe continuera de se vendre. Le tout est de faire partie des gens qui offrent les produits les plus intéressants. Nous nous y employons », affirme Pierre-Jacques Guené. La fabrication sur mesure d'une vingtaine d'armes de prestige chaque année ne rapporte guère; mais, telle une collection de haute couture, elle constitue une vitrine, crée une image qui permet de décliner la marque. Peu de clients peuvent s'offrir des fusils ou des carabines gravés de motifs personnalisés (de 100 000 francs à 500 000 francs). Beaucoup plus nombreux sont ceux

Le luxe rentre dans le rang

« Les arbres ne montent jamais jusqu'au ciel », cet adage est devenu la formule favorite de certains financiers pour caractériser la situation de l'industrie du luxe. Face à une morosité qui tourne quelquefois au catastrophisme, ils préfèrent rappeler que, après trois années d'exceptionnelle expansion, ce secteur est en train de revenir à des courbes de croissance plus communes.

La tension internationale et les baisses du yen et du dollar sur fond de récession américaine ont, il est vrai, provoqué un frisson d'angoisse chez ces spécialistes du raffinement et du superflu. Déjà la publication, l'été dernier, par le Comité Colbert, d'une étude du cabinet McKinsey qui révélait l'importance de la concurrence étrangère a inquiété ceux qui étaient trop persuadés de l'invincibilité du génie français. Enfin, la baisse de la Bourse n'a pas épargné les valeurs du luxe : de 1 200 F en décembre 1989, Yves Saint Laurent est tombé à 750 F. Quant à LVMH (Moët-Hennessy - Louis Vuitton), numéro un mondial du luxe, son cours est passé de 5 520 F à 3 261 F.

Par ailleurs, les mésaventures de quelques-uns sont venues donner raison aux plus pessimistes. Alain Chevalier, confronté au problème du redressement de Balmain, a annoncé qu'il mettrait fin aux activités de haute couture de cette maison. Les parfumeurs ont souffert de la double conséquence de la baisse du dollar et de la crise des grands magasins

américains. C'est le vie, la fragance de Christian Lacroix lancée au printemps n'a pas tout à fait tenu ses objectifs, peut-être trop ambitieux. Evidemment, tout cela se retrouvera dans les résultats des sociétés : les bénéfices de Saint Laurent, par exemple, devraient tourner autour de 225 millions de francs au lieu des 265 millions de francs prévus. « Les 30 % de hausses de résultat réalisés en 1989 étaient une exception », commente Jean-François Bretelle, directeur d'Yves Saint Laurent.

Ce passage à plus de normalité n'est pas partout considéré comme une catastrophe. Notamment au Comité Colbert, où l'on parle sur une progression d'environ 10 % du chiffre d'affaires des soixante-dix adhérents. Chez Hermès, les records de vente de carreaux ont encore été battus lors du week-end qui précède Noël, et Jean-Louis Dumas, le président, refuse de voir l'avenir en noir, même lorsqu'il précise : « Aux Etats-Unis, l'année sera stable; c'est donc une évidence que l'ouverture d'un nouveau magasin coûtera plus cher. » Quant à LVMH, les analystes parlent sur une augmentation de 19 % du résultat net pour 1990, grâce à une politique de couverture de change efficace et à sa quote-part des bénéfices de Guinness, dans lequel LVMH a augmenté sa participation en juin dernier.

En réalité, tout se passe un peu comme si le monde du luxe se réveillait d'un formidable réve qui aurait duré trois ans : des chiffres d'affaires qui progressaient à des taux jamais vus, des marges bénéficiaires inconnues dans la plupart des secteurs, des financiers courtisant ceux que, quelques années auparavant, ils considéraient comme des salimbanques. La période actuelle ressemble à ces lendemains de fête où l'on décide d'être raisonnable. Face à la réduction probable des marges bénéficiaires, les industriels du luxe vont devoir apprendre à faire des efforts de gestion. Et les financiers, un instant fascinés par leur train de vie, pourraient bien être les premiers à les rappeler à plus de rigueur.

Plus question, non plus, de payer trop cher les affaires de ce secteur, qui avaient atteint des prix exorbitants. « Nous allons revenir à des prix qui tourneront autour de dix fois les bénéfices. Alors que, il y a un ou deux ans, certaines sociétés se sont vendues vingt fois les bénéfices », estime un banquier. Mais, pour l'instant, il se passe dans le luxe un peu la même chose que dans l'immobilier : les vendeurs ne se sont pas encore décidés à baisser leurs exigences. Résultat : les transactions sont rares. Certes, LVMH s'est offert Loewy et a pris une participation dans le journal Femmes. A l'inverse, Orcoff, créé par Henry Racamier avec l'appui du groupe L'Oréal, étudie des dossiers mais n'a encore réalisé aucune acquisition

spectaculaire. Pierre Bergé, le patron d'Yves Saint Laurent, et Carus n'ont toujours pas trouvé d'acquéreur pour les 15 % que la holding de Carlo De Benedetti détient chez le couturier.

A plus long terme, ce retournement de conjoncture pourrait bien avoir un effet sur le concept et le contenu même du luxe. « Pendant la période d'euphorie, les industriels du luxe ont su se diversifier en déclinant leur gamme et en créant de nouveaux produits destinés à une clientèle plus large. Cela leur permet de mieux résister à une conjoncture difficile », estime Christian Blanckaert, président-délégué du Comité Colbert. En effet, si les stars hollywoodiennes ne sont plus assez nombreuses ou assez riches pour s'offrir des colliers à 1 million de francs ou des robes à 80 000 F, le réservoir de clientèle pour le prêt-à-porter des couturiers ou les bijoux vendus entre 5 000 et 20 000 F chez les joailliers de la place Vendôme est loin d'être tari. D'ailleurs, certains de ces amateurs d'accessoires et d'objets griffés, de vins et de mets fins ou de boissons subtiles, dont le nombre de zéros sur le compte en banque est limité, préfèrent remplacer le mot luxe par le mot prestige. Les prochaines années pourraient bien être, pour le luxe français, celles d'une certaine mue.

FRANÇOISE CHIROIT

Paris avale les places de province

Suite de la page 36

Depuis le 24 janvier, unification oblige, la quinzaine de sociétés de Bourse provinciales sont autorisées à opérer sur l'ensemble de la cote nationale, tout comme, dans le même temps, les quarante-quatre firmes parisiennes peuvent intervenir directement sur les valeurs régionales.

Cette évolution ne devrait pas augmenter le nombre d'intervenants français, mais au contraire les diminuer. Car en trois ans, la plupart des ex-chargés d'agents de changes de province se sont rapprochés d'établissements financiers nationaux qui, pour des raisons de coûts, ne tiennent pas à maintenir des écrans CAC sur place. Tout est alors reconstruit à Paris dans les salles de marchés de leur maison mère, les sociétés de Bourse de province ne devenant que de simples bureaux de représentation pour la clientèle privée et industrielle locale. Il en est de même pour la dizaine d'intermédiaires parisiens s'étant implantés dans l'Hexagone ces dernières années.

Ainsi, hormis quelques rares cas relevés à Lyon, Nantes, ou Lille, les intermédiaires régionaux n'effectueront plus de négociations et de transactions sur place. Toutefois, pendant quelques mois, ils continueront de négocier à la cote quelques obligations et valeurs du hors-cote non encore introduites dans le système informatique.

Dans cette nouvelle conception, la notion d'influence géographique demeure. « Une place financière n'est plus seulement un lieu physique mais un ensemble de compétences, qui assure la conception et

la réalisation d'opérations sur les marchés primaires et secondaires au moyen de réseaux de communication », explique la Société des Bourses françaises (SBF), dans sa dernière brochure consacrée au marché national, et plus spécialement dans un chapitre traitant du « développement des places financières régionales ». Aux délégations provinciales de la SBF d'assurer la promotion, en faisant venir de nouvelles entreprises à la cote nationale. Elles ont pour cela la responsabilité d'assurer des petites opérations sur titres (augmentation de capital...) et de réaliser des introductions en Bourse. Pour attirer le chaland, elles conservent l'un de leur privilège, celui de l'exonération de l'impôt de Bourse sur les transactions de valeurs inscrites en province. Toutefois, cet avantage accordé en 1978 sous Raymond Barre, alors premier ministre, n'a jamais été un critère essentiel retenu par les firmes accédant en Bourse. Il n'a donc pu enrayer le désintérêt des industriels pour ces places, à l'exception peut-être de celle de Lyon.

Déjà éprouvées depuis de nombreuses années, les places de province se voient porter un nouveau coup avec l'unification du marché. « Une mort certaine et prochaine », avancent les plus pessimistes. « Un nouveau défi », n'hésitent pas à affirmer quelques intermédiaires s'accrochant à l'ultime espoir de mieux drainer l'épargne de proximité. Pari d'autant plus difficile à relever que les conditions ne sont pas pour l'instant particulièrement favorables à diriger leur argent vers le marché boursier.

DOMINIQUE GALLOIS

Des pièces de rechange à géométrie variable

Sasic exporte 90 % de sa production vers les pays en développement Une clientèle sensible aux fluctuations économiques et politiques

ALENÇON

de notre correspondant

INSTALLÉE à Batignes-Pont-d'Écorbin, ce gros bourg d'un millier d'habitants, aux confins de l'Orne et du Calvados, l'usine Sasic a licencié 20 de ses ouvriers, la moitié étant parti en préretraite dans le cadre d'un FNE, sur 120. Unique dans l'Hexagone, elle s'est spécialisée dans la fabrication de pièces de rechange pour 404, 504, 505, qu'elle exporte à 90 % vers les pays en voie de développement. Leur fragilité politico-économique a un effet boomerang sur la bonne santé de cette PME.

A la fin des années 50, Charles Fleischer, originaire de Hongrie, possédant une petite usine de pièces automobiles à Levallois-Perret, est séduit par la beauté de la petite commune normande nichée au cœur du bocage. Il décide d'y ouvrir un atelier. En 1971, il fusionne avec un concurrent de Levallois. La contraction des noms de leurs sociétés donne Sasic. En 1974, le groupe anglais Lucas, spécialisé dans la fabrication de pièces pour l'automatique et l'automobile en prend le contrôle. La PME normande cible la clientèle d'outre-mer, comprenant qu'il existe là-bas un formidable marché potentiel de la pièce adaptable pour automobiles.

En effet, les Peugeot, vénérables guimbardees devenues obsolètes sur nos routes européennes, vont connaître un come-back dans les pays en voie de développement. Taxis ou camionnettes, elles sont in-

cre-va-bis. Omniprésentes sur les pistes africaines ou le long des rizières asiatiques, elles font une grande consommation de crémillères de direction, pompes à eau et à huile, transmissions, suspensions...

« C'est une fabrication portueuse mais trop soumise aux fluctuations politico-économiques de ces pays », souligne Dominique de Grandmaison, directeur général. De plus, nous devons nous battre contre la concurrence italienne, espagnole, coréenne, voire argentine. Les contreparties de nos propres pièces existent également venant d'Asie du sud-est. Même si elles sont de moins bonne qualité et vendues à moindre coût, elles nous gênent. » En fait, le Sasic n'a prati-

quement pas de carnet de commandes et travaille véritablement sur le court terme. « Nous fabriquons à la demande, ce qui nous fait une flexibilité de notre appareil productif. Nous avons investi dans des machines performantes, à commandes numériques. L'année dernière, nous affichions un chiffre d'affaires de 112 millions de francs », précise encore Dominique de Grandmaison, qui joue également les VRP. Il a effectué l'année dernière vingt-quatre voyages dans dix-neuf pays d'Afrique ou d'Asie. « Cela n'a rien à voir avec le tourisme, car je suis toujours entre deux avions à faire antichambre auprès des grossistes. Décevant. Que le dinar algérien baisse - c'est le cas

actuellement, il a perdu en un an 70 % de sa valeur - ou que le Nigéria connaisse une situation confuse, voilà nos clients potentiels perdus. »

La guerre dans le Golfe n'arrange rien. Et l'imprévisible Libye, qui était inscrite au fichier clients, a changé sa politique d'importation sur les pièces détachées automobiles. Un choc en retour pour la PME qui, il y a deux ans, avait agrandi ses locaux et avait investi dans des nouveaux outillages. Mais l'espoir fait vivre, et la Sasic a prévu toute une gamme de pièces adaptables, notamment pour les Renault R 4, R 5, R 12, qui auront encore de beaux jours sur les pistes.

MICHEL LORET

TABLES D'AFFAIRES

DÉJEUNERS RIVE DROITE

YVONNE F. ven. soir et sam. 13, rue de Bassano, 15. 47-20-78-15

Vieille Cuisine de Tradition. Spéc. de POISSONS, Huîtres et Gibiers en saison. Fais gras frais, confit de canard. Carte 250/300 F. Diplômé Club P. Montagné. OUVERT DIM.

RIVE GAUCHE

DODIN BOUFFANT 43-25-25-14 25, rue Frédéric-Sauton (Métro-Méa). F. dim.

12 h 30-14 h 30, 20 h 30-24 h. Ouvert le samedi. Toujours un bon rapport qualité-prix, dans le cadre d'un 170 F. Poissons, fruits de mer et crustacés toute l'année.

ALSACE A PARIS 43-26-89-36 9, pl. Saint-André-des-Arts, 6° T.L.J.

Au cœur du QUARTIER LATIN, de 12 h à 2 h du mat., dans un cadre à découvrir. Déjeuners. Dîners. Soupers. Grillades. Choucroutes. Poissons. Coquillages. Salons pour 16, 20, 30 60 couverts. Pour groupes, nous consulter.

MARCHÉS FINANCIERS

BOURSE DU 24 JANVIER

Cours relevés à 13 h 54[illegible]

COMPTANT (sélection)

[illegible]**SICAV** {sélection

VALEURS	Emission Frais incl.	Rachet net	Rachet Valeurs	Emission Frais incl.	Rachet net	VALEURS	Emission Frais incl.	Rachet net
AAL	936 52	912 70	Pan-Opt	36 90	26 26	Planolet	943 93	920
Aegion	191 88	186 53	Proct Cont.	126565 36	126565 36	Plateland	116 88	113
Alcan	894 36	864 46	Procter	233 92	230 46	Procter Genet.	57951 27	57961
Alcan	7210 83	7210 83	Procter-Engin	29 26	28 34	Procter Oil	11083 26	11077
América	111 04	110 71	Procter-Engin	742 41	724 50	Procter, Equip.	106 73	107
América	844 36	844 36	Procter-Engin	26 26	26 26	Procter-Engin	20247 27	20247
América en CP	567 51	543 91	Procter-Engin	10830 73	10570 67	Procter	1026 40	1041
BCCI	1095 90	1025 64	Procter	4807 76	4788 79	Procter	114 91	112
BCCI	108 71	104 11	Procter	1238 80	1208 59	Procter	147 97	150
Comex	100 42	87 97	Procter	1297 26	12508 01	Procter	162 42	158
Comex	438 19	438 19	Procter	143 14	143 14	Procter-Engin	538 97	538 97
Comex	1102 45	1036 87	Procter	1068 56	1037 44	Procter-Engin	1117 87	1101
Comex	11261 43	11261 43	Procter	106225 29	96830 37	St. Honoré Bi-Alm.	837 58	789
Comex	682 45	578 52	Procter	12136 43	11568 69	St. Honoré Global	226 14	218
COMFLAM	5746 50	524 52	Intermed. Pro.	481 44	467 42	St. Honoré Invest.	862 22	851
COMFLAM	550 51	550 51	Intermed. Pro.	131 43	131 43	St. Honoré Invest.	222 14	218
Compan. Court. T.	6380 45	6347 74	Jeuneur	252 86	248 26	St. Honoré Invest.	524 17	500
Compan. Court. T.	1055 98	1055 98	Lafayette America	189 89	176 95	St. Honoré PME	473 38	451
Compan. Court. T.	327 48	319 49	Lafayette Brazil	228 83	219 83	St. Honoré Real	13263	13210
Compan. Court. T.	1094 87	1043 66	Lafayette Spain	228 83	228 83	St. Honoré Services	451 33	433
Compan. Court. T.	1522 99	1522 99	Lafayette France	292 19	289 19	St. Honoré Services	1554 58	1554 58
Compan. Court. T.	96 24	95 38	Lafayette Immobil.	220 48	211 50	St. Honoré Serv.	12303 58	12302
Compan. Court. T.	147 06	140 73	Lafayette Japan	374	358 75	St. Honoré Serv.	1235 51	1235 51
Compan. Court. T.	120 15	114 98	Lafayette Latin	134 73	122 87	St. Honoré Serv.	698 08	687 15
Compan. Court. T.	165 72	80 17	Lafayette Rendement	189 22	172 24	St. Honoré Serv.	698 08	687 15
Compan. Court. T.	90 38	90 38	Lafayette Rendement	311 31	311 31	St. Honoré Serv.	698 08	687 15
Compan. Court. T.	111 24	106 45	Lafayette Rendement	198 95	198 95	St. Honoré Serv.	373 81	363 8
Compan. Court. T.	5807 95	5801 95	Lafayette Rendement	11175 93	11175 93	St. Honoré Serv.	1250 08	1196 08
Compan. Court. T.	5707 77	5633 42	Lafayette Rendement	8015 80	8040 39	St. Honoré Serv.	529 57	509
Compan. Court. T.	1147 48	1020 43	Lafayette Rendement	10777 76	10777 76	St. Honoré Serv.	368 58	376 3
Compan. Court. T.	311 46	311 46	Lafayette Rendement	2552 81	2552 81	St. Honoré Serv.	368 58	376 3
Compan. Court. T.	26 01	27 33	Lafayette Rendement	8156 86	837 82	St. Honoré Serv.	383 76	383 2
Compan. Court. T.	1164 92	1136 51	Lafayette Rendement	2148 96	2144 42	St. Honoré Serv.	1024 48	894 6

23/1

VALEURS	Emission Frais incl.	Rachet net	Rachet Valeurs	Emission Frais incl.	Rachet net	VALEURS	Emission Frais incl.	Rachet net
AAL	936 52	912 70	Pan-Opt	36 90	26 26	Planolet	943 93	920
Aegion	191 88	186 53	Proct Cont.	126565 36	126565 36	Plateland	116 88	113
Alcan	894 36	864 46	Procter	233 92	230 46	Procter Genet.	57951 27	57961
Alcan	7210 83	7210 83	Procter-Engin	29 26	28 34	Procter Oil	11083 26	11077
América	111 04	110 71	Procter-Engin	742 41	724 50	Procter, Equip.	106 73	107
América	844 36	844 36	Procter-Engin	26 26	26 26	Procter-Engin	20247 27	20247
América en CP	567 51	543 91	Procter-Engin	10830 73	10570 67	Procter	1026 40	1041
BCCI	1095 90	1025 64	Procter	4807 76	4788 79	Procter	114 91	112
BCCI	108 71	104 11	Procter	1238 80	1208 59	Procter	147 97	150
Comex	100 42	87 97	Procter	1297 26	12508 01	Procter	162 42	158
Comex	438 19	438 19	Procter	143 14	143 14	Procter-Engin	538 97	538 97
Comex	1102 45	1036 87	Procter	1068 56	1037 44	Procter-Engin	1117 87	1101
Comex	11261 43	11261 43	Procter	106225 29	96830 37	St. Honoré Bi-Alm.	837 58	789
Comex	682 45	578 52	Procter	12136 43	11568 69	St. Honoré Global	226 14	218
Comex	5746 50	524 52	Intercontinental Pro	481 44	467 42	St. Honoré Invest.	862 22	851
Comex	550 51	550 51	Intercontinental Pro	131 43	131 43	St. Honoré Invest.	222 14	218
Comex	6380 45	6347 74	Intercontinental Pro	252 86	248 26	St. Honoré Invest.	524 17	500
Comex	1055 98	1055 98	Intercontinental Pro	189 89	176 95	St. Honoré PME	473 38	451
Comex	327 48	319 49	Intercontinental Pro	228 83	219 81	St. Honoré PME	13263	13210
Comex	1094 87	1043 66	Intercontinental Pro	228 83	228 83	St. Honoré Services	451 33	433
Comex	1522 94	1522 94	Intercontinental Pro	228 83	228 83	St. Honoré Services	1554 58	1554 58
Comex	96 24	95 38	Intercontinental Pro	220 48	211 50	St. Honoré	12303 58	12303 58
Comex	147 06	140 73	Intercontinental Pro	374	358 75	St. Honoré	1235 51	1235 51
Comex	120 15	114 98	Intercontinental Pro	134 73	122 87	St. Honoré	698 08	697 08
Comex	165 72	80 17	Intercontinental Pro	189 22	172 24	St. Honoré	894 08	894 08
Comex	90 38	90 38	Intercontinental Pro	311 31	311 31	St. Honoré	1554 58	1554 58
Comex	111 24	106 45	Intercontinental Pro	198 95	198 95	St. Honoré	373 81	363 81
Comex	5807 95	5801 95	Intercontinental Pro	11175 93	11175 93	St. Honoré	1250 08	1196 08
Comex	5707 77	5633 42	Intercontinental Pro	8015 80	8040 39	St. Honoré	529 57	529 57
Comex	1147 48	1020 43	Intercontinental Pro	10777 76	10777 76	St. Honoré	368 58	376 36
Comex	311 46	311 46	Intercontinental Pro	2552 81	2552 81	St. Honoré	368 58	376 36
Comex	26 01	27 33	Intercontinental Pro	858 86	837 82	St. Honoré	383 76	383 76
Comex	1164 92	1136 51	Intercontinental Pro	2146 86	2144 42	St. Honoré	1024 48	894 48

[illegible]

Cote des Changes				Marché Libre de l'or		
MARCHE OFFICIEL	COURS préc.	COURS 24/1	COURS DES BILLETS achat vente	MONNAIES ET DEVISES	COURS préc.	COURS 24/1
Etats-Unis (1 unit.)	5 088	5 048	4 800	5	62350	61400
Allemagne (100 dm.)	7 010	7 000	6 800	Dr. lin (ditte en barre)	62720	61750
Belgique (100 fr.)	349 580	336 820	336 500	100 florins (200)	441	408
France (100 fr.)	16 810	16 520	15 900	Pièce Fr. (45 B.)	110	375
Grèce (100 dr.)	301 330	301 520	291	Pièce Suisse (20 f.)	555	445
Inde (100 r.)	88 350	88 300	84 800	Pièce Latine (20 f.)	398	363
Italie (100 lire)	3 812	3 788	3 600	Souverain	2380	2230
Cote des Changes (1 l.)	9 108	9 050	4 050	Pièce 10 dollars	1380	1370
Espagne (100 pes.)	403 680	391	417	500	700	689
Suisse (100 fr.)	91 840	91 800	91 800	Pièce 50 pesos	2400	2376
Autriche (100 sch.)	86 980	86 900	86 900	Pièce 10 florins	385	367
Canada (100 can.)	48 410	48 350	47 500			
Portugal (100 pes.)	3 630	3 620	3 400			
Argentine (100 pes.)	4 402	4 380	4 200			
Chili (1 S can.)	3 840	3 820	3 600			
			3 680			

[illegible]

PUBLICITÉ FINANCIÈRE

Renseignements :
15-55-91-82 poste 433

g : coupon détaché - o : offert - * : droit détaché - d : demandé - e : prix précédent - m : marché ouvert

La guerre du Golfe

Le sentiment anti-irakien des Saoudiens augmente leur l'inquiétude aussi

Objet, mercredi 23 janvier dans la soirée, d'une nouvelle attaque de cinq missiles Scud irakiens, tous détruits, affirme-t-on de source américaine, par les missiles anti-missiles Patriot, l'Arabie saoudite, entrée dans la guerre bien malgré elle, s'est pour l'instant adaptée sans trop de problèmes à cette situation nouvelle dont le gouvernement entend bien que nul ne profite.

RYAD

de notre envoyée spéciale

A l'appui d'un sévère avertissement lancé à la veille du déclenchement des hostilités, par le ministre de l'Intérieur contre ceux qui tenteraient, à l'ombre de la guerre, d'outrepasser les lois, le

gouvernement saoudien a pris des mesures strictes pour assurer à tout le monde qu'il tient bien la situation en main. Si rien à première vue n'a réellement changé dans la capitale saoudienne, les mesures de sécurité s'y sont très nettement renforcées. Tous les grands hôtels, les ambassades des pays engagés dans la coalition anti-irakienne, les bâtiments publics, les grands immeubles, font l'objet d'une surveillance toute particulière, et de très nombreuses patrouilles des différentes polices et de la garde nationale sillonnent la ville y compris dans des jupes armées de mitrailleuses.

Contraints à s'installer dans une guerre dont ils aimeraient voir vite la conclusion, les Saoudiens n'entendent pas toutefois céder aux appels au cesse-le-feu avant la libération totale du Koweït. Dans son palais de Ryad d'où il a appelé au pays tous les membres de la famille royale, et où tous les hauts fonctionnaires de l'Etat sont présents, le roi Fahd - même si certains de ses concitoyens qui aiment ainsi se sentir confortés le trouvent trop silencieux - veut montrer que le pays oppose un front uni à l'épreuve.

Les *Mutawana*, cette police religieuse honnie de la majorité de la population, qui s'étaient montrés les plus réticents à la présence américaine, ont disparu des rues, et aucune voix discordante n'est pour l'instant perceptible, comme cela était encore le cas en novembre ou décembre derniers. La rumeur - vraie ou fausse, elle fait la joie de nombreux Saoudiens - dit que l'on a fait savoir à ces jeunes gens qu'ils ne veulent plus religieux que tout le monde, que le jihad se déroulait sur le front et que c'était donc là la meilleure place pour eux.

Le lancement de missiles sur Ryad ou Dhahran a complètement balayé les réticences des premières quarante-huit heures à laisser l'Irak se faire écraser sous les bombes. Les habitants de Ryad ont été pris par surprise : dans une note à ses ressortissants, mais qui a largement circulé, l'ambassade des Etats-Unis n'informait-elle pas, le 9 janvier, que les risques d'attaque contre la capitale saoudienne étaient « négligeables » et que la situation deviendrait plus sûre dès la guerre commencée ? Ils ont certes déserté en masse, mais ceux qui restent sont devenus plus agressifs à l'égard du régime irakien.

Quarante-huit heures perdues à cause du mauvais temps

Traduisant sans doute assez bien l'évolution du sentiment général, le vice-ministre du Commerce, le docteur Abdul Rahman Zamil, déclarait ainsi mardi : « Les attaques de missiles ont changé une chose. J'avais toujours dit que l'armée irakienne était une force arabe qui devait être préservée. Maintenant, je la regarde différemment, c'est une force destructrice, j'ai découvert que c'est trop dangereux d'avoir une telle concentration de pouvoirs dans les mains d'un homme comme lui. » Autre évolution, si les premières attaques de missiles Scud contre Israël avaient été omises dans la presse saoudienne, celle de mardi soir y était mentionnée et la télévision a retransmis quelques images des destructions pratiquées à Tel-Aviv.

Après une semaine d'une guerre

dont la conduite leur échappe largement, tant la disproportion des forces donne la primauté aux Etats-Unis, les Saoudiens aident sans doute par un grand fatalisme, ne veulent céder ni à la panique - la vie continue quasi normalement même si les sorties se font rares et les menaces de missiles écopent - ni au découragement. Il est cependant bien difficile d'avoir une idée exacte de la situation, les informations d'où qu'elles viennent étant contrées sinon censurées.

Une chose est sûre, la campagne aérienne risque de se poursuivre encore longtemps. « Plusieurs semaines », affirmait mercredi le patron des forces françaises à Ryad, le général Roquejeoffre - et l'importance du potentiel à détruire, la difficulté de le localiser avec certitude, la protection dont il bénéficie sont grandes. Il semble bien à cet égard, dit-on aujourd'hui, que nombre de bombardements aient eu lieu sur des lieux. « Le Koweït », affirmait mercredi un officier ayant accès à des photos aériennes, est un nid d'arillerie. Nous savons, certes, à quelques mètres près, où se trouvent les canons, les batteries etc. Encore faut-il tous les détruire et cela prendra du temps. »

A cet égard, on estime déjà, alors que le temps est toujours couvert sur l'est de l'Arabie saoudite, que les mauvaises conditions météorologiques ont retardé d'au moins quatre heures le plan de bombardement prévu.

Autre inconnue de taille : quelle stratégie veut adopter le président irakien ? Qu'il s'en réjouisse ou s'en inquiète, tous les pilotes constatent que l'aviation irakienne n'a encore rien montré. Plus de 80 % des avions devraient être encore intacts et les bombardements quotidiens des pistes ne suffisent pas à expliquer cette absence.

Menaces à la frontière

La même interrogation existe à l'égard des Scud : certes, ceux-ci sont pour le moment interceptés et n'ont pas fait de dégâts importants, mais il n'est pas sûr qu'ils n'empêchent pas, après une semaine, la menace de cet « objectif prioritaire » demeure la même. Le général Schwarzkopf, commandant de l'opération « Tempête du Désert », a beau affirmer qu'il « n'est pas sûr d'un orage du sud de la Géorgie lui ferait plus peur que de se trouver dans une rue de Ryad pendant une attaque de Scud ». Le message est difficilement recevable pour le citoyen ordinaire.

Autre information d'avant-guerre sur laquelle on se montre aujourd'hui plus prudent : une décomposition de l'armée irakienne. Les troupes alliées qui se déplacent quotidiennement le long de la frontière koweïtienne ou irakienne sont au contraire l'objet des tirs de l'artillerie irakienne et commencent à être très sérieusement craintes que les armes chimiques, dont la menace continue de terrifier, soient employées en priorité contre elles.

D'autre part des mouvements, en avant ou en arrière, sont constatés par les forces irakiennes le long de la frontière, ce qui laisserait à penser que, malgré leurs très solides lignes de défense, elles gardent une certaine capacité de mouvement. On n'exclut pas à cet égard que le feu mis à des installations pétrolières au Koweït ait

pour but de dissimuler ces mouvements, moments pendant lesquels les troupes sont le plus vulnérables.

En fait, une semaine après le début de l'opération « Tempête du Désert », on a quand même le sentiment que tout reste à faire, avec la sourde inquiétude d'un piège imprévu qui bouleverserait les cartes. « Nous passons 20 % de notre temps sur le plan actuel et 80 % sur les différents scénarios qui pourraient intervenir », déclarait mardi à des journalistes américains un capitaine de la première division d'infanterie, en place quelque part le long de la frontière, « nous essaierons de penser à toutes les choses possibles qui pourraient arriver ».

Confiants dans leur supériorité technologique incontestable, les militaires américains, malgré leurs affirmations répétées que tout se déroule comme prévu, demeurent préoccupés par la tournure d'une guerre dont l'adversaire reste imprévisible et à ne reculer, il l'a dit et répété, devant aucun moyen, non pour gagner, mais pour faire en sorte que tout le monde perde le plus possible.

FRANÇOISE CHIPAUX

SUR LE VIF

CLAUDE SARRAUTE

Calculette

SADDAM arpente le bureau bétonné de son super-bunker enfoui à quarante mètres sous terre. Sur les murs, des écrans, des postes de commande, des cartes d'état-major. Posé sur une chaise, son homme-tronc, présentateur à la télévision.

- Vous savez, M'sieur le président ?

- Je te disais de la boucler. Je sais pas où j'ai fourré mon boudin, alors pour évaluer mes pertes, le calcul mental... Je veux pas me tromper dans mes calculs. Bon, alors, où on est, là ? Combien t'en as inscrit dans ton bulletin de désinformation, jeudi ?

- On s'était d'abord fixé à 70 morts côté civils, mais vous m'en avez surcôté.

- Oui, pour vendre, faut toujours s'arrêter juste au-dessous de la barre de la dizaine, de la centaine ou du millier. 69 tués, ça passe beaucoup mieux que 70, n'importe quel marchand de tapis à Bagdad te le dira. Je me demande si, ce soir, je vais pas changer carrément mon fusil d'épaule et permettre à ce commandant d'Amérique, tu sais, le correspondant de CNN, de balancer à l'antenne que selon des

sources officielles elle aurait laissé 138 000 cadavres sur la balle, son opération chirurgicale, à Bush ?

- 138 000 ! Comme vous y allez, sauf votre respect, M'sieur le président !

- T'es vraiment aussi bête que t'en es l'air, mon pauvre garçon ! Voyons, réfléchis : il s'agit, là, l'islam. Pour le réveiller, faut lui balancer une bombe vraiment explosive. La guerre psychologique, ça ne se gère pas qu'avec des Scud.

- Peut-être, mais alors, ici, le moral des troupes va en prendre un sacré coup.

- Ah ! parce que tu crois qu'ils regardent CNN, dans leurs abris, ces deux millions d'analphabètes abrutis par une discipline de fer que mes commissaires politiques préparent à retourner au casse-pipe ? Tiens, ça me fait penser, tu vas annoncer demain que j'ai été victime d'un attentat manqué en faisant la tournée des popotes.

- Allons bon ! Et pourquoi ?

- Pour rigoler. Je vois d'ici l'air bête du nègre et du juif, comment ils s'appellent déjà, Powell et Schwarzenbach, qu'ils ont mis à la tête de leur armée, ces chiens.

Les suites de l'affaire Médécin

Le FN et le PC demandent la démission du conseil municipal de Nice

NICE

de notre correspondant régional

Conformément à la loi, les observations définitives de la chambre régionale des comptes sur la gestion de la ville de Nice, pour la période de 1983 à 1987, ont été communiquées, publiquement, au conseil municipal le mercredi 23 janvier. La lecture de ce document a donné lieu à un débat au cours duquel le Front national et le PC ont, à nouveau, demandé la démission de l'équipe municipale en place.

La lecture publique du long rapport de la chambre régionale des comptes était une épreuve supplémentaire pour le maire et ses adjoints. RPR de Nice, M. Honoré Baillet, qui n'a guère été épargné depuis son élection, le 25 septembre, par les nombreux rebondissements des affaires Médécin et qui a été adjoint aux finances de 1983 à 1989.

Villa aux enchères

NICE

de notre correspondant régional

A la demande du Trésor public, la villa de M. Jacques Médécin, « Lou Souverain » (le Sommet) et principal immeuble sur les hauteurs de Nice, dans le quartier de Gaïrat supérieur, va être vendue aux enchères publiques devant le tribunal de grande instance de la ville le 14 mars prochain.

Cette maison familiale, bâtie sur un terrain de 8 700 mètres carrés, comprend vingt-trois pièces et neuf salles de bains, avec une piscine, une serre de 160 mètres carrés, deux volières, un stand de tir de 52 mètres carrés, un terrain de volley-ball et plusieurs dépendances. Sa mise à prix a été fixée à 12 millions de francs mais on estime sa valeur entre 15 millions et 20 millions. La vente, qui aura lieu sous la houlette de M. Hanc, fait suite à une saisie immobilière sur la base d'une créance de 3 785 028 F due, au titre des impôts sur le revenu de M. Médécin, pour les années 1977 à 1980.

La propriété est grevée de deux hypothèques, l'une de 700 000 F, au bénéfice de l'ex-épouse de l'ancien maire (CN) de Nice, M. Claude Melley, l'autre prise par le fisc en vertu d'un jugement provisoire du tribunal administratif de Nice qui a condamné M. Médécin, en 1980, à un redressement fiscal de 14 700 000 F.

G. P.

Ancien maire de Clichy-sous-Bois

M. Déchamps est condamné pour propos racistes

M. André Déchamps, ancien maire communiste de Clichy-sous-Bois (Seine-Saint-Denis) arrêté en 1985, devant le tribunal du Front national, au premier tour de la nouvelle élection municipale partielle dans cette commune, dimanche 20 janvier, a été condamné, mercredi, à 10 000 francs d'amende pour provocation à la haine raciale, par la chambre du tribunal de grande instance de Paris.

L'élection municipale de 1989 ayant été annulée par le Conseil d'Etat, un nouveau scrutin avait eu lieu en mars 1990. A la veille du second tour, le *Monde* et *Libération* avaient publié des propos de M. Déchamps dénués d'ambiguïté : « Les Portugais, on ne les a jamais vus en train de vandaliser une école. Ce n'est pas le cas des Africains et, plus particulièrement, des Maghrébins. (...) Ce que propose Jean-Marie [Le Pen] à côté de ce que j'ai fait à la place de Mitterrand, c'est de la bibine », et : « Quand vous voyez des Nègres et des Arabes comme des meutes de hyènes dans les escaliers des clubs (...), plutôt que d'agresser les pauvres bonnes femmes, ils feraient mieux de se bouger. »

Recrutement interdit dans les lycées de Saint-François. - Les agents recruteurs de l'armée américaine n'ont plus le droit de recruter sur les campus des lycées de la baie de San-Francisco, ni d'obtenir les noms des étudiants sans la permission de leurs parents, en vertu d'une résolution adoptée mardi soir 22 janvier, à l'unanimité, par le conseil scolaire local. Cette décision fait suite à des dizaines de plaintes de parents et d'étudiants enregistrées depuis l'augmentation d'activité des recruteurs après l'invasion irakienne du Koweït. (AP.)

M. Walesa, le pape et le pacte de Varsovie

La réunion au sommet des dirigeants de trois pays membres du pacte de Varsovie - Hongrie, Pologne et Tchécoslovaquie, - prévue pour accélérer le démantèlement du pacte, a été ajournée à la demande du président Vatscan, qui souhaitait réserver au Vatican son premier voyage présidentiel à l'étranger.

C'est ce qu'a expliqué à une commission parlementaire le ministre hongrois des affaires étrangères, M. Géza Jeszensky, dont les propos sont rapportés, jeudi 24 janvier, par la presse de Budapest. Le premier ministre hongrois, M. József Antall, avait invité les présidents Walesa et Havel à un sommet tripartite pour discuter de la

solution de l'ex-alliance socialiste, mais cette rencontre fut finalement ramenée au rang des ministres des affaires étrangères, lundi 21 janvier. Entre-temps, Varsovie avait annoncé que la visite à Rome du président Walesa était reportée en raison de la situation internationale tendue, en particulier dans les pays baltes.

Selon M. Jeszensky, le chef de l'Etat polonais a fait valoir « l'importance symbolique » que revêtait pour lui cette visite au souverain pontife, maintenant prévue pour la première quinzaine de février. Le sommet tripartite pourra donc se tenir après.

L'ESSENTIEL

SECTION A

- Débats**
La guerre du Golfe : « Demain une autre paix », par Federico Mayor ; « Notre intérêt national », par Jean-Yves Le Gallou 2
- La guerre du Golfe**... 3 à 11
- La tension dans les pays baltes**
Nouvelles « occupations » soviétiques à Vilnius 12
- Relations soviéto-japonaises**
La difficile voyage de M. Gorbatchev 12
- Procès d'Ispartarak**
Plaidoyer de Philippe Bédet 14
- Le MAAO fait peu neuve**
La Musée des arts d'Afrique et d'Océanie veut devenir la vitrine culturelle du Sud 15
- « L'Est républicain » : la nouvelle capitale**
L'arrivée de M. Harsanyi 16

SECTION B

- LIVRES • IDÉES**
« L'hypothèse du tableau raconté » Fontanelle le séducteur • La faillite de Michel Braudou • Dominique Rolin et les délices des mots • Histoire littéraire : Voltaire inépuisable • Sociétés, par Georges Balandier • Essais : « De Gaulle-Mitterrand, la marque et la trace », d'Alain Duhamel • La bande dessinée au Salon d'Angoulême • La chronique de Nicole Zand • Un entretien avec Carlos Fuentes 21 à 28

SECTION C

- M. Samir Traboulsi incupé**
Les suites de l'affaire Pechiney 29
- Budget de l'île-de-France**
La neutralité des socialistes 30

LES DIX ANS D'IMAGINA

- Mondes virtuels de l'image de synthèse • Une nouvelle expérience du réel • Voyages dans la troisième dimension 31 et 33

AFFAIRES

- Bourse : Paris avale les places de province • La diversification de Gastinne-Ranetta 36-37

Services

- Abonnements 2
Annonces classées 23
Bulletin d'abonnement 18
Cartes 19
Loto 18
Marchés financiers 38-39
Météorologie 20
Mots croisés 19
Radio-Télévision 20
Spectacles 18

La télématique du Monde : 3615 LEMONDE 3615 LM

Le numéro du « Monde » daté 24 janvier 1991 a été tiré à 672 052 exemplaires.